Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 258 del 19 settembre 1984

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 19 settembre 1984** **SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 53

LEGGE 4 agosto 1984, n. **583.**

Ratifica ed esecuzione del sesto accordo internazionale sullo stagno, adottato a Ginevra il 26 giugno 1981.

LEGGE 6 agosto 1984, n. **584.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo istitutivo del Fondo comune per i prodotti di base, con allegati, adottata a Ginevra il 27 giugno 1980.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

ACCORDO

LEGGI E DECRETI

LEGGE 4 agosto 1984, n. **583.**

Ratifica ed esecuzione del sesto accordo internazionale sullo stagno, adottato a Ginevra il 26 giugno 1981.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il sesto accordo internazionale sullo stagno, adottato a Ginevra il 26 giugno 1981.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 55 dell'accordo stesso.

ART. 3.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge nell'anno finanziario 1983, valutato in lire 7 miliardi, si provvede a carico del capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno medesimo.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge negli anni 1984, 1985 e 1986, valutato in lire 7 miliardi annui, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1984-86, al suddetto capitolo 6856 relativo all'anno finanziario 1984, all'uopo utilizzando lo specifico accantonamento « Partecipazione italiana al IV accordo internazionale sullo stagno ».

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

ART. 4.

La presente legge entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Selva di Val Gardena, addì 4 agosto 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI — GORIA — ROMITA

Visto, *il Guardasigilli*: MARTINAZZOLI

SIXIEME ACCORD INTERNATIONAL SUR L'ETAIN

PREAMBULE

Les parties au présent Accord,

Reconnaissant :

a) L'aide appréciable que les accords de produit peuvent apporter à la croissance économique, spécialement dans les pays en développement producteurs, en contribuant à assurer la stabilisation des prix et le développement régulier des recettes d'exportation et des marchés de matières premières,

b) La communauté et l'interdépendance des intérêts des pays producteurs et des pays consommateurs et la valeur d'une coopération suivie entre eux pour atteindre les buts et les principes des Nations Unies et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et pour résoudre les problèmes relatifs à l'étain au moyen d'un accord international de produit, vu le rôle que l'accord international sur l'étain peut jouer dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

c) L'importance exceptionnelle de l'étain pour de nombreux pays dont l'économie dépend largement de conditions favorables et équitables pour la production, la consommation ou le commerce de l'étain,

d) La nécessité de protéger et de stimuler la prospérité et l'expansion de l'industrie de l'étain, spécialement dans les pays en développement producteurs, et d'assurer des approvisionnements en étain suffisants pour sauvegarder les intérêts des consommateurs,

e) L'importance, pour les pays producteurs d'étain, de maintenir et d'accroître leur pouvoir d'achat à l'importation, et

f) L'intérêt qu'il y a à accroître l'efficacité dans l'usage de l'étain à la fois dans les pays en développement et dans les pays industrialisés, afin d'aider à la conservation des ressources mondiales d'étain,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER - OBJECTIFS

Article premier

Objectifs

Le présent Accord a pour objectifs :

a) D'établir un équilibre entre la production et la consommation mondiales d'étain et d'atténuer les difficultés graves qu'un excédent ou une pénurie d'étain, escomptés ou effectifs, pourraient créer;

b) D'empêcher des fluctuations excessives du prix de l'étain et des recettes d'exportation provenant de l'étain;

c) D'arrêter des dispositions qui contribuent à accroître les recettes d'exportation provenant de l'étain, spécialement celles des pays en développement producteurs, de manière à procurer à ces pays les ressources nécessaires à l'accélération de leur croissance économique et de leur développement social, tout en tenant compte des intérêts des consommateurs;

d) D'assurer des conditions qui contribuent à imprimer à la production d'étain un rythme dynamique et croissant, moyennant des rentrées rémunératrices pour les producteurs, qui contribuent à assurer un approvisionnement suffisant à des prix équitables pour les consommateurs et à réaliser un équilibre à long terme entre la production et la consommation;

e) D'empêcher un chômage ou un sous-emploi étendu et autres difficultés graves qui pourraient résulter de déséquilibres entre l'offre et la demande d'étain;

f) De favoriser l'extension des usages de l'étain et de la transformation sur place, spécialement dans les pays en développement producteurs;

g) Quand une pénurie d'étain se produit ou risque de se produire, de prendre des mesures en vue d'assurer un accroissement de la production d'étain et une répartition équitable de l'étain métal afin d'atténuer les graves difficultés que les pays consommateurs pourraient rencontrer;

h) Quand un excédent d'étain se produit ou risque de se produire, de prendre des mesures pour atténuer les graves difficultés que les pays producteurs pourraient rencontrer;

i) De passer en revue les déblocages, opérés par des gouvernements, de stocks l'étain constitués à des fins non commerciales et de prendre des mesures permettant d'éviter toutes les incertitudes et difficultés qui pourraient en découler;

j) De prendre constamment en considération la nécessité de mettre en valeur et d'exploiter de nouveaux gisements d'étain et de promouvoir, notamment au moyen des ressources d'assistance technique et financière de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies, les méthodes les plus efficaces d'extraction, de concentration et de traitement des minerais d'étain;

k) De favoriser l'extension du marché de l'étain dans les pays en développement producteurs afin de les encourager à jouer un rôle plus important dans la commercialisation de l'étain; et

l) De poursuivre l'oeuvre entreprise par le Conseil international de l'étain au titre du cinquième Accord international sur l'étain (ci-après dénommé cinquième Accord) et des précédents accords internationaux sur l'étain.

CHAPITRE II - DEFINITIONS

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Accord, il faut entendre par :

"étain", l'étain métal ou tout autre étain raffiné, ou l'étain contenu dans des concentrés ou dans du minerai d'étain extrait de son gisement naturel. Aux fins de cette définition, le "minerai" est réputé ne pas comprendre a) la matière extraite du gisement à une fin autre que son traitement et b) la matière qui a été éliminée en cours de traitement;

"étain métal", l'étain raffiné de bonne qualité marchande ne titrant pas moins de 99,75 %;

"stock régulateur", le stock régulateur constitué en application de l'article 21 et géré conformément au chapitre XIII du présent Accord;

"garanties gouvernementales/engagements gouvernementaux", les obligations financières à l'égard du Conseil que les Membres ont souscrites à titre de sûreté pour le financement du stock régulateur additionnel conformément à l'article 21. Ces garanties/engagements peuvent, quand il y a lieu, venir des institutions appropriées des Membres intéressés. Les Membres sont responsables devant le Conseil, à concurrence du montant de leurs garanties/engagements;

"étain métal détenu", les avoirs en étain métal du stock régulateur, y compris le métal acheté pour le stock régulateur, mais non encore reçu, et non compris le métal vendu par le Directeur du stock régulateur, mais non encore livré;

"tonne", la tonne métrique, soit 1 000 kilogrammes;

"période de contrôle", une période que le Conseil a déclarée telle et pour laquelle un tonnage total d'exportations autorisées a été fixé;

"trimestre", un trimestre commençant le 1er janvier, le 1er avril, le 1er juillet ou le 1er octobre;

"exportations nettes", la quantité exportée dans les circonstances énoncées dans la première partie de l'annexe C du présent Accord, moins la quantité importée déterminée conformément à la deuxième partie de ladite annexe;

"Membre", un pays dont le gouvernement a ratifié, accepté ou approuvé le présent Accord, ou y a adhéré, ou a notifié au dépositaire conformément à l'article 53 qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire, ou une organisation répondant aux conditions énoncées à l'article 56;

"Membre producteur", un Membre que le Conseil a déclaré, avec l'agrément de ce Membre, être Membre producteur;

"Membre consommateur", un Membre que le Conseil a déclaré, avec l'agrément de ce Membre, être Membre consommateur;

"majorité simple", celle qui est réunie quand une motion est appuyée par la majorité des suffrages exprimés par des Membres;

"majorité répartie simple", celle qui est réunie quand une motion est appuyée à la fois par la majorité des suffrages exprimés par les Membres producteurs et la majorité des suffrages exprimés par les Membres consommateurs;

"majorité répartie des deux tiers", celle qui est réunie quand une motion est appuyée à la fois par la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les Membres producteurs et par la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les Membres consommateurs;

"entrée en vigueur", sauf dans le cas où l'expression est autrement précisée, l'entrée en vigueur initiale du présent Accord, que ce soit à titre définitif ou à titre provisoire conformément à l'article 55;

"exercice financier", une période d'une année commençant le 1er juillet et se terminant le 30 juin de l'année suivante;

"session", une réunion qui comporte une ou plusieurs séances du Conseil

PREMIERE PARTIE

LE CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN : DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

CHAPITRE III - LE CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN

Article 3

Maintien en existence et siège du Conseil international de l'étain

1. Le Conseil international de l'étain (ci-après dénommé le Conseil) institué aux termes des précédents accords internationaux sur l'étain continuera d'exister pour assurer la mise en oeuvre du sixième Accord international sur l'étain, avec la composition, les pouvoirs et les fonctions prévus dans le présent Accord.

2. Le siège du Conseil est situé sur le territoire d'un Membre.

3. Sous réserve de la condition énoncée au paragraphe 2 du présent article, le siège du Conseil est à Londres, à moins que le Conseil, à la majorité répartie des deux tiers, n'en décide autrement.

Article 4

Composition du Conseil

1. Le Conseil est composé de tous les Membres.

2. a) Chaque Membre est représenté au Conseil par un seul représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour assister aux sessions;

b) Un représentant suppléant est habilité à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou en d'autres circonstances spéciales.

Article 5

Catégories de Membres

1. Chaque Membre est déclaré par le Conseil, avec l'agrément du Membre intéressé, être Membre producteur ou Membre consommateur, le plus tôt possible après que le Conseil a reçu du dépositaire notification que ce Membre a déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion conformément à l'article 52 ou à l'article 54, ou a donné notification, conformément à l'article 53, qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire.

2. Le classement en Membres producteurs et en Membres consommateurs se fait respectivement sur la base de la production minière intérieure et sur celle de la consommation d'étain métal, étant entendu que

a) Le classement d'un Membre producteur qui consomme une proportion substantielle de l'étain métal provenant de sa production minière intérieure se fait, avec l'agrément de ce Membre, sur la base de ses exportations d'étain;

b) Le classement d'un Membre consommateur dont la production minière intérieure représente une proportion substantielle de l'étain qu'il consomme se fait, avec l'agrément de ce Membre, sur la base de ses importations d'étain.

3. Dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou en notifiant, conformément à l'article 53, qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire, chaque gouvernement peut indiquer à quelle catégorie de Membres il estime devoir appartenir.

4. A la première session qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil prendra les décisions nécessaires à l'application du présent article, avec l'approbation de Membres producteurs représentant plus de 50 % du total des pourcentages de production indiqués dans l'annexe A du présent Accord pour les Membres producteurs et de Membres consommateurs représentant plus de 50 % du total des pourcentages de consommation indiqués dans l'annexe B du présent Accord pour les Membres consommateurs.

Article 6

Changement de catégorie

1. Quand, d'après les états statistiques, un Membre est passé de la position de Membre producteur à celle de Membre consommateur, ou vice versa, le Conseil, à la demande de ce Membre, ou de sa propre initiative avec l'agrément dudit Membre, prend en considération cette position nouvelle, décide le changement de catégorie et détermine le pourcentage qui serait applicable conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 14.

2. A partir de la date où le pourcentage visé au paragraphe 1 ci-dessus est applicable, le Membre intéressé cesse de jouir des droits et privilèges ou d'être tenu aux obligations que le présent Accord reconnaît ou impose aux Membres de la catégorie à laquelle ce Membre appartenait auparavant, à l'exception des obligations financières ou autres non satisfaites auxquelles il était tenu dans sa catégorie antérieure, et il acquiert tous les droits et privilèges et est tenu à toutes les obligations que le présent Accord reconnaît ou impose aux Membres de la catégorie à laquelle il appartient désormais.

CHAPITRE IV - POUVOIRS ET FONCTIONS

Article 7

Pouvoirs et fonctions du Conseil

Le Conseil :

a) A tous pouvoirs et exerce toutes fonctions nécessaires à l'administration et à l'exécution du présent Accord;

b) A le pouvoir d'emprunter pour les besoins du compte administratif établi aux termes de l'article 17 ou pour les besoins du compte du stock régulateur conformément à l'article 24;

c) Reçoit du Président exécutif, chaque fois qu'il le demande, tous renseignements concernant les actifs et les opérations du stock régulateur qu'il juge nécessaires pour remplir ses fonctions conformément au présent Accord;

d) Peut demander aux Membres de fournir toutes données disponibles concernant la production d'étain, les coûts de production de l'étain, le niveau de la production d'étain, la consommation d'étain, le commerce international et les stocks d'étain, ainsi que tous autres renseignements nécessaires à la bonne administration du présent Accord, qui ne soient pas incompatibles avec les dispositions de l'article 47 relatives à la sécurité nationale, et les Membres doivent mettre tout en oeuvre pour fournir les renseignements ainsi demandés;

e) Etablit les règles de fonctionnement du stock régulateur, qui comprennent notamment les mesures financières à appliquer aux Membres qui manquent aux obligations découlant de l'article 22;

f) Publie, après la fin de chaque exercice financier, un rapport sur son activité au cours dudit exercice;

g) Publie, après la fin de chaque trimestre, mais passé un délai de trois mois après la fin de ce trimestre, à moins que le Conseil n'en décide autrement, un état indiquant le tonnage d'étain métal détenu dans le stock régulateur à la fin dudit trimestre;

h) Prend toutes dispositions utiles aux fins de consultations et de coopération avec :

i) L'Organisation des Nations Unies, ses organes appropriés, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les institutions spécialisées, d'autres organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales appropriés; et

ii) Les non-membres qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de ses institutions spécialisées ou qui étaient parties aux précédents accords internationaux sur l'étain.

Article 8

Procédures du Conseil

Le Conseil :

a) Etablit son règlement intérieur;

b) Peut prendre toutes dispositions qu'il juge nécessaires pour donner des avis au Président exécutif quand le Conseil n'est pas en session;

c) Peut, à tout moment :

i) A la majorité répartie des deux tiers, déléguer à l'un quelconque des organes auxiliaires visés à l'article 9 ceux des pouvoirs du Conseil qui ne nécessitent qu'une majorité répartie simple, à l'exception des pouvoirs concernant :

- la fixation et la répartition des contributions conformément aux articles 20 et 22 respectivement;
- le prix plancher et le prix plafond visés aux articles 27 et 31;
- la détermination du contrôle des exportations visé aux articles 32, 33, 34, 35 et 36; ou
- l'action à engager en cas de pénurie d'étain visée à l'article 40;

ii) A la majorité simple, révoquer toute délégation de pouvoirs à tout organe auxiliaire.

Article 9

Organes auxiliaires du Conseil

1. Les organes auxiliaires ci-après, institués par le Conseil en vertu des précédents accords internationaux sur l'étain, demeurent en place pour assister le Conseil dans l'exercice de ses fonctions :

a) Comité économique et d'examen des prix;

b) Comité administratif;

c) Comité du financement du stock régulateur;

d) Comité des coûts et des prix;

e) Comité du développement;

f) Comité de vérification des pouvoirs;

g) Comité de statistique.

2. Le Conseil peut instituer tous autres organes auxiliaires qu'il juge nécessaires.

3. Le Conseil, à la majorité répartie des deux tiers, fixe la composition et le mandat de ses organes auxiliaires.

4. Tout organe auxiliaire peut, sauf décision contraire du Conseil, arrêter son propre règlement intérieur.

5. Bien que les organes auxiliaires énumérés au paragraphe 1 du présent article demeurent en place, le Conseil peut, à tout moment, mettre fin au mandat de l'un quelconque de ses organes auxiliaires.

Article 10

Statistiques et études

Le Conseil :

a) Prend des dispositions pour qu'il soit procédé, au moins une fois par trimestre, à une estimation de la production et de la consommation probables d'étain au cours du trimestre ou des trimestres suivants en vue de juger de la position statistique globale de l'étain pendant la période considérée et, à cet égard, peut tenir compte de tous autres facteurs pertinents;

b) Prend des dispositions pour l'étude suivie des coûts de production de l'étain, du niveau de la production d'étain, des tendances des prix, des tendances du marché et des problèmes à court et à long terme de l'industrie mondiale de l'étain, et, à cette fin, entreprend ou fait exécuter les études relatives aux problèmes de l'industrie de l'étain qu'il juge appropriées;

c) Se tient au courant des nouvelles utilisations de l'étain et de la mise au point de produits de remplacement susceptibles d'être substitués à l'étain dans ses usages traditionnels; et

d) Encourage le resserrement des relations avec les organisations qui se consacrent à la recherche concernant la prospection efficace, la production, la transformation et l'utilisation de l'étain, ainsi qu'une participation plus large auxdites organisations.

CHAPITRE V - ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 11

Président exécutif et Vice-Présidents du Conseil

1. Le Conseil, à la majorité répartie des deux tiers et par bulletin écrit, désigne un président exécutif indépendant, qui peut être ressortissant de l'un des Membres. La question de la désignation du Président exécutif sera examinée à la première session que le Conseil tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord.

2. Ne pourra être désigné Président exécutif quiconque aura exercé des fonctions actives dans l'industrie ou le commerce de l'étain pendant les cinq années précédant la désignation

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne font pas obstacle à la désignation d'un membre du personnel du Conseil comme Président exécutif.

4. Le Conseil fixe la durée du mandat du Président exécutif, ainsi que les autres modalités et conditions selon lesquelles il exerce ses fonctions.

5. Le Président exécutif convoque les sessions du Conseil et en préside les séances; il ne prend pas part au vote.

6. Le Conseil élit annuellement deux Vice-Présidents, choisis l'un parmi les représentants des Membres producteurs, l'autre parmi les représentants des Membres consommateurs. Les deux Vice-Présidents sont dénommés respectivement premier Vice-Président et deuxième Vice-Président. Le premier Vice-Président est choisi alternativement parmi les Membres producteurs et parmi les Membres consommateurs.

7. Si le Président exécutif démissionne ou est définitivement dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, le Conseil désigne un nouveau président exécutif suivant la procédure prévue au paragraphe 1 du présent article. En attendant cette désignation, ou pendant l'absence temporaire du Président exécutif, le premier Vice-Président, ou, au besoin, le deuxième Vice-Président, le remplace, en ayant pour seule fonction de présider les séances, à moins que le Conseil n'en décide autrement. Le Conseil prévoit en outre, dans son règlement intérieur, la désignation d'un chef par intérim du Service administratif, responsable de l'administration et de l'exécution du présent Accord, conformément à l'article 13, pendant l'absence temporaire du Président exécutif ou en attendant la désignation d'un nouveau président exécutif conformément au présent paragraphe.

8. Quand un vice-président remplace le Président exécutif en application des dispositions du paragraphe 7 du présent article, il ne prend pas part au vote; le droit de vote du Membre qu'il représente peut être exercé conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 4 ou du paragraphe 3 de l'article 15

Article 12

Sessions du Conseil

1. Le Conseil, sauf décision contraire, tient quatre sessions par an.

2. a) Les sessions sont convoquées par le Président exécutif ou, après consultation avec le premier Vice-Président, par le Chef par intérim du Service administratif. Outre qu'il se réunit dans les autres circonstances expressément prévues par le présent Accord, le Conseil se réunit également :

i) A la demande de cinq Membres;

ii) A la demande de Membres détenant ensemble au moins 250 voix; ou

iii) Sur l'initiative du Président exécutif.

b) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera la première session en vertu du présent Accord, de manière qu'elle s'ouvre dans les huit jours qui suivront l'entrée en vigueur dudit Accord.

3. Les sessions, sauf décision contraire du Conseil, ont lieu au siège du Conseil. Elles se tiennent avec un préavis d'au moins 15 jours, sauf en cas d'urgence, où elles peuvent être convoquées avec un préavis de 72 heures par le Président exécutif, ou si les dispositions du présent Accord l'exigent autrement.

4. A toute séance du Conseil, le quorum est réputé atteint quand les représentants présents détiennent ensemble les deux tiers du total des voix de tous les Membres producteurs et les deux tiers du total des voix de tous les Membres consommateurs. Si, le jour fixé pour l'ouverture d'une session du Conseil, le quorum défini ci-dessus n'est pas atteint, une nouvelle séance est convoquée après un délai d'au moins sept jours, et le quorum est alors réputé atteint si les représentants présents détiennent ensemble 500 au moins des voix de tous les Membres producteurs et 500 au moins des voix de tous les Membres consommateurs.

Article 13

Le personnel du Conseil

1. Le Président exécutif nommé conformément à l'article 11 est responsable devant le Conseil de l'administration et de l'exécution du présent Accord, conformément aux décisions du Conseil.

2. Le Président exécutif est en outre responsable de la direction des services administratifs et du personnel

3. Le Conseil nomme un Directeur du stock régulateur (ci-après dénommé le Directeur) et un Secrétaire du Conseil (ci-après dénommé le Secrétaire), et il fixe les modalités et conditions d'emploi de ces deux fonctionnaires.

4. Le Conseil donne des instructions au Président exécutif quant à la façon dont le Directeur doit s'acquitter de ses responsabilités, telles qu'elles sont énoncées dans le présent Accord.

5. Le Président exécutif est assisté du personnel que le Conseil estime nécessaire. Tout le personnel, y compris le Directeur et le Secrétaire, est responsable devant le Président exécutif. Le mode d'engagement et les conditions d'emploi du personnel doivent être approuvés par le Conseil.

6. Ni le Président exécutif, ni les membres du personnel ne doivent avoir d'intérêts financiers dans l'industrie, le commerce et le transport de l'étain, dans les activités publicitaires concernant l'étain ou dans toute autre activité se rapportant à l'étain.

7 Dans l'exercice de leurs fonctions, ni le Président exécutif, ni les membres du personnel ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune personne ou autorité autre que le Conseil ou une personne agissant au nom du Conseil conformément aux dispositions du présent Accord. Ils s'abstiennent de toute action qui puisse porter atteinte à leur position de fonctionnaires internationaux responsables uniquement devant le Conseil. Chaque Membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des responsabilités du Président exécutif et des membres du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exercice de leurs responsabilités.

8. Ni le Président exécutif, ni le Directeur, ni le Secrétaire, ni aucun autre membre du personnel du Conseil ne doivent divulguer de renseignements concernant l'administration ou l'exécution du présent Accord, à l'exception de ce que le Conseil peut autoriser ou de ce qui leur est nécessaire pour s'acquitter dûment de leurs devoirs aux termes du présent Accord.

CHAPITRE VI - VOTE AU CONSEIL

Article 14

Pourcentages et voix

1. Les Membres producteurs détiennent ensemble 1 000 voix. Chaque Membre producteur reçoit un nombre initial de cinq voix; le reste est divisé entre les Membres producteurs en proportion aussi voisine que possible du pourcentage de production de chacun, tel qu'il est indiqué dans les tableaux dressés ou révisés par le Conseil conformément au paragraphe 3 ou au paragraphe 4 du présent article.

2. Les Membres consommateurs détiennent ensemble 1 000 voix. Chaque Membre consommateur reçoit un nombre initial de cinq voix, ou, s'il y a plus de 30 Membres consommateurs, le plus grand nombre entier tel que le nombre initial total de voix ne dépasse pas 150; le reste est divisé entre les Membres consommateurs en proportion aussi voisine que possible du pourcentage de consommation de chacun, tel qu'il est indiqué dans les tableaux dressés ou révisés par le Conseil conformément au paragraphe 3 ou au paragraphe 4 du présent article.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 du présent article, le Conseil, à sa première session, dressera des tableaux des pourcentages de production et de consommation des Membres producteurs et des Membres consommateurs. Les tableaux ainsi dressés vaudront immédiatement.

4 Les tableaux dressés conformément au paragraphe 3 du présent article sont ensuite révisés chaque année et chaque fois que la composition se modifie ou qu'un Membre change de catégorie. Les tableaux ainsi révisés valent immédiatement

5. Aux fins des paragraphes 3 et 4 du présent article, le Conseil fixe la répartition ou la nouvelle répartition des pourcentages de production pour les Membres producteurs, conformément à l'annexe F du présent Accord.

6 Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, réviser l'annexe F

7. Aux fins des paragraphes 3 et 4 du présent article, le Conseil fixe la répartition ou la nouvelle répartition des pourcentages de consommation pour les Membres consommateurs, par référence à la moyenne de la consommation d'étain de chaque Membre consommateur pendant chacune des trois années civiles précédentes.

8 Aucun Membre ne détient plus de 450 voix

9 Il n'y a pas de fractionnement de voix

Article 15

Procédure de vote du Conseil

1 Chaque Membre a le droit d'émettre le nombre de voix qu'il détient au Conseil. En votant, un Membre ne peut diviser ses voix. Un Membre qui s'abstient est réputé n'avoir pas voté.

2. Les décisions du Conseil sont, sauf disposition contraire, prises à la majorité répartie simple.

3. Tout Membre peut, dans des formes approuvées par le Conseil, autoriser tout autre Membre à représenter ses intérêts et à exercer ses droits de vote à toute session ou séance du Conseil.

CHAPITRE VII - PRIVILEGES ET IMMUNITES

Article 16

Privilèges et immunités

1. Le Conseil possède la personnalité juridique. Il a, en particulier, la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens meubles et immeubles, ainsi que d'ester en justice.

2. Sur le territoire de chaque Membre, le Conseil bénéficie, pour autant que la législation de ce Membre le permette, des exonérations fiscales sur ses avoirs, revenus et autres biens, qui peuvent être nécessaires à l'exercice des fonctions lui incombant en vertu du présent Accord.

3. Il est accordé au Conseil, sur le territoire de chaque Membre, toutes facilités de change nécessaires à l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu du présent Accord.

4 Le statut, les privilèges et les immunités du Conseil sur le territoire du gouvernement hôte seront régis par une convention d'établissement entre le gouvernement hôte et le Conseil.

DEUXIEME PARTIE

DISPOSITIONS FINANCIERES

CHAPITRE VIII - COMPTES ET VERIFICATION DES COMPTES

Article 17

Comptes financiers

1. a) Pour l'administration et l'exécution du présent Accord, il est tenu deux comptes : le compte administratif et le compte du stock régulateur.

b) Les dépenses administratives du Conseil, y compris la rémunération du Président exécutif, du Directeur, du Secrétaire et du personnel, sont imputées au compte administratif.

c) Toutes les dépenses uniquement attribuables aux transactions ou aux opérations du stock régulateur, y compris les dépenses découlant des emprunts, de l'entreposage, des commissions et des assurances, sont imputées par le Directeur au compte du stock régulateur.

d) L'imputation au compte du stock régulateur de toute autre catégorie de dépenses est décidée par le Président exécutif.

2. Le Conseil n'est pas responsable des dépenses effectuées par les représentants au Conseil ou par leurs suppléants et conseillers.

Article 18

Monnaies de paiement

Les versements en espèces que les Membres effectuent au compte administratif conformément aux articles 20 et 60, les versements en espèces que les Membres effectuent au compte du stock régulateur conformément aux articles 22 et 23, les versements en espèces imputés au compte administratif à l'intention des Membres conformément à l'article 60 et les versements en espèces imputés au compte du stock régulateur à l'intention des Membres conformément aux articles 22, 23 et 26 sont fixés dans la monnaie du pays hôte et faits dans cette monnaie ou, au choix du Membre intéressé, la contre-valeur de la somme due dans la monnaie du pays hôte peut être versée, au taux de change à la date du paiement, dans toute monnaie librement convertible dans la monnaie du pays hôte sur les marchés des changes.

Article 19

Vérification des comptes

1. Le Conseil nomme des vérificateurs aux comptes qui sont chargés de vérifier sa comptabilité.

2. Le Conseil publie, aussitôt que possible après la clôture de chaque exercice financier, le compte administratif et le compte du stock régulateur vérifiés par des vérificateurs indépendants, étant entendu que les comptes du stock régulateur ne sont publiés que passé un délai de trois mois après la clôture de l'exercice financier auquel ils se rapportent.

CHAPITRE IX - LE COMPTE ADMINISTRATIF

Article 20

Le budget

1. Le Conseil, à la première session qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord, approuvera le budget de recettes et de dépenses correspondant au compte administratif pour la période qui s'écoulera entre la date de l'entrée en vigueur du présent Accord et la fin du premier exercice financier Par la suite, il approuve un budget annuel pour chaque exercice financier. Si, à un moment quelconque au cours d'un exercice financier, le solde demeurant dans le compte administratif paraît, en raison de circonstances imprévues qui se sont produites ou risquent de se produire, ne pas devoir suffire pour faire face aux dépenses administratives du Conseil, celui-ci peut approuver un budget supplémentaire pour le reste dudit exercice.

2. Sur la base des budgets mentionnés au paragraphe 1 du présent article, le Conseil fixe, dans la monnaie du pays hôte, la contribution au compte administratif de chaque Membre, qui est tenu de verser la totalité de sa contribution au Conseil dès qu'il est avisé du chiffre fixé. Chaque Membre verse, pour chaque voix qu'il détient à la date de la fixation de sa contribution, un deux millièmes du montant total requis

3. Tout Membre qui, dans les six mois suivant la date à laquelle il a été avisé du montant de sa contribution au compte administratif, n'a pas réglé celle-ci, peut être privé de son droit de vote par le Conseil. Si ledit Membre ne s'est pas acquitté de sa contribution dans les 12 mois qui suivent la date de l'avis, il peut être privé par le Conseil de tout autre droit qu'il possède en vertu du présent Accord, étant entendu que le Conseil, une fois reçu le montant de la contribution due, rétablit le Membre considéré dans l'exercice des droits dont il avait été privé en application du présent paragraphe.

CHAPITRE X - LE COMPTE DU STOCK REGULATEUR

Article 21

Constitution et volume du stock régulateur

Pour atteindre les objectifs du présent Accord, il est constitué notamment un stock régulateur composé d'un stock normal de 30 000 tonnes d'étain métal, financé par des contributions des gouvernements, et d'un stock additionnel de 20 000 tonnes d'étain métal, financé par voie d'emprunts garantis par des warrants d'entrepôt et, au besoin, par des garanties gouvernementales/engagements gouvernementaux.

Article 22

Financement du stock régulateur normal

1. Le financement du stock régulateur normal est, à tout moment, partagé à égalité entre les Membres producteurs et les Membres consommateurs. Il peut, le cas échéant, venir des institutions appropriées des Membres intéressés.

2. Une contribution initiale égale à la valeur monétaire de 10 000 tonnes d'étain métal est exigible à l'entrée en vigueur du présent Accord Le solde des contributions égal à l'équivalent en valeur monétaire des 20 000 tonnes d'étain métal restantes devient exigible à la date ou aux dates que le Conseil peut arrêter.

3. Les contributions mentionnées au paragraphe 2 du présent article sont réparties par le Conseil entre les Membres en proportion du pourcentage de production ou de consommation de chacun tel qu'il est indiqué dans les tableaux dressés ou révisés par le Conseil conformément au paragraphe 3 ou au paragraphe 4 de l'article 14 qui sont applicables au moment de la répartition des contributions.

4. Le montant des contributions mentionnées au paragraphe 2 du présent article est fixé par référence au prix plancher en vigueur à la date où les contributions sont appelées.

5. La contribution initiale d'un Membre exigible en vertu du paragraphe 2 du présent article peut être acquittée, avec l'agrément dudit Membre, sous forme d'un virement du compte du stock régulateur constitué en vertu du cinquième Accord.

6. Si, à un moment quelconque, le Conseil détient au compte du stock régulateur des liquidités dont le montant total dépasse l'équivalent en valeur monétaire de 10 000 tonnes d'étain métal au prix plancher en vigueur, il peut autoriser des remboursements aux Membres sur ce solde positif en proportion des contributions qu'ils ont versées en vertu du présent article. A la demande d'un Membre, le montant du remboursement auquel il a droit peut demeurer inscrit au compte du stock régulateur.

7. Tant que le présent Accord est en vigueur à titre provisoire, et nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article, la contribution d'un Membre devant être fixée par le Conseil ne peut dépasser 125 % du montant de sa contribution calculée en proportion de son pourcentage de production ou de consommation tel qu'il est indiqué dans l'annexe A ou B du présent Accord.

Article 23

Arriérés de contribution au compte du stock régulateur

1. Un Membre qui ne s'acquitte pas de son obligation de contribuer au compte du stock régulateur à la date où sa contribution est exigible est réputé en retard dans ses versements. Un Membre en retard de 60 jours ou plus ne compte pas au nombre des Membres quand le Conseil doit prendre une décision conformément au paragraphe 2 du présent article.

2. Les droits de vote et autres droits au Conseil d'un Membre en retard de 60 jours ou plus dans ses versements, ainsi qu'il est envisagé au paragraphe 1 du présent article, sont suspendus, à moins que le Conseil, à la majorité répartie des deux tiers, n'en décide autrement, étant entendu qu'un retard dans l'exécution de l'obligation d'un Membre de contribuer au compte du stock régulateur n'est pas considéré comme un retard aux fins du présent paragraphe s'il concerne exclusivement la fraction de la contribution qui dépasse le montant correspondant à la part du coût estimatif indiquée pour ce Membre dans l'annexe G du présent Accord.

3. Le Conseil peut demander aux autres Membres de couvrir à titre volontaire le montant de l'arriéré.

4. Quand il a été mis fin au défaut de paiement à la satisfaction du Conseil, le Membre en retard dans ses versements est rétabli dans ses droits de vote et autres droits. Si le montant des arriérés a été avancé par d'autres Membres, ces Membres sont remboursés intégralement.

Article 24

Emprunts contractés pour le stock régulateur

1. Le Conseil peut, pour les besoins du stock régulateur et avec la garantie des warrants d'étain détenus par ledit stock, emprunter telle ou telles sommes qu'il juge nécessaires. Les modalités et conditions des emprunts ainsi contractés sont approuvées par le Conseil.

2. Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, prendre toutes autres dispositions qu'il juge convenables pour compléter ses ressources.

3. Toutes les charges résultant de ces emprunts et dispositions sont imputées au compte du stock régulateur.

Article 25

Relations avec le Fonds commun pour les produits de base

Quand le Fonds commun entrera en activité, le Conseil négociera avec le Fonds des conditions et modalités mutuellement acceptables pour un accord d'association avec le Fonds commun, en vue de chercher à tirer pleinement parti des facilités offertes par le Fonds.

CHAPITRE XI - LIQUIDATION DU STOCK REGULATEUR

Article 26

Procédure de liquidation

1. A la fin du présent Accord, toutes les opérations du stock régulateur découlant de l'article 28, de l'article 29, de l'article 30 ou de l'article 31 cesseront. Le Directeur ne procédera plus ensuite à de nouveaux achats d'étain et ne pourra vendre d'étain que si les dispositions du paragraphe 2, du paragraphe 3 ou du paragraphe 8 du présent article l'y autorisent.

2. A moins que le Conseil ne substitue d'autres dispositions à celles du présent article, le Directeur prendra, pour la liquidation du stock régulateur, les mesures prévues aux paragraphes 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 11 du présent article.

3. Aussitôt que possible après la fin du présent Accord, le Directeur réservera, par prélèvement sur le solde du compte du stock régulateur, la somme qu'il estime suffisante pour rembourser les emprunts contractés conformément à l'article 24 et non encore réglés et couvrir toutes les dépenses découlant de la liquidation du stock régulateur conformément aux dispositions du présent article. Si le solde du compte du stock régulateur ne suffit pas à ces fins, le Directeur vendra de l'étain, pendant telle période et en telles quantités que le Conseil pourra décider, pour se procurer les fonds supplémentaires dont il a besoin.

4. Sous réserve des conditions énoncées dans le présent Accord et conformément à celles-ci, la part de chaque Membre dans le stock régulateur lui sera remboursée

5. Pour établir la part de chaque Membre dans le stock régulateur, le Directeur procédera comme suit :

a) Les contributions en espèces de chaque Membre au stock régulateur seront déterminées;

b) La valeur de tout l'étain détenu par le Directeur à la fin du présent Accord sera calculée sur la base d'un prix approprié de l'étain à cette date sur un marché reconnu à convenir par le Conseil; après mise en réserve de la somme prévue au paragraphe 3 du présent article, le montant de cette valeur sera ajouté au total des espèces détenues par le Directeur à la même date;

c) Si le total calculé conformément à l'alinéa b) ci-dessus est supérieur à la somme totale de toutes les contributions versées au stock régulateur par tous les Membres, l'excédent sera réparti entre les Membres en proportion des contributions totales versées au stock régulateur par chacun d'eux, déterminées conformément à l'alinéa a) ci-dessus et multipliées par le nombre de jours pendant lesquels elles étaient restées à la disposition du Directeur jusqu'à la fin du présent Accord. Pour calculer le nombre de jours pendant lesquels une contribution est restée à la disposition du Directeur, il ne sera tenu compte ni du jour où la contribution a été reçue par lui, ni du jour ou le présent Accord prend fin. Le montant de l'excédent ainsi attribué à chaque Membre sera ajouté au total des contributions

dudit Membre, déterminées conformément à l'alinéa a) ci-dessus. Dans la répartition dudit excédent, une contribution d'un pays qui a été privé de ses droits ne sera pas considérée comme ayant été à la disposition du Directeur pendant la période de privation;

d) Si le total calculé conformément à l'alinéa b) ci-dessus est inférieur à la somme totale de toutes les contributions versées au stock régulateur par tous les Membres, le déficit sera réparti entre les Membres en proportion de leurs contributions totales. Le montant du déficit mis à la charge de chaque Membre sera déduit du total des contributions dudit Membre déterminées conformément à l'alinéa a) ci-dessus;

e) Le résultat des calculs ci-dessus sera, pour chaque Membre, considéré comme la part de ce Membre dans le stock régulateur.

6. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, chaque Membre recevra la part qui lui revient des espèces et de l'étain disponibles pour répartition conformément au paragraphe 5 du présent article, étant entendu que, si un Membre a été privé, conformément à l'article 20, à l'article 23, à l'article 36, à l'article 48 ou à l'article 58, d'une partie ou de la totalité de ses droits à participer au produit de la liquidation, sa part dans le remboursement sera réduite proportionnellement, et le reliquat résultant sera réparti entre les autres Membres en proportion de leur part dans le stock régulateur.

7. Le rapport entre l'étain et les espèces attribuées conformément aux dispositions des paragraphes 4, 5 et 6 du présent article sera le même pour chacun des Membres

8 a) Chaque Membre recevra les espèces qui lui seront attribuées conformément à la procédure énoncée au paragraphe 5 du présent article.

b) L'étain attribué à chaque Membre lui sera transféré en livraisons et sur la période que le Conseil peut juger appropriées, étant entendu que, si la quantité totale d'étain à transférer aux Membres est inférieure à 30 000 tonnes, la période ne dépassera pas 24 mois à compter de la fin du présent Accord. Si la quantité totale d'étain est égale ou supérieure à 30 000 tonnes, elle sera transférée aux Membres à raison de 10 000 tonnes en moyenne par période de 12 mois à compter de la fin du présent Accord.

c) En opérant chaque transfert, le Conseil tiendra compte notamment :

i) De la quantité totale d'étain disponible pour la répartition;

ii) Des effets que l'écoulement de cette quantité d'étain peut avoir sur le marché; et

iii) Des intérêts des Membres, en vue d'assurer un approvisionnement continu en étain

d) Au choix de tout Membre, la quantité d'étain constituant telle ou telle de ces livraisons pourra être vendue, et le produit net de la vente versé audit Membre

9. Nonobstant la procédure de liquidation prévue dans le présent article, l'étain qui serait attribué à des Membres conformément au paragraphe 8 du présent article pourra être transféré au stock régulateur d'un accord international ultérieur sur l'étain.

10. L'étain attribué à un Membre qui ne serait pas partie à un accord international ultérieur sur l'étain lui sera remis six mois au plus tard après la fin du présent Accord.

11. Quand la totalité de l'étain aura été liquidée conformément au paragraphe 8 du présent article, le Directeur répartira entre les Membres, suivant les proportions attribuées à chacun d'eux conformément au paragraphe 5 du présent article, le solde éventuel de la somme mise en réserve conformément au paragraphe 3 du présent article.

TROISIEME PARTIE

DISPOSITIONS ECONOMIQUES

CHAPITRE XII - PRIX PLANCHER ET PRIX PLAFOND

Article 27

Prix plancher et prix plafond

1. Aux fins du présent Accord, il est institué, pour l'étain métal, un prix plancher et un prix plafond exprimés en ringgit malaisiens ou en toute autre monnaie selon la décision du Conseil. La marge entre le prix plancher et le prix plafond équivaut à 30 pour cent du prix plancher et est divisée en trois tranches égales.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, le prix plancher et le prix plafond initiaux sont ceux qui étaient en vigueur en vertu du cinquième Accord à la date d'expiration dudit Accord.

3. A sa première session après l'entrée en vigueur du présent Accord, puis, ultérieurement, à partir d'études effectuées de façon suivie par le Comité économique et d'examen des prix ou par tout autre organe selon la décision du Conseil, ou conformément aux dispositions de l'article 31, le Conseil revoit et peut réviser le prix plancher et le prix plafond en vue d'atteindre les objectifs du présent Accord.

4. Si le Conseil ne fixe pas de nouveaux prix plancher et plafond à sa première session après l'entrée en vigueur du présent Accord, le prix plancher restera le même que celui qui était en vigueur à la date d'expiration du cinquième Accord et le prix plafond sera égal à 130 % du prix plancher.

5. Dans ses révisions des prix plancher et plafond, le Conseil tient compte de l'évolution à court terme et des divers niveaux et tendances de la production et de la consommation d'étain, des coûts de production de l'étain, de la capacité existante de production minière, de l'adéquation des prix en vigueur pour le maintien d'une capacité de production minière future suffisante et d'autres facteurs pertinents influençant les mouvements du prix de l'étain.

6. Le Conseil publie sans retard les prix plancher et plafond révisés, y compris les prix provisoires ou révisés fixés conformément à l'article 31.

CHAPITRE XIII - DIRECTION DES OPERATIONS DU STOCK REGULATEUR

Article 28

Fonctionnement du stock régulateur

1. Le Directeur, conformément à l'article 13 et dans le cadre des dispositions du présent Accord et des instructions du Conseil, est responsable devant le Président exécutif du fonctionnement du stock régulateur.

2. Aux fins du présent article, le prix du marché de l'étain est le cours de l'étain sur le marché reconnu par le Conseil à la fin du cinquième Accord ou tout autre prix que le Conseil peut décider à tout moment

3 Si le prix du marché de l'étain :

a) Est égal ou supérieur au prix plafond, le Directeur, sauf instructions données par le Conseil d'opérer autrement, et sous réserve des articles 29 et 31, offre, en vente, au prix du marché sur les marchés reconnus, l'étain dont il dispose, jusqu'à ce que le prix du marché de l'étain descende au-dessous du prix plafond ou jusqu'à ce que l'étain dont il dispose soit épuisé;

b) Se situe dans la tranche supérieure de la marge qui sépare le prix plancher du prix plafond, le Directeur peut effectuer sur les marchés reconnus des opérations au prix du marché pour empêcher le prix du marché de monter trop brusquement, à condition que ses opérations se soldent par des ventes nettes d'étain;

c) Se situe dans la tranche médiane de la marge qui sépare le prix plancher du prix plafond, le Directeur ne peut effectuer d'opérations que s'il y est autorisé par le Conseil à la majorité répartie des deux tiers;

d) Se situe dans la tranche inférieure de la marge qui sépare le prix plancher du prix plafond, le Directeur peut effectuer sur les marchés reconnus des opérations au prix du marché pour empêcher le prix du marché de baisser trop brusquement, à condition que ses opérations se soldent par des achats nets d'étain;

e) Est égal ou inférieur au prix plancher, le Directeur, s'il dispose des fonds nécessaires, fait, sauf instructions données par le Conseil d'opérer autrement, et sous réserve des articles 29 et 31, des offres d'achat au prix du marché sur les marchés reconnus, jusqu'à ce que le prix du marché de l'étain soit supérieur au prix plancher ou jusqu'à ce que les fonds dont il dispose soient épuisés.

4. Aux fins du présent Accord, les marchés reconnus sont réputés être le marché de l'étain du détroit de Penang, la Bourse des métaux de Londres et/ou tout autre marché que le Conseil peut reconnaître éventuellement aux fins du fonctionnement du stock régulateur.

5. Le Directeur ne peut, en vertu du paragraphe 3 du présent article, faire d'opérations à terme qui ne seraient pas liquidées avant la date d'expiration du présent Accord ou avant toute autre date après l'expiration du présent Accord, ainsi que le Conseil en décidera.

Article 29

Limitation ou suspension des opérations du stock régulateur

1. Nonobstant les dispositions des alinéas b) et d) du paragraphe 3 de l'article 28, le Conseil peut limiter ou suspendre les opérations à terme sur l'étain quand il l'estime nécessaire pour atteindre les objectifs du présent Accord.

2. Nonobstant les dispositions des alinéas a) et e) du paragraphe 3 de l'article 28, le Conseil, s'il est en session, peut limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que l'accomplissement des obligations imposées au Directeur par lesdits alinéas ne permettrait pas d'atteindre les objectifs du présent Accord

3. Quand le Conseil n'est pas en session, le pouvoir de limiter ou suspendre les opérations conformément au paragraphe 2 du présent article appartient au Président exécutif.

4. Le Président exécutif peut, à tout moment, révoquer une limitation ou une suspension décidée en application du paragraphe 3 du présent article.

5. Le Président exécutif, immédiatement après avoir décidé de limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur conformément au paragraphe 3 du présent article, convoque une session du Conseil à l'effet de revoir cette décision. Ladite session se tient dans les 14 jours qui suivent la date de la limitation ou de la suspension.

6. Le Conseil peut confirmer ou révoquer toute limitation ou suspension décidée en application du paragraphe 3 du présent article. Si le Conseil ne prend pas de décision, les opérations du stock régulateur continuent sans limitation ou reprennent, conformément aux dispositions de l'article 28.

7. Tant qu'une limitation cu une suspension des opérations du stock régulateur, décidée en application du présent article, demeure en vigueur, le Conseil revoit cette décision à des intervalles ne dépassant pas six semaines. Si, au cours d'une session convoquée à cette fin, le Conseil ne se prononce pas pour le maintien de la limitation ou de la suspension, les opérations du stock régulateur continuent sans limitation ou reprennent.

Article 30

Autres opérations du stock régulateur

1. Le Conseil peut autoriser le Directeur à acheter de l'étain provenant d'un stock gouvernemental non commercial ou à vendre de l'étain à un stock gouvernemental non commercial ou pour le compte de celui-ci. Le Conseil peut également autoriser le Directeur à acheter de l'étain aux pays ayant contribué au stock régulateur du cinquième Accord sur leur part de la liquidation du stock régulateur conformément audit Accord. Les dispositions du paragraphe 3 de l'article 28 ne sont pas applicables à l'achat ou à la vente d'étain pour lesquels une autorisation a été donnée conformément aux dispositions du présent paragraphe.

2. Nonobstant les dispositions des articles 28 et 29, le Conseil peut autoriser le Directeur, si celui-ci ne dispose pas de fonds suffisants pour faire face aux dépenses résultant de ses opérations, à vendre au prix courant les quantités d'étain nécessaires pour couvrir ces dépenses.

Article 31

Le stock régulateur et les modifications des taux de change

1. Le Président exécutif peut, de sa propre initiative, ou doit, à la demande d'un Membre, convoquer le Conseil immédiatement en vue de revoir les prix plancher et plafond s'il estime, ou si le Membre, selon le cas, estime que des modifications des taux de change rendent cette révision nécessaire. Les sessions convoquées en application du présent paragraphe peuvent l'être avec un préavis de moins de sept jours.

2. Dans les circonstances prévues au paragraphe 1 du présent article, le Président exécutif peut, en attendant la session du Conseil mentionnée dans ledit paragraphe, limiter ou suspendre provisoirement les opérations du stock régulateur si cette limitation ou suspension lui paraît nécessaire pour empêcher que le Directeur n'achète ou ne vende de l'étain en quantités qui risquent de porter préjudice à la réalisation des objectifs du présent Accord.

3. Une limitation ou une suspension des opérations du stock régulateur en application du présent article peut être confirmée, modifiée ou révoquée par le Conseil Si le Conseil ne prend pas de décision, les opérations du stock régulateur, au cas où elles ont été provisoirement limitées ou suspendues, continuent sans limitation ou reprennent.

4. Dans les 30 jours qui suivent sa décision de confirmer, modifier ou révoquer une limitation ou une suspension des opérations du stock régulateur en application du présent article, le Conseil envisage la fixation de prix plancher et plafond provisoires et peut fixer ces prix. Si le Conseil ne fixe pas de prix plancher ou plafond provisoires en application du présent paragraphe, les prix plancher et plafond existants restent en vigueur, sous réserve des dispositions du paragraphe 6 du présent article.

5. Dans les 90 jours qui suivent la fixation de prix plancher et plafond provisoires, le Conseil revoit ces prix et peut fixer de nouveaux prix plancher et plafond. Si le Conseil ne fixe pas de nouveaux prix plancher et plafond en application du présent paragraphe, les prix plancher et plafond provisoires deviennent les prix plancher et plafond applicables.

6. Si le Conseil ne fixe pas de prix plancher et plafond provisoires conformément au paragraphe 4 du présent article, il peut, à toute session ultérieure, fixer ce que seront les prix plancher et plafond.

7. Les opérations du stock régulateur reprennent conformément aux dispositions de l'article 28 sur la base des prix plancher et plafond qui auront été fixés conformément aux dispositions du paragraphe 4, du paragraphe 5 ou du paragraphe 6 du présent article, selon le cas.

CHAPITRE XIV - CONTROLE DES EXPORTATIONS

Article 32

Détermination du contrôle des exportations

1. Quand 70 % au moins du volume maximal du stock régulateur constitué conformément à l'article 21, ou le volume maximal du stock régulateur constitué conformément à l'article 21 tel qu'il est modifié par les dispositions financières du paragraphe 7 de l'article 22, selon celui des deux volumes qui est le moins élevé, est détenu en étain métal dans le stock régulateur, le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, instituer une période de contrôle.

2. Quand 80 % au moins du volume maximal du stock régulateur constitué conformément à l'article 21, ou le volume maximal du stock régulateur constitué conformément à l'article 21 tel qu'il est modifié par les dispositions financières du paragraphe 7 de l'article 22, selon celui des deux volumes qui est le moins élevé, est détenu en étain métal dans le stock régulateur, le Conseil peut instituer une période de contrôle.

3 Quand il institue une période de contrôle conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article, le Conseil fixe le tonnage total d'exportations autorisées pour les Membres producteurs pendant cette période de contrôle, en tenant compte des estimations de la production et de la consommation faites en application de l'alinéa a) de l'article 10, des quantités d'étain métal et des espèces détenues dans le stock régulateur, du volume, de la disponibilité et de l'évolution probable des autres stocks d'étain, du commerce de l'étain, du prix courant de l'étain métal et de tous autres facteurs pertinents.

4 Il incombe aussi au Conseil d'adapter l'offre à la demande de manière à maintenir le prix de l'étain métal entre le prix plancher et le prix plafond. Le Conseil s'efforce en outre de faire en sorte que des quantités suffisantes d'étain métal et d'espèces restent disponibles dans le stock régulateur pour rectifier tout écart qui pourrait se produire entre l'offre et la demande

5. La limitation des exportations en vertu du présent Accord pendant chaque période de contrôle est subordonnée à une décision du Conseil et aucune limitation des exportations n'est appliquée pendant une période quelconque à moins que le Conseil n'ait déclaré cette période période de contrôle et n'ait fixé pour la période un tonnage total d'exportations autorisées.

6. Le Conseil peut instituer des périodes de contrôle et fixer des tonnages totaux d'exportations autorisées nonobstant la limitation ou la suspension des opérations du stock régulateur en application des dispositions de l'article 29 ou de l'article 31.

7. Un tonnage total d'exportations autorisées fixé précédemment en application du paragraphe 3 du présent article peut être augmenté, mais non diminué, par le Conseil pendant la période de contrôle à laquelle il se rapporte.

8. Si, pendant une période de contrôle pour laquelle un tonnage total d'exportations autorisées a été fixé conformément au paragraphe 3 du présent article, le prix du marché de l'étain en moyenne mobile sur 15 jours reste égal ou supérieur à la limite supérieure de la tranche inférieure de la marge de prix, établie conformément à l'article 27, pendant 12 jours de bourse consécutifs, le tonnage d'exportations autorisées est relevé de telle sorte que le tonnage total d'exportations autorisées pour toute la période soit porté :

a) Soit au niveau des exportations pour la période correspondante calculé sur la base de la moyenne trimestrielle des exportations pendant les quatre derniers trimestres consécutifs qui ont précédé la période de contrôle et qui n'ont pas été déclarés périodes de contrôle;

b) Soit à 110 % du tonnage total d'exportations autorisées fixé pour cette période de contrôle, le plus grand des deux chiffres étant retenu.

9. Nonobstant les dispositions du paragraphe 8 du présent article, le tonnage total d'exportations autorisées pendant ladite période de contrôle n'est pas relevé :

a) S'il s'est écoulé moins de trois mois depuis l'application du contrôle des exportations immédiatement après un intervalle pendant lequel aucune limitation des exportations n'était en vigueur et avant le premier des 12 jours de bourse consécutifs visés au paragraphe 8 du présent article; ou

b) Si le dernier prix connu du marché se situait dans la tranche inférieure de la marge de prix, étant entendu que, les conditions énoncées au paragraphe 8 du présent article continuant d'être remplies, cette augmentation prend immédiatement effet quand le prix du marché remonte à la limite supérieure de cette tranche ou à un niveau plus élevé.

10. Aux fins du présent article, le prix du marché de l'étain est le prix de l'étain sur le marché de l'étain du détroit de Penang, à moins que le Conseil n'en décide autrement

11. Quand le Conseil a institué une période de contrôle et fixé le tonnage total d'exportations autorisées pour ladite période, il peut, en même temps, inviter tout pays qui exploite, sur son territoire ou ses territoires, des mines d'étain, à appliquer pendant cette période, aux exportations d'étain qu'il effectue sur sa production, la limitation que le Conseil et le pays intéressé peuvent, d'un commun accord, juger appropriée. Le Conseil peut également engager des consultations avec les pays consommateurs d'étain en vue d'accroître l'efficacité du contrôle des approvisionnements d'étain placés sur les marchés internationaux.

12. Le Conseil peut engager des consultations avec les Membres consommateurs quant à des mesures appropriées, qui ne soient pas incompatibles avec d'autres accords commerciaux internationaux, ayant pour objet, pendant une période de contrôle, de chercher à donner la préférence aux importations d'étain provenant de Membres producteurs.

Article 33

Périodes de contrôle

1. Les périodes de contrôle correspondent à des trimestres, étant entendu que, au moment où la limitation des exportations est établie pour la première fois pendant la durée d'application du présent Accord ou est rétablie après un intervalle au cours duquel il n'y a pas eu de limitation des exportations, le Conseil peut déclarer période de contrôle toute période qui ne soit pas supérieure à cinq mois ni inférieure à deux mois, se terminant le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre ou le 31 décembre.

2. Un tonnage total d'exportations autorisées devenu effectif ne cesse pas de l'être pendant la durée de la période de contrôle à laquelle il se rapporte pour le seul motif que les avoirs du stock régulateur sont devenus inférieurs au tonnage minimal d'étain métal prévu aux paragraphes 1 et 2 de l'article 32 ou à tout autre tonnage qui lui aurait été substitué conformément auxdits paragraphes

3. Une période de contrôle déjà déclarée peut être annulée par le Conseil avant qu'elle n'entre en vigueur ou pendant qu'elle est en cours.

4. Nonobstant les dispositions du présent article, si, en vertu du cinquième Accord, un tonnage total d'exportations autorisées a été fixé pour le dernier trimestre de la période d'application dudit Accord et est encore en vigueur au moment où ledit Accord prend fin, et sauf décision contraire du Conseil à sa première session :

a) Une période de contrôle qui est appliquée à la date d'entrée en vigueur du présent Accord sera réputée avoir été instituée en vertu du présent Accord; et

b) Le tonnage total d'exportations autorisées pour ladite période de contrôle sera au même niveau trimestriel que celui qui avait été fixé en vertu du cinquième Accord pour le dernier trimestre de la période d'application dudit Accord, à moins que et jusqu'à ce que ledit tonnage soit révisé par le Conseil conformément aux dispositions de l'article 32.

Article 34

Répartition du tonnage total d'exportations autorisées

1. Le tonnage total d'exportations autorisées pour une période de contrôle quelconque est réparti entre les Membres producteurs en proportion du chiffre de leur production ou de leurs exportations, selon le cas, pour les quatre derniers trimestres consécutifs qui ont précédé la période de contrôle et qui n'ont pas été déclarés périodes de contrôle. Dans la répartition du tonnage total d'exportations autorisées effectuée conformément au présent paragraphe, le Conseil tient dûment compte de toute circonstance visée à la règle 6 de l'annexe F du présent Accord, ou qualifiée d'exceptionnelle par un Membre producteur en application de la règle 9 de l'annexe F, et il peut, avec l'agrément des autres Membres producteurs, utiliser pour le Membre intéressé le chiffre de sa production ou de ses exportations, selon le cas, pour une autre période déterminée par le Conseil.

2. a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, le Conseil peut, avec l'agrément d'un Membre producteur, réduire la part dudit Membre dans le tonnage total d'exportations autorisées et redistribuer le montant de la réduction entre les autres Membres producteurs en proportion des pourcentages de ces Membres ou, si les circonstances l'exigent, d'une autre manière.

b) La quantité d'étain déterminée selon les dispositions de l'alinéa a) ci-dessus pour tout Membre producteur pendant une période quelconque de contrôle est, aux fins du présent article, réputée constituer le tonnage d'exportations autorisées pour ce Membre pendant ladite période de contrôle.

3. Les exportations nettes d'étain de chaque Membre producteur pendant chaque période de contrôle sont limitées, sauf disposition contraire du présent Accord, au tonnage d'exportations autorisées dudit Membre pendant ladite période de contrôle.

4. Chaque Membre producteur prend les mesures qui peuvent être nécessaires pour faire respecter les dispositions du présent article et en assurer l'application de façon que ses exportations correspondent aussi exactement que possible à son tonnage d'exportations autorisées pendant toute période de contrôle.

5. a) Si un Membre producteur estime qu'il ne sera peut-être pas à même d'exporter, pendant une période quelconque de contrôle, la quantité d'étain que son tonnage d'exportations autorisées lui permet d'exporter au cours de ladite période de contrôle, il est tenu de faire une déclaration à cet effet au Conseil le plus tôt possible et, au plus tard, dans les deux mois de l'année civile qui suivent la date à laquelle ledit tonnage est devenu effectif

b) Si le Conseil a reçu une déclaration à cet effet ou s'il estime qu'un Membre producteur ne sera peut-être pas à même d'exporter, pendant une période quelconque de contrôle, la quantité d'étain que son tonnage d'exportations autorisées lui permet d'exporter, le Conseil peut prendre les dispositions qui, à son avis, assureront l'exportation effective du tonnage total d'exportations autorisées

6. Aux fins du présent article, le Conseil peut décider que les exportations d'étain d'un Membre producteur comprennent l'étain contenu dans une matière quelconque tirée de la production minérale du Membre considéré.

Article 35

Point d'exportation

L'étain est réputé avoir été exporté si, pour un Membre mentionné dans l'annexe C du présent Accord, les formalités indiquées dans ladite annexe en regard du nom du Membre considéré ont été remplies, étant entendu que :

a) Le Conseil peut, quand il y a lieu, réviser l'annexe C avec l'agrément du Membre considéré, et cette revision prend effet comme si elle était incorporée à ladite annexe;

b) Si un Membre producteur exporte de l'étain dans des conditions autres que celles qui sont prévues à l'annexe C, le Conseil décide si cet étain est réputé avoir été exporté aux fins du présent Accord et, dans l'affirmative, fixe la date à laquelle l'exportation sera réputée avoir eu lieu.

Article 36

Pénalités se rapportant au contrôle des exportations

1. a) Si, nonobstant les dispositions de l'article 34, les exportations nettes d'étain d'un Membre producteur pendant une période de contrôle dépassent de plus de 5 % son tonnage d'exportations autorisées pour ladite période de contrôle, le Conseil peut exiger que ce Membre apporte au stock régulateur une contribution additionnelle ne dépassant pas la quantité dont ses exportations dépassent son tonnage d'exportations autorisées. Cette contribution est faite, au choix du Conseil, soit en étain métal, soit en espèces, ou partie en étain métal et partie en espèces dans les proportions décidées par le Conseil, et avant la date ou les dates que le Conseil peut fixer. La partie de la contribution qui est éventuellement versée en espèces est calculée au prix plancher en vigueur à la date de la décision du Conseil. La partie de la contribution qui doit éventuellement être versée en étain métal est comprise dans le tonnage d'exportations autorisées de ce Membre pour la période de contrôle pendant laquelle la contribution doit être versée et ne s'ajoute pas audit tonnage.

b) Si, nonobstant les dispositions de l'article 34, le total des exportations nettes d'un Membre producteur, pendant quatre périodes de contrôle successives, y compris, s'il y a lieu, la période de contrôle visée à l'alinéa a) ci-dessus, dépasse de plus d'un pour cent son tonnage total d'exportations autorisées pour lesdites périodes, le tonnage d'exportations autorisées de ce Membre peut, pendant chacune des quatre périodes de contrôle subséquentes, être réduit d'un quart du tonnage total exporté en excès ou, si le Conseil en décide ainsi, de toute fraction supérieure à un quart, mais ne dépassant pas la moitié. Cette réduction prend effet pendant et à partir de la période de contrôle qui suit celle pendant laquelle le Conseil a pris la décision.

c) Si, après lesdites quatre périodes de contrôle successives pendant lesquelles le total des exportations nettes d'étain d'un Membre a été supérieur au tonnage de ses exportations autorisées comme mentionné à l'alinéa b) ci-dessus, le total des exportations nettes d'étain dudit Membre pendant quatre autres périodes de contrôle successives quelconques, qui ne comprendront aucune des périodes de contrôle visées à l'alinéa b) ci-dessus, dépasse les tonnages totaux d'exportations autorisées pour lesdites quatre périodes de contrôle, le Conseil peut, outre la réduction imposée au tonnage d'exportations autorisées dudit Membre conformément aux dispositions de l'alinéa b) ci-dessus, déclarer ledit Membre privé d'une partie de ses droits à participer à la liquidation du stock régulateur, cette partie ne pouvant, la première fois, dépasser la moitié des droits de participation en question. Le Conseil peut, à tout moment, et aux conditions qu'il détermine, rétablir ledit Membre dans la partie de ses droits dont il a été privé.

d) Il incombe au Membre producteur qui a exporté une quantité d'étain supérieure à son tonnage d'exportations autorisées et au tonnage autorisé aux termes de l'article 34 et d'autres dispositions du présent article d'agir effectivement pour corriger son infraction au présent Accord le plus tôt possible. Le fait de n'avoir pas agi ou d'avoir tardé à agir est pris en considération par le Conseil quand il décide des mesures à prendre en application du présent paragraphe.

2. Aux fins des alinéas a), b) et c) du paragraphe 1 du présent article, les tonnages totaux d'exportations autorisées qui ont été fixés pour des périodes de contrôle, les tonnages qui ont été exportés en excès de ces tonnages d'exportations autorisées et les pénalités qui ont été imposées en application du cinquième Accord seront, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, réputés avoir été, respectivement, fixés, exportés ou imposés en vertu du présent Accord.

Article 37

Exportations spéciales

1. A tout moment après avoir institué une période de contrôle, le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, autoriser l'exportation (ci-après dénommée exportation spéciale) d'une quantité déterminée d'étain en sus du tonnage mentionné au paragraphe 1 de l'article 34, à condition qu'il considère :

a) Que l'exportation spéciale envisagée est destinée à être versée à un stock gouvernemental, et

b) Que l'exportation spéciale envisagée ne sera vraisemblablement pas employée à des fins commerciales ou industrielles pendant la durée d'application du présent Accord.

2. Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, soumettre une exportation spéciale aux conditions qu'il estime nécessaires.

3. Si les dispositions de l'article 39 sont appliquées et si les conditions imposées par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article sont remplies, il n'est pas tenu compte d'une exportation spéciale au moment d'appliquer les dispositions des paragraphes 2 et 4 de l'article 34 et du paragraphe 1 de l'article 36.

4. Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, revoir à tout moment les conditions énoncées au paragraphe 1 du présent article, étant entendu que cette révision s'entend sans préjudice de toute opération effectuée par un Membre en vertu d'une autorisation reçue et de conditions déjà imposées en application du paragraphe 2 du présent article.

Article 38

Dépôts spéciaux

1. Un Membre producteur peut à tout moment, avec l'agrément du Conseil, effectuer des dépôts spéciaux d'étain métal auprès du Directeur. Un dépôt spécial n'est pas considéré comme faisant partie du stock régulateur et n'est pas à la disposition du Directeur

2. Un Membre producteur qui a informé le Conseil de son intention d'effectuer un dépôt spécial d'étain métal en provenance de son territoire est autorisé, pour autant qu'il apporte telles preuves que le Conseil peut requérir pour établir l'identité du métal ou des concentrés à convertir en étain métal faisant l'objet du dépôt spécial, à exporter ledit métal ou lesdits concentrés en sus du tonnage d'exportations autorisées qui lui a été alloué aux termes de l'article 34 et, sous réserve que ledit Membre producteur se soit conformé aux prescriptions de l'article 39, les paragraphes 2 et 4 de l'article 34 et le paragraphe 1 de l'article 36 ne sont pas applicables auxdites exportations.

3. Le Directeur n'accepte le dépôt spécial qu'à tel ou tels lieux qui lui conviennent.

4 Le Président exécutif notifie aux Membres la réception de ces dépôts spéciaux, mais trois mois au moins après la date de réception.

5. Un Membre producteur qui a effectué un dépôt spécial en étain métal peut retirer tout ou partie de ce dépôt afin d'atteindre tout ou partie de son tonnage d'exportations autorisées pour une période quelconque de contrôle. En pareil cas, le tonnage retiré du dépôt spécial est réputé avoir été exporté aux fins du contrôle des exportations pendant la période de contrôle où le retrait a été effectué.

6. Au cours de tout trimestre qui n'a pas été déclaré période de contrôle, un dépôt spécial reste à la disposition du Membre qui l'a effectué, sous la seule réserve des dispositions du paragraphe 8 de l'article 39.

7. Tous les frais découlant d'un dépôt spécial incombent au Membre qui l'a effectué et ne sont pas à la charge du Conseil.

Article 39

Stocks détenus par les Membres producteurs

1 a) Les stocks d'étain détenus par un Membre producteur quelconque qui n'ont pas été exportés au sens de la définition que l'annexe C du présent Accord donne pour ce Membre ne peuvent à aucun moment, pendant une période de contrôle, dépasser le tonnage indiqué en regard du nom de ce Membre dans l'annexe D du présent Accord.

b) Ces stocks ne comprennent pas l'étain en cours de transport entre la mine et le point d'exportation tel qu'il est défini dans l'annexe C.

c) Le Conseil peut réviser l'annexe D, mais si, ce faisant, il a augmenté le tonnage indiqué dans l'annexe D pour un Membre déterminé, il peut imposer des conditions, notamment concernant la période et l'exportation ultérieure, pour ces quantités additionnelles.

2. Toute augmentation de la proportion autorisée aux termes du paragraphe a) de l'article 39 du cinquième Accord et toujours en vigueur à la fin dudit Accord, ainsi que toutes conditions imposées à ce sujet seront réputées avoir été approuvées ou imposées conformément au présent Accord, sauf décision contraire prise par le Conseil dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Accord.

3. Tout dépôt spécial effectué conformément à l'article 38 est déduit du montant des stocks qui, conformément au présent article, peuvent être détenus pendant une période de contrôle par le Membre producteur intéressé.

4. a) Si, sur le territoire d'un Membre producteur figurant dans l'annexe E du présent Accord, le minerai d'étain est nécessairement extrait de son gisement naturel en même temps que les autres minéraux cités dans ladite annexe et, au cas où, en conséquence, la limitation des stocks prescrite au paragraphe 1 du présent article limiterait sans raison valable l'extraction de ces autres minéraux, des stocks additionnels de concentrés d'étain peuvent être détenus dans ledit territoire, pour autant que le gouvernement de ce Membre certifie que l'étain en question a été extrait exclusivement en association avec ces autres minéraux et qu'il est effectivement gardé sur le territoire de ce Membre, étant entendu qu'à aucun moment le rapport entre le stock additionnel et le tonnage des autres minéraux extraits ne dépassera la proportion indiquée dans l'annexe E.

b) Sauf agrément du Conseil, l'exportation de ces stocks additionnels ne peut commencer qu'après la liquidation de tout l'étain métal du stock régulateur; par la suite, ces stocks ne peuvent être exportés qu'à raison soit d'un quarantième de l'ensemble, soit de 250 tonnes, selon celui de ces volumes qui est le plus élevé, par trimestre.

5. Les Membres énumérés dans l'annexe D ou dans l'annexe E établissent, en consultation avec le Conseil, les règlements applicables à l'entretien, à la protection et au contrôle de tout stock additionnel dont la constitution aurait été approuvée conformément au présent article.

6 Le Conseil peut, avec l'agrément du Membre producteur intéressé, réviser les annexes D et E.

7. Chaque Membre producteur adresse au Conseil, à des intervalles déterminés par celui-ci, un état des stocks d'étain détenus sur son territoire qui n'ont pas été exportés au sens de la définition que l'annexe C donne pour ce Membre. Cet état ne comprend pas l'étain en cours de transport entre la mine et le point d'exportation tel qu'il est défini dans l'annexe C. Il indique séparément les stocks détenus conformément au paragraphe 4 du présent article.

8. Un Membre producteur qui effectue des dépôts spéciaux conformément à l'article 38 ou qui est autorisé à augmenter ses tonnages en application du paragraphe 1 du présent article informe le Conseil, 12 mois au plus tard avant la fin du présent Accord, de ce qu'il envisage de faire pour écouler ces dépôts spéciaux ou exporter tout ou partie de ces tonnages accrus, mais non compris les stocks additionnels dont l'exportation est régie par le paragraphe 4 du présent article, et il consulte le Conseil pour rechercher le meilleur moyen d'effectuer cette exportation sans désorganiser, si possible, le marché de l'étain Le Membre producteur en cause prend dûment en considération les recommandations du Conseil.

CHAPITRE XV - PENURIE D'ETAIN

Article 40

Action à engager en cas de pénurie d'étain

1. **Si, à un moment quelconque où le prix se trouve dans la tranche supérieure ou au-dessus, le Conseil estime qu'il y a ou qu'il risque d'y avoir pénurie grave d'étain, le Conseil :**

a) Met fin au contrôle des exportations qui serait en vigueur et recommande le niveau que les stocks ne devraient pas dépasser; et

b) Recommande aux Membres de prendre toutes les mesures en leur pouvoir pour assurer une augmentation aussi rapide que possible des tonnages d'étain qu'ils peuvent rendre disponibles.

2. Le Conseil fixe la période pendant laquelle les mesures prescrites dans le présent article resteront en vigueur; cette période est calculée en trimestres, étant entendu que, au moment où ces mesures sont appliquées pour la première fois au titre du présent Accord ou le sont à nouveau après un intervalle pendant lequel il n'y a pas eu de pénurie reconnue, le Conseil peut déclarer période d'applicabilité desdites mesures toute période qui ne soit pas supérieure à cinq mois, ni inférieure à un mois, se terminant le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre ou le 31 décembre.

3. Le Conseil peut annuler les mesures prises en application du présent article avant leur entrée en vigueur ou les révoquer en cours d'exécution ou les proroger de trimestre en trimestre.

4. Eu égard aux estimations de la production et de la consommation faites par le Conseil en application de l'alinéa a) de l'article 10, et compte tenu des quantités d'étain métal et des espèces détenues dans le stock régulateur, ainsi que de tous autres facteurs pertinents, en particulier du degré d'utilisation de la capacité de production, de la disponibilité d'autres stocks d'étain et de la tendance des prix courants, le Conseil procède à toutes études nécessaires pour lui permettre d'estimer la demande et les quantités totales d'étain disponibles pour la période de pénurie déclarée et telles périodes ultérieures qu'il peut déterminer.

5. Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, inviter les Membres à prendre avec lui des dispositions pouvant assurer aux Membres consommateurs une répartition équitable des approvisionnements d'étain disponibles.

6 Le Conseil peut engager des consultations avec les Membres producteurs quant à des mesures appropriées, qui ne soient pas incompatibles avec d'autres accords commerciaux internationaux, ayant pour objet, en cas de pénurie d'étain, de chercher à donner la préférence en matière d'approvisionnement en étain aux Membres consommateurs.

7. Le Conseil, à chacune des sessions qu'il tiendra pendant que le présent article est en vigueur, passera en revue le résultat des mesures prises en application dudit article depuis la session précédente.

QUATRIEME PARTIE

AUTRES DISPOSITIONS

CHAPITRE XVI - OBLIGATIONS DES MEMBRES

Article 41

Obligations générales

1. Pendant la durée d'application du présent Accord, les Membres mettront tout en oeuvre et coopéreront pour favoriser la réalisation de ses objectifs.

2. Les Membres acceptent de se considérer comme liés par toutes les décisions que le Conseil prendra en application du présent Accord.

3. Sans préjudice de la portée générale du paragraphe 1 du présent article, les Membres observeront notamment les conditions suivantes :

a) Aussi longtemps que des approvisionnements suffisants d'étain seront disponibles pour couvrir entièrement leurs besoins, ils ne devront pas interdire ou restreindre l'usage de l'étain à des utilisations finales spécifiées, sauf en des circonstances où l'interdiction ou la restriction ne serait pas incompatible avec d'autres accords commerciaux internationaux;

b) Ils créeront des conditions propres à encourager l'exploitation économique des gisements en rapport avec les besoins du marché;

c) Ils encourageront la conservation des ressources naturelles d'étain en empêchant l'abandon prématuré des gisements.

Article 42

Mesures différenciées et correctives

Les Membres en développement consommateurs et ceux des pays les moins avancés qui sont Membres, dont les intérêts sont lésés par des mesures prises en application du présent Accord, peuvent demander au Conseil des mesures différenciées et correctives appropriées. Le Conseil envisage de prendre ces mesures appropriées conformément au paragraphe 3 de la section III de la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Article 43

Consultations

Le Conseil procède à des consultations, quand un Membre le demande, au sujet des facteurs qui ont des incidences directes sur l'offre ou sur la demande. Le Conseil peut soumettre ses recommandations aux Membres pour examen.

Article 44

Obstacles au commerce

1 Le Conseil détermine, au moyen de ses études du marché de l'étain, les obstacles à l'expansion du commerce de l'étain et des produits semi-finis et finis en étain.

2. Le Conseil peut, compte tenu des dispositions du paragraphe 1 du présent article, adopter lui-même, ou chercher à faire adopter dans d'autres organisations appropriées, des recommandations visant à abaisser ces obstacles et, si possible, à les supprimer. Il passe périodiquement en revue les résultats de la mise en oeuvre de ces recommandations.

Article 45

Normes de travail équitables

Les Membres déclarent que, pour éviter l'abaissement des niveaux de vie et l'instauration de conditions de concurrence déloyale dans le commerce mondial, ils chercheront à assurer des normes de travail équitables dans l'industrie de l'étain.

Article 46

Déblocage de stocks d'étain constitués à des fins non commerciales

1. Un Membre qui désire débloquer ses stocks d'étain constitués à des fins non commerciales doit, avec un préavis suffisant, consulter le Conseil quant à ses plans de déblocage

2. Quand un Membre donne avis d'un plan de déblocage d'étain provenant de ses stocks constitués à des fins non commerciales, le Conseil engage sans tarder des consultations officielles au sujet du plan avec le Membre considéré, en vue d'assurer l'application convenable du paragraphe 4 du présent article.

3. Le Conseil passe en revue de temps à autre l'avancement des opérations de déblocage et peut adresser des recommandations au Membre considéré. Ce Membre tient dûment compte des recommandations du Conseil.

4. Le déblocage de stocks constitués à des fins non commerciales est effectué compte dûment tenu de la nécessité de protéger, autant que possible, les producteurs, les entreprises de transformation et les consommateurs d'étain contre la désorganisation de leurs marchés habituels et contre les conséquences préjudiciables que le déblocage peut avoir pour l'investissement dans la prospection et l'exploitation de nouvelles sources d'approvisionnement, ainsi que pour la bonne marche et l'expansion de l'industrie d'extraction de l'étain sur le territoire ou les territoires des Membres producteurs. Le volume et la durée des opérations de déblocage seront tels qu'ils ne gênent pas indûment la production et l'emploi dans l'industrie de l'étain sur le territoire ou les territoires des Membres producteurs et ne créent pas de graves difficultés dans l'économie des Membres producteurs.

Article 47

Sécurité nationale

Aucune disposition du présent Accord ne sera interprétée comme obligeant un Membre à fournir des renseignements dont la divulgation serait, à son avis, contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité.

CHAPITRE XVII - PLAINTES ET DIFFERENDS

Article 48

Plaintes

1. Toute plainte contre un Membre qui aurait commis une infraction au présent Accord au sujet de laquelle aucune disposition n'est prévue ailleurs dans le présent Accord est, à la requête du Membre plaignant, déférée au Conseil pour décision.

2. Sauf disposition contraire du présent Accord, il ne peut être constaté d'infraction au présent Accord à la charge d'un Membre que si une résolution a été adoptée à cet effet. La constatation spécifie la nature et l'étendue de l'infraction.

3. Si, aux termes du présent article, le Conseil constate qu'un Membre a commis une infraction au présent Accord, il peut, à moins qu'une autre sanction ne soit prévue ailleurs dans le présent Accord, priver le Membre en question de ses droits de vote et autres droits jusqu'à ce qu'il ait remédié à l'infraction ou se soit autrement acquitté de ses obligations.

4. Aux fins du présent article, l'expression "infraction au présent Accord" est réputée comprendre toute infraction à une condition quelconque imposée par le Conseil ou tout manquement à des obligations imposées par le Conseil à un Membre conformément au présent Accord.

5. Un Membre qui juge que ses intérêts économiques aux termes du présent Accord sont gravement lésés du fait de mesures prises par un ou plusieurs autres Membres, autres que des mesures prises en temps de guerre, peut adresser une plainte au Conseil.

6. Au reçu de la plainte, le Conseil procède à un examen des faits et décide, à la majorité du total des voix détenues par tous les Membres consommateurs et à la majorité du total des voix détenues par tous les Membres producteurs, si le Membre plaignant est fondé dans ses griefs et, dans l'affirmative, il autorise celui-ci à se retirer du présent Accord.

Article 49

Différends

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas réglé par voie de négociation est, à la demande de tout Membre, déféré au Conseil pour décision.

2. Quand un différend est déféré au Conseil en application du présent article, la majorité des Membres ou tous Membres détenant au moins le tiers des voix au Conseil peuvent demander au Conseil de prendre, après discussion approfondie de l'affaire et avant de rendre sa décision, l'avis du comité consultatif mentionné au paragraphe 3 du présent article sur les questions en litige.

3. a) A moins que le Conseil n'en décide autrement à l unanimité des suffrages exprimés, le comité consultatif est composé de :

i) Deux personnes désignées par les Membres producteurs, dont l'une possède une grande expérience des questions du genre de celles qui sont en litige et l'autre est un juriste qualifié et expérimenté;

ii) Deux personnes de qualifications analogues, désignées par les Membres consommateurs; et

iii) Un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes ci-dessus ou, en cas de désaccord, par le Président exécutif.

b) Les membres du comité consultatif siègent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement.

c) Les dépenses du comité consultatif sont à la charge du Conseil.

4. L'avis motivé du comité consultatif est soumis au Conseil, qui règle le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information pertinents.

CHAPITRE XVIII - DISPOSITIONS FINALES

Article 50

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire du présent Accord.

Article 51

Signature

Le présent Accord sera ouvert, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 3 août 1981 au 30 avril 1982 inclus, à la signature des parties au cinquième Accord et des autres Etats qui sont membres de la CNUCED.

Article 52

Ratification, acceptation ou approbation

Le présent Accord est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les gouvernements signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire.

Article 53

Notification d'application à titre provisoire

1. Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Accord, ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhésion conformément à l'article 54, mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut, à tout moment, notifier au dépositaire que, dans les limites de ses procédures constitutionnelles et/ou législatives, il appliquera le présent Accord à titre provisoire soit quand il entrera en vigueur conformément à l'article 55, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée.

2. Tout gouvernement visé au paragraphe 1 du présent article notifiant au dépositaire que, du fait qu'il applique le présent Accord dans les limites de ses procédures constitutionnelles et/ou législatives, il ne sera pas en mesure de verser sa contribution au compte du stock régulateur, n'exerce pas ses droits de vote s'il s'agit de questions se rapportant aux chapitres X à XV inclus du présent Accord. Ce gouvernement fait néanmoins face à toutes ses obligations financières concernant

le compte administratif. La qualité de membre à titre provisoire d'un gouvernement qui fait la notification visée dans le présent paragraphe ne durera pas plus de 12 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord à titre provisoire, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

Article 54

Adhésion

1. Le présent Accord est ouvert à l'adhésion des gouvernements de tous les Etats aux conditions que le Conseil détermine. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire. Les instruments d'adhésion indiquent que le gouvernement accepte toutes les conditions fixées par le Conseil.

2. Tout gouvernement qui a l'intention d'adhérer au présent Accord en informe le Conseil ou, en attendant l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil constitué aux termes du cinquième Accord.

3. Les conditions fixées par le Conseil doivent être équitables, en ce qui concerne les droits de vote et les obligations financières, aussi bien à l'égard des gouvernements ayant l'intention d'adhérer au présent Accord qu'à l'égard des autres gouvernements qui participent déjà à l'Accord.

4. Lorsqu'un pays producteur adhère au présent Accord et devient Membre producteur, le Conseil :

a) Fixe, avec l'agrément du Membre, le tonnage et le pourcentage à indiquer pour ce Membre dans les annexes D et E du présent Accord, selon qu'il convient; et

b) Fixe également, aux fins du contrôle des exportations, les conditions à indiquer en regard de son nom dans l'annexe C du présent Accord.

Le tonnage, le pourcentage ou les conditions ainsi fixés porteront effet comme s'ils étaient inscrits dans ces annexes.

5. Le Conseil constitué aux termes du cinquième Accord peut, en attendant l'entrée en vigueur du présent Accord, déterminer les conditions mentionnées au paragraphe 1 du présent article, sous réserve de confirmation par le Conseil à sa première session.

Article 55

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 1er juillet 1982 ou à toute date ultérieure si, à cette date, des gouvernements de pays producteurs qui assurent au moins 80 % de la production totale indiquée en pourcentages dans l'annexe A du présent Accord et des gouvernements de pays consommateurs qui assurent au moins 80 % de la consommation totale indiquée en pourcentages dans l'annexe B du présent Accord, ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Si, au 1er juillet 1982, le présent Accord n'est pas entré en vigueur conformément au paragraphe 1 du présent article, il entrera en vigueur à titre provisoire, si, à cette date, des gouvernements de pays producteurs qui assurent au moins 65 % de la production totale indiquée en pourcentages dans l'annexe A et des gouvernements de pays consommateurs qui assurent au moins 65 % de la consommation totale indiquée en pourcentages dans l'annexe B ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou ont notifié au dépositaire, conformément à l'article 53, qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire

3. Si, au 1er juin 1982, les pourcentages requis pour l'entrée en vigueur du présent Accord, conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article, ne sont pas réunis, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera les gouvernements qui auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui auront notifié au dépositaire qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire, à se réunir pour décider si le présent Accord entrera en vigueur entre eux, à titre définitif ou à titre provisoire, en totalité ou en partie, à la date qu'ils pourront fixer. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera aussi les autres gouvernements qui auront signé le présent Accord ou qui participaient au cinquième Accord international sur l'étain à assister à cette réunion en qualité d'observateurs.

4. Si, 18 mois après l'expiration du cinquième Accord, tel qu'il a été prorogé, le présent Accord est entré en vigueur à titre provisoire, mais non à titre définitif comme prévu au paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion pourront décider, par consentement mutuel, que, nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, le présent Accord entrera en vigueur entre eux à titre définitif. Si ces gouvernements ne décident pas de le mettre en vigueur entre eux à titre définitif, le présent Accord demeurera en vigueur à titre provisoire.

5. Pour tout gouvernement qui déposera son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Accord, ledit Accord entrera en vigueur à la date du dépôt de cet instrument.

Article 56

Participation d'organisations intergouvernementales

1. Toute mention, dans le présent Accord, d'un "gouvernement" ou de "gouvernements" est réputée valoir pour la Communauté économique européenne et pour toute organisation intergouvernementale ayant des responsabilités dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent Accord, de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou de la notification de l'application à titre provisoire, ou de l'adhésion, est, dans le cas

de ces organisations intergouvernementales, réputée valoir aussi pour la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, pour la notification de l'application à titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organisations intergouvernementales.

2. En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, lesdites organisations expriment un nombre de voix égal au nombre total de voix attribuables, conformément à l'article 14, à leurs Etats membres qui, en pareil cas, n'expriment pas individuellement leurs voix.

Article 57

Amendements

1. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les Membres producteurs et à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les Membres consommateurs, recommander aux Membres des amendements au présent Accord. Dans sa recommandation, le Conseil prescrit le délai dans lequel chaque Membre devra notifier au dépositaire s'il ratifie, accepte ou approuve l'amendement ou s'il le refuse.

2. Le Conseil peut prolonger le délai prescrit par lui conformément au paragraphe 1 du présent article pour la notification de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation. Le Conseil notifie la prolongation au dépositaire.

3 Si, dans le délai fixé conformément au paragraphe 1 du présent article ou prolongé conformément au paragraphe 2 du présent article, un amendement est ratifié, accepté ou approuvé par tous les Membres, il entre en vigueur dès que la dernière ratification, acceptation ou approbation a été reçue par le dépositaire.

4. Si, dans le délai fixé conformément au paragraphe 1 du présent article ou prolongé conformément au paragraphe 2 du présent article, un amendement n'est pas ratifié, accepté ou approuvé par des Membres détenant 80 % au moins du total des voix des Membres producteurs et 80 % au moins du total des voix des Membres consommateurs, il n'entre pas en vigueur.

5 Si, dans le délai fixé conformément au paragraphe 1 du présent article ou prolongé conformément au paragraphe 2 du présent article, un amendement est ratifié, accepté ou approuvé par des Membres détenant 80 % au moins du total des voix des Membres producteurs et 80 % au moins du total des voix des Membres consommateurs :

a) L'amendement entre en vigueur pour les Membres qui ont signifié leur ratification, leur acceptation ou leur approbation trois mois après la réception, par le dépositaire, de la dernière ratification, acceptation ou approbation nécessaire pour représenter 80 % au moins du total des voix des Membres producteurs et 80 % au moins du total des voix des Membres consommateurs; et

b) Tout Membre qui n'a pas ratifié, accepté ou approuvé un amendement à la date de son entrée en vigueur cesse à cette date de participer au présent Accord, à moins que ledit Membre ne prouve au Conseil, lors de la première session que celui-ci tient après la date d'entrée en vigueur de l'amendement, qu'il lui était impossible de ratifier, d'accepter ou d'approuver l'amendement par suite de difficultés d'ordre constitutionnel, et que le Conseil ne décide de prolonger, pour ledit Membre, le délai de ratification, d'acceptation ou d'approbation jusqu'à ce que ces difficultés aient été surmontées.

6. Si un Membre estime que ses intérêts seront lésés par un amendement, il peut, avant la date d'entrée en vigueur de cet amendement, aviser le dépositaire de son retrait du présent Accord. Le retrait prend effet à la date d'entrée en vigueur de l'amendement. Le Conseil peut, à tout moment, dans les conditions et selon les modalités qu'il juge équitables, autoriser ledit Membre à annuler son avis de retrait.

7. Tout amendement au présent article n'entre en vigueur que s'il a été ratifié, accepté ou approuvé par tous les Membres.

8. Les dispositions du présent article n'ont pas d'effet quant aux pouvoirs conférés par le présent Accord concernant la révision de l'une quelconque des annexes du présent Accord et quant à l'application de tout autre article du présent Accord qui prévoit une procédure spécifique se rapportant à la modification dudit Accord.

Article 58

Retrait

Un Membre qui se retire du présent Accord pendant que celui-ci est en vigueur, à moins que le retrait n'ait lieu :

a) Conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 48 ou du paragraphe 6 de l'article 57, ou

b) Moyennant un préavis de 12 mois au moins donné au dépositaire un an au moins après l'entrée en vigueur du présent Accord,

n'a droit à aucune part ni du produit de la liquidation du stock régulateur aux termes de l'article 26, ni des autres actifs du Conseil conformément aux dispositions de l'article 60 à la fin du présent Accord.

Article 59

Durée, renouvellement ou fin

1. La durée du présent Accord, sauf disposition contraire du présent article, sera de cinq ans à compter de la date de son entrée en vigueur.

2. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les Membres producteurs et à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les Membres consommateurs, décider de prolonger la durée du présent Accord d'une ou de plusieurs périodes qui ne dépasseront pas deux ans au total.

3. Le Conseil, dans une recommandation adressée aux Membres quatre ans au plus tard après l'entrée en vigueur du présent Accord, leur indiquera s'il est nécessaire et opportun que le présent Accord soit renouvelé et, dans l'affirmative, sous quelle forme. Il examinera en même temps le rapport probable entre l'offre et la demande d'étain à l'expiration du présent Accord.

4. a) Tout Membre peut, à tout moment, aviser par écrit le Président exécutif du Conseil de son intention de proposer à la prochaine session du Conseil la fin du présent Accord

b) Si le Conseil, à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les Membres producteurs et tous les Membres consommateurs, adopte cette proposition, il recommande aux Membres que le présent Accord prenne fin.

c) Si des Membres détenant les deux tiers du total des voix de tous les Membres producteurs et les deux tiers du total des voix de tous les Membres consommateurs notifient au Conseil qu'ils acceptent cette recommandation, le présent Accord prend fin à une date décidée par le Conseil, qui ne saurait être postérieure à un délai de six mois à compter de la réception par le Conseil de la dernière des notifications émanant desdits Membres.

5. Le Conseil notifie au dépositaire toute décision prise conformément au paragraphe 2 ou à l'alinéa c) du paragraphe 4 du présent article.

Article 60

Procédure à suivre à la fin de l'Accord

1. Le Conseil demeure en fonctions aussi longtemps qu'il est nécessaire pour veiller à l'application des dispositions du paragraphe 2 du présent article, à la liquidation du stock régulateur, ainsi que de tous stocks détenus conformément à l'article 39, et au respect des conditions imposées par le Conseil en application du présent Accord ou du cinquième Accord; le Conseil a ceux des pouvoirs et exerce celles des fonctions qui lui sont conférés par le présent Accord et qui peuvent être nécessaires à cet effet.

2 A la fin du présent Accord :

a) Le stock régulateur est liquidé conformément aux dispositions de l'article 26;

b) Le Conseil établit le montant des engagements qu'il a contractés à l'égard de son personnel et prend, au besoin, des mesures pour assurer, au moyen d'un budget supplémentaire correspondant au compte administratif ainsi qu'il est prévu à l'article 20, qu'il y aura suffisamment de fonds pour honorer ces engagements;

c) Une fois réglés tous les engagements du Conseil autres que ceux qui concernent le compte du stock régulateur, les actifs disponibles sont répartis comme il est stipulé dans le présent article;

d) Si le Conseil est prorogé, il conserve ses archives, sa documentation statistique et tous autres documents;

e) Si le Conseil n'est pas prorogé, mais qu'un organisme soit constitué pour succéder au Conseil, ce dernier transfère ses archives, sa documentation statistique et tous autres documents à cet organisme successeur et il peut, à la majorité répartie des deux tiers, lui transférer tout ou partie de ses autres actifs, ou en disposer de la manière qu'il décidera;

f) Si le Conseil n'est pas prorogé et qu'aucun organisme successeur ne soit constitué, le Conseil transfère ses archives, sa documentation statistique et tous autres documents, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou à une autre organisation internationale désignée par celui-ci ou, en l'absence de désignation, de la manière que le Conseil décidera, et le reste des avoirs non monétaires du Conseil est vendu ou réalisé de la manière que le Conseil peut prescrire;

g) Le produit de la réalisation des actifs non monétaires et tous actifs monétaires restants sont alors répartis de façon que chaque Membre en reçoive une part proportionnelle au total des contributions qu'il a versées au compte administratif en vertu de l'article 20.

Article 61

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite en ce qui concerne l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leur signature sur le présent Accord aux dates indiquées.

FAIT à Genève, le vingt-six juin mil neuf cent quatre-vingt-un, les textes du présent Accord en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe faisant tous également foi.

ANNEXE A

Pourcentages des pays producteurs a/

Pays	Pourcentage
Australie	5,95
Bolivie	15,61
Brésil	1,23
Indonésie	18,62
Malaisie	35,15
Nigéria	1,43
Rwanda	0,92
Thaïlande	19,28
Zaïre	1,81
Total	100,00

a/ Calculés d'après la production d'étain contenu dans les concentrés en 1980 (exportations nettes d'étain contenu dans les concentrés et d'étain métal pour le Brésil).

Note : La liste des pays et des pourcentages figurant dans cette annexe a été arrêtée par la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1980, au cours de laquelle le texte du sixième Accord international sur l'étain a été établi.

ANNEXE B

Pourcentages des pays et groupes de pays consommateurs[a]

Pays/groupe de pays	Pourcentage
Arabie saoudite	0,03
Autriche	0,27
Bulgarie	0,55
Canada	2,69
Communauté économique européenne	(27,15)
Allemagne, République fédérale d'	7,75
Belgique/Luxembourg	1,54
Danemark	0,10
France	5,54
Grèce	0,23
Irlande	0,05
Italie	3,42
Pays-Bas	2,71
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5,81
Costa Rica	0,01
Cuba	0,03
Egypte	0,22
Espagne	2,40
Etats-Unis d'Amérique	26,91
Finlande	0,11
Hongrie	0,72
Inde	1,37
Iraq	0,07
Jamaïque	0,01
Japon	17,20
Jordanie	0,02
Malte	0,00
Mexique	0,94
Norvège	0,26
Nouvelle-Zélande	0,14
Pérou	0,06
Philippines	0,54
Pologne	2,21
République arabe syrienne	0,03
République de Corée	1,06
Roumanie	1,81
Sénégal	0,00
Suède	0,24
Suisse	0,45
Tchécoslovaquie	1,80
Tunisie	0,06
Turquie	0,39
Union des Républiques socialistes soviétiques	9,09
Venezuela	0,34
Yougoslavie	0,82
Total	100,00

a/ Calculés d'après la consommation d'étain métal primaire pour les années 1978 à 1980 (importations nettes d'étain contenu dans les concentrés et d'étain métal pour l'URSS).

Note : La liste des pays, groupes de pays et pourcentages figurant dans cette annexe a été arrêtée par la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1980, au cours de laquelle le texte du sixième Accord international sur l'étain a été établi.

ANNEXE C

Première partie

Circonstances dans lesquelles l'étain est réputé avoir été exporté aux fins du contrôle des exportations

Australie — L'étain est réputé avoir été exporté à la date du "Restricted Good Export Permit" délivré en application des "Customs (Prohibited Exports) Regulations", étant entendu que l'étain expédié par une fonderie en Australie et non soumis aux "Customs (Prohibited Exports) Regulations" est réputé avoir été exporté quand le Département du commerce et des ressources a officiellement certifié que l'étain a été expédié de ladite fonderie.

Bolivie — L'étain est réputé avoir été exporté quand il a été contrôlé par les autorités douanières boliviennes en vue du paiement des droits à l'exportation. Si des concentrés d'étain sont traités hors du territoire national en vertu de contrats de traitement à façon, l'étain est réputé avoir été exporté de Bolivie quand le Ministère des mines et de la métallurgie a délivré un permis d'exportation pour l'étain métal obtenu.

Indonésie — L'étain est réputé avoir été exporté d'Indonésie quand il a été dédouané et/ou quand les concentrés d'étain ont été livrés à la fonderie et pesés par elle sous le contrôle des douanes et que les autorités douanières ont délivré un certificat douanier pour cet étain. Cet étain ne comprend pas l'étain ultérieurement importé en Indonésie pour la consommation intérieure.

Malaisie — L'étain est réputé avoir été exporté de Malaisie au moment où le Département royal des douanes et des impôts indirects de Malaisie a pesé les concentrés ou, si les concentrés sont fondus avant paiement des droits à l'exportation, a pesé le métal en vue du paiement de ces droits.

Nigéria — L'étain est réputé avoir été exporté quand les concentrés ont été livrés à la fonderie, pesés et contrôlés pour le paiement de la redevance, étant entendu que l'étain non livré à la fonderie est réputé avoir été exporté quand une lettre de voiture a été établie par la "Nigerian Railway Corporation", constatant la livraison à cette compagnie de concentrés destinés à l'exportation.

Thaïlande — L'étain est réputé avoir été exporté de Thaïlande quand le Département des ressources minérales a établi un certificat officiel attestant que les concentrés ont été livrés à une fonderie en Thaïlande et pesés par elle, étant entendu que l'étain à exporter non livré à une fonderie est réputé avoir été exporté de Thaïlande quand le Département des ressources minérales a délivré un permis d'exportation pour cet étain

Zaïre — L'étain est réputé avoir été exporté quand un connaissement direct a été établi par un transporteur affilié au Comité intérieur des transporteurs de la République du Zaïre constatant la remise de l'étain audit transporteur.

Si, pour une raison quelconque, ce connaissement n'a pas été établi pour une expédition donnée, le tonnage d'étain ainsi expédié est réputé avoir été exporté aux fins du présent Accord quand les document d'exportation ont été délivrés par l'Administration des douanes de la République du Zaïre.

Remarque générale — Tout étain transporté à partir d'un Membre producteur pendant une période de contrôle est réputé avoir été exporté et traité comme partie du tonnage d'exportations autorisées dudit Membre pour cette période de contrôle, sauf :

a) Comme il est indiqué dans la présente annexe pour l'Australie, ou

b) De la manière que le Conseil peut fixer en application de l'alinéa b) de l'article 35, à moins que les formalités énoncées dans la présente annexe en regard du nom du Membre producteur intéressé n'aient été remplies pour cet étain avant le début de la période de contrôle.

Deuxième partie

Importations des Membres producteurs

Pour la détermination des exportations nettes aux termes de l'article 35, les importations déductibles des exportations pendant une période de contrôle seront les quantités importées par le Membre producteur intéressé au cours du trimestre précédant immédiatement l'institution de la période de contrôle en question, étant entendu que l'étain importé pour être fondu et réexporté ne sera pas pris en considération.

ANNEXE D

Tonnage autorisé des stocks aux fins de l'article 39 a/

Pays	Tonnes
Australie	
Bolivie	
Brésil	
Indonésie	
Malaisie	
Nigéria	
Rwanda	
Thaïlande	
Zaïre	

a/ Les chiffres devant figurer dans cette annexe seront arrêtés par le Conseil à sa première session.

ANNEXE E

Stocks additionnels nécessairement extraits

Pays	Autre minéral	Etain contenu dans les concentrés pouvant être stocké en sus pour chaque tonne d'autre minéral extrait (en tonnes)
Australie	Tantalo-colombite	1,5
Nigéria	Colombite	1,5
Thaïlande	Wolfram-scheelite	1,5
Zaïre	Tantalo-colombite	1,5

ANNEXE F

Règles pour l'ajustement des pourcentages des Membres producteurs

Règle 1

a) Le premier ajustement des pourcentages des Membres producteurs aura lieu à la première session que le Conseil tiendra en vertu du présent Accord. Nonobstant les dispositions de la règle 2, cet ajustement sera fait sur la base des quatre derniers trimestres précédant immédiatement le début d'une période de contrôle pour lesquels les chiffres concernant la production d'étain de chacun des Membres producteurs sont connus. Les nouveaux pourcentages des Membres producteurs seront fixés en proportion directe de leur production d'étain au cours de ces quatre trimestres.

b) Les ajustements ultérieurs des pourcentages sont effectués à des intervalles d'un an à compter du premier ajustement, sous réserve qu'aucune période postérieure aux trimestres visés dans la présente règle n'ait été déclarée période de contrôle.

c) Pour les ajustements ultérieurs effectués en application de la présente règle, les nouveaux pourcentages sont calculés de la façon suivante :

i) Pour le deuxième ajustement, les pourcentages sont fixés en proportion directe de la production d'étain de chacun des Membres producteurs au cours de la période la plus récente de 24 mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus; et

ii) Pour le troisième ajustement et tous les ajustements ultérieurs, les pourcentages sont fixés en proportion directe de la production d'étain de chacun des Membres producteurs, au cours de la période la plus récente de 36 mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus.

Règle 2

a) Si une période est déclarée période de contrôle, il n'y aura ajustement des pourcentages qu'à l'issue de quatre trimestres consécutifs qui n'ont pas été déclarés périodes de contrôle. L'ajustement suivant a alors lieu dès que les chiffres de la production d'étain de chacun des Membres producteurs pendant les quatre trimestres consécutifs en question sont connus, et les ajustements sont ensuite effectués à des intervalles d'un an aussi longtemps qu'aucune période n'a été déclarée période de contrôle.

b) Pour tout ajustement ultérieur effectué en application de la présente règle, les nouveaux pourcentages sont calculés de la façon suivante :

i) Pour le premier ajustement qui suit une période de contrôle, les pourcentages sont fixés en proportion directe de la somme de la production d'étain de chacun des Membres producteurs au cours de la période la plus récente de 12 mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus et pendant les quatre trimestres qui ont précédé immédiatement la période de contrôle;

ii) Pour le deuxième ajustement, les pourcentages, à condition qu'aucune période n'ait entre-temps été déclarée période de contrôle, sont fixés en proportion directe de la production d'étain de chacun des Membres producteurs au cours de la période la plus récente de 24 mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus;

iii) Pour chacun des ajustements ultérieurs, les pourcentages, à condition qu'aucune période n'ait entre-temps été déclarée période de contrôle, sont fixés en proportion directe de la production d'étain de chacun des Membres producteurs au cours de la période la plus récente de 36 mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus.

Règle 3

Aux fins des présentes règles, les ajustements sont réputés avoir été effectués à des intervalles d'un an s'ils ont eu lieu pendant le même trimestre de l'année civile que les ajustements précédents.

Règle 4

Aux fins des présentes règles, tous les Membres producteurs communiquent au Conseil les chiffres de leur production pour la période de 12 mois la plus récente dans les trois mois suivant le dernier mois civil. Si un Membre n'a pas communiqué ces chiffres, on calcule sa production pour une période de 12 mois en multipliant par 12 la quantité moyenne produite mensuellement, telle qu'elle ressort des chiffres connus pour ladite période

Règle 5

Les chiffres de la production d'étain sur le territoire d'un Membre producteur pendant toute période antérieure aux 42 mois précédant la date d'un ajustement ne sont pas pris en considération aux fins de cet ajustement, non plus que les chiffres de la production d'étain pendant les périodes de contrôle.

Règle 6

Le Conseil peut réduire le pourcentage de tout Membre producteur qui n'a pas exporté la totalité de son tonnage d'exportations autorisées fixé conformément au paragraphe 1 de l'article 34 ou tout tonnage supérieur accepté par lui conformément au paragraphe 2 dudit article. Pour se prononcer, le Conseil admet comme circonstance atténuante le fait que le Membre producteur intéressé a renoncé, conformément au paragraphe 2 de l'article 34, à une partie de son tonnage d'exportations autorisées, à une date permettant aux autres Membres producteurs de prendre toutes mesures utiles pour combler le déficit, ou le fait que le Membre producteur intéressé, bien que n'ayant pas exporté le tonnage fixé conformément au paragraphe 5 de l'article 34, a néanmoins exporté la totalité de son tonnage d'exportations autorisées fixé conformément aux dispositions du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 de l'article 34.

Règle 7

Si le pourcentage d'un Membre producteur est réduit conformément à la règle 6, le pourcentage ainsi rendu disponible est réparti entre les autres Membres producteurs en proportion des pourcentages en vigueur à la date à laquelle le Conseil décide de cette réduction.

Règle 8

Nonobstant les règles qui précèdent, le pourcentage d'un Membre producteur ne sera pas réduit, pendant une période quelconque de 12 mois, de plus d'un dixième de sa valeur au début de cette période.

Règle 9

a) Dans toute décision qu'il peut proposer de prendre conformément aux présentes règles, le Conseil tient dûment compte de toutes circonstances qu'un Membre producteur quelconque a déclaré être exceptionnelles, et il peut, à la majorité répartie des deux tiers, renoncer à la stricte application desdites règles ou les modifier.

b) Aux fins de la présente règle et du paragraphe 1 de l'article 34, peuvent être notamment considérées comme constituant des circonstances exceptionnelles : une catastrophe nationale, une grève de grande envergure ayant paralysé l'industrie d'extraction de l'étain pendant un laps de temps considérable, une grave perturbation de l'approvisionnement en énergie ou des transports sur la principale voie de communication conduisant à la côte ou au point d'exportation tel qu'il est défini dans l'annexe C du présent Accord.

Règle 10

Aux fins des présentes règles, le calcul relatif aux Membres producteurs qui sont de gros consommateurs d'étain provenant de leur production minière intérieure est fondé sur leurs exportations d'étain et non sur la production minière d'étain.

Regle 11

Dans la présente annexe, l'expression "production d'étain" est réputée se référer exclusivement à la production minière; il n'est donc pas tenu compte de la production des fonderies.

ANNEXE G

Coût du stock régulateur selon l'estimation faite par le Président de la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1980

Le coût de l'acquisition et du fonctionnement du stock régulateur constitué conformément à l'article 21 du présent Accord est estimé à 35 ringgit malaisiens par kilogramme.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Sixth International Tin Agreement, concluded at Geneva on 26 June 1981, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

For the Secretary-General:

The Legal Counsel

United Nations, New York
22 January 1982

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme du sixième Accord international sur l'étain, conclu à Genève le 26 juin 1981, dont l'original se trouve déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Pour le Secrétaire général :

Le Conseiller juridique

Organisation des Nations Unies, New York
le 22 janvier 1982

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'atto

SESTO ACCORDO INTERNAZIONALE SULLO STAGNO

PREAMBOLO

Le parti del presente accordo,

Riconoscendo

a) il contributo determinante che gli accordi sui prodotti di base possono dare alla espansione economica, soprattutto nei paesi in via di sviluppo produttori, concorrendo alla stabilizzazione dei prezzi, al costante incremento dei proventi delle esportazioni e allo sviluppo dei mercati delle materie prime ;

b) la comunanza e l'interrelazione degli interessi ed il valore di una costante cooperazione tra paesi produttori e paesi consumatori per concorrere al conseguimento degli obiettivi ed affermare i principi delle Nazioni Unite e della Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo, nonché per risolvere i problemi inerenti allo stagno mediante un accordo internazionale per i prodotti di base, tenendo conto del ruolo che l'accordo internazionale sullo stagno può assumere nella creazione di un nuovo ordinamento economico internazionale;

c) l'eccezionale importanza dello stagno per numerosi paesi la cui economia è strettamente legata alle favorevoli ed eque condizioni di produzione, di consumo e di commercio di questo prodotto;

d) la necessità di tutelare e promuovere la redditività e l'espansione dell'industria dello stagno, soprattutto nei paesi in via di sviluppo produttori, e garantire adeguate forniture di stagno per salvaguardare gli interessi dei consumatori;

e) l'importanza di mantenere ed incrementare il potere di acquisto dei paesi produttori di stagno ai fini dell'importazione, e

f) l'opportunità di uno sfruttamento più efficace dello stagno nei paesi in via di sviluppo e nei paesi industrializzati, in quanto aiuto alla conservazione delle risorse mondiali di stagno;

hanno concordato quanto segue :

CAPITOLO I : OBIETTIVI

Articolo 1

Obiettivi

Il presente accordo mira ai seguenti fini :

a) raggiungere un equilibrio tra produzione e consumo mondiale di stagno nonché ovviare alle gravi difficoltà derivanti da eccedenze o carenze di stagno, siano esse previste o in atto;

b) evitare eccessive fluttuazioni nei prezzi e nei proventi delle esportazioni di stagno;

c) concludere accordi che contribuiscano ad aumentare i proventi delle esportazioni di stagno, in particolare quelli dei paesi in via di sviluppo produttori, nonché dotare detti paesi delle risorse necessarie per incentivare la crescita economica e lo sviluppo sociale tenendo conto, nel contempo, degli interessi dei consumatori;

d) creare le premesse per un più dinamico e vivace ritmo di produzione dello stagno, assicurando ai produttori adeguato margine di profitto e, quindi, ai consumatori un'offerta adeguata a prezzi equi nonché realizzare un equilibrio a lungo termine tra produzione e consumo;

e) evitare una diffusa disoccupazione o sottoccupazione nonché altre gravi difficoltà che potrebbero derivare da squilibri tra offerta e domanda di stagno;

f) promuovere il consumo di stagno e la trasformazione in loco, specialmente nei paesi in via di sviluppo produttori;

g) qualora si verifichi o sia prevedibile una situazione di penuria di stagno, provvedere ad un incremento della produzione nonché ad un'equa distribuzione del metallo di stagno al fine di mitigare le gravi difficoltà che potrebbero presentarsi ai paesi consumatori;

h) qualora si verifichi o sia prevedibile una situazione di eccedenza di stagno, provvedere a mitigare le gravi difficoltà che potrebbero presentarsi ai paesi produttori;

i) controllare l'uso che i governi hanno fatto delle scorte a carattere non commerciale e prendere le misure del caso per evitare incertezze e difficoltà;

j) tenere costantemente presente la necessità di sviluppo e di coltivazione di nuovi giacimenti di stagno e promuovere più efficaci metodi di coltivazione, concentrazione e fusione dei minerali di stagno, ricorrendo tra l'altro alle risorse tecniche e finanziarie delle Nazioni Unite e di altre organizzazioni all'interno del sistema dell'ONU;

k) incentivare l'espansione del mercato dello stagno nei paesi in via di sviluppo produttori per conferire loro un ruolo più incisivo nella commercializzazione di questo prodotto ; e

l) proseguire i lavori del Consiglio internazionale dello stagno nell'ambito del quinto Accordo internazionale (qui di seguito denominato quinto Accordo) e dei precedenti accordi internazionali sullo stagno.

CAPITOLO II DEFINIZIONI

Articolo 2

Definizioni

Ai fini del presente accordo, i termini seguenti hanno i significati rispettivamente indicati :

"stagno": stagno metallico, qualsiasi prodotto della raffinazione dello stagno oppure il tenore di stagno nei concentrati o nel minerale di stagno estratto dalla sede naturale. Ai fini della presente definizione, il termine "minerale" esclude (a) il materiale estratto dal giacimento e destinato a non essere trattato e (b) il materiale che viene scartato in fase di trattamento;

"stagno metallico": stagno raffinato di buona qualità commerciabile, con grado di purezza non inferiore al 99,75%;

"scorta stabilizzatrice": scorta costituita a norma dell'articolo 21 e gestita conformemente al capitolo XIII del presente accordo;

"garanzie governative/impegni governativi": obblighi finanziari che i membri hanno contratto nei confronti del Consiglio come garanzia per il finanziamento della scorta stabilizzatrice supplementare conformemente all'articolo 21. Se del caso, tali garanzie o impegni possono provenire da organi autorizzati dai Membri stessi. I Membri sono responsabili nei confronti del Consiglio a concorrenza dell'importo della loro garanzia o dei loro impegni;

"stagno metallico detenuto": giacenze di metallo della scorta stabilizzatrice, incluso il metallo acquistato a tal fine ma non ancora ricevuto e escluso il metallo venduto dal direttore della scorta stabilizzatrice sul quantitativo della scorta medesima ma non ancora consegnato;

"tonnellata": tonnellata metrica, ossia 1000 kg;

"periodo di controllo": periodo dichiarato tale dal Consiglio e per il quale viene fissato un volume (tonnellaggio) totale d'esportazione ammesso;

"trimestre": trimestre con inizio 1° gennaio, 1° aprile, 1° luglio o 1° ottobre;

"esportazioni nette": quantitativo esportato nelle condizioni enunciate alla parte prima dell'allegato C del presente accordo meno il quantitativo importato come stabilito conformemente alla parte seconda dello stesso allegato;

"Membro": paese il cui governo ha ratificato, accettato, approvato il presente accordo o vi ha aderito, oppure abbia notificato al depositario di cui all'articolo 53 l'intenzione di aderire all'accordo in via provvisoria, oppure un'organizzazione che soddisfi alle prescrizioni dell'articolo 56;

"Membro produttore" Membro che il Consiglio ha dichiarato tale, con il suo consenso;

"Membro consumatore": Membro che il Consiglio ha dichiarato tale, con il suo consenso;

"maggioranza semplice": maggioranza raggiunta a favore di una mozione nei voti espressi dai Membri;

"maggioranza semplice ripartita per gruppi": maggioranza semplice raggiunta a favore di una mozione tanto nei voti espressi dai Membri produttori quanto in quelli espressi dai Membri consumatori;

"maggioranza di due terzi ripartita": maggioranza raggiunta a favore di una mozione tanto dei due terzi nei voti espressi dai Membri produttori quanto in quelli espressi dai Membri consumatori;

"entrata in vigore": salvo diversa specificazione, prima entrata in vigore del presente accordo, sia essa definitiva o provvisoria conformemente all'articolo 55;

"anno finanziario": periodo di un anno con inizio al 1° luglio e fine al 30 giugno dell'anno successivo;

"sessione" riunione o serie di riunioni del Consiglio.

PARTE PRIMA

IL CONSIGLIO INTERNAZIONALE DELLO STAGNO NORME COSTITUZIONALI

CAPITOLO III CONSIGLIO INTERNAZIONALE DELLO STAGNO

Articolo 3

Permanenza in carica e sede del Consiglio internazionale dello stagno

1. Il Consiglio internazionale dello stagno (qui di seguito denominato il Consiglio), istituito dai precedenti accordi internazionali sullo stagno, rimane in carica al fine di gestire il sesto accordo internazionale sullo stagno, con i Membri, i poteri e le funzioni di cui nel presente accordo.

2. La sede del Consiglio si trova nel territorio di un Membro.

3. Fatte salve le prescrizioni del paragrafo 2 del presente articolo, la sede del Consiglio si trova a Londra, a meno che il Consiglio decida altrimenti con maggioranza ripartita dei due terzi.

Articolo 4

Composizione del Consiglio

1. Il Consiglio si compone di tutti i Membri.

2. a) Ciascun Membro viene rappresentato in sede di Consiglio da un delegato e può designare sostituti e consulenti incaricati di assistere alle sessioni.

b) Un delegato sostituto è autorizzato ad agire e a votare in nome del delegato durante la sua assenza o in altre speciali circostanze.

Articolo 5

Ripartizione dei Membri in categorie

1. Ciascun Membro verrà dichiarato dal Consiglio, con il suo consenso, Membro produttore o Membro consumatore non appena il Consiglio stesso ha ricevuto un avviso dal depositario comprovante che tale Membro ha presentato il suo atto di ratifica, accettazione, approvazione o adesione a norma dell'articolo 52 o dell'articolo 54, oppure ha notificato, a norma dell'articolo 53, l'intenzione di aderire provvisoriamente all'accordo.

2. La ripartizione in categorie dei Membri produttori e dei Membri consumatori si basa rispettivamente sulla loro produzione mineraria interna e sul loro consumo di stagno metallico, fermo restando quanto segue:

a) la qualifica di produttore per un Membro che consuma una proporzione notevole dello stagno metallico ottenuto dalla sua produzione interna deve essere determinata, con il consenso del Membro medesimo, sulla base delle sue esportazioni di stagno; e

b) la qualifica di consumatore per un Membro che dai suoi giacimenti interni ricava una quota notevole dello stagno che consuma deve essere determinata, con il consenso del Membro medesimo, sulla base delle sue importazioni di stagno.

3. Nel suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione, o adesione oppure nella notifica presentata a norma dell'articolo 53, in cui manifesta l'intento di aderire in via provvisoria all'accordo, ciascun governo può dichiarare la categoria di Membro di cui esso ritiene di dover appartenere

4. Nella prima sessione dopo l'entrata in vigore dell'accordo, il Consiglio prenderà le decisioni necessarie per l'applicazione del presente articolo, con l'approvazione dei Membri produttori che rappresentino oltre il 50% del totale delle percentuali di produzione di cui nell'allegato A del presente accordo e con l'approvazione dei Membri consumatori che rappresentino oltre il 50% del totale delle percentuali di consumo di cui nell'allegato B.

Articolo 6

Cambiamento di categoria

1 Quando, sulla base dei dati statistici che lo riguardano, un Membro produttore si trasforma in Membro consumatore o viceversa, il Consiglio, su richiesta di tale Membro o di propria iniziativa, ma con il consenso di quest'ultimo, deve valutare la sua nuova posizione, decidere il cambiamento di categoria e determinare la percentuale eventualmente applicabile conformemente alle disposizioni dell'articolo 14, paragrafo 4.

2. Dalla data di entrata in vigore della percentuale di cui al paragrafo 1 del presente articolo, il Membro in questione cessa di beneficiare dei diritti e dei privilegi o di essere vincolato agli obblighi cui sottostanno i Membri della sua precedente categoria, fermo restando il suo dovere di assolvere agli impegni finanziari o altri in sospeso contratti nella precedente categoria, ed acquisisce tutti i diritti ed i privilegi ed è vincolato agli obblighi cui sottostanno in forza dell'accordo i Membri della sua nuova categoria.

CAPITOLO IV POTERI E FUNZIONI

Articolo 7

Poteri e funzioni del Consiglio

Il Consiglio :

a) dispone dei poteri e svolge le funzioni necessarie ai fini della gestione e del funzionamento del presente accordo;

b) ha il diritto di contrarre prestiti destinati al conto di gestione di cui all'articolo 17 oppure al conto della scorta stabilizzatrice conformemente all'articolo 24;

c) ogniqualvolta lo richieda, ottiene dal Presidente esecutivo le informazioni relative alla situazione ed al funzionamento della scorta stabilizzatrice ritenute necessarie per l'adempimento delle sue funzioni in forza del presente accordo;

d) può invitare i Membri a fornirgli i dati disponibili sulla produzione di stagno, sui costi e sui livelli di produzione, sul consumo, sul volume degli scambi e delle scorte internazionali di stagno nonché qualsiasi altra informazione necessaria ai fini di una corretta gestione del presente accordo che non sia incompatibile con disposizioni dell'articolo 47 in materia di sicurezza nazionale; i Membri sono tenuti a fornire le informazioni richieste nei limiti delle loro possibilità;

e) definisce le norme di funzionamento della scorta stabilizzatrice le quali includono, tra l'altro, le misure finanziarie da applicare ai Membri che vengono meno agli obblighi loro derivanti a norma dell'articolo 22;

f) a conclusione di ciascun anno finanziario, pubblica una relazione sulle attività dell'anno stesso;

g) dopo la fine di ciascun trimestre e non prima di tre mesi dopo tale data, salvo decisione contraria del Consiglio, pubblica una dichiarazione indicante il tonnellaggio di stagno metallico detenuto nella scorta stabilizzatrice alla fine del trimestre considerato;

h) prende i provvedimenti necessari per la consultazione e la cooperazione con:

i) le Nazioni Unite, i suoi organismi competenti, in particolare la Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e sullo sviluppo, le istituzioni specializzate nonché altre organizzazioni delle Nazioni Unite e organizzazioni intergovernative;

ii) i non Membri che sono aderenti delle Nazioni Uniti o delle sue istituzioni specializzate o che sono stati parte dei precedenti accordi internazionali sullo stagno.

Articolo 8

Procedure del Consiglio

Il Consiglio

a) fissa le sue norme procedurali interne;

b) prende le misure necessarie per dare pareri al presidente esecutivo quando il Consiglio non è in sessione;

c) in qualsiasi momento può

i) alla maggioranza di due terzi ripartita, delegare a qualsiasi organo ausiliario di cui all'articolo 9 qualsiasi potere che il Consiglio stesso può esercitare alla maggioranza semplice ripartita, salvo per quanto riguarda:

- la valutazione e la suddivisione dei contributi in forza degli articoli 20 e 22 rispettivamente;

- i prezzi minimo e massimo di cui articoli 27 e 31;

- l'istituzione del controllo delle esportazioni ai sensi degli articoli 32, 33, 34, 35 e 36; oppure

- i provvedimenti da attuare in caso di carenza di stagno in forza dell'articolo 40; e

ii) alla maggioranza semplice, ritirare qualsiasi delega di poteri ad un organo ausiliario.

Articolo 9

Organi ausiliari del Consiglio

1. I seguenti organi ausiliari istituiti dal Consiglio in forza dei precedenti accordi internazionali sullo stagno rimangono in carica per assistere il Consiglio nello svolgimento delle sue funzioni

a) Comitato economico e della revisione dei prezzi;

b) Comitato amministrativo;

c) Comitato per il finanziamento della scorta stabilizzatice;

d) Comitato dei costi e dei prezzi;

e) Comitato dello sviluppo;

f) Comitato delle credenziali;

g) Comitato di statistica.

2. Qualora lo ritenga necessario, il Consiglio può istituire altri organi ausiliari.

3. Alla maggioranza di due terzi ripartita, il Consiglio determina la composizione ed il mandato dei suoi organi ausiliari.

4. Salvo decisione contraria del Consiglio, ogni organo ausiliario può fissare le proprie norme procedurali.

5. Fermo restando il mantenimento degli organi ausiliari di cui al paragrafo 1 del presente articolo, il Consiglio può sciogliere in ogni momento qualsiasi organo ausiliario.

Articolo 10

Statistiche e studi

Il Consiglio

a) effettua almeno una volta per trimestre una stima delle probabilità di produzione e di consumo di stagno durante il trimestre o i trimestri successivi, al fine di valutare i dati statistici complessivi per il periodo interessato e, a tal fine, può tenere conto di altri eventuali fattori di rilievo;

b) effettua uno studio costante sui costi di produzione dello stagno, sul livello di produzione, sulle tendenze di prezzo, sulle tentenze di mercato e sui problemi a breve e a lungo termine dell'industria mondiale dello stagno; a questo fine intraprende e promuove gli studi che ritiene necessari sui problemi dell'industria dello stagno;

c) si mantiene informato circa le nuove utilizzazioni dello stagno e la messa a punto degli eventuali succedanei nei suoi impieghi tradizionali; e

d) incoraggia una maggiore e più ampia collaborazione con le organizzazioni che si dedicano alla ricerca nel campo della prospezione della produzione, del trattamento e dell'impiego dello stagno.

CAPITOLO V : ORGANIZZAZIONE E GESTIONE

Articolo 11

Presidente esecutivo e vicepresidenti del Consiglio

1. Alla maggioranza di due terzi ripartita e con scrutinio segreto, il Consiglio nomina un presidente esecutivo indipendente, che può essere un cittadino di uno dei Membri. La nomina del presidente esecutivo viene discussa durante la prima sessione del Consiglio che seguirà l'entrata in vigore del presente accordo.

2. Non può concorrere alla nomina a presidente esecutivo chi nei cinque anni precedenti l'epoca della nomina ha svolto funzioni attive nella produzione o nel commercio dello stagno.

3. Il par. 2 del presente articolo non osta alla nomina di un membro del personale del Consiglio in qualità di presidente esecutivo.

4. Il presidente esecutivo svolge le proprie funzioni per il periodo, secondo il mandato e le condizioni fissati dal Consiglio

5. Il presidente esecutivo indice le sessioni e presiede alle riunioni del Consiglio; egli non ha diritto al voto.

6 I Consiglio elegge ogni anno due vicepresidenti, uno scelto tra i delegati dei Membri produttori, l'altro tra i delegati dei Membri consumatori. I due vicepresidenti vengono denominati rispettivamente primo vicepresidente e secondo vicepresidente. Il primo vicepresidente viene scelto ad anni alternati tra i Membri dei paesi produttori e i Membri dei paesi consumatori.

7 Qualora il presidente esecutivo presentasse le proprie dimissioni o fosse costantemente inabilitato ad assolvere ai suoi compiti, il Consiglio nomina un nuovo presidente esecutivo conformemente alla procedura disposta a tal fine al par. 1 del presente articolo. In attesa di tale nomina o durante la temporanea assenza del presidente esecutivo, quest'ultimo viene sostituito dal primo vicepresidente o, se del caso, dal secondo vicepresidente, il cui compito sarà limitato alla presidenza delle riunioni, a meno che il Consiglio decida altrimenti. Le norme procedurali fissate dal Consiglio prevedono anche la nomina di un capo ad interim del servizio amministrativo, responsabile della gestione e del funzionamento del presente accordo conformemente all'articolo 13, durante le temporanee assenze del presidente esecutivo o in attesa della nomina di un nuovo presidente conformemente al presente paragrafo.

8. Il vicepresidente che sostituisce il presidente esecutivo conformemente al par. 7 del presente articolo non ha diritto al voto. Il diritto di voto del Membro che egli rappresenta può essere esercitato conformemente alle disposizioni dell'articolo 4, par. 2, lettera b), oppure dall'articolo 15, par 3

Articolo 12

Sessioni del Consiglio

1 Salvo decisione contraria, il Consiglio tiene quattro sessioni all'anno.

2. a) Le sessioni vengono indette dal presidente esecutivo oppure, previa consultazione con il primo vicepresidente, dal capo ad interim del Servizio amministrativo. Oltre a riunirsi in altre circostanze specificatamente previste dal presente accordo, il Consiglio viene convocato:

i) su richiesta di cinque Membri; oppure

ii) su richiesta dei Membri che detengono insieme 250 voti almeno; oppure

iii) a discrezione del presidente esecutivo

b) Il segretario generale delle Nazioni Unite indice la prima sessione del Consiglio in forza del presente accordo, la quale inizia otto giorni dopo l'entrata in vigore del medesimo.

3. Salvo decisione contraria del Consiglio, le sessioni si tengono nella sede del Consiglio stesso. La sessione viene notificata con almeno 15 giorni di anticipo, salvo caso di emergenza, quando il presidente esecutivo può indire tali sessioni con un preavviso di 72 ore, oppure in caso di diverse disposizioni del presente accordo.

4. I rappresentanti presenti che detengono due terzi dei voti complessivi di tutti di Membri produttori e i rappresentanti che detengono due terzi dei voti complessivi di tutti i Membri consumatori costituiscono il quorum per qualsiasi riunione del Consiglio. Se al giorno fissato per l'apertura della sessione del consiglio non esiste il quorum nel senso definito qui sopra, viene indetta un'ulteriore riunione dopo un termine di non oltre 7 giorni, nella quale il quorum sarà costituito dai rappresentanti che detengono almeno 500 voti di tutti i Membri produttori e dai rappresentanti che detengono 500 voti almeno di tutti i Membri consumatori.

Articolo 13

Personale del Consiglio

1. Il presidente esecutivo nominato in forza dell'articolo 11 è responsabile nei confronti del Consiglio della gestione e del funzionamento del presente accordo, conformemente alle decisioni del Consiglio.

2 Il presidente esecutivo è responsabile altresì della gestione dei servizi amministrativi e del personale.

3 Il Consiglio nomina un direttore della scorta stabilizzatrice (qui di seguito denominato direttore) ed un segretario del Consiglio (qui di seguito denominato segretario) e definisce le modalità e le condizioni di servizio di questi due funzionari.

4. Il Consiglio impartisce direttive al presidente esecutivo circa lo svolgimento delle funzioni del direttore definite nel presente accordo.

5. Il presidente esecutivo viene assistito nelle sue funzioni dal personale che il Consiglio ritiene necessario. Tutto il personale, compresi il direttore ed il segretario sono responsabili nei confronti del presidente esecutivo. Il metodo di assunzione e le condizioni di lavoro del personale dovranno essere approvate dal Consiglio.

6. Il presidente esecutivo e i membri del personale non debbono avere alcun interesse finanziario nella produzione , nel commercio, nei trasporti, nella pubblicità dello stagno o in altra attività ad esso inerenti.

7. Nell'esercizio delle loro funzioni, il presidente esecutivo ed i membri del personale non chiedono né accettano istruzioni da alcun governo o da persone o autorità che non siano il Consiglio od una persona che agisce nel nome del Consiglio medesimo in forza del presente accordo. Essi si astengono da qualsiasi iniziativa che possa incidere sulla loro qualità di funzionari internazionali responsabili soltanto nei confronti del Consiglio. Ciascun Membro si impegna a rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle responsabilità del presidente esecutivo e dei membri del personale e non cercherà di esercitare alcuna pressione nell'assolvimento dei loro doveri

8. Il presidente esecutivo, il direttore, il segretario e qualsiasi altro funzionario del Consiglio sono tenuti a non rivelare alcuna informazione sulla gestione o sul funzionamento del presente accordo, salvo autorizzazione del Consiglio stesso o in caso di necessità per lo svolgimento delle funzioni conferite loro ai sensi del presente accordo.

CAPITOLO VI VOTAZIONI IN SEDE DI CONSIGLIO

Articolo 14

Percentuali e voti

1. I Membri produttori detengono insieme 1000 voti. Ciascun Membro produttore riceve inizialmente cinque voti; i rimanenti vengono divisi tra i Membri produttori rispettando per quanto possibile la proporzione delle loro singole percentuali di produzione riportate nelle tabelle redatte o riviste dal Consiglio conformemente al par. 3 o al par. 4 del presente articolo.

2. I Membri consumatori detengono insieme 1000 voti. Ciascun Membro consumatore riceve inizialmente cinque voti oppure, se i Membri consumatori sono in numero superiore a 30, il numero intero più alto in modo che il totale dei voti iniziali non superi 150; i voti rimanenti vengono divisi tra i Membri consumatori rispettando per quanto possibile la proporzione delle loro singole percentuali di consumo riportate nelle tabelle redatte o riviste dal Consiglio conformemente al par. 3 o al par. 4 del presente articolo.

3. Ai fini dei parr. 1 e 2 del presente articolo, nella sua prima sessione il Consiglio redige tabelle di percentuali di produzione e di consumo riguardanti rispettivamente i Membri produttori e i Membri consumatori. Dette tabelle hanno effetto immediato.

4. Le tabelle redatte conformemente al par. 3 del presente articolo vengono in seguito riviste dal Consiglio annualmente od ogni qualvolta avvenga un cambiamento nel numero dei Membri o nella loro ripartizione in categorie. Le tabelle riviste hanno effetto immediato.

5. Ai fini dei parr. 3 et 4 del presente articolo, il Consiglio decide la distribuzione o la ridistribuzione delle percentuali di produzione tra i Membri produttori, conformemente all'allegato F del presente accordo.

6. Alla maggioranza dei due terzi ripartita il Consiglio può rivedere l'allegato F.

7. Ai fini dei parr. 3 e 4 del presente articolo, il Consiglio decide la distribuzione o la ridistribuzione delle percentuali di consumo tra i Membri consumatori, sulla base del consumo medio di stagno dei singoli Membri consumatori per ciascuno dei tre anni civili precedenti.

8. Nessun Membro può detenere oltre 450 voti.

9. Non è ammesso il frazionamento dei voti.

Articolo 15

Procedura di votazione del Consiglio

1 Ciascun Membro è autorizzato ad esprimere il numero di voti che detiene presso il Consiglio. Al momento della votazione, il Membro non divide i propri voti. Se si astiene, si considera che tale Membro non ha votato.

2. Salvo disposizione contraria, le decisioni del Consiglio vengono prese alla maggioranza semplice ripartita

3. In una forma approvata dal Consiglio, qualsiasi Membro può autorizzare un altro Membro a rappresentare i suoi interessi e ad esercitare i suoi diritti di voto in qualsiasi sessione o riunione del Consiglio stesso.

CAPITOLO VII PRIVILEGI ED IMMUNITÀ

Articolo 16

Privilegi ed immunità

1. Il Consiglio ha personalità giuridica. In particolare, esso ha capacità di contrattare, acquistare ed alienare beni immobili e mobili nonché di stare in giudizio.

2. Nel territorio di ciascun Stato Membro e nei termini compatibili con l'ordinamento giuridico di quest'ultimo, il Consiglio è esonerato dalla imposizione sugli averi, sui redditi e sui beni per quanto necessario ai fini dello svolgimento delle sue funzioni in forza del presente accordo.

3 Nel territorio di ciascun Membro, il Consiglio beneficia delle agevolazioni di cambio necessarie allo svolgimento delle sue funzioni in forza del presente accordo.

4. Lo statuto, i privilegi e le immunità del Consiglio sul territorio del governo ospitante sono disciplinate da una convenzione di stabilimento tra il governo ospitante ed il Consiglio.

PARTE SECONDA

DISPOSIZIONI FINANZIARIE

CAPITOLO VIII CONTABILITA E REVISIONE CONTABILE

Articolo 17

Conti finanziari

1 a) Per la gestione ed il funzionamento del presente accordo vengono tenuti due conti: il conto di gestione ed il conto della scorta stabilizzatrice.

b) Le spese amministrative del Consiglio, inclusa la retribuzione del presidente esecutivo, del direttore, del segretario e del personale, sono imputate al conto di gestione.

c) Il direttore imputa al conto della scorta stabilizzatrice le spese derivanti esclusivamente da transazioni od operazioni relative alla scorta stessa, incluse le spese riguardanti i contratti di prestito, il deposito, le commissioni e le assicurazioni.

d) Il presidente esecutivo decide del diritto di iscrivere spese di altro tipo sul conto della scorta stabilizzatrice.

2. Il Consiglio non è responsabile delle spese effettuate dai rappresentanti, dai loro sostituti o consiglieri.

Articolo 18

Moneta di pagamento

I versamenti in contanti che i Membri debbono effettuare sul conto di gestione ai sensi degli articoli 20 e 60, i versamenti in contanti che i membri debbono effettuare sul conto della scorta stabilizzatrice ai sensi degli articoli 22 e 23, i versamenti in contanti imputati al conto di gestione e destinati ai Membri in forza dell'articolo 60 ed i versamenti in contanti imputati al conto della scorta stabilizzatrice e destinati ai Membri in forza degli articoli 22, 23 e 26 sono fissati nella moneta del paese ospitante ed effettuati in tale moneta. Alternativamente, e a discrezione della parte interessata, l'equivalente dell'importo dovuto nella moneta del paese ospitante, calcolato al tasso di cambio vigente il giorno del pagamento, puo' essere versato in qualsiasi moneta liberamente convertibile nella moneta del paese ospitante sui mercati valutari.

Articolo 19

Revisione contabile

1. Il Consiglio nomina revisori contabili incaricati di rivedere i suoi libri contabili.

2. Con la massima sollecitudine dopo la chiusura di ciascun anno finanziario, il Consiglio pubblica i conti di gestione e della scorta stabilizzatrice verificati da revisori indipendenti fermo restando che i conti della scorta non vengono pubblicati prima di tre mesi dopo la chiusura dell'anno finanziario al quale si riferiscono.

CAPITOLO IX : CONTO DI GESTIONE

Articolo 20

Bilancio

1 Nel corso della prima sessione dopo l'entrata in vigore del presente accordo, il Consiglio approva il bilancio delle entrate e delle uscite corrispondenti al conto di gestione per il periodo compreso tra la data di entrata in vigore del presente accordo e la chiusura del primo anno finanziario. In seguito, il Consiglio approva un bilancio annuo per ciascun esercizio finanziario. Se in un momento qualsiasi di un anno finanziario si verificano o minacciano di verificarsi circostanze impreviste a seguito delle quali il saldo rimanente del conto di gestione potrebbe essere insufficiente per far fronte alle spese amministrative del Consiglio, quest'ultimo può approvare un bilancio supplementare per il periodo rimanente dell'anno finanziario in corso.

2. Sulla base dei bilanci di cui al par. 1 del presente articolo, il Consiglio fissa, nella moneta del paese ospitante, il contributo dovuto al conto di gestione da parte di ciascun Membro, quest'ultimo è tenuto a versare al Consiglio il totale del contributo non appena gli viene notificato l'importo. Per ciascun voto che detiene alla data in cui il contributo viene fissato, ciascun Membro paga un duemillesimo dell'importo totale richiesto.

3. Il Consiglio può privare del diritto di voto il Membro che sei mesi dopo la data della notifica dell'importo dovuto non ha ancora versato il proprio contributo al conto di gestione. Se tale Membro non versa il contributo entro 12 mesi dalla data di notifica della somma dovuta, il Consiglio può privarlo di qualsiasi altro diritto conferitogli in forza del presente accordo, resta inteso che, non appena riceve il contributo arretrato, il Consiglio ripristina il paese Membro interessato nell'esercizio dei diritti di cui è stato privato in forza del presente paragrafo.

CAPITOLO X : CONTO DELLA SCORTA STABILIZZATRICE

Articolo 21

Costituzione e volume della scorta stabilizzatrice

Per realizzare gli obiettivi del presente accordo viene costituita, tra l'altro, una scorta stabilizzatrice che consta di una scorta normale di 30 000 t di stagno metallico da finanziare con contributi governativi e una scorta supplementare di 20 000 t di stagno metallico da finanziare con prestiti garantiti da note di pegno e, se necessario, da garanzie/impegni governativi.

Articolo 22

Finanziamento della scorta stabilizzatrice normale

1. Il finanziamento della scorta stabilizzatrice normale viene sempre suddiviso in parti uguali tra Membri produttori e Membri consumatori. Se del caso, tale finanziamento può essere effettuato da istituzioni competenti dei Membri interessati.

2. Al momento dell'entrata in vigore del presente accordo è dovuto un contributo iniziale pari al valore monetario di 10 000 t di stagno metallico. I contributi successivi sino a raggiungere il valore monetario delle 20 000 t rimanenti di stagno metallico sono dovuti alla data o alle date fissate dal Consiglio.

3. I contributi di cui al par 2 del presente articolo vengono suddivisi dal Consiglio tra i Membri in funzione delle rispettive percentuali di produzione o di consumo di cui alle tabelle redatte o riviste dal Consiglio in forza del par. 3 o del par. 4 dell'articolo 14, in vigore al momento della ripartizione dei contributi.

4. L'importo dei contributi di cui al par. 2 del presente articolo è determinato sulla base dei prezzi minimi in vigore alla data alla quale sono richiesti i contributi.

5. Il contributo iniziale dovuto da un Membro conformemente al par. 2 del presente articolo può essere versato, con il consenso di tale Membro, per trasferimento dal conto della scorta stabilizzatrice del quinto accordo.

6. Se in un momento qualsiasi detiene sul conto della scorta stabilizzatrice liquidità complessivamente superiori al valore monetario di 10 000 t di stagno metallico al prezzo minimo in vigore, il Consiglio può autorizzare restituzioni ai Membri prelevate da tale importo eccedentario in proporzione dei contributi da essi versati in forza del presente articolo. Su richiesta di un Membro, la restituzione cui ha diritto può essere trattenuta sul conto della scorta stabilizzatrice.

7. Durante il periodo di validità provvisoria del presente accordo e in deroga alle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo, il contributo di un Membro, fissato dal Consiglio, non supera il 125% del contributo che esso deve sulla base della sua percentuale di produzione o di consumo riportata all'allegato A o B del presente accordo.

Articolo 23

Arretrati nei contributi al conto della scorta stabilizzatrice

1. Se un Membro non adempie all'obbligo di contribuire al conto della scorta stabilizzatrice alla data alla quale tale contributo è esigibile, viene considerato in stato di mora. Un Membro in stato di mora di 60 giorni o più non viene considerato come Membro ai fini di un'eventuale decisione del Consiglio a norma del paragrafo 2 del presente articolo.

2 Al Membro in stato di mora di 60 giorni o più in forza del paragrafo 1 del presente articolo vengono sospesi i diritti di voto e gli altri diritti conferitigli in seno al Consiglio, a meno che quest'ultimo decida diversamente alla maggioranza di due terzi ripartita, resta inteso, però, che qualsiasi ritardo nell'adempimento dell'obbligo di un Membro di contribuire al conto della scorta stabilizzatrice non viene considerato come mora ai fini del presente paragrafo se tale ritardo riguarda esclusivamente quella parte di contributo che supera l'importo corrispondente alla sua quota del costo stimato di cui all'allegato G del presente accordo.

3. Il Consiglio può invitare gli altri Membri a versare a titolo volontario i contributi in arretrato.

4. Quando l'inadempienza viene sanata in modo ritenuto soddisfacente dal Consiglio, vengono ripristinati al Membro in stato di mora il diritto di voto e gli altri diritti. Se i suoi arretrati sono stati versati dagli altri Membri, questi ultimi vengono integralmente rimborsati.

Articolo 24

Prestiti contratti per la scorta stabilizzatrice

1. Il Consiglio può contrarre prestiti per le esigenze della scorta stabilizzatrice, garantendoli con pegni sulla scorta stessa, a concorrenza della somma o delle somme che ritiene necessarie. Il Consiglio approva le modalità e le condizioni di tali prestiti.

2 Alla maggioranza di due terzi ripartita, il Consiglio puo' prendere i provvedimenti che ritiene necessari per completare le sue risorse.

3 Tutte le spese inerenti a tali prestiti e provvedimenti vengono imputate al conto della scorta stabilizzatrice.

Articolo 25

Relazioni con il Fondo comune per i prodotti di base

Il Consiglio aprirà con il Fondo comune, appena questo diventerà operativo, negoziati intesi a definire condizioni e modalità reciprocamente accettabili per un accordo di associazione con il Fondo comune stesso al fine di beneficiare integralmente delle agevolazioni da esso offerte.

CAPITOLO XI : LIQUIDAZIONE DELLA SCORTA STABILIZZATRICE

Articolo 26

Procedura di liquidazione

1 Alla risoluzione del presente accordo, cessano tutte le operazioni della scorta stabilizzatrice effettuate a norma degli articoli 28, 29, 30 o 31. Dopo tale data, il direttore non effettua ulteriori acquisti di stagno e può procedere a vendite soltanto se autorizzato dal disposto dei paragrafi 2, 3 oppure 8 del presente articolo.

2. In ordine alla liquidazione della scorta stabilizzatrice il direttore procederà come disposto ai paragrafi 3 - 8 ed 11 del presente articolo, a meno che il Consiglio sostituisca con altre disposizioni quelle contenute nel presente articolo.

3. Quanto prima dopo la risoluzione del presente accordo, il direttore preleva dal saldo rimanente sul conto della scorta stabilizzatrice una somma che egli valuta sufficiente per il rimborso di qualsiasi pendenza connessa con eventuali prestiti contratti in applicazione dell'articolo 24 e per far fronte a tutte le spese di liquidazione della scorta stabilizzatrice stessa conformemente al disposto del presente articolo. Se il saldo rimanente sul conto della scorta stabilizzatrice non basta a questi fini, il direttore procede, entro termini e quantitativi decisi dal Consiglio, alla vendita di partite di stagno sufficienti per reperire la somma supplementare richiesta.

4. Ferme restando le disposizioni del presente accordo e in conformità delle stesse, a ciascun Membro viene rimborsata la quota che detiene nella scorta stabilizzatrice.

5. Per accertare l'entità di tale quota, il direttore procede come segue:

a) vengono determinati i contributi versati in denaro da ciascun membro;

b) tutto lo stagno detenuto dal direttore alla data della risoluzione del presente accordo viene valutato sulla base di un prezzo rappresentativo praticato a tale data su un mercato riconosciuto e approvato dal Consiglio; l'importo equivalente a tale valore viene quindi aggiunto al totale delle liquidità a disposizione del direttore alla data di cui sopra, dopo il prelievo della somma di cui al paragrafo 3 del presente articolo;

c) se il totale raggiunto con le operazioni di cui alla lettera b) supera la somma complessiva di tutti i contributi versati da tutti i Membri alla scorta stabilizzatrice, l'eccedenza viene ripartita tra i Membri in proporzione dei contributi totali versati da ciascuno di essi alla scorta stabilizzatrice, determinati conformemente alla precedente lettera a), moltiplicati per il numero di giorni che tali contributi sono rimasti a disposizione del direttore fino alla risoluzione del presente accordo. Ai fini del calcolo del numero dei giorni di cui sopra, non vengono presi in considerazione il giorno nel quale il direttore ha ricevuto il contributo né il giorno della risoluzione del presente accordo L'importo in più così distribuito a ciascun Membro viene aggiunto al totale dei contributi versati da ogni singolo Membro, determinati come

disposto alla precedente lettera a). Nel calcolo della ripartizione del l'eccedenza, il contributo di un Membro che sia stato privato dei suoi diritti non viene considerato quale somma rimasta a disposizione del direttore durante il periodo della privazione dei diritti;

d) se il totale raggiunto conformemente al disposto della lettera b) è inferiore alla somma di tutti i contributi versati da tutti i Membri alla scorta stabilizzatrice, il disavanzo viene ripartito tra i Membri, in proporzione dei loro contributi totali. L'aliquota di disavanzo così assegnata ai singoli Membri viene dedotta dal totale dei contributi di ciascuno di essi, determinato conformemente alla precedente lettera a).

e) Il risultato dei calcoli di cui sopra viene considerato, per ogni singolo Membro, pari alla sua quota della scorta stabilizzatrice.

6. Ferme restando le disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, a ciascun Membro viene assegnata la quota spettantegli in liquidità e in quantitativo di stagno disponibile per la distribuzione conformemente al paragrafo 5 del presente articolo, restando inteso che, se un Membro ha perso la totalità o una parte dei suoi diritti di partecipazione alla liquidazione della scorta stabilizzatrice a norma degli articoli 20, 23, 36, 48 oppure 58, la sua quota di rimborso viene ridotta in proporzione a tale perdita e la conseguente rimanenza viene ripartita tra gli altri Membri, proporzionalmente alle loro rispettive quote sulla scorta stabilizzatrice.

7. Il rapporto tra il quantitativo di stagno e l'importo in liquidità assegnato conformemente alle disposizioni dei paragrafi 4, 5 e 6 del presente articolo sarà identico per ciascun Membro.

8. a) A ciascun Membro viene versato l'importo in liquidità ad esso assegnato a seguito della procedura di cui al paragrafo 5 del presente articolo.

b) Il quantitativo di stagno assegnato a ciascun Membro viene trasferito a quest'ultimo secondo frazionamenti e nell'arco di tempo ritenuti opportuni dal Consiglio, fermo restando che, se il quantitativo totale di stagno da trasferire ai Membri è inferiore a 30 000 t, l'arco di tempo non deve superare 24 mesi dalla risoluzione del presente accordo. Se è pari o superiore a 30 000 t, il quantitativo totale viene trasferito ai Membri ad una media di 10 000 t per ciascun periodo di 12 mesi dopo la risoluzione del presente accordo.

c) In ciascuna operazione di trasferimento, il Consiglio deve tener conto, tra l'altro

i) del quantitativo totale di stagno disponibile per la distribuzione,

ii) degli effetti che l'immissione di tale quantitativo di stagno può esercitare sul mercato,

iii) degli interessi dei Membri, nella prospettiva di una continuità delle forniture di stagno.

d) Ogni Membro può chiedere che una qualsiasi frazione del quantitativo di stagno spettantegli venga venduta e che gli utili netti ricavati da tale vendita gli siano versati direttamente.

9. In deroga alla procedura di liquidazione di cui al presente articolo, qualsiasi quantitativo di stagno assegnato ai Membri in conformità del precedente paragrafo 8 può essere trasferito sulla scorta stabilizzatrice di un successivo accordo internazionale sullo stagno.

10. Qualsiasi quantitativo di stagno assegnato ad uno Stato membro che non sia parte di un successivo accordo internazionale sullo stagno viene restituito a tale Membro non oltre sei mesi dopo la risoluzione del presente accordo.

11. Quando tutti i quantitativi di stagno sono stati smaltiti conformemente al precedente paragrafo 8, il direttore distribuisce tra i Membri l'eventuale saldo rimanente della somma prelevata in applicazione del paragrafo 3 del presente articolo, nelle proporzioni assegnate a ciascun Membro conformente al precedente paragrafo 5.

PARTE TERZA

DISPOSIZIONI ECONOMICHE

CAPITOLO XII PREZZI MINIMO E MASSIMO

Articolo 27

Prezzi minimo e massimo

1. Ai fini del presente accordo vengono fissati un prezzo minimo e un prezzo massimo per lo stagno metallico, espressi in ringgit malesi o in qualsiasi altra moneta decisa dal Consiglio. Il margine di oscillazione tra il prezzo minimo e il prezzo massimo è pari al 30 % del prezzo minimo e viene diviso in tre settori uguali.

2. In deroga alle disposizioni del precedente paragrafo 1, i prezzi minimo e massimo iniziali sono quelli in vigore per il quinto accordo alla data della sua risoluzione.

3. Durante la prima sessione dopo l'entrata in vigore del presente accordo e, in seguito, sulla base di una serie di studi svolti dal comitato economico e di revisione dei prezzi o da qualsiasi altro organismo incaricato dal Consiglio, oppure conformemente alle disposizioni dell'articolo 31, il Consiglio riesamina e può modificare il prezzo minimo e il prezzo massimo ai fini degli obiettivi del presente accordo.

4. Se il Consiglio non fissa nuovi prezzi minimo e massimo durante la prima sessione successiva all'entrata in vigore del presente accordo, il prezzo minimo rimane identico a quello in vigore alla data di risoluzione del quinto accordo ed in prezzo massimo è pari al 130 % del prezzo minimo.

5. Nel riesame dei prezzi minimo e massimo, il Consiglio tiene conto dell'evoluzione a breve termine nonché dei vari livelli e tendenze della produzione e del consumo di stagno, dei costi di produzione di quest'ultimo, del potenziale estrattivo esistente, dell'adeguatezza del prezzo in corso per mantenere tale potenziale nonché degli altri fattori pertinenti che possono incidere sull'andamento dei prezzi dello stagno.

6. Il Consiglio pubblica senza indugio gli eventuali prezzi minimo e massimo rivisti, includendovi qualsiasi prezzo provvisorio o rivisto fissato a norma dell'articolo 31.

CAPITOLO XIII : GESTIONE DELLE OPERAZIONI DELLA SCORTA STABILIZZATRICE

Articolo 28

Funzionamento della scorta stabilizzatrice

1. Conformemente all'articolo 13 ed alle disposizioni del presente accordo e nell'osservanza delle direttive impartitegli dal Consiglio, il direttore è responsabile nei confronti del presidente esecutivo del funzionamento della scorta stabilizzatrice.

2. Ai fini del presente articolo, si intende per prezzo di mercato dello stagno il prezzo dello stagno sul mercato riconosciuto dal Consiglio alla risoluzione del quinto accordo o qualsiasi altro prezzo eventualmente deciso dal Consiglio.

3. Se il prezzo di mercato dello stagno

a) è pari o superiore al prezzo massimo, salvo istruzioni contrarie del Consiglio e fermi restando gli articoli 29 e 31, il direttore offre in vendita al prezzo di mercato, sui mercati riconosciuti dal Consiglio, lo stagno di cui egli dispone fin tanto che il prezzo di mercato scende al di sotto del prezzo massimo oppure viene esaurito il quantitativo di stagno di cui egli dispone;

b) rientra nel settore superiore della fascia compresa tra i prezzi minimo e massimo, il direttore può intervenire sui mercati riconosciuti effettuando operazioni a prezzo di mercato al fine di evitare bruschi aumenti di detto prezzo, a condizione che tali operazioni si saldino con vendite nette di stagno;

c) rientra nel settore intermedio della fascia suddetta, il direttore può intervenire soltanto se il Consiglio lo autorizza alla maggioranza di due terzi ripartita;

d) rientra nel settore inferiore, il direttore può intervenire sui mercati riconosciuti effettuando operazioni al prezzo di mercato al fine di evitare brusche discese di detto prezzo a condizione che tali operazioni si saldino con acquisti netti di stagno; oppure

e) è pari o inferiore al prezzo minimo, il direttore formula, salvo istruzione contraria del Consiglio e se dispone di fondi sufficienti, fermi restando gli articoli 29 e 31, offerte per acquisti di stagno sui mercati riconosciuti al prezzo di mercato fin tanto che tale prezzo supera il prezzo minimo oppure quando sono esauriti i fondi a sua disposizione.

4. Ai sensi del presente accordo si intendono per mercati riconosciuti i mercati dello stagno dello stretto di Penang e la Borsa metalli di Londra e/o qualsiasi altro mercato che il Consiglio potrà eventualmente riconoscere ai fini del funzionamento della scorta stabilizzatrice.

5 Il direttore può procedere ad operazioni sul mercato a termine a norma del paragrafo 3 del presente articolo soltanto se queste vengono concluse prima della risoluzione del presente accordo o prima di qualsiasi altra data successiva a detta risoluzione, decisa dal Consiglio.

Articolo 29

Limitazione o sospensione del funzionamento della scorta stabilizzatrice

1. In deroga alle disposizioni dell'articolo 28, paragrafo 3, lettere b) e d), il Consiglio può limitare o sospendere le operazioni sul mercato a termine sullo stagno se ritiene che cio' sia necessario ai fini del presente accordo.

2 In deroga alle disposizioni dell'articolo 28, paragrafo 3, lettere a) ed e), il Consiglio può, in corso di sessione, limitare o sospendere le operazioni della scorta stabilizzatrice se ritiene che l'adempimento degli obblighi conferiti al direttore dei punti di cui sopra non consenta di conseguire gli obiettivi del presente accordo.

3. Quando il Consiglio non è in sessione, spetta al presidente esecutivo il potere di limitare e di sospendere le operazioni sulla scorta stabilizzatrice di cui al paragrafo 2 del presente articolo.

4. Il presidente esecutivo può revocare in qualsiasi momento una limitazione o sospensione effettuata a norma del paragrafo 3.

5. Immediatamente dopo la decisione di limitare o di sospendere le operazioni sulla scorta stabilizzatrice in forza del paragrafo 3 del presente articolo, il presidente esecutivo indice una sessione del Consiglio al fine di riesaminare tale decisione. La sessione si tiene entro 14 giorni dalla data della limitazione o della sospensione.

6. Il Consiglio può confermare o annullare qualsiasi limitazione o sospensione decisa in forza del paragrafo 3 del presente articolo. Se il Consiglio non giunge ad una decisione, le operazioni della scorta stabilizzatrice continuano senza limitazione o vengono riprese conformemente alle disposizioni dell'articolo 28.

7. Finché rimangono in vigore le eventuali limitazioni o sospensioni del funzionamento della scorta stabilizzatrice determinate in virtù del presente articolo, il Consiglio riesamina la decisione presa in tal senso ad intervalli di non oltre sei settimane. Se in una sessione destinata al nuovo esame in parola il Consiglio non giunge ad una decisione favorevole alla continuazione della limitazione o della sospensione, le operazioni della scorta stabilizzatrice continuano senza limitazione oppure vengono riprese.

Articolo 30

Altre operazioni della scorta stabilizzatrice

1. Il Consiglio può autorizzare il direttore a comprare stagno da una scorta governativa di carattere non commerciale oppure a venderlo a tale scorta o per conto di quest'ultima. Il Consiglio può altresì autorizzare il direttore a comprare stagno dai paesi contribuenti alla scorta stabilizzatrice del quinto accordo, prelevando tale stagno dalla loro quota di liquidazione della scorta stabilizzatrice dell'accordo suddetto. Le disposizioni dell'articolo 28, par. 3, non si applicano alle operazioni di acquisto o di vendita di stagno per le quali è stata data un'autorizzazione conforme alle disposizioni del presente paragrafo.

2. In deroga alle disposizioni degli articoli 28 e 29, il Consiglio può autorizzare il direttore, quando egli non dispone di fondi sufficienti per far fronte alle spese derivanti dalle sue operazioni, a vendere al prezzo corrente i quantitativi di stagno necessari per coprire tali spese

Articolo 31

La scorta stabilizzatrice e le variazioni dei tassi di cambio

1 Il presidente esecutivo può, di propria iniziativa o su richiesta di un Membro, convocare immediatamente il Consiglio al fine di rivedere i prezzi minimo e massimo quando ritenga o, eventualmente, quando detto Membro ritenga che le eventuali modifiche dei tassi di cambio rendono necessaria tale revisione. Per le sessioni indette in forza del presente paragrafo è sufficiente un preavviso inferiore a 7 giorni.

2. Alle condizioni enunciate nel par 1 del presente articolo, il presidente esecutivo può, in attesa della sessione del Consiglio di cui al suddetto paragrafo, limitare o sospendere provvisoriamente le operazioni della scorta stabilizzatrice se tale limitazione o sospensione gli sembra necessaria per impedire che il direttore acquisti o venda stagno in quantitativi tali da recare pregiudizio alla realizzazione dell'obiettivo del presente accordo.

3 Il Consiglio può confermare, modificare od annullare una limitazione o una sospensione delle operazioni della scorta stabilizzatrice effettuate in forza del presente articolo. Se il Consiglio non giunge ad una decisione, le operazioni della scorta stabilizzatrice provvisoriamente limitate o sospese continuano senza limitazione oppure vengono riprese.

4 Entro i 30 giorni successivi alla sua decisione di confermare, modificare od annullare una limitazione o una sospensione delle operazioni della scorta stabilizzatrice in applicazione del presente articolo, il Consiglio vaglia l'opportunità di definire un prezzo massimo e minimo provvisori e può fissare tali prezzi. Se il Consiglio non fissa i prezzi minimo o massimo provvisori in applicazione del presente paragrafo, i prezzi minimo e massimo esistenti rimangono in vigore, ferme restando le disposizioni del par. 6 del presente articolo.

5. Entro 90 giorni successivi alla definizione dei prezzi minimo e massimo provvisori, il Consiglio rivede tali prezzi e può fissare nuovi prezzi minimo e massimo. Se il Consiglio non fissa i nuovi prezzi in applicazione del presente paragrafo, i prezzi minimo e massimo provvisori divengono i prezzi minimo e massimo applicabili.

6. Se il Consiglio non fissa prezzi minimo o massimo provvisori conformemente al par. 4 del presente articolo, egli può definire i prezzi minimo e massimo in qualsiasi sessione successiva.

7. Le operazioni della scorta stabilizzatrice riprendono conformemente alle disposizioni dell'articolo 28 sulla base dei prezzi minimo e massimo che saranno stati fissati conformemente alle disposizioni dei par. 4, 5 o 6 del presente articolo, a seconda del caso.

CAPITOLO XIV CONTROLLO DELLE ESPORTAZIONI

Articolo 32

Istituzione del controllo delle esportazioni

1. Quando almeno il 70 % del volume massimo della scorta stabilizzatrice costituita conformemente all'articolo 21, oppure il volume massimo della scorta stabilizzatrice costituita conformemente all'articolo 21, modificato dalle disposizioni finanziarie del par. 7 dell'articolo 22, scegliendo tra i due volumi quello meno elevato, è detenuto sotto forma di stagno metallico nella scorta stabilizzatrice, il Consiglio può, alla maggioranza di due terzi ripartita, istituire un periodo di controllo.

2. Quando almeno l'80% del volume massimo della scorta stabilizzatrice costituita conformemente all'articolo 21 oppure il volume massimo della scorta stabilizzatrice costituita conformemente all'articolo 21, modificato dalle disposizioni finanziarie del par. 7 dell'articolo 22, scegliendo tra i due volumi quello meno elevato, è detenuto sotto forma di stagno metallico nella scorta stabilizzatrice, il Consiglio può istituire un periodo di controllo.

3. Quando istituisce un periodo di controllo conformemente al par. 1 oppure al par. 2 del presente articolo, il Consiglio fissa il tonnellaggio totale di operazione ammesso per i Membri produttori durante tale periodo di controllo, tenendo conto delle stime di produzione e di consumo effettuate in applicazione della lettera a) dell'articolo 10, dei quantitativi di stagno metallico e delle liquidità detenute nella scorta stabilizzatrice, del volume, della disponibilità e della probabile evoluzione delle altre scorte di stagno, del commercio dello stagno, del prezzo corrente dello stagno metallico e di qualsiasi altro fattore di interesse.

4. E' altresì compito del Consiglio adeguare l'offerta alla domanda in modo da mantenere il prezzo dello stagno metallico tra il prezzo minimo ed il prezzo massimo. Il Consiglio deve inoltre adoperarsi a mantenere disponibili nella scorta quantitativi di stagno metallico e liquidità sufficienti per rettificare gli eventuali scarti tra offerta e domanda.

5. La limitazione delle esportazioni in virtù del presente accordo per ciascun periodo di controllo è subordinata ad una decisione del Consiglio e nessuna limitazione delle esportazioni può essere applicata durante un periodo qualsiasi a meno che il Consiglio stesso abbia destinato detto periodo per un controllo ed abbia fissato per lo stesso un tonnellaggio totale di esportazioni ammesso.

6 Il Consiglio può istituire periodi di controllo e fissare tonnellaggi totali di esportazioni ammessi a prescindere dalla limitazione o dalla sospensione delle operazioni della scorta stabilizzatrice a norma degli articoli 29 o 31.

7. Un tonnellaggio totale di esportazioni ammesso fissato precedentemente in applicazione del par. 3 del presente articolo può essere aumentato, ma non diminuito, dal Consiglio durante il periodo di controllo cui si riferisce.

8. Se, durante un periodo di controllo per il quale è stato fissato un tonnellaggio totale di esportazioni ammesso conformemente al par. 3 del presente articolo, la media mobile quindicinale per prezzo di mercato dello stagno rimane pari o supera, per 12 giorni di borsa consecutivi, il limite superiore del settore inferiore della fascia di prezzo istituita conformemente all'articolo 27, il tonnellaggio di esportazioni ammesso viene aumentato in modo che il tonnellaggio totale delle esportazioni ammesso per l'intero periodo raggiunga il più elevato fra i valori sotto indicati :

a) il livello delle esportazioni per il corrispondente periodo calcolato sulla base della media trimestrale delle esportazioni durante gli ultimi quattro trimestri consecutivi che hanno preceduto il periodo di controllo e che non sono stati dichiarati periodi di controlli; oppure

b) il 110% del tonnellaggio totale di esportazioni ammesso per questo periodo di controllo.

9. In deroga alle disposizioni del par. 8 del presente articolo, il tonnellaggio totale delle esportazioni ammesso per tale periodo di controllo non viene aumentato nei casi sotto indicati:

a) se sono trascorsi meno di 3 mesi dall'istituzione del controllo delle esportazioni immediatamente successivi ad un intervallo durante il quale non è stata applicata alcuna limitazione delle esportazioni e precedenti il primo dei 12 giorni di borsa consecutivi di cui al par. 8 del presente articolo; oppure

b) se l'ultimo prezzo noto del mercato si situa nel settore inferiore della fascia di prezzo, restando inteso che, se le condizioni di cui al par. 8 del presente articolo continuano ad essere soddisfatte, tale aumento ha effetto immediato non appena il prezzo di mercato raggiunge o supera il limite superiore di tale settore.

10. Ai fini del presente articolo, per prezzo di mercato dello stagno si intende il prezzo dello stagno praticato sul mercato dello stretto di Penang, a meno che il Consiglio decida altrimenti.

11. Quando ha istituito un periodo di controllo e fissato il tonnellaggio totale di esportazione ammesso per tale periodo, il Consiglio può nel contempo invitare qualsiasi paese che sul suo territorio o sui suoi territori coltiva miniere di stagno ad applicare durante questo periodo alle esportazioni di stagno di sua produzione la limitazione che il Consiglio ed il paese in questione possono di concerto ritenere opportuna. Il Consiglio può anche avviare consultazioni con i paesi consumatori di stagno al fine di rafforzare il controllo dei quantitativi di stagno immessi sui mercati internazionali.

12. Il Consiglio può consultare i Membri consumatori per definire misure compatibili con altri accordi commerciali internazionali, nell'intento di riservare, durante un periodo di controllo, un trattamento preferenziale alle importazioni di stagno provenienti dai Membri produttori.

Articolo 33

Periodi di controllo

1. I periodi di controllo corrispondono a trimestri fermo restando che, al momento in cui la limitazione delle esportazioni viene istituita per la prima volta durante il periodo di applicazione del presente accordo o viene ripristinata dopo un intervallo di sospensione, il Consiglio può dichiarare periodo di controllo qualsiasi periodo non superiore a 5 mesi né inferiore a 2 mesi, con scadenza il 31 marzo, il 30 giugno, il 30 settembre o il 31 dicembre.

2 Una volta diventato effettivo un tonnellaggio totale di esportazione ammesso non cessa di essere tale durante il periodo di controllo cui si riferisce per il semplice motivo che le giacenze della scorta stabilizzatrice sono diventate inferiori al tonnellaggio minimo di stagno metallico di cui ai parr. 1 e 2 dell'articolo 32 o a qualsiasi altro valore ad esso sostituito conformemente ai paragrafi suddetti.

3 Il Consiglio può annullare un periodo di controllo già dichiarato tale, prima dell'entrata in vigore dello stesso o durante la sua validità.

4. In deroga alle disposizioni del presente articolo, se a norma del quinto accordo un tonnellaggio totale di esportazione ammesso è stato fissato per l'ultimo trimestre del periodo di applicazione di detto accordo ed è ancora in vigore al momento in cui lo stesso accordo prende fine, e se durante la sua prima sessione il Consiglio non deciderà altrimenti,

a) un periodo di controllo che sia in corso alla data di entrata in vigore del presente accordo si considera istituito a norma del presente accordo stesso, e

b) il tonnellaggio totale di esportazione ammesso per detto periodo di controllo avrà un livello trimestrale identico a quello fissato a norma del 5° accordo per l'ultimo trimestre del periodo di applicazione di tale accordo, a meno che e fin tanto che il predetto tonnellaggio non venga rivisto dal Consiglio conformemente alle disposizioni dell'articolo 32.

Articolo 34

Suddivisione del tonnellaggio totale di esportazione ammesso

1. Il tonnellaggio totale di esportazione ammesso per un periodo di controllo qualsiasi viene suddiviso tra i Membri produttori proporzionalmente alla cifra di produzione o di esportazione, a seconda del caso, per gli ultimi quattro trimestri consecutivi precedenti im periodo di controllo e che non siano stati a loro volta dichiarati periodi di controllo. Nella suddivisione in parola effettuata conformemente al presente paragrafo, il Consiglio tiene debitamente conto di qualsiasi circostanza di cui alla regola n. 6 dell'allegato F del presente accordo, o giudicata eccezionale da un qualsiasi Membro produttore in applicazione della regola n. 9 dell'allegato F e, con il consenso degli altri Membri produttori, può utilizzare per il Membro interessato la cifra della sua produzione o delle sue esportazioni, a seconda del caso, per un altro periodo determinato dal Consiglio.

2. a) In deroga alle disposizioni del par. 1 del presente articolo, il Consiglio può, con il consenso di un Membro produttore, ridurre la quota dello stesso sul tonnellaggio totale di esportazione ammesso e ridistribuire la differenza che ne risulta tra gli altri Membri produttori proporzionalmente alle percentuale degli stessi, oppure, se necessario, con altre modalità.

b) Il quantitativo di stagno determinato conformemente al precedente punto a) per qualsiasi singolo Membro produttore e per qualsiasi periodo di controllo, è ritenuto pari, ai fini del presente articolo, al tonnellaggio di esportazione ammesso per tale Membro durante il suddetto periodo di controllo.

3. Le esportazioni nette di stagno provenienti da ciascun Membro produttore per ciascun periodo di controllo si limitano, salvo diverse disposizioni del presente accordo, al tonnellaggio di esportazione ammesso per il Membro produttore interessato nel periodo di controllo in considerazione.

4. Ciascun Membro produttore attua le misure necessarie all'osservanza e all'applicazione del presente articolo in modo che le sue esportazioni corrispondano per quanto possibile al tonnellaggio di esportazione ammesso per qualsiasi periodo di controllo.

5. a) Se ritiene che non sarà in grado di esportare, durante un periodo qualsiasi di controllo, il quantitativo di stagno che il suo tonnellaggio di esportazione ammesso gli consente di esportare nel corso del periodo di controllo predetto, qualsiasi Membro produttore è tenuto a rilasciare al più presto una dichiarazione in tal senso al Consiglio, comunque non oltre due mesi di calendario dopo la data alla quale tale tonnellaggio è diventato effettivo.

b) Se il Consiglio ha ricevuto una dichiarazione in tal senso o se ritiene che un Membro produttore non sara in grado di esportare, durante un periodo qualsiasi di controllo, il quantitativo di stagno che è autorizzato ad esportare nel quadro del suo tonnellaggio di esportazione ammesso, il Consiglio può prendere le disposizioni che giudica atte a garantire l'esportazione effettiva del tonnellaggio totale di esportazione ammesso.

6. Ai fini del presente articolo, il Consiglio può decidere che le esportazioni di stagno di un qualsiasi Membro produttore comprendano lo stagno contenuto in qualsiasi derivato della produzione mineraria del Membro in questione

Articolo 35

Punto di esportazione

Lo stagno si considera esportato quando, nel caso di un Membro di cui all'allegato C del presente accordo, sono state espletate le formalità indicate nell'allegato medesimo a fianco del nome del Membro considerato, fermo restando quanto segue:

a) il Consiglio può rivedere periodicamente l'allegato C con il consenso del Membro interessato, e qualsiasi revisione del genere è valida come se fosse inclusa nell'allegato stesso;

b) se un Membro produttore esporta quantitativi di stagno in condizioni diverse da quelle di cui all'allegato C, il Consiglio decide se considerare tale stagno oggetto di esportazione ai fini del presente accordo e, in caso affermativo, fissa la data alla quale si considera avvenuta l'esportazione

Articolo 36

Penalità relative al controllo delle esportazioni

1. a) Se, in deroga alle disposizioni dell'articolo 34, le esportazioni nette di stagno di un Membro produttore durante un qualsiasi periodo di controllo superano di oltre 5% il suo tonnellaggio di esportazione ammesso per tale periodo, il Consiglio può esigere che detto Membro versi alla scorta stabilizzatrice un contribuito supplementare non superiore alla differenza tra le esportazioni effettuate ed il tonnellaggio di esportazione ammesso. Detto contributo può essere versato in stagno metallico o in liquidità oppure contemporaneamente in stagno metallico e in liquidità nelle proporzioni decise dal Consiglio ed entro la data o le date fissate quest'ultimo. La parte del contributo eventuale da versare in liquidità è calcolata al prezzo minimo in vigore alla data della decisione del Consiglio. La parte di contributo eventualmente da versare in stagno metallico è compresa e non aggiunta al tonnellaggio di esportazione ammesso di tale Membro per il periodo di controllo durante il quale il contributo deve essere versato.

b) Se, in deroga alla disposizioni dell'articolo 34, il totale delle esportazioni nette di un Membro produttore, durante quattro periodi di controllo successivi, compreso eventualmente il periodo di controllo di cui alla precedente lettera a), supera di oltre 1% il suo tonnellaggio totale di esportazione ammesso per tali periodi, il tonnellaggio di esportazione ammesso di questo Membro può, per ciascuno dei quattro periodi di controllo successivi, essere ridotto di un quarto del quantitativo totale esportato in eccedenza, oppure, se il Consiglio decide in tal senso, di qualsiasi frazione superiore ad un quarto ma inferiore ad un mezzo. Tale riduzione si applica durante e a decorrere dal periodo di controllo successivo a quello nel quale il Consiglio ha preso la decisione.

c) Se, dopo i quattro periodi di controllo successivi nei quali il totale delle esportazioni nette di stagno di un Membro ha superato il suo tonnellaggio totale di esportazione ammesso indicato alla precedente lettera b), il totale delle esportazioni nette di stagno di tale Membro durante altri quattro periodi di controllo successivi, che non comprendono alcuno dei periodi di controllo di cui alla precedente lettera b), supera i tonnellaggi totali di esportazione ammessi per i quattro periodi predetti, il Consiglio può, oltre a ridurre il tonnellaggio di esportazione ammesso del Membro considerato conformemente alle disposizioni della lettera b) dichiarare che il Membro viene privato di una parte dei suoi diritti di partecipazione alla liquidazione della scorta stabilizzatrice, parte che per la prima volta non può superare la metà dei diritti di partecipazione in causa. In qualsiasi momento e alle condizioni che esso decide, il Consiglio può restituire al Membro la parte dei diritti di cui è stato privato.

d) Il Membro produttore che ha esportato un quantitativo di stagno superiore al suo tonnellaggio di esportazione ammesso e al tonnellaggio ammesso ai sensi dell'articolo 34 e di altre disposizioni del presente articolo, è tenuto a prendere provvedimenti efficaci per rimediare quanto prima alla sua infrazione al presente accordo. L'eventuale mancanza o ritardo vengono presi in considerazione dal Consiglio quando decide le misure da attuare in applicazione del presente paragrafo.

2. Ai fini delle lettere a), b) e c) del paragrafo 1 del presente articolo, i tonnellaggi totali di esportazione ammessi fissati per periodi di controllo determinati, i quantitativi esportati in eccedenza di tali tonnellaggi e le penalità eventualmente applicate in forza del quinto accordo saranno considerati, a partire dalla data di entrata in vigore del presente accordo, rispettivamente come fissati, esportati ed applicate a norma del presente accordo.

Articolo 37

Esportazioni speciali

1. In qualsiasi momento successivo all'istituzione di un periodo di controllo, il Consiglio può, alla maggioranza di due terzi ripartita, autorizzare l'esportazione (qui di seguito denominata esportazione speciale) di un determinato quantitativo di stagno oltre il tonnellaggio di cui al paragrafo 1 dell'articolo 34, a condizione che esso ritenga

a) che l'esportazione speciale proposta sia destinata a costituire una scorta governativa, e

b) che verosimilmente l'esportazione speciale proposta non sarà utilizzata a fini commerciali o industriali durante il periodo di applicazione del presente accordo.

2. Il Consiglio può, alla maggioranza di due terzi ripartita, subordinare un'esportazione speciale alle condizioni che ritiene necessarie.

3. Se vengono rispettate le disposizioni dell'articolo 39 e le condizioni imposte dal Consiglio a norma del paragrafo 2 del presente articolo, un'esportazione speciale non viene presa in considerazione quando si applicano le disposizioni dell'articolo 34, paragrafi 2 e 4, e dell'articolo 36, paragrafo 1.

4. Il Consiglio può, alla maggioranza di due terzi ripartita, rivedere in qualsiasi momento le condizioni di cui al paragrafo 1 del presente articolo, fermo restando che tale revisione non deve recare pregiudizio ad alcuna operazione effettuata da un Membro in virtù di un'autorizzazione ricevuta e nel rispetto di condizioni già imposte a norma del paragrafo 2 del presente articolo.

Articolo 38

Depositi speciali

1. Con il consenso del Consiglio, un Membro produttore può in qualsiasi momento effettuare depositi speciali di stagno metallico presso il direttore. Un deposito speciale non è considerato parte della scorta stabilizzatrice e non è a disposizione del direttore.

2. Un Membro produttore che ha notificato al Consiglio l'intenzione di effettuare un deposito speciale di stagno metallico proveniente dal suo territorio è autorizzato, purché fornisca le prove che il Consiglio richiede per poter individuare il metallo oppure i concentrati destinati alla trasformazione in stagno metallico che sono oggetto del deposito speciale, ad esportare tale metallo o tali concentrati in supplemento al tonnellaggi di esportazione ammesso assegnatoli a norma dell'articolo 34; inoltre, se detto Membro produttore ha rispettato quanto disposto dall'articolo 39, alle sue esportazioni non si applicano le disposizioni dell'articolo 34, paragrafi 2 e 4, e dell'articolo 36, paragrafo 1.

3. I depositi speciali possono essere accettati dal direttore soltanto nel luogo o nei luoghi che egli ritiene adatti.

4 Il presidente esecutivo notifica ai Membri la ricezione di tali depositi speciali, ma non prima di tre mesi dopo la data della ricezione stessa.

5 Un Membro produttore che ha effettuato un deposito speciale di stagno metallico può ritirare la totalita o una parte di detto deposito speciale al fine di raggiungere la totalità o una parte del suo tonnellaggio di esportazione ammesso in qualsiasi periodo di controllo. In tal caso, il quantitativo ritirato dal deposito speciale è ritenuto esportato ai fini del controllo delle esportazioni durante il periodo di controllo nel quale è avvenuto il ritiro medesimo.

6. In qualsiasi trimestre che non sia stato dichiarato periodo di controllo, qualsiasi deposito speciale rimane a disposizione del Membro che lo ha effettuato, fatte salve soltanto le disposizioni dell'articolo 39, paragrafo 8.

7. Tutte le spese derivanti da un deposito speciale sono a carico del Membro che lo ha effettuato e non del Consiglio.

Articolo 39

Scorte detenute da membri produttori

1. a) Le scorte di stagno detenute da un Membro produttore che non siano state esportate ai sensi della definizione che l'allegato C del presente accordo fornisce per tale Membro non possono, in alcun momento di un periodo di controllo, superare il quantitativo indicato per questo Membro nell'allegato D del presente accordo.

b) In queste scorte non è compreso lo stagno in fase di trasporto tra la miniera ed il punto di esportazione definito all'allegato C.

c) Il Consiglio può rivedere l'allegato D; in tal caso, però, se ha aumentato il tonnellaggio indicato nell'allegato D per un Membro determinato, esso può imporre condizioni relative al quantitativo in tal modo aggiunto, anche in ordine al periodo e alle esportazione successivi.

2. Qualsiasi aumento della proporzione autorizzata ai sensi dell'articolo 39, lettera a) del quinto accordo ed ancora operante alla risoluzione di detto accordo, nonché qualsiasi condizione imposta in merito, saranno ritenuti approvati o imposti conformemente al presente accordo, salvo diversa decisione del Consiglio entro i sei mesi successivi all'entrata in vigore del presente accordo.

3. Qualsiasi deposito speciale effettuato in forza dell'articolo 38 viene dedotto dall'importo delle scorte che, conformemente al presente articolo, il Membro produttore interessato può detenere durante un periodo di controllo.

4. a) Se sul territorio del Membro produttore elencato all'allegato E del presente accordo, il minerale di stagno è inevitabilmente estratto dal suo giacimento naturale contemporaneamente agli altri minerali citati nello stesso allegato e se, di conseguenza, la limitazione delle scorte di cui al paragrafo 1 del presente articolo incidesse senza valido motivo anche sull'estrazione di questi altri minerali, possono essere detenute nel territorio suddetto scorte supplementari di concentrato di stagno, a condizione che il governo di questo Membro certifichi che lo stagno in questione è stato estratto esclusivamente in associazione con questi altri minerali e che viene effettivamente mantenuto sul suo territorio, fermo restando che il rapporto tra la scorta supplementare e il quantitativo degli altri minerali estratti non superi mai la proporzione di cui all'allegato E.

b) Salvo il caso di consenso del Consiglio, l'esportazione di tali scorte supplementari inizia soltanto dopo la liquidazione di tutto lo stagno metallico della scorta stabilizzatrice; in seguito, tali scorte possono essere esportate soltanto a concorrenza trimestrale del più elevato tra i due valori seguenti cioè un quarantesimo del totale oppure 250 t.

5. I Membri elencati agli allegati D oppure E, in consultazione con il Consiglio, possono emanare normative che disciplinano l'alimentazione, la protezione e il controllo di qualsiasi scorta supplementare la cui costituzione sia stata approvata ai sensi del presente articolo.

6. Con il consenso del Membro produttore interessato, il Consiglio può rivedere gli allegati D ed E.

7. Ciascun Membro produttore invia al Consiglio, ad intervalli indicati da quest'ultimo, un rilevamento delle scorte di stagno che si trovano sul suo territorio e che non sono state esportate ai sensi della definizione che l'allegato C fornisce per tale Membro. In detti rilevamenti non viene inserito lo stagno in fase di trasporto tra la miniera ed il punto di esportazione definito all'allegato C. Nei rilevamenti vengono indicate separatamente le scorte detenute in forza del paragrafo 4 del presente articolo.

8. Un Membro produttore che effettua depositi speciali conformemente all'articolo 38, o che è stato autorizzato ad aumentare i suoi tonnellaggi in applicazione del paragrafo 1 del presente articolo, notifica al Consiglio, al più tardi 12 mesi prima della risoluzione del presente accordo, il suo programma per lo smaltimento di detti depositi speciali o per l'esportazione della totalità o di una parte dei tonnellaggi suddetti escludendo però le scorte supplementari, la cui esportazione è disciplinata dal paragrafo 4 del presente articolo; inoltre, esso consulta il Consiglio circa il modo migliore per effettuare tali esportazioni senza provocare disorganizzazioni evitabili sul mercato dello stagno. Il Membro produttore interessato terrà debitamente conto delle raccomandazioni del Consiglio.

CAPITOLO XV CARENZA DI STAGNO

Articolo 40

Provvedimenti in caso di carenza di stagno

1 Se, in un momento qualsiasi in cui il prezzo è compreso nel settore superiore oppure è più elevato, considera che esiste o minaccia di verificarsi una grave carenza di stagno, il Consiglio :

a) mette fine al controllo delle esportazioni eventualmente in vigore e raccomanda il livello che le scorte non devono superare;

b) raccomanda ai Membri di fare quanto in loro potere per aumentare con la massima rapidità i quantitativi di stagno che essi possono rendere disponibili.

2. Il Consiglio decide il periodo di validità delle misure stabilite nel presente articolo; tale periodo viene calcolato in trimestri restando inteso che, quando tali misure vengono applicate per la prima volta in forza del presente accordo o quando vengono nuovamente applicate dopo un intervallo durante il quale non si è verificata alcuna carenza riconosciuta, il Consiglio può dichiarare periodo di applicabilità delle misure predette qualsiasi periodo che non sia superiore a 5 mesi né inferiore ad 1 mese e che scada il 31 marzo, 30 giugno, 30 settembre o 31 dicembre.

3 Il Consiglio può annullare le misure decise sulla base del presente articolo prima della loro entrata in vigore, cessarne l'applicazione in fase di esecuzione oppure prorogarle da un trimestre all'altro.

4. Sulla base delle stime di produzione e di consumo effettuate dal Consiglio a norma dell'articolo 10, lettera a), e tenendo conto dell'importo di stagno metallico e di liquidità detenuto nella scorta stabilizzatrice nonché di altri fattori pertinenti, in particolare del grado di utilizzazione del potenziale produttivo, della disponibilità di altre scorte di stagno nonché delle tendenze dei prezzi correnti, il Consiglio svolge gli studi necessari per valutare la domanda e la disponibilità complessiva di stagno per il periodo dichiarato e per gli eventuali periodi successivi da esso determinati.

5. Il Consiglio può, alla maggioranza di due terzi ripartita, invitare i Membri a concordare con esso misure tali da garantire ai Membri consumatori una equa distribuzione degli approvvigionamenti di stagno disponibili.

6. Il Consiglio può avviare consultazioni con i Membri produttori per definire adeguate misure compatibili con altri accordi commerciali internazionali, nell'intento di riservare, in caso di carenza, un trattamento preferenziale per le forniture di stagno, ai Membri consumatori.

7. A ciascuna sessione tenuta nel periodo di validità del presente articolo, il Consiglio rivede i risultati delle misure attuate in forza dello stesso dalla precedente sessione in poi.

PARTE QUARTA

ALTRE DISPOSIZIONI

CAPITOLO XVI : OBBLIGHI DEI MEMBRI

Articolo 41

Obblighi generali

1. Durante il periodo di applicazione del presente accordo, i Membri faranno quanto in loro potere e collaboreranno per contribuire alla realizzazione dei suoi obiettivi.

2. I Membri accettano di considerare vincolanti tutte le decisioni prese dal Consiglio in forza del presente accordo.

3. Fatto salvo il disposto generale del paragrafo 1 del presente articolo, i Membri si atterranno in particolare alle seguenti condizioni:

a) fintanto che saranno disponibili quantitativi di stagno sufficienti a coprire interamente i loro fabbisogni, essi non dovranno vietare o limitare l'impiego dello stagno per determinate utilizzazioni finali, salvo quando tale divieto o limitazione non siano incompatibili con altri accordi commerciali internazionali;

b) essi creano le premesse atte ad incentivare uno sfruttamento economico dei giacimenti, conformemente alle esigenze di mercato ; e

c) promuovono la conservazione delle risorse naturali di stagno impedendo l'abbandono prematuro dei giacimenti.

Articolo 42

Misure differenziate e correttive

I Membri in via di sviluppo consumatori e i paesi meno progrediti che sono Membri dell'accordo, i cui interessi sono lesi dalle misure attuate in forza del presente accordo possono chiedere al Consiglio di applicare opportune misure differenziate e correttive. Il Consiglio esamina l'eventualità di attuare siffatte misure conformemente al paragrafo 3 del capitolo III della risoluzione 93 (IV) della Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo.

Articolo 43

Consultazioni

Su richiesta di un Membro, il Consiglio procede a consultazioni relative ai fattori che incidono direttamente sull'offerta o sulla domanda Il Consiglio può presentare le sue raccomandazioni all'esame dei Membri.

Articolo 44

Ostacoli agli scambi

1. Alla luce dei suoi studi sul mercato dello stagno, il Consiglio può individuare gli ostacoli all'espansione degli scambi dello stagno e dei suoi prodotti semilavorati e finiti.

2. Tenendo conto delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, il Consiglio può emettere raccomandazioni proprie o adoperarsi affinché altre organizzazioni competenti emanino raccomandazioni volte a ridurre e se possibile, ad eliminare integralmente tali ostacoli. Il Consiglio esamina periodicamente i risultati raggiunti con l'applicazione di tali raccomandazioni.

Articolo 45

Eque norme di lavoro

I Membri dichiarano che, onde evitare un deterioramento del tenore di vita e l'instaurarsi di sleali condizioni di concorrenza negli scambi mondiali, si adopreranno a garantire eque norme di lavoro nell'industria dello stagno.

Articolo 46

Sblocco delle scorte di stagno a carattere non commerciale

1. Un Membro che desidera sbloccare lo stagno che detiene nelle sue scorte a carattere non commerciale, dopo opportuno preavviso, consulta il Consiglio circa le modalità di sblocco.

2. Quando un Membro rende noto un piano di sblocco delle sue scorte di stagno a carattere non commerciale, il Consiglio avvia quanto prima consultazioni ufficiali al riguardo con il Membro interessato onde garantire la corretta applicazione del paragrafo 4 del presente articolo.

3. Il Consiglio passa periodicamente in rassegna lo stato di avanzamento delle operazioni di sblocco e può inviare raccomandazioni al Membro interessato. Quest'ultimo tiene debitamente conto di tali raccomandazioni.

4. Lo sblocco delle scorte a carattere non commerciale viene effettuato tenendo debitamente conto della necessità di tutelare i produttori, le imprese di trasformazione ed i consumatori di stagno contro la disorganizzazione inevitabile dei loro mercati consueti e le conseguenze negative di tali sblocchi sugli investimenti nella ricerca e nello sviluppo di nuove fonti di approvigionamento, ai fini del buon funzionamento e dell'espansione della industria estrattiva dello stagno nel territorio o nei territori dei Membri produttori. Gli sblocchi debbono avvenire per quantitativi e in periodi tali da non perturbare indebitamente la produzione e l'occupazione nell'industria dello stagno nei territori dei Membri produttori e in modo da evitare gravi difficoltà nell'economia dei Membri produttori.

Articolo 47

Sicurezza nazionale

Nessuna disposizione del presente accordo sarà interpretata in modo da obbligare un Membro a fornire dati la cui divulgazione sia, a suo avviso, contraria agli interessi essenziali della sua sicurezza.

CAPITOLO XVII : RICORSI E CONTROVERSIE

Articolo 48

Ricorsi

1. L'eventuale ricorso contro un Membro che abbia commesso un'infrazione al presente accordo per la quale quest'ultimo non preveda un'altra soluzione viene deferito alla decisione del Consiglio su richiesta del ricorrente.

2 Salvo disposizione contraria del presente accordo, l'infrazione al presente accordo può essere contestata ad un Membro soltanto se è stata adottata una risoluzione in proposito. La contestazione specifica la natura e la gravità dell'infrazione.

3. Se ai sensi del presente articolo constata che un Membro ha commesso un'infrazione al presente accordo, il Consiglio può, a meno che l'accordo medesimo non preveda un'altra sanzione, privare il Membro in questione dei suoi diritti di voto e degli altri diritti fino a quando detto Membro non abbia sanato l'infrazione o non abbia altrimenti assolto ai suoi obblighi.

4. Ai fini del presente articolo, l'espressione "infrazione al presente accordo" è considerata comprensiva dell'infrazione ad una delle condizioni imposte dal Consiglio o del mancato adempimento di qualsiasi obbligo fatto ad un Membro a norma del presente accordo.

5. Il Membro che ritenga gravemente lesi i suoi interessi economici ai sensi del presente accordo a seguito di provvedimenti attuati da uno o più altri Membri, diversi dai provvedimenti attuati in tempo di guerra, può presentare un ricorso al Consiglio.

6. Alla ricezione del ricorso, il Consiglio procede ad un esame dei fatti e, alla maggioranza dei voti detenuti da tutti i Membri consumatori e dei voti detenuti da tutti i Membri produttori, decide dell'eventuale fondatezza del ricorso del Membro e, in caso positivo, autorizza il ricorrente a recedere dal presente accordo.

Articolo 49

Controversie

1 Qualsiasi controversia sull'interpretazione o sull'applicazione del presente accordo che non sia composta per negoziato viene deferita, su richiesta di qualsiasi Membro, alla decisione del Consiglio.

2 Quando una controversia viene deferita al Consiglio conformemente al presente articolo, la maggioranza dei Membri o ogni Membro che detenga almeno un terzo dei voti all'interno del Consiglio possono invitare quest'ultimo, dopo esauriente discussione e prima che esso formuli la sua decisione, a chiedere il parere del comitato consultivo di cui al paragrafo 3 del presente articolo.

3. a) Salvo diversa decisione del Consiglio raggiunta all'unanimità dei voti espressi, il comitato consultivo è composto come segue :

i) due persone nominate dai Membri produttori una di esse deve possedere una grande esperienza delle questioni analoghe a quella che è oggetto della controversia e l'altra deve essere un giurista affermato ed esperto;

ii) due persone con gli stessi requisiti, nominate dai Membri consumatori e

iii) un presidente scelto all'unanimità dalle quattro persone di cui sopra oppure, in caso di disaccordo, dal presidente esecutivo.

b) I membri del comitato consultivo agiscono a titolo personale e senza accettare istruzioni da alcun governo.

c) Le spese del comitato consultivo sono a carico del Consiglio

4 Il parere motivato del comitato consultivo viene presentato al Consiglio il quale, previa ponderazione di tutti i dati di interesse, dirime la controversia.

CAPITOLO XVIII DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 50

Depositario

Il segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite è nominato depositario del presente accordo.

Articolo 51

Firma

Il presente accordo è aperto alla firma delle parti del quinto accordo nonché degli altri Stati membri dell'Unctad, presso la sede delle Nazioni Unite a New York, dal 3 agosto 1981 al 30 aprile 1982 incluso.

Articòlo 52

Ratifica, accettazione o approvazione

Il presente accordo è soggetto a ratifica, accettazione o approvazione da parte dei governi firmatari, conformemente alle rispettive procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione vengono depositati presso il depositario.

Articolo 53

Notifica di applicazione provvisoria

1. Un governo firmatario che intenda ratificare, accettare o approvare il presente accordo, oppure un governo per il quale il Consiglio abbia fissato condizioni di adesione ai sensi dell'articolo 54, ma che ancora non abbia potuto depositare il suo strumento, può in qualsiasi momento notificare al depositario che, nei limiti delle sue procedure costituzionali e/o legislative, esso applicherà il presente accordo a titolo provvisorio quando entrerà in vigore conformemente all'articolo 55 oppure, se è già in vigore, ad una data specificata.

2 Qualsiasi governo di cui al paragrafo 1 del presente articolo, il quale notifica al depositario che, a seguito dell'applicazione del presente accordo nei limiti delle sue procedure costituzionali e/o legislative, non sarà in grado di versare il suo contributo al conto della scorta stabilizzatrice, non può esercitare i suoi diritti di voto sulle questioni inerenti ai capitoli X - XV del presente accordo. Detto governo dovrà comunque soddisfare tutti i suoi obblighi finanziari in ordine al conto di gestione. Salvo decisione contraria del Consiglio, l'adesione provvisoria di un governo che notifica quanto previsto nel presente paragrafo, non deve superare 12 mesi

dalla data dell'entrata in vigore provvisoria del presente accordo

Articolo 54

Adesione

1. Il presente accordo è aperto all'adesione dei governi di tutti gli Stati alle condizioni fissate dal Consiglio. L'adesione si effettua con il deposito di un atto di adesione presso il depositario. Gli atti di adesione dichiarano che il governo accetta tutte le condizioni fissate dal Consiglio.

2. Qualsiasi governo che intenda aderire al presente accordo, ne informa il Consiglio oppure, in attesa dell'entrata in vigore dell'accordo stesso, il Consiglio del quinto accordo.

3. Le condizioni fissate dal Consiglio debbono essere eque per quanto riguarda i diritti di voto e gli obblighi finanziari tanto nei confronti dei governi che intendono aderire al presente accordo quanto nei confronti degli altri governi che già vi partecipano.

4. Quando un paese produttore aderisce al presente accordo e diventa Membro produttore, il Consiglio :

a) fissa con il consenso del Membro interessato il tonnellaggio e la percentuale da indicare per detto Membro negli allegati D e E del presente accordo, a seconda dei casi;

b) definisce, ai fini del controllo delle esportazioni, le condizioni da indicare a fianco del nome di detto Membro nell'allegato C del presente accordo.

Il tonnellaggio, la percentuale o le condizioni in tal modo fissati saranno validi come se fossero iscritti in tali allegati.

5. In attesa dell'entrata in vigore del presente accordo, il Consiglio del quinto accordo può fissare le condizioni di cui al paragrafo 1 del presente articolo, fatta salva la conferma del Consiglio alla sua prima sessione.

Articolo 55

Entrata in vigore

1. Il presente accordo entra in vigore a titolo definitivo il 1° lugio 1982 od in qualsiasi data successiva se a tale data i governi dei paesi produttori che coprano almeno l'80% della produzione totale indicata in percentuale nell'allegato A del presente accordo ed i governi dei paesi consumatori che coprono almeno l'80% del consumo totale indicato in percentuale nell'allegato B del presente accordo, hanno depositato i rispettivi strumenti di ratifica, accettazione, approvazione od adesione.

2. Se al 1° luglio 1982 non è entrato in vigore conformemente al paragrafo 1 del presente articolo, il presente accordo entra in vigore a titolo provvisorio se a quella data i governi dei paesi produttori che coprono almeno il 65 % della produzione totale indicata in percentuale nell'allegato A ed i governi dei paesi consumatori che coprono almeno il 65% del consumo totale indicato in percentuale nell'allegato B hanno depositato lo strumento di ratifica, accettazione, approvazione od adesione oppure hanno notificato al depositario, conformemente all'articolo 53, l'intenzione di applicare il presente accordo a titolo provvisorio.

3. Se al 1° giugno 1982 non sono raggiunte le percentuali richieste per l'entrata in vigore del presente accordo, conformemente ai paragrafi 1 oppure 2 del presente articolo, il Segretario generale delle Nazioni Unite invita i governi che hanno depositato lo strumento di ratifica, accettazione, approvazione od adesione, oppure che hanno notificato al depositario l'intenzione di applicare il presente accordo a titolo provvisorio, a riunirsi per decidere se applicare tra di essi il presente accordo a titolo definitivo o provvisorio, totalmente o in parte, alla data che vorranno fissare. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite invita ad assistere alla riunione in veste di osservatori anche gli altri governi che hanno firmato il presente accordo o che partecipavano al quinto accordo internazionale sullo stagno.

4. Se 18 mesi dopo la scadenza del quinto accordo, proroga compresa, il presente accordo è entrato in vigore a titolo provvisorio, ma non definitivamente come disposto dal paragrafo 1 del presente articolo, i governi che hanno depositato gli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione od adesione possono decidere per mutuo consenso che, in deroga alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, l'accordo entra in vigore tra di essi a titolo definitivo. Se detti governi non decidono di applicare tra di essi l'accordo a titolo definitivo, esso rimane in vigore a titolo provvisorio.

5. Per qualsiasi governo che depositi lo strumento di ratifica, accettazione, approvazione od adesione dopo l'entrata in vigore del presente accordo, quest'ultimo entra in vigore alla data del deposito.

Articolo 56

Partecipazione di organizzazioni intergovernative

1. Qualsiasi riferimento del presente accordo ad un "governo" o a "governi" è inteso come comprensivo della Comunità economica europea e di qualsiasi organizzazione intergovernativa competente per negoziare, concludere ed applicare accordi internazionali, in particolare gli accordi sui prodotti di base. Nel caso di tali organizzazioni intergovernative,

pertanto, qualsiasi riferimento del presente accordo alla firma, alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione oppure alla notifica di applicazione provvisoria o di adesione, sara considerato come comprensivo di un riferimento alla firma, alla ratifica, alla accettazione o all'approvazione, oppura alla notifica di applicazione provvisoria o di adesione da parte delle succitate organizzazioni intergovernative.

2. In caso di voto su questioni di loro competenza, dette organizzazioni esprimono un numero di voti pari al numero complessivo di voti attribuibili, conformemente all'articolo 14, ai loro rispettivi Stati membri, i quali, in tal caso, non esprimono il proprio voto a titolo individuale.

Articolo 57

Modifiche

1. Alla maggioranza di due terzi del totale dei voti detenuti da tutti i Membri produttori e del totale dei voti detenuti da tutti i Membri consumatori, il Consiglio può raccomandare ai Membri eventuali modifiche al presente accordo Nella sua raccomandazione, il Consiglio prescrive i termini entro i quali ogni Stato membro dovrà notificare al depositario la ratifica, l'accettazione, l'approvazione oppure il rifiuto della modifica.

2. Il Consiglio può prorogare il termine prescritto conformemente al paragrafo 1 del presente articolo per la notifica della ratifica, dell'accettazione o dell'approvazione. Il Consiglio notifica la proroga al depositario

3 Se, entro il termine fissato a norma del paragrafo 1 del presente articolo o prorogato in applicazione del paragrafo 2 del presente articolo, una modifica viene ratificata, accettata od approvata da tutti i Membri, detta modifica entra in vigore non appena il depositario riceve tale ratifica, accettazione o approvazione.

4. Se, entro il termine fissato in forza del paragrafo 1 o prorogato in applicazione del paragrafo 2 del presente articolo, una modifica non viene ratificata, accettata od approvata dai Membri che detengono almeno l'80% di tutti i voti dei Membri produttori ed almeno l'80% di tutti i voti dei Membri consumatori, detta modifica non entra in vigore.

5. Se entro il termine fissato conformemente al paragrafo 1 o prorogato conformemente al paragrafo 2 del presente articolo, una modifica viene ratificata, accettata od approvata dai Membri che detengono almeno l'80% di tutti i voti dei Membri produttori ed almeno l'80% di tutti i voti dei Membri consumatori:

a) per i Membri che hanno notificato tale ratifica, accettazione o approvazione, la modifica entrá in vigore tre mesi dopo che il depositario ha ricevuto l'ultima ratifica, accettazione o approvazione con la quale è stato raggiunto almeno l'80% di tutti i voti dei Membri produttori ed almeno 80% di tutti i voti dei Membri consumatori;

b) qualsiasi Membro che non abbia ratificato, accettato od approvato una modifica alla data della sua entrata in vigore, cessa a tale data di partecipare al presente accordo a meno che dimostri al Consiglio, durante la prima sessione successiva alla data di entrata in vigore della modifica, che si trovava nell'impossibilità di ratificare, accettare o approvare la modifica stessa a seguito di difficoltà di ordine costituzionale ed a meno che il Consiglio non decida di prorogare, nei suoi confronti, il termine di ratifica, di accettazione o di approvazione sino a che dette difficoltà siano state superate.

6. Se ritiene che una determinata modifica possa pregiudicare i suoi interessi, un Membro può, prima della data di entrata in vigore della modifica stessa, notificare al depositario il suo recesso dal presente accordo Il recesso diventa effettivo alla data di entrata in vigore della modifica. In qualsiasi momento il Consiglio può, alle condizioni e secondo modalità che ritiene adeguate, autorizzare tale Membro a ritirare la sua notifica di recesso.

7. Qualsiasi emendamento al presente articolo entra in vigore soltanto se ratificato, accettato od approvato da tutti i Membri.

8. Le disposizioni del presente articolo non incidono sui poteri conferiti dal presente accordo in ordine alla revisione di uno qualsiasi dei suoi allegati nonché all'applicazione di qualsiasi altro articolo che disponga una procedura specifica per la modifica dell'accordo stesso.

Articolo 58

Recesso

Un Membro che recede dal presente accordo durante il suo periodo di validità, a meno che il recesso avvenga

a) conformenente alle disposizioni degli articoli 48, paragrafo 6, o 57, paragrafo 6, oppure

b) con preavviso di almeno 12 mesi presentato al depositario almeno un anno dopo l'entrata in vigore del presente accordo,

non ha diritto, alla risoluzione del presente accordo, ad alcuna parte del prodotto della liquidazione della scorta stabilizzatrice ai termini dell'articolo 26 né degli altri attivi del Consiglio a norma dell'articolo 60.

Articolo 59

Durata, proroga e risoluzione

1. Salvo disposizione contraria del presente articolo, la durata del presente accordo sara di cinque anni dalla data della sua entrata in vigore.

2. Il Consiglio può, alla maggioranza di due terzi del totale dei voti detenuti da tutti i Membri produttori ed alla maggioranza di due terzi del totale dei voti detenuti da tutti i Membri consumatori, decidere di prorogare l'accordo per uno o più periodi non superiori a due anni complessivamente.

3. Il Consiglio segnala ai Membri, con raccomandazione inviata non oltre quattro anni dopo l'entrata in vigore del presente accordo, se sia necessario ed opportuno rinnovare l'accordo stesso e, in caso affermativo, in quale forma. Nel contempo, esso esamina il probabile rapporto tra offerta e domanda di stagno alla scadenza del presente accordo.

4. a) In qualsiasi momento, ogni Membro può ratificare per iscritto al presidente esecutivo l'intenzione di proporre alla prossima sessione del Consiglio la risoluzione del presente accordo.

b) Se approva la proposta di risoluzione alla maggioranza di due terzi del totale dei voti detenuti da tutti i Membri produttori e consumatori il Consiglio raccomanda ai Membri di porre fine al presente accordo.

c) Se i Membri che detengono due terzi del totale dei voti di tutti i Membri produttori e due terzi del totale dei voti di tutti i Membri consumatori notificano al Consiglio che accettano la sua raccomandazione, il presente accordo viene risolto alla data decisa dal Consiglio stesso; questa data non può cadere oltre sei mesi dopo la ricezione dell'ultima notifica dei membri suddetti da parte del Consiglio.

5. Il Consiglio notifica al depositario qualsiasi decisione presa conformemente ai paragrafi 2 oppure 4, lettera c), del presente articolo.

Articolo 60

Procedura di risoluzione

1. Il Consiglio rimane in carica per il tempo necessario per l'applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, per il controllo della liquidazione della scorta stabilizzatrice e di qualsiasi scorta detenuta conformemente all'articolo 39 nonché per l'accertamento della corretta osservanza delle condizioni imposte dal Consiglio stesso in virtù del presente accordo o delle disposizioni del quinto accordo; il Consiglio ha i poteri e le funzioni conferitigli dal presente accordo eventualmente necessarie a tal fine.

2. Alla risoluzione del presente accordo :

a) la scorta stabilizzatrice viene liquidata conformemente alle disposizioni dell'articolo 26;

b) il Consiglio fissa l'importo degli impegni contratti nei confronti del suo personale e, se del caso, con un bilancio supplementare al conto di gestione, conformemente all'articolo 20, prende adeguate misure per disporre di fondi sufficienti ad assolvere ai suoi obblighi;

c) una volta assolti tutti gli obblighi del Consiglio diversi da quelli inerenti al conto della scorta stabilizzatrice, gli attivi disponibili sono ripartiti come stabilito nel presente articolo;

d) se viene prorogato, il Consiglio mantiene i propri archivi, il materiale statistico e qualsiasi altro documento;

e) se non viene prorogato ma viene istituito in sua vece un organismo inteso a succedergli, il Consiglio trasferisce i propri archivi, il materiale statistico e tutti gli altri documenti all'organismo successore e, con maggioranza di due terzi ripartita, puo' trasferirgli la totalità o una parte degli attivi rimanenti o disporne diversamente secondo la sua decisione;

f) se non viene prorogato e non viene creato in sua vece alcun organismo successore, il Consiglio trasferisce i propri archivi, il materiale statistico e qualsiasi altro documento al Segretario generale delle Nazioni Unite o a qualsiasi organizzazione internazionale designata da quest'ultimo, oppure, in mancanza di designazione, il Consiglio medesimo ne decide la destinazione; gli attivi non monetari rimanenti sono venduti o realizzati nel modo stabilito dal Consiglio stesso;

g) i provenenti della realizzazione degli attivi non monetari e qualsiasi attivo monetario rimanente vengono quindi ripartiti in modo che ciascun Membro riceva una parte proporzionale al totale dei contributi da esso versati al conto di gestione a norma dell'articolo 20.

Articolo 61

Riserve

Nessuna riserva può essere formulata alle disposizioni del presente accordo.

In fede di che, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente accordo, alle date indicate.

Fatto a Ginevra il ventisei giugno millenovecentoottantuno in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola, ciascun testo facente ugualmente fede.

ALLEGATO A

Percentuale dei paesi produttori a/

Paese	Percentuale
Australia	5,95
Bolivia	15,61
Brasile	1,23
Inbnesia	18,62
Malaysia	35,15
Nigeria	1,43
Ruanda	0,92
Tailandia	19,28
Zaire	1,81
Totale	100,00

a/ Calcolato sulla base dei quantitativi di concentrati contenenti stagno prodotti nel 1980 (per Brasile, esportazioni nette di concentrato e di stagno metallico)

Nota : L'elenco dei paesi e delle percentuali di cui al presente allegato è stato redatto dalla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno, del 1980, durante la quale si è proceduto alla stesura del sesto accordo internazionale sullo stagno.

ALLEGATO B

Percentuale dei singoli paesi consumatori e dei gruppi di paesi a/

Paese/gruppo di paesi		Percentuale
Austria		0,27
Bulgaria		0,55
Canada		2,69
Costa Rica		0,01
Cuba		0,03
Cecoslovacchia		1,80
Egitto		0,22
Comunità economica europea	(27,15)	
Belgio/Lussemburgo		1,54
Danimarca		0,10
Francia		5,54
Repubblica federale di Germania		7,75
Grecia		0,23
Irlanda		0,05
Italia		3,42
Paesi Bassi		2,71
Regno Unito		5,81
Finlandia		0,11
Ungheria		0,72
India		1,37
Iraq		0,07
Giamaica		0,01
Giappone		17,20
Giordania		0,02
Malta		0,00
Messico		0,94
Nuova Zelanda		0,14
Norvegia		0,26
Perù		0,06
Filippine		0,54
Polonia		2,21
Repubblica di Corea		1,06
Romania		1,81
Arabia Saudita		0,03
Senegal		0,00
Spagna		2,40
Svezia		0,24

ALLEGATO B (continuazione)

Paese/ Gruppo di paesi	Percentuale
Svizzera	0,45
Repubblica Araba Siriana	0,03
Tunisia	0,06
Turchia	0,39
Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche	9,09
Stati Uniti d'America	26,91
Venezuela	0,34
Iugoslavia	0,82
Totale	100,00

a/ Calcolato sulla base del consumo 1978-1980 stagno metallico primario (per l'URSS, importazioni nette di concentrato e di stagno metallico).

Note : L'elenco dei paesi, dei gruppi di paesi e delle percentuali di cui al presente allegato è stato redatto dalla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno del 1980, durante la quale si è proceduto alla stesura del sesto accordo internazionale sullo stagno.

ALLEGATO C

Parte prima

Condizioni alle quali lo stagno è ritenuto esportato ai fini del controllo delle esportazioni

Australia Lo stagno si considera esportato alla data che figura sulla licenza di esportazione per i beni soggetti a restrizione ("Restricted Goods Export Permit"), rilasciata in forza delle "Normative doganali sulle esportazioni vietate" (Customs Prohibited Exports Regulations) restando inteso che lo stagno spedito da una fonderia con sede in Australia e non soggetto alle normative doganali di cui sopra è ritenuto esportato quando il "Ministero del commercio e delle risorse" (Department of Trade and Resources) ha ufficialmente certificato che detto stagno è stato spedito dalla fonderia.

Bolivia Lo stagno si considera esportato appena ha passato il controllo delle autorità doganali boliviane ai fini del pagamento dei dazi all'esportazione. Quando concentrati di stagno vengono fusi al di fuori del territorio nazionale in esecuzione di contratti di lavorazione con materiale fornito dal cliente, lo stagno si considera esportato dalla Bolivia quando il Ministero delle miniere e della metallurgia ha rilasciato una licenza di esportazione per lo stagno metallico ottenuto

Indonesia Lo stagno si considera esportato dall'Indonesia appena che è stato sdoganato e/o quando i concentrati di stagno sono stati consegnati alla fonderia e da quest'ultima pesati sotto il controllo delle autorità doganali, e queste hanno rilasciato per lo stagno in oggetto un certificato doganale. In queste partite non è compreso lo stagno successivamente importato in Indonesia ai fini del consumo interno.

Malaysia Lo stagno si considera esportato dalla Malaysia quando il Ministero reale delle dogane e delle imposte indirette ha pesato i concentrati oppure, se questi ultimi vengono fusi prima del pagamento dei dazi all'esportazione, ha pesato il metallo ai fini del pagamento di tali dazi.

Nigeria Lo stagno si considera esportato quando i concentrati sono stati consegnati alla fonderia, pesati e controllati ai fini del pagamento del canone, restando inteso che lo stagno non consegnato alla fonderia si considera esportato quando la Società nazionale delle Ferrovie ("Nigerian Railway Corporation") ha redatto una lettera di vettura comprovante che i concentrati destinati all'esportazione le sono stati consegnati.

Tailandia Lo stagno si considera esportato dalla Tailandia quando il Ministero delle risorse mineraria ha redatto un attestato ufficiale comprovante che i concentrati sono stati consegnati ad una fonderia con sede in Tailandia e pesati da quest'ultima, restando inteso che lo stagno da esportare non consegnato ad una fonderia è ritenuto esportato dalla Tailandia quando il Ministero delle risorse minerarie ha rilasciato un'apposita licenza di esportazione.

Zaire Lo stagno si considera esportato quando è stata rilasciata una polizza di carico compilata da un'impresa di trasporti iscritta al Comitato interno delle imprese di trasporto della Repubblica dello Zaire ("Comité interieur des Transporteurs de la République du Zaïre"), comprovante la consegna dello stagno all'impresa di trasporti suddetta.
Se per un motivo qualsiasi non è stata rilasciata alcuna polizza per una determinante spedizione, il quantitativo di stagno così spedito si considera esportata ai fini del presente accordo quando i documenti di esportazione sono stati rilasciati dall'amministrazione delle dogane della Repubblica dello Zaire.

Osservazione generale Qualsiasi quantitativo di stagno proveniente da un Membro produttore durante un periodo di controllo si considera esportato e trattato in quanto parte del tonnellaggio di esportazione ammesso di detto Membro per il periodo di controllo in causa, salvo restanto

a) quanto dichiarato nel presente allegato in ordine all'Australia;

oppure

b) eventuali disposizioni emanate dal Consiglio in forza dell'articolo 35, lettera b), a meno che le formalità indicate nel presente allegato a fianco del nome del Membro produttore siano state espletate prima dell'inizio del periodo di controllo.

Parte seconda

Importazioni dei Membri produttori

Per determinare le esportazioni nette ai sensi dell'articolo 35, le importazioni deducibili dalle esportazioni effettuate durante un periodo di controllo sono i quantitativi importati dal Membro produttore interessato nel corso del trimestre che precede immediatamente l'istruzione di tale periodo, ferme restando che lo stagno importato per essere fuso e riesportato non verrà preso in considerazione

ALLEGATO D

Tonnellaggio delle scorte ammesso ai fini dell'articolo 39 (a)

Paese	tonnellate
Australia	
Bolivia	
Brasile	
Indonesia	
Malaysia	
Nigeria	
Ruanda	
Tailandia	
Zaire	

(a) Le cifre da inserire nel presente allegato vengono decise dal Consiglio alla sua prima sessione.

ALLEGATO E

Scorte supplementari inevitabilmente ottenute

Paese	Altro minerale	Tenore di stagno nei concentrati che si può immagazzinare a titolo supplementare per ciascuna tonnellata di altro minerale estratto (in tonnellate)
Australia	Tantalo-columbite	1,5
Nigeria	Columbite	1,5
Tailandia	Wolframite-scheelite	1,5
Zaire	Tantalo-columbite	1,5

ALLEGATO F

Regole per l'adeguamento delle percentuali dei Membri produttori

Regola n. 1

a) Il primo adeguamento delle percentuali dei Membri produttori avviene alla prima sessione tenuta dal Consiglio a norma del presente accordo. In deroga alle disposizioni della regola n. 2, tale adeguamento si effettua sulla base degli ultimi quattro trimestri precedenti immediatamente l'inizio di un periodo di controllo per il quale sono note le cifre relative alla produzione di stagno di ciascun Membro produttore. Le nuove percentuali dei Membri produttori sono fissate in proporzione diretta della loro produzione di stagno nel corso di questi quattro trimestri

b) I successivi adeguamenti delle percentuali si effettuano ad intervalli di un anno a decorrere dal primo adeguamento, a condizione che nessun periodo successivo ai trimestri di cui alla presente regola sia stato dichiarato periodo di controllo.

c) Negli adeguamenti successivi effettuati in applicazione della presente regola, le nuove percentuali sono calcolate come segue

i) per il secondo adeguamento, le percentuali sono fissate in proporzione diretta della produzione di stagno di ciascun Membro produttore nel corso del periodo più recente di 24 mesi consecutivi per il quale le cifre sono note; e

ii) per il terzo adeguamento e per tutti quelli successivi, le percentuali sono fissate in proporzione diretta della produzione di stagno di ciascun Membro produttore, nel corso del più recente periodo di 36 mesi consecutivi per il quale sono disponibili dati numerici.

Regola n. 2

a) Se un periodo è dichiarato periodo di controllo, l'adeguamento delle percentuali avviene soltanto allo scadere di quattro trimestri consecutivi che non siano stati dichiarati periodi di controllo. L'adeguamento successivo viene quindi effettuato non appena sono disponibili le cifre della produzione di stagno di ciascun Membro produttore per i quattro trimestri consecutivi in questione; gli adeguamenti vengono quindi effettuati ad intervalli di un anno fin tanto che nessun periodo viene dichiarato periodo di controllo

b) Per qualsiasi ulteriore adeguamento effettuato in applicazione della presente regola, le nuove percentuali sono calcolate come segue :

i) per il primo adeguamento successivo ad un periodo di controllo, le percentuali sono fissate in proporzione diretta della somma della produzione di stagno di ciascun Membro produttore nel corso del più recente periodo di 12 mesi consecutivi per il quale esistono dati numerici e durante i quattro trimestri che hanno preceduto immediatamente il periodo di controllo;

ii) per il secondo adeguamento, a condizione che nel frattempo nessun periodo sia stato dichiarato periodo di controllo, le percentuali sono fissate in proporzione diretta della produzione di stagno di ciascun Membro produttore nel corso del più recente periodo di 24 mesi consecutivi per il quale esistono dati numerici; e

iii) per ciascuno degli adeguamenti successivi, a condizione che nel frattempo nessun periodo sia stato dichiarato periodo di controllo, le percentuali sono fissate in proporzione diretta della produzione di stagno di ciascun Membro produttore nel corso del più recente periodo di 36 mesi consecutivi per il quale esistono dati numerici.

Regola n. 3

Ai fini delle presenti regole, gli adeguamenti si considerano effettuati ad intervalli di un anno quando sono avvenuti durante lo stesso trimestre di anno civile nel quale hanno avuto luogo gli adeguamenti precedenti

Regola n. 4

Ai fini delle presenti regole, tutti i Membri produttori mettono a disposizione del Consiglio le cifre della loro produzione per il periodo di 12 mesi più recente entro tre mesi successivi all'ultimo mese del suddetto periodo. Se un Membro non ha reso disponibili tali cifre, la sua produzione per un periodo di 12 mesi viene calcolata moltiplicando per 12 la quantità media prodotta mensilmente, quale risulta dalle cifre note per il predetto periodo.

Regola n. 5

Le cifre della produzione di stagno sul territorio di qualsiasi Membro produttore per qualunque periodo anteriore ai 42 mesi precedenti la data di un adeguamento non vengono prese in considerazione ai fini dell'adeguamento stesso, come non vengono prese in considerazione le cifre della produzione di stagno durante i periodi di controllo.

Regola n. 6

Il Consiglio può ridurre la percentuale di qualsiasi Membro produttore che non abbia interamente esportato il suo tonnellaggio di esportazione ammesso fissato conformemente all'articolo 34, paragrafo 1 o qualsiasi tonnellaggio superiore da esso accettato a norma dell'articolo 34, paragrafo 2. Ai fini della sua decisione, il Consiglio ammette come circostanza attenuante il fatto che il Membro produttore interessato abbia rinunciato, conformemente all'articolo 34, paragrafo 2, ad una parte del suo tonnellaggio di esportazione ammesso, ad una data che permetta agli altri Membri produttori di attuare qualsiasi misura necessaria a colmare il disavanzo, oppure il fatto che il Membro produttore interessato, pur non avendo esportato il quantitativo fissato conformemente all'articolo 34, paragrafo 5, abbia nondimeno esportato la totalità del suo tonnellaggio di esportazione ammesso fissato conformemente all'articolo 34, paragrafi 1 oppure 2.

Regola n. 7

Se la percentuale di un Membro produttore viene ridotta conformemente alla regola n. 6, la percentuale resa in tal modo disponibile è ripartita tra gli altri Membri produttori in proporzione delle percentuali in vigore alla data alla quale il Consiglio decide tale riduzione.

Regola n. 8

In deroga alle regole che precedono, la percentuale di un Membro produttore non viene ridotta, per un qualsiasi periodo di 12 mesi, di oltre un decimo del suo valore che aveva all'inizio di tale periodo

Regola n. 9

a) In qualsiasi iniziativa che esso propone conformemente alle presenti regole, il Consiglio tiene debitamente conto di ogni eventuale circostanza dichiarata eccezionale da un Membro produttore e può, alla maggioranza di due terzi ripartita, rinunciare all'integrale applicazione di queste regole oppure modificarle.

b) Ai fini della presente regola e dell'articolo 34, paragrafo 1, possono essere considerate circostanze eccezionali, tra l'altro, una catastrofe nazionale, uno sciopero ad oltranza che abbia paralizzato l'industria estrattiva dello stagno per un arco di tempo notevole, una grave perturbazione nell'approvvigionamento di energia o nei trasporti sulla principale via di comunicazione che conduce alla costa o al punto di esportazione **definito** nell'allegato C del presente accordo.

Regola n. 10

Ai fini delle presenti regole, il conteggio relativo ai Membri produttori che sono grossi consumatori di stagno proveniente dalla loro produzione mineraria interna si basa sulle loro esportazioni di stagno e non sulla produzione mineraria.

Regola n. 11

Nel presente allegato, l'espressione "produzione di stagno" si riferisce esclusivamente alla produzione mineraria; non si tiene conto pertanto della produzione delle fonderie.

ALLEGATO G

Costo della scorta stabilizzatrice stimato dal Presidente della Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno nel 1980

Il costo dell'acquisto e del funzionamento della scorta stabilizzatrice costituita conformemente all'articolo 21 del presente allegato è stimato a 35 ringgit malesi per kg.

LEGGE 6 agosto 1984, n. **584.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo istitutivo del Fondo comune per i prodotti di base, con allegati, adottata a Ginevra il 27 giugno 1980.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo istitutivo del Fondo comune per i prodotti di base, con allegati, adottato a Ginevra il 27 giugno 1980.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 57 dell'accordo stesso.

ART. 3.

Gli emolumenti e le altre remunerazioni corrisposte dal Fondo comune per i prodotti di base ai soggetti previsti dal paragrafo 3 dell'articolo 48 dell'accordo, esonerati da imposta ai sensi delle disposizioni in detto articolo contenute, sono presi in considerazione ai fini del calcolo delle imposte dovute sui redditi provenienti da altre fonti.

ART. 4.

Le cessioni di beni e le prestazioni di servizi di importo superiore al limite stabilito dall'articolo 72, ultimo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 633, e successive modificazioni, effettuate nei confronti del Fondo comune, per l'esercizio delle proprie funzioni istituzionali, sono equiparate, agli effetti dell'IVA, alle operazioni di cui agli articoli 8 e 9 del citato decreto presidenziale. Non sono altresì soggette all'IVA le importazioni di beni di valore superiore al suddetto limite effettuate dal Fondo comune nell'esercizio delle proprie funizoni istituzionali.

ART. 5.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 14.771 milioni, si provvede mediante riduzione del capitolo 9005 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1984.

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

ART. 6.

La presente legge entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Selva di Val Gardena, addì 6 agosto 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI — VISENTINI — GORIA — ROMITA

Visto, *il Guardasigilli*: MARTINAZZOLI

CONFERENCE DE NEGOCIATIONS DES NATIONS UNIES SUR UN FONDS COMMUN
DANS LE CADRE DU PROGRAMME INTEGRE POUR LES PRODUITS DE BASE

ACCORD PORTANT CREATION DU FONDS COMMUN
POUR LES PRODUITS DE BASE

Note

Aux fins de l'article 11, les taux de conversion des monnaies utilisables en unité de compte, à la date de l'Accord (27 juin 1980), sont les suivants :

Monnaie	Unités monétaires par unité de compte
Deutsche mark	2,33306
Dollar des Etats-Unis	1,32162
Franc français	5,42029
Livre sterling	0,563927
Yen japonais	287,452

ACCORD PORTANT CREATION DU FONDS COMMUN
POUR LES PRODUITS DE BASE

Les Parties,

Résolues à promouvoir la coopération économique et la compréhension entre tous les Etats, notamment entre pays développés et pays en développement, suivant les principes de l'équité et de l'égalité souveraine, et à concourir ainsi à l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Reconnaissant la nécessité de modes améliorés de coopération internationale dans le domaine des produits de base en tant que condition essentielle de l'instauration d'un nouvel ordre économique international, visant à promouvoir le développement économique et social, en particulier celui des pays en développement,

Désireuses de susciter une action globale destinée à améliorer les structures des marchés dans le commerce international des produits de base présentant un intérêt pour les pays en développement,

Rappelant la résolution 93 (IV) relative au programme intégré pour les produits de base, adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (ci-après dénommée la Conférence ou la CNUCED),

Sont convenues de créer par les présentes le Fonds commun pour les produits de base, qui fonctionnera conformément aux dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DEFINITIONS

Article premier

Définitions

Aux fins du présent Accord :

1 Le terme "Fonds" désigne le Fonds commun pour les produits de base créé par le présent Accord

2 Par l'expression "accord ou arrangement international de produit", il faut entendre tout accord ou arrangement intergouvernemental destiné à promouvoir la coopération internationale en ce qui concerne un produit de base, dont les parties comprennent des producteurs et des consommateurs ayant à leur actif la plus grande part du commerce mondial du produit considéré.

3. Par l'expression "organisation internationale de produit", il faut entendre l'organisation créée par un accord ou arrangement international de produit pour appliquer les dispositions dudit accord ou arrangement.

4 Par l'expression "organisation internationale de produit associée", il faut entendre une organisation internationale de produit qui s'est associée au Fonds conformément à l'article 7.

5 Par l'expression "accord d'association", il faut entendre l'accord conclu entre une organisation internationale de produit et le Fonds conformément à l'article 7.

6. Par l'expression "besoins financiers maximaux", il faut entendre le montant maximal qu'une organisation internationale de produit associée peut retirer du Fonds et emprunter au Fonds, et qui est déterminé conformément au paragraphe 8 de l'article 17.

7. Par l'expression "organisme international de produit", il faut entendre un organisme désigné conformément au paragraphe 9 de l'article 7.

8. Par l'expression "unité de compte", il faut entendre l'unité de compte du Fonds définie conformément au paragraphe 1 de l'article 8.

9. Par l'expression "monnaies utilisables", il faut entendre a) le deutsche mark, le dollar des Etats-Unis, le franc français, la livre sterling, le yen japonais et toute autre monnaie éventuellement désignée par une organisation monétaire internationale compétente, comme étant en fait couramment utilisée pour effectuer des paiements au titre de transactions internationales et couramment échangée sur les principaux marchés des changes, et b) toute autre monnaie librement disponible

et effectivement utilisable que le Conseil d'administration peut désigner à la majorité qualifiée après approbation du pays dont le Fonds propose de désigner ainsi la monnaie. Le Conseil des gouverneurs désignera une organisation monétaire internationale compétente aux fins du point a) ci-dessus et adoptera à la majorité qualifiée des règlements concernant la désignation des monnaies aux fins du point b) ci-dessus, conformément à la pratique monétaire internationale en vigueur. Des monnaies peuvent être supprimées de la liste des monnaies utilisables par le Conseil d'administration par un vote à la majorité qualifiée.

10. Par l'expression "capital représenté par les contributions directes", il faut entendre le capital spécifié au paragraphe 1 a) et au paragraphe 4 de l'article 9.

11. Par l'expression "actions entièrement libérées", il faut entendre les actions du capital représenté par les contributions directes spécifiées au paragraphe 2 a) de l'article 9 et au paragraphe 2 de l'article 10.

12. Par l'expression "actions exigibles", il faut entendre les actions du capital représenté par les contributions directes spécifiées au paragraphe 2 b) de l'article 9 et au paragraphe 2 b) de l'article 10.

13. Par l'expression "capital de garantie", il faut entendre le capital apporté au Fonds, conformément au paragraphe 4 de l'article 14, par les Membres du Fonds participant à une organisation internationale de produit associée.

14. Le terme "garanties" désigne les garanties données au Fonds, conformément au paragraphe 5 de l'article 14, par les participants à une organisation internationale de produit associée qui ne sont pas Membres du Fonds.

15. L'expression "warrants de stock" désigne des warrants de stock, récépissés d'entrepôt ou autres titres de propriété sur des stocks de produits de base.

16. Par l'expression "total des voix attribuées", il faut entendre la somme des voix détenues par la totalité des Membres du Fonds.

17. Par l'expression "majorité simple", il faut entendre plus de la moitié du nombre total de suffrages exprimés.

18. Par l'expression "majorité qualifiée", il faut entendre au moins les deux tiers du nombre total de suffrages exprimés.

19. Par l'expression "majorité spéciale", il faut entendre au moins les trois quarts du nombre total de suffrages exprimés.

20. Par l'expression "suffrages exprimés", il faut entendre les voix pour et les voix contre.

CHAPITRE II

OBJECTIFS ET FONCTIONS

Article 2

Objectifs

Le Fonds a pour objectifs :

a) De servir d'instrument clé pour atteindre les objectifs convenus du programme intégré pour les produits de base tels qu'ils sont énoncés dans la résolution 93 (IV) de la Conférence;

b) De faciliter la conclusion et le fonctionnement d'accords ou arrangements internationaux de produit, en particulier concernant les produits de base qui présentent un intérêt spécial pour les pays en développement.

Article 3

Fonctions

Pour atteindre ses objectifs, le Fonds exerce les fonctions ci-après :

a) Contribuer, au moyen de son premier compte selon les modalités indiquées dans la suite du présent Accord, au financement de stocks régulateurs internationaux et de stocks nationaux coordonnés au niveau international, le tout dans le cadre d'accords ou arrangements internationaux de produit;

b) Financer, au moyen de son deuxième compte, des mesures autres que le stockage dans le domaine des produits de base, selon les modalités indiquées dans la suite du présent Accord;

c) Favoriser la coordination et les consultations au moyen de son deuxième compte en ce qui concerne des mesures autres que le stockage dans le domaine des produits de base et leur financement, de façon à servir de point focal pour chaque produit.

CHAPITRE III

MEMBRES

Article 4

Conditions d'admission

Sont admis à devenir Membres du Fonds :

a) Tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de l'une quelconque de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique; et

b) Toute organisation intergouvernementale d'intégration économique régionale qui exerce des compétences dans des domaines d'activité du Fonds. Les organisations intergouvernementales de cette catégorie ne sont pas tenues d'assumer des obligations financières envers le Fonds et ne détiennent pas de voix.

Article 5

Membres

Les Membres du Fonds (ci-après dénommés Membres) sont :

a) Les Etats qui ont ratifié, accepté ou approuvé le présent Accord conformément à l'article 54;

b) Les Etats qui ont adhéré au présent Accord conformément à l'article 56;

c) Les organisations intergouvernementales visées à l'article 4 b) qui ont ratifié, accepté ou approuvé le présent Accord conformément à l'article 54;

d) Les organisations intergouvernementales visées à l'article 4 b) qui ont adhéré au présent Accord conformément à l'article 56.

Article 6

Limites de la responsabilité

Aucun Membre n'est responsable, du seul fait de son appartenance au Fonds, des actes du Fonds ni des obligations contractées par celui-ci.

CHAPITRE IV

RELATIONS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DE PRODUIT ET DES ORGANISMES INTERNATIONAUX DE PRODUIT AVEC LE FONDS

Article 7

Relations des organisations internationales de produit et des organismes internationaux de produit avec le Fonds

1 Les facilités du premier compte du Fonds ne sont utilisées que par les organisations internationales de produit qui ont été établies pour appliquer les dispositions d'accords ou d'arrangements internationaux de produit prévoyant soit des stocks régulateurs internationaux, soit des stocks nationaux coordonnés au niveau international, et qui ont conclu un accord d'association. L'accord d'association est conforme aux dispositions du présent Accord et des règlements compatibles avec celui-ci que le Conseil des gouverneurs doit adopter.

2. Une organisation internationale de produit établie pour appliquer les dispositions d'un accord ou d'un arrangement international de produit qui prévoit des stocks régulateurs internationaux peut s'associer au Fonds aux fins du premier compte, à condition que l'accord ou l'arrangement international de produit soit négocié ou renégocié selon le principe du financement commun d'un stock régulateur par les producteurs et par les consommateurs participants, et soit conforme audit principe. Aux fins du présent Accord, les accords ou arrangements internationaux de produit financés au moyen d'un prélèvement sont admis à s'associer avec le Fonds.

3. Tout accord d'association proposé est présenté par le Directeur général au Conseil d'administration et, avec la recommandation dudit conseil, au Conseil des gouverneurs pour approbation à la majorité qualifiée.

4. Dans l'application des dispositions de l'accord d'association entre le Fonds et une organisation internationale de produit associée, chaque institution respecte l'autonomie de l'autre. L'accord d'association spécifie les droits et obligations mutuels du Fonds et de l'organisation internationale de produit associée, en des termes compatibles avec les dispositions pertinentes du présent Accord.

5. Une organisation internationale de produit associée est admise à emprunter au Fonds par l'intermédiaire du premier compte sans préjudice de sa possibilité d'obtenir un financement du deuxième compte, sous réserve que ladite organisation associée et ses participants se soient acquittés et s'acquittent dûment de leurs obligations envers le Fonds.

6. L'accord d'association prévoit la liquidation des comptes entre l'organisation internationale de produit associée et le Fonds, avant tout renouvellement de l'accord d'association.

7. Une organisation internationale de produit associée peut, si l'accord d'association le prévoit et si l'organisation internationale de produit précédente associée pour le même produit y consent, succéder à ladite organisation dans ses droits et obligations.

8 Le Fonds n'intervient pas directement sur les marchés de produits de base. Toutefois, il ne peut aliéner de stocks de produits de base qu'en application des paragraphes 15 à 17 de l'article 17.

9. Aux fins du deuxième compte, le Conseil d'administration désigne éventuellement des organismes de produit appropriés, y compris des organisations internationales de produit, associées ou non, en tant qu'organismes internationaux de produit, sous réserve qu'ils répondent aux critères énoncés dans l'annexe C.

CHAPITRE V

CAPITAL ET AUTRES RESSOURCES

Article 8

Unité de compte et monnaies

1 L'unité de compte du Fonds est celle qui est définie dans l'annexe F.

2. Le Fonds détient des monnaies utilisables et effectue ses transactions financières en monnaies utilisables. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 b) de l'article 16, aucun Membre n'applique ni n'impose de restrictions à la détention, à l'emploi ou à l'échange, par le Fonds, de monnaies utilisables provenant :

a) Du paiement de souscriptions d'actions de capital représenté par les contributions directes;

b) Du paiement de capital de garantie, d'espèces déposées en lieu et place du capital de garantie, de garanties ou de dépôts en espèces découlant de l'association d'organisations internationales de produit avec le Fonds;

c) Du paiement de contributions volontaires;

d) D'emprunts;

e) De l'aliénation de stocks en cas de déchéance, conformément aux paragraphes 15 à 17 de l'article 17;

f) Des paiements au titre de principal, de revenus, d'intérêts ou autres commissions concernant des prêts ou des investissements effectués par prélèvement sur l'un quelconque des fonds mentionnés dans le présent paragraphe.

3. Le Conseil d'administration arrête le mode d'évaluation des monnaies utilisables, par rapport à l'unité de compte, suivant la pratique monétaire internationale en vigueur.

Article 9

Ressources en capital

1 Le capital du Fonds est composé :

a) Du capital représenté par les contributions directes, divisé en 47 000 actions émises par le Fonds, d'une valeur au pair de 7 566,47145 unités de compte chacune et d'une valeur totale de 355 624 158 unités de compte;

b) Du capital de garantie apporté directement au Fonds conformément au paragraphe 4 de l'article 14.

2. Les actions émises par le Fonds sont divisées en :

a) 37 000 actions entièrement libérées;

b) 10 000 actions exigibles.

3. Les actions de capital représenté par les contributions directes sont disponibles aux fins de souscription uniquement par les Membres conformément aux dispositions de l'article 10.

4. Le nombre d'actions de capital représenté par les contributions directes :

a) Est, au besoin, augmenté par le Conseil des gouverneurs lors de l'adhésion d'un Etat en application de l'article 56;

b) Peut être augmenté par le Conseil des gouverneurs conformément à l'article 12;

c) Est augmenté du montant nécessaire conformément au paragraphe 14 de l'article 17.

5. Si le Conseil des gouverneurs offre à la souscription les actions non souscrites de capital représenté par les contributions directes en application du paragraphe 3 de l'article 12 ou augmente le nombre d'actions de capital représenté par les contributions directes en application du paragraphe 4 b) ou 4 c) du présent article, chaque Membre a le droit, mais n'est pas tenu, de souscrire lesdites actions.

Article 10

Souscription des actions

1. Chaque Membre visé à l'article 5 a) souscrit, ainsi qu'il est indiqué dans l'annexe A :

a) 100 actions entièrement libérées;

b) Un nombre additionnel quelconque d'actions entièrement libérées et d'actions exigibles.

2 Chaque Membre visé à l'article 5 b) souscrit :

a) 100 actions entièrement libérées;

b) Un nombre additionnel quelconque d'actions entièrement libérées et d'actions exigibles que le Conseil des gouverneurs fixe à la majorité qualifiée, d'une manière compatible avec la répartition des actions indiquée dans l'annexe A, et conformément aux conditions et modalités convenues en application de l'article 56.

3. Chaque Membre peut allouer au deuxième compte une partie de sa souscription en application du paragraphe 1 a) du présent article, la somme globale allouée au deuxième compte, à titre volontaire, ne devant pas être inférieure à 52 965 300 unités de compte.

4. Les actions de capital représenté par les contributions directes ne sont ni données en nantissement ni grevées par les Membres de quelque manière que ce soit et ne peuvent être cédées qu'au Fonds.

Article 11

Paiement des actions

1. Le paiement des actions souscrites par chaque Membre au titre du capital représenté par les contributions directes se fait :

a) Dans l'une quelconque des monnaies utilisables, au taux de conversion en vigueur entre cette monnaie utilisable et l'unité de compte à la date du paiement; ou

b) Dans une monnaie utilisable choisie par le Membre en cause au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, et au taux de conversion en vigueur entre cette monnaie utilisable et l'unité de compte à la date du présent Accord. Le Conseil des gouverneurs adopte un règlement au sujet du paiement des souscriptions en monnaies utilisables si d'autres monnaies utilisables sont désignées ou si des monnaies utilisables sont retirées de la liste des monnaies utilisables conformément à la définition 9 de l'article premier.

Au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, chaque Membre choisit celle des deux méthodes ci-dessus qu'il veut appliquer pour tous les paiements en question.

2. Quand il procède à une vérification conformément au paragraphe 2 de l'article 12, le Conseil des gouverneurs passe en revue le fonctionnement de la méthode de paiement visée au paragraphe 1 du présent article, eu égard aux fluctuations des taux de change et, compte tenu de l'évolution de la pratique des institutions de prêt internationales, décide, à la majorité spéciale, des changements à apporter éventuellement à la méthode de paiement des souscriptions d'actions additionnelles de capital représenté par les contributions directes émises ultérieurement conformément au paragraphe 3 de l'article 12.

3. Chaque Membre visé à l'article 5 a) :

a) Verse 30 % de sa souscription totale d'actions entièrement libérées dans les 60 jours suivant l'entrée en vigueur du présent Accord ou dans les 30 jours suivant la date de dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, si elle est ultérieure;

b) Un an après le versement prévu à l'alinéa a) ci-dessus, verse 20 % de sa souscription totale d'actions entièrement libérées et dépose auprès du Fonds des billets à ordre irrévocables, non négociables et ne portant pas intérêt, pour un montant représentant 10 % de sa souscription totale d'actions entièrement libérées. Ces billets sont encaissés selon les modalités et à la date que le Conseil d'administration décide;

c) Deux ans après le versement prévu à l'alinéa a) ci-dessus, dépose auprès du Fonds des billets à ordre irrévocables, non négociables et ne portant pas intérêt, pour un montant représentant 40 % de sa souscription totale d'actions entièrement libérées. Ces billets sont encaissés selon les modalités et à la date que le Conseil d'administration décide à la majorité qualifiée, compte dûment tenu des besoins des opérations du Fonds, étant entendu toutefois que les billets à ordre déposés en ce qui concerne les actions allouées au deuxième compte sont encaissés selon les modalités et à la date que le Conseil d'administration décide.

4. Le montant souscrit par chaque Membre pour les actions exigibles n'est appelable par le Fonds que dans les conditions prévues au paragraphe 12 de l'article 17.

5. Les appels d'actions de capital représenté par les contributions directes se répartissent proportionnellement entre tous les Membres, quelles que soient la catégorie ou les catégories d'actions qui font l'objet de l'appel, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 c) du présent article.

6. Les dispositions spéciales régissant le paiement des actions de capital représenté par les contributions directes souscrites par les pays en développement les moins avancés sont celles qui sont indiquées dans l'annexe B.

7. Les souscriptions d'actions de capital représenté par les contributions directes peuvent, quand il y a lieu, être versées par les institutions appropriées des Membres intéressés.

Article 12

Adéquation des souscriptions d'actions de capital représenté par les contributions directes

1. Si, 18 mois après l'entrée en vigueur du présent Accord, les souscriptions d'actions de capital représenté par les contributions directes sont inférieures au montant spécifié au paragraphe 1 a) de l'article 9, le Conseil des gouverneurs vérifie le plus tôt possible si les souscriptions sont suffisantes

2. Le Conseil des gouverneurs vérifie en outre, aux intervalles qu'il peut juger appropriés, si le capital représenté par les contributions directes aux fins du premier compte est suffisant. La première de ces vérifications aura lieu au plus tard à la fin de la troisième année suivant l'entrée en vigueur du présent Accord.

3. A la suite d'une vérification effectuée en application du paragraphe 1 ou 2 du présent article, le Conseil des gouverneurs peut décider d'offrir à la souscription les actions non souscrites ou d'émettre des actions additionnelles de capital représenté par les contributions directes selon un barème arrêté par lui.

4 Les décisions prises par le Conseil des gouverneurs en application du présent article sont adoptées à la majorité spéciale

Article 13

Contributions volontaires

1. Le Fonds peut accepter des contributions volontaires de Membres et d'autres sources Ces contributions sont versées en monnaies utilisables.

2. L'objectif à atteindre pour les contributions volontaires initiales au deuxième compte est de 211 861 200 unités de compte, indépendamment de la répartition faite conformément au paragraphe 3 de l'article 10.

3 a) Le Conseil des gouverneurs vérifiera si les ressources du deuxième compte sont suffisantes au plus tard à la fin de la troisième année suivant l'entrée en vigueur du présent Accord. Compte tenu des activités du deuxième compte, le Conseil des gouverneurs peut aussi procéder à cette vérification à d'autres moments qu'il décide.

b) Au vu de ces vérifications, le Conseil des gouverneurs peut décider de reconstituer les ressources du deuxième compte et prend les dispositions voulues. Ces reconstitutions ont un caractère volontaire pour les Membres et doivent être conformes au présent Accord.

4. Les contributions volontaires ne sont assorties d'aucune restriction quant à leur utilisation par le Fonds, à moins que le contribuant n'en stipule l'affectation au premier ou au deuxième compte

Article 14

Ressources provenant de l'association d'organisations internationales de produit avec le Fonds

A Dépôts en espèces

1 Lors de son association avec le Fonds, une organisation internationale de produit associée doit, sous réserve de ce qui est spécifié au paragraphe 2 du présent article, déposer en espèces auprès du Fonds, en monnaies utilisables, et pour le compte de

ladite organisation associée, le tiers de ses besoins financiers maximaux Le dépôt se fait soit en une seule fois, soit par tranches successives, ainsi que l'organisation associée et le Fonds peuvent en convenir, compte tenu de tous les facteurs pertinents, notamment de l'état des liquidités du Fonds, de la nécessité de retirer un avantage financier maximal de l'apport des dépôts en espèces des organisations internationales de produit associées et de la capacité de l'organisation internationale de produit associée intéressée de se procurer les espèces requises pour honorer son obligation de dépôt.

2. Une organisation internationale de produit associée qui détient des stocks au moment de son association avec le Fonds peut honorer une partie ou la totalité de son obligation de dépôt au titre du paragraphe 1 du présent article en gageant auprès du Fonds ou en remettant en dépôt pour le compte du Fonds des warrants de stock de valeur équivalente.

3. Une organisation internationale de produit associée peut déposer auprès du Fonds, selon des conditions et modalités mutuellement acceptables, ses excédents en espèces, en plus des dépôts effectués au titre du paragraphe 1 du présent article.

B. Capital de garantie et garanties

4. Lors de l'association d'une organisation internationale de produit avec le Fonds, les Membres participant à ladite organisation associée apportent directement au Fonds du capital de garantie selon des modalités que l'organisation associée détermine et qui donnent satisfaction au Fonds. La valeur globale du capital de garantie, des garanties ou des espèces remises au titre du paragraphe 5 du présent article est égale aux deux tiers des besoins financiers maximaux de ladite organisation associée, sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent article. Le capital de garantie peut, quand il y a lieu, être apporté par les institutions appropriées des Membres intéressés, selon des modalités qui donnent satisfaction au Fonds.

5. Si des participants à une organisation internationale de produit associée ne sont pas Membres, cette organisation associée dépose des espèces auprès du Fonds, en plus des espèces visées au paragraphe 1 du présent article, pour le montant de capital de garantie que ces participants auraient apporté s'ils avaient été Membres, étant entendu que le Conseil des gouverneurs peut, à la majorité spéciale, permettre à ladite organisation associée de prévoir soit l'apport de capital de garantie additionnel pour le même montant par les Membres participant à ladite organisation associée, soit l'apport de garanties pour le même montant par les participants à ladite organisation associée qui ne sont pas Membres; ces garanties comportent des obligations financières comparables à celles du capital de garantie et sont fournies sous une forme qui donne satisfaction au Fonds.

6. Le capital de garantie et les garanties ne sont appelables par le Fonds qu'en application des paragraphes 11 à 13 de l'article 17. Ce capital de garantie et ces garanties sont versés en monnaies utilisables.

7. Si une organisation internationale de produit associée s'acquitte de son obligation de dépôt par tranches, conformément au paragraphe 1 du présent article, cette organisation associée et ses participants apportent, de façon appropriée, lors du versement de chaque tranche, du capital de garantie, des espèces ou des garanties, conformément au paragraphe 5 du présent article, qui représentent au total le double du montant de la tranche.

C Warrants de stock

8. Une organisation internationale de produit associée gage auprès du Fonds ou remet en dépôt pour le compte du Fonds tous les warrants de stock de produits achetés au moyen de retraits de dépôts en espèces effectués conformément au paragraphe 1 du présent article ou d'emprunts contractés auprès du Fonds, à titre de sûreté pour le paiement de ses obligations envers le Fonds. Le Fonds ne peut aliéner de stocks qu'en conformité des paragraphes 15 à 17 de l'article 17. Lors de la vente des produits représentés par lesdits warrants de stock, l'organisation internationale de produit associée utilise le produit de cette vente, en premier lieu, pour rembourser le solde dû au titre de tout emprunt qu'elle a éventuellement contracté auprès du Fonds, en second lieu, pour honorer son obligation de dépôt en espèces conformément au paragraphe 1 du présent article.

9. Tous les warrants de stock gagés auprès du Fonds ou remis en dépôt pour le compte du Fonds sont évalués, aux fins du paragraphe 2 du présent article, selon une méthode stipulée dans les règlements adoptés par le Conseil des gouverneurs.

Article 15

Emprunts

Le Fonds peut contracter des emprunts conformément au paragraphe 5 a) de l'article 16, étant entendu que l'encours total des emprunts contractés par le Fonds pour les opérations de son premier compte ne doit à aucun moment dépasser un montant représentant la somme des montants suivants :

a) la fraction non appelée des actions exigibles;

b) la fraction non appelée du capital de garantie et des garanties des participants à des organisations internationales de produit associées conformément aux paragraphes 4 à 7 de l'article 14; et

c) la réserve spéciale constituée en application du paragraphe 4 de l'article 16.

CHAPITRE VI

OPERATIONS

Article 16

Dispositions générales

A Emploi des ressources

1. Les ressources et facilités du Fonds sont employées exclusivement pour lui permettre d'atteindre ses objectifs et de s'acquitter de ses fonctions

B Deux comptes

2. Le Fonds constitue deux comptes distincts et y conserve ses ressources : un premier compte, alimenté au moyen des ressources visées au paragraphe 1 de l'article 17, pour contribuer au financement de dispositifs de stockage de produits de base; un deuxième compte, alimenté au moyen des ressources visées au paragraphe 1 de l'article 18, pour financer des mesures autres que le stockage dans le domaine des produits de base, sans que l'unité organique du Fonds soit compromise. Cette séparation des comptes appert dans les états financiers du Fonds.

3. Les ressources de chaque compte sont détenues, utilisées, engagées, investies ou autrement aliénées tout à fait séparément des ressources de l'autre compte. Les ressources d'un compte ne doivent pas être grevées des pertes, ou utilisées pour le règlement des engagements, découlant des opérations ou autres activités de l'autre compte.

C. Réserve spéciale

4. Le Conseil des gouverneurs constitue, par prélèvement sur les recettes du premier compte, déduction faite des dépenses d'administration, une réserve spéciale ne dépassant pas 10 pour cent du capital représenté par les contributions directes alloué au premier compte, pour faire face aux engagements découlant des emprunts du premier compte, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 12 de l'article 17. Nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article, le Conseil des gouverneurs décide à la majorité spéciale comment employer les recettes nettes qui n'auraient pas été allouées à la réserve spéciale.

D Pouvoirs généraux

5. Outre les pouvoirs que d'autres dispositions du présent Accord lui confèrent, le Fonds peut exercer les pouvoirs ci-après dans ses opérations, l'exercice de ces pouvoirs étant subordonné aux principes généraux de gestion et aux termes du présent Accord et compatibles avec eux :

a) Emprunter auprès des Membres, auprès des institutions financières internationales et, pour les opérations du premier compte, sur les marchés de capitaux, conformément à la loi du pays où l'emprunt est contracté, sous réserve que le Fonds ait obtenu l'approbation dudit pays et de tout pays dans la monnaie duquel l'emprunt est libellé;

b) Placer à tout moment les fonds qui ne sont pas nécessaires à ses opérations dans les instruments financiers qu'il peut déterminer, conformément à la loi du pays sur le territoire duquel le placement est effectué;

c) Exercer tous autres pouvoirs nécessaires pour atteindre ses objectifs et s'acquitter de ses fonctions et pour appliquer les dispositions du présent Accord.

E Principes généraux de gestion

6. Le Fonds gère ses opérations conformément aux dispositions du présent Accord et de tous règlements que le Conseil des gouverneurs peut adopter conformément au paragraphe 6 de l'article 20

7. Le Fonds prend les dispositions nécessaires pour s'assurer que le produit d'un prêt ou d'un don qu'il a accordé ou auquel il participe est affecté exclusivement aux fins pour lesquelles le prêt ou le don a été accordé.

8. Il est clairement indiqué, au recto de tout titre émis par le Fonds, que ce titre ne constitue d'engagement pour aucun Membre, sauf mention expresse portée sur le titre.

9 Le Fonds veille à maintenir une diversification raisonnable dans ses placements

10. Le Conseil des gouverneurs adopte des règlements pour l'achat de biens et de services avec les ressources du Fonds. Ces règlements doivent, en général, être conformes aux principes des appels d'offres internationaux entre fournisseurs sur le territoire de Membres et donner la préférence, selon qu'il convient, aux experts, aux techniciens et aux fournisseurs venant de pays en développement Membres du Fonds

11. Le Fonds établit d'étroites relations de travail avec les institutions financières internationales et régionales et peut, autant que possible, en établir avec des organismes nationaux des Membres, publics ou privés, qui s'occupent de placer des fonds de développement dans des mesures de développement en faveur de produits de base. Le Fonds peut participer à un cofinancement avec ces institutions

12. Dans ses opérations et dans le domaine de son ressort, le Fonds coopère avec les organismes internationaux de produit et avec les organisations internationales de produit associées pour la protection des intérêts des pays en développement importateurs, si ces pays subissent un préjudice du fait de mesures prises au titre du programme intégré pour les produits de base

13. Le Fonds gère ses opérations avec prudence, prend les mesures qu'il juge nécessaires pour préserver et sauvegarder ses ressources et il ne se livre pas à la spéculation monétaire

Article 17

Le premier compte

A Ressources

1 Les ressources du premier compte sont les suivantes

a) Souscriptions, par les Membres, d'actions de capital représenté par les contributions directes, sauf la partie de leurs souscriptions susceptible d'être allouée au deuxième compte conformément au paragraphe 3 de l'article 10;

b) Dépôts en espèces provenant d'organisations internationales de produit associées conformément aux paragraphes 1 à 3 de l'article 14;

c) Capital de garantie, espèces en lieu et place du capital de garantie, et garanties émanant de participants à des organisations internationales de produit associées, conformément aux paragraphes 4 à 7 de l'article 14;

d) Contributions volontaires allouées au premier compte;

e) Produit des emprunts conformément à l'article 15;

f) Recettes nettes provenant éventuellement d'opérations du premier compte;

g) Réserve spéciale visée au paragraphe 4 de l'article 16;

h) Warrants de stock provenant d'organisations internationales de produit associées, conformément aux paragraphes 8 et 9 de l'article 14

B Principes régissant les opérations du premier compte

2. Le Conseil d'administration approuve les conditions des emprunts pour les opérations du premier compte.

3. Le capital représenté par les contributions directes alloué au premier compte est employé :

a) Pour renforcer la réputation de solvabilité du Fonds en ce qui concerne les opérations du premier compte;

b) Comme fonds de roulement, pour faire face aux besoins de liquidités à court terme du premier compte; et

c) Comme source de revenu pour couvrir les dépenses d'administration du Fonds

4. Le Fonds prélève un intérêt sur tous les prêts qu'il consent à des organisations internationales de produit associées, à des taux aussi faibles que ses possibilités d'obtenir des fonds et la nécessité de couvrir le coût des emprunts qu'il contracte pour prêter des fonds auxdites organisations associées le permettent.

5. Le Fonds verse, pour tous les dépôts en espèces et autres soldes en espèces des organisations internationales de produit associées, un intérêt à des taux appropriés compatibles avec le rendement de ses investissements financiers, et tenant compte du taux auquel il prête aux organisations internationales de produit associées et du coût des emprunts qu'il contracte pour les opérations du premier compte.

6. Le Conseil des gouverneurs adopte des règlements énonçant les principes de gestion en vertu desquels il fixe les taux d'intérêt appliqués et versés conformément aux paragraphes 4 et 5 du présent article. Ce faisant, le Conseil des gouverneurs tient compte de la nécessité de préserver la viabilité financière du Fonds et garde à l'esprit le principe d'un traitement non discriminatoire entre les organisations internationales de produit associées.

C Besoins financiers maximaux

7. Tout accord d'association spécifie les besoins financiers maximaux de l'organisation internationale de produit associée et les mesures à prendre au cas où ils seraient modifiés.

8. Les besoins financiers maximaux d'une organisation internationale de produit associée comprennent le coût d'acquisition des stocks calculé en multipliant le volume autorisé de ses stocks, tel qu'il est spécifié dans l'accord d'association, par un prix d'achat approprié, tel qu'il est déterminé par ladite organisation associée. En outre, une organisation internationale de produit associée peut inclure dans ses besoins financiers maximaux des frais d'entretien spécifiés, à l'exclusion des intérêts portés par les emprunts, étant entendu que le montant de ces frais d'entretien spécifiés ne doit pas dépasser 20 % du coût d'acquisition.

D Obligations envers le Fonds des organisations internationales de produit associées et de leurs participants

9 Tout accord d'association stipule notamment

a) La manière dont l'organisation internationale de produit associée et ses participants s'acquittent des obligations envers le Fonds énoncées à l'article 14 touchant les dépôts, le capital de garantie, les espèces déposées en lieu et place du capital de garantie, les garanties et les warrants de stock;

b) Que l'organisation internationale de produit associée n'emprunte pas à un tiers pour les opérations de son stock régulateur, à moins d'être arrivée à un accord mutuel avec le Fonds sur une base approuvée par le Conseil d'administration;

c) Que l'organisation internationale de produit associée est, à tout moment, responsable devant le Fonds, et comptable envers lui, du maintien et de la conservation des stocks pour lesquels des warrants de stock ont été gagés auprès du Fonds ou ont été remis en dépôt pour le compte du Fonds, et qu'elle prend une assurance suffisante et des dispositions appropriées en matière de sécurité et dans d'autres domaines pour ce qui est de la garde et de la manutention de ces stocks;

d) Que l'organisation internationale de produit associée conclut avec le Fonds des accords de crédit appropriés spécifiant les modalités et conditions de tous prêts consentis par le Fonds à cette organisation associée, y compris le mode de remboursement du principal et de paiement des intérêts;

e) Que l'organisation internationale de produit associée tient, selon qu'il convient, le Fonds au courant des conditions et de l'évolution des marchés du produit dont elle s'occupe

E. Obligations du Fonds envers les organisations internationales de produit associées

10 Tout accord d'association stipule aussi notamment :

a) Que, sous réserve des dispositions du paragraphe 11 a) du présent article, le Fonds prend les dispositions nécessaires pour le retrait, sur demande de l'organisation internationale de produit associée, de la totalité ou d'une partie des montants déposés conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 14;

b) Que le Fonds accorde des prêts à l'organisation internationale de produit associée pour un principal global ne dépassant pas la somme du capital de garantie non appelé, des espèces déposées en lieu et place du capital de garantie, et des garanties fournies par les participants à l'organisation au titre de leur participation à ladite organisation en application des paragraphes 4 à 7 de l'article 14;

c) Que les retraits et les emprunts effectués par chaque organisation de produit associée conformément aux alinéas a) et b) ci-dessus sont utilisés uniquement pour faire face aux coûts du stockage inclus dans les besoins financiers maximaux conformément au paragraphe 8 du présent article. Une fraction ne dépassant pas le montant éventuellement inclus dans les besoins financiers maximaux de chaque organisation internationale de produit associée pour faire face à des frais d'entretien spécifiés conformément au paragraphe 8 du présent article est utilisée pour faire face à ces frais d'entretien;

d) Que, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 11 c) du présent article, le Fonds met rapidement les warrants de stock à la disposition de l'organisation internationale de produit associée afin qu'elle les utilise pour les ventes de son stock régulateur;

e) Que le Fonds respecte le caractère confidentiel des renseignements donnés par l'organisation internationale de produit associée.

F Défaut de paiement d'organisations internationales de produit associées

11. En cas de défaut imminent de paiement d'une organisation internationale de produit associée concernant tout emprunt effectué auprès du Fonds, le Fonds consulte ladite organisation associée sur les mesures à prendre pour éviter le défaut de paiement. En cas de défaut de paiement d'une organisation internationale de produit associée, le Fonds a recours aux ressources ci-après, dans l'ordre suivant, jusqu'à concurrence du montant du défaut de paiement :

a) Toutes espèces de l'organisation internationale de produit associée défaillante détenues par le Fonds;

b) Le produit d'appels, au prorata, du capital de garantie et des garanties des participants à l'organisation associée défaillante remis au titre de leur participation à ladite organisation;

c) Sous réserve du paragraphe 15 du présent article, tous warrants de stock gagés auprès du Fonds ou remis en dépôt pour le compte du Fonds par l'organisation internationale de produit associée défaillante.

G Engagements découlant des emprunts du premier compte

12. Au cas où le Fonds ne peut faire autrement pour s'acquitter de ses engagements relatifs aux emprunts de son premier compte, il s'en acquitte au moyen des ressources suivantes dans l'ordre ci-après, étant entendu que, si une organisation internationale de produit associée a manqué à ses obligations envers le Fonds, le Fonds aura déjà eu recours, dans toute la mesure possible, aux ressources mentionnées au paragraphe 11 du présent article :

a) La réserve spéciale;

b) Le produit des souscriptions d'actions entièrement libérées alloué au premier compte;

c) Le produit des souscriptions d'actions exigibles;

d) Le produit d'appels, au prorata, du capital de garantie et des garanties des participants à une organisation internationale de produit associée défaillante remis au titre de leur participation à d'autres organisations internationales de produit associées.

Les paiements effectués par des participants à des organisations internationales de produit associées en application de l'alinéa d) ci-dessus sont remboursés par le Fonds dès que possible par prélèvement sur les ressources rassemblées en application des paragraphes 11, 15, 16 et 17 du présent article; les ressources qui resteraient après ce remboursement servent à reconstituer, en ordre inverse, les ressources mentionnées aux alinéas a), b) et c) ci-dessus.

13. Le produit des appels, au prorata, de tout le capital de garantie et de toutes les garanties est utilisé par le Fonds, après recours aux ressources énumérées au paragraphe 12 a), b) et c) du présent article, pour s'acquitter de l'un quelconque de ses engagements autres que les engagements découlant du défaut de paiement d'une organisation internationale de produit associée.

14 Pour permettre au Fonds de s'acquitter des engagements subsistant éventuellement après le recours aux ressources mentionnées aux paragraphes 12 et 13 du présent article, le nombre d'actions de capital représenté par les contributions directes est augmenté du montant nécessaire pour honorer lesdits engagements et le Conseil des gouverneurs est convoqué en session d'urgence pour décider des modalités de cette augmentation.

H Aliénation de stocks par le Fonds en cas de déchéance

15. Le Fonds a la faculté d'aliéner les stocks de produits de base dont une organisation internationale de produit associée défaillante est déchue au profit du Fonds conformément au paragraphe 11 du présent article, étant entendu que le Fonds s'efforce d'éviter la vente en catastrophe de ces stocks en différant la vente dans la mesure compatible avec la nécessité d'éviter un manquement à ses propres obligations.

16. Le Conseil d'administration passe en revue, à des intervalles appropriés, les aliénations de stocks auxquelles le Fonds procède conformément au paragraphe 11 c) du présent article, en consultation avec l'organisation internationale de produit associée intéressée, et décide à la majorité qualifiée s'il y a lieu de différer ces aliénations.

17 Le produit de ces aliénations de stocks sert tout d'abord à honorer les engagements contractés par le Fonds au titre des emprunts du premier compte en ce qui concerne l'organisation internationale de produit associée intéressée, puis à reconstituer, dans l'ordre inverse, les ressources énumérées au paragraphe 12 du présent article

Article 18

Le deuxième compte

A Ressources

1 Les ressources du deuxième compte sont les suivantes

a) La partie du capital représenté par les contributions directes allouée au deuxième compte, conformément au paragraphe 3 de l'article 10;

b) Les contributions volontaires versées au deuxième compte;

c) Le revenu net des opérations du Fonds qui revient éventuellement au deuxième compte;

d) Les emprunts;

e) Toutes autres ressources mises à la disposition du Fonds, reçues ou acquises par lui pour les opérations relevant du deuxième compte, en application du présent Accord.

B Limites financières du deuxième compte

2. Le montant global des prêts et dons que le Fonds peut accorder, ou auxquels il peut participer, au titre des opérations relevant du deuxième compte, ne peut dépasser le montant cumulatif des ressources dudit compte.

C. Principes régissant les opérations du deuxième compte

3. Le Fonds peut accorder des prêts ou y participer et, sauf pour la fraction du capital représenté par les contributions directes allouée au deuxième compte, accorder des dons ou y participer, pour financer, dans le domaine des produits de base, des mesures autres que le stockage au moyen des ressources du deuxième compte, sous réserve des dispositions du présent Accord et, en particulier, des modalités et conditions ci-après :

a) Lesdites mesures doivent être des mesures de développement en faveur des produits de base, visant à améliorer les structures des marchés et à rendre plus favorables à long terme la compétitivité et les perspectives de produits déterminés. Elles comprennent la recherche-développement, les améliorations de productivité, la commercialisation et des mesures destinées à contribuer, en règle générale par un cofinancement ou une assistance technique, à la diversification verticale, qu'elles soient appliquées seules, comme dans le cas des denrées périssables et autres produits dont les problèmes ne peuvent être convenablement résolus par le stockage, ou en complément d'opérations de stockage et à l'appui de ces opérations.

b) Ces mesures sont patronnées et suivies en commun par les producteurs et par les consommateurs dans le cadre d'un organisme international de produit

c) Les opérations du Fonds au titre du deuxième compte peuvent prendre la forme de prêts et de dons accordés à un organisme international de produit ou à un service de ce dernier, ou encore à un Membre ou à des Membres désignés par ledit organisme, selon les modalités et conditions dont le Conseil d'administration décide qu'elles sont appropriées eu égard à la situation économique de l'organisme international de produit ou du Membre ou des Membres intéressés, ainsi qu'à la nature et aux exigences de l'opération envisagée. Lesdits prêts peuvent être couverts par des garanties de l'Etat ou par d'autres garanties appropriées émanant de l'organisme international de produit ou du Membre ou des Membres désignés par ledit organisme.

d) L'organisme international de produit qui patronne un projet devant être financé par le Fonds au moyen de son deuxième compte soumet au Fonds une proposition écrite détaillée spécifiant l'objet, la durée, le lieu et le coût du projet proposé, ainsi que le service chargé de l'exécution.

e) Avant l'octroi de tout prêt ou don, le Directeur général présente au Conseil d'administration une évaluation détaillée de la proposition, accompagnée de ses propres recommandations et de l'avis du Comité consultatif, le cas échéant, conformément au paragraphe 2 de l'article 25. Les décisions concernant le choix et l'approbation des propositions sont prises par le Conseil d'administration à la majorité qualifiée, conformément au présent Accord et à tous règlements adoptés en conséquence pour les opérations du Fonds.

f) Pour l'évaluation des propositions de projets qui lui sont présentées en vue d'un financement, le Fonds a recours, en règle générale, aux services d'institutions internationales ou régionales et peut, selon qu'il convient, avoir recours aux services d'autres organismes compétents et de consultants spécialisés dans le domaine visé. Le Fonds peut également confier à ces institutions l'administration de prêts ou de dons et la surveillance de l'exécution de projets qu'il finance. Ces institutions, organismes et consultants sont choisis selon des règlements adoptés par le Conseil des gouverneurs.

g) En accordant un prêt ou en y participant, le Fonds tient dûment compte des possibilités que l'emprunteur et tout garant ont de s'acquitter de leurs engagements envers le Fonds concernant ladite transaction.

h) Le Fonds conclut avec l'organisme international de produit, un service dudit organisme, le Membre ou les Membres intéressés, un accord spécifiant le montant, les modalités et conditions du prêt ou du don et prévoyant notamment toutes garanties de l'Etat ou autres garanties appropriées, conformément au présent Accord et aux règlements arrêtés par le Fonds

i) Les sommes à fournir au titre d'une opération de financement sont mises à la disposition du bénéficiaire uniquement pour couvrir les dépenses du projet à mesure qu'elles sont effectivement engagées.

j) Le Fonds ne refinance pas de projets financés initialement par d'autres sources.

k) Les prêts sont remboursables dans la monnaie ou les monnaies dans lesquelles ils ont été effectués.

l) Le Fonds évite autant que possible que les activités de son deuxième compte ne fassent double emploi avec celles d'institutions financières internationales et régionales existantes, mais peut participer à des opérations de cofinancement avec ces institutions.

m) En arrêtant ses priorités pour l'emploi des ressources du deuxième compte, le Fonds accorde l'importance qui convient aux produits de base présentant un intérêt pour les pays en développement les moins avancés.

n) Quand des projets sont envisagés pour le deuxième compte, l'importance qui convient est accordée aux produits de base présentant un intérêt pour les pays en développement, en particulier à ceux des petits producteurs-exportateurs.

o) Le Fonds tient dûment compte de l'intérêt qu'il y a à éviter qu'une proportion trop élevée des ressources du deuxième compte ne soit employée au profit d'un produit de base particulier.

D <u>Emprunts pour le deuxième compte</u>

4. Les emprunts du Fonds pour le deuxième compte, en application du paragraphe 5 a) de l'article 16, sont conformes aux règlements que le Conseil des gouverneurs doit adopter et sont soumis aux dispositions suivantes

a) Ces emprunts sont contractés à des conditions libérales, spécifiées dans les règlements que le Fonds doit adopter, et le produit de ces emprunts n'est pas reprêté à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a été acquis.

b) Aux fins de la comptabilité, le produit des emprunts est placé dans un compte de prêt dont les ressources sont détenues, utilisées, engagées, investies ou autrement aliénées tout à fait séparément des autres ressources du Fonds, y compris des autres ressources du deuxième compte.

c) Les autres ressources du Fonds, y compris les autres ressources du deuxième compte, ne doivent pas être grevées des pertes, ou utilisées pour le règlement des engagements, découlant des opérations ou d'autres activités dudit compte de prêt.

d) Les emprunts pour le deuxième compte sont approuvés par le Conseil d'administration.

CHAPITRE VII

ORGANISATION ET GESTION

Article 19

Structure du Fonds

Le Fonds est doté d'un conseil des gouverneurs, d'un conseil d'administration, d'un directeur général et du personnel qui peut être nécessaire à l'exercice de ses fonctions.

Article 20

Conseil des gouverneurs

1 Tous les pouvoirs du Fonds sont dévolus au Conseil des gouverneurs

2 Chaque Membre nomme un gouverneur et un suppléant qui siègent au Conseil des gouverneurs au gré du Membre qui les a nommés. Le suppléant peut participer aux assemblées, mais n'est admis à voter qu'en l'absence du titulaire

3. Le Conseil des gouverneurs peut déléguer au Conseil d'administration l'un quelconque de ses pouvoirs, à l'exception des pouvoirs ci-après :

a) définir la politique fondamentale du Fonds;

b) décider des modalités et conditions d'adhésion au présent Accord conformément à l'article 56;

c) suspendre un Membre;

d) augmenter ou diminuer le nombre d'actions de capital représentées par les contributions directes;

e) adopter des amendements au présent Accord;

f) mettre fin aux opérations du Fonds et répartir les avoirs du Fonds conformément au chapitre IX;

g) nommer le Directeur général;

h) statuer sur les recours formés par des Membres contre des décisions du Conseil d'administration concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord;

i) approuver l'état annuel vérifié des comptes du Fonds;

j) prendre, conformément au paragraphe 4 de l'article 16, des décisions relatives aux recettes nettes après constitution de la réserve spéciale;

k) approuver des propositions d'accords d'association;

l) approuver des propositions d'accords avec d'autres organisations internationales conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 29;

m) décider des reconstitutions des ressources du deuxième compte conformément à l'article 13

4. Le Conseil des gouverneurs tient une assemblée annuelle et toutes assemblées extraordinaires qu'il peut décider de tenir, ou qui sont demandées par 15 gouverneurs détenant au moins un quart du total des voix attribuées, ou qui sont demandées par le Conseil d'administration.

5 Le quorum, pour toute réunion du Conseil des gouverneurs, est constitué par une majorité des gouverneurs détenant au moins les deux tiers du total des voix attribuées.

6. Le Conseil des gouverneurs, à la majorité spéciale, arrête les règlements compatibles avec le présent Accord qu'il juge nécessaires à la conduite des affaires du Fonds.

7. Les gouverneurs et les suppléants exercent leurs fonctions sans recevoir d'indemnité du Fonds, à moins que le Conseil des gouverneurs ne décide, à la majorité qualifiée, de leur rembourser les frais raisonnables de subsistance et de voyage qu'ils encourent pour assister aux assemblées.

8. A chaque assemblée annuelle, le Conseil des gouverneurs élit un président parmi les gouverneurs. Le président exerce ses fonctions jusqu'à l'élection de son successeur. Il est rééligible pour un mandat immédiatement consécutif

Article 21

Vote au Conseil des gouverneurs

1. Les voix au Conseil des gouverneurs sont réparties entre les Etats Membres conformément à l'annexe D.

2. Les décisions du Conseil des gouverneurs sont, autant que possible, prises sans vote.

3 Sauf disposition contraire du présent Accord, les décisions du Conseil des gouverneurs sur toutes les questions dont il traite sont prises à la majorité simple

4. Le Conseil des gouverneurs peut, par voie de règlements, arrêter une procédure permettant au Conseil d'administration d'obtenir un vote du Conseil des gouverneurs sur une question particulière sans demander d'assemblée de ce dernier.

Article 22

Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration est responsable de la conduite des opérations du Fonds et en rend compte au Conseil des gouverneurs. A cette fin, le Conseil d'administration exerce les pouvoirs que d'autres dispositions du présent Accord lui confèrent ou que le Conseil des gouverneurs lui délègue. Dans l'exercice de tous pouvoirs qui lui sont ainsi délégués, le Conseil d'administration statue à la majorité qui serait requise si le Conseil des gouverneurs avait conservé lesdits pouvoirs.

2. Le Conseil des gouverneurs élit 28 administrateurs et un suppléant par administrateur de la manière spécifiée dans l'annexe E.

3. Chaque administrateur et chaque suppléant sont élus pour deux ans et sont rééligibles. Ils restent en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Un suppléant peut participer aux réunions, mais n'est admis à voter qu'en l'absence du titulaire

4. Le Conseil d'administration travaille au siège du Fonds et se réunit aussi souvent que les affaires du Fonds l'exigent.

5 a) Les administrateurs et leurs suppléants exercent leurs fonctions sans recevoir de rémunération du Fonds. Le Fonds peut néanmoins leur rembourser les frais raisonnables de subsistance et de voyage qu'ils encourent pour assister aux réunions.

b) Nonobstant l'alinéa a) ci-dessus, les administrateurs et leurs suppléants reçoivent une rémunération du Fonds si le Conseil des gouverneurs décide, à la majorité qualifiée, qu'ils serviront à plein temps.

6 Le quorum, pour toute réunion du Conseil d'administration, est constitué par une majorité des administrateurs détenant au moins les deux tiers du total des voix attribuées.

7. Le Conseil d'administration peut inviter les chefs de secrétariat des organisations internationales de produit associées et des organismes internationaux de produit à participer, sans droit de vote, à ses délibérations.

8 Le Conseil d'administration invite le Secrétaire général de la CNUCED à assister à ses réunions en qualité d'observateur

9. Le Conseil d'administration peut inviter les représentants d'autres organismes internationaux intéressés à assister à ses réunions en qualité d'observateurs.

Article 23

Vote au Conseil d'administration

1. Chaque administrateur est admis à émettre le nombre de voix attribuable aux Membres qu'il représente; ces voix ne doivent pas nécessairement être émises en bloc.

2. Les décisions du Conseil d'administration sont, autant que possible, prises sans vote.

3. Sauf disposition contraire du présent Accord, les décisions du Conseil d'administration sur toutes les questions dont il traite sont prises à la majorité simple.

Article 24

Le Directeur général et le personnel

1. Le Conseil des gouverneurs, à la majorité qualifiée, nomme le Directeur général Si l'intéressé, au moment de sa nomination, est gouverneur ou administrateur, ou suppléant, il se démet de ces fonctions avant d'assumer celles de Directeur général

2. Le Directeur général, sous la direction du Conseil des gouverneurs et du Conseil d'administration, gère les affaires courantes du Fonds.

3. Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire du Fonds et est Président du Conseil d'administration, aux réunions duquel il participe sans droit de vote.

4. Le mandat du Directeur général est de quatre ans et peut être renouvelé une fois. Cependant, le Directeur général cesse d'exercer ses fonctions à tout moment où le Conseil des gouverneurs en décide ainsi à la majorité qualifiée.

5. Le Directeur général est responsable de l'organisation, de la nomination et du licenciement du personnel, conformément au règlement du personnel adopté par le Fonds. En nommant le personnel, le Directeur général, tout en ayant pour préoccupation dominante d'assurer au Fonds les services de personnes qui possèdent les plus hautes qualités de rendement et de compétences techniques, tient dûment compte de la nécessité de recruter le personnel sur une base géographique aussi large que possible

6. Le Directeur général et le personnel, dans l'exercice de leurs fonctions, n'ont de devoirs qu'envers le Fonds, à l'exclusion de toute autre autorité. Chaque Membre respecte le caractère international de ces devoirs et s'abstient de toute démarche visant à influencer le Directeur général ou l'un quelconque des fonctionnaires et employés dans l'exercice de leurs fonctions

Article 25

Comité consultatif

1. a) Le Conseil des gouverneurs, compte tenu de la nécessité de faire fonctionner le deuxième compte dès que possible, instituera au plus tôt, conformément aux règlements qu'il aura adoptés, un comité consultatif pour faciliter les opérations du deuxième compte;

b) Dans la composition du Comité consultatif, il sera tenu dûment compte de la nécessité d'une répartition géographique large et équitable, de la nécessité que chaque membre possède une connaissance spécialisée des questions de développement en matière de produits de base et de l'opportunité d'assurer une vaste représentation des intérêts en cause, y compris de ceux qui ont versé des contributions volontaires.

2 Les fonctions du Comité consultatif sont les suivantes

a) Donner des avis au Conseil d'administration touchant les aspects techniques et économiques des programmes de mesures proposés au Fonds par des organismes internationaux de produit aux fins de financement et de cofinancement au moyen du deuxième compte, ainsi que la priorité qu'il convient d'accorder à ces propositions;

b) Donner des avis, à la demande du Conseil d'administration, au sujet d'aspects spécifiques se rapportant à l'évaluation de projets particuliers qu'il est envisagé de financer au moyen du deuxième compte;

c) Donner des avis au Conseil d'administration quant aux principes directeurs et aux critères à appliquer pour déterminer les priorités relatives entre les mesures relevant du deuxième compte, pour fixer les procédures d'évaluation, pour accorder des dons et une aide sous forme de prêts, ainsi que pour les opérations de cofinancement avec d'autres institutions financières internationales et d'autres organismes;

d) Formuler des observations concernant les rapports du Directeur général sur la surveillance, l'exécution et l'évaluation de projets financés au moyen du deuxième compte.

Article 26

Dispositions en matière budgétaire et de vérification des comptes

1. Les dépenses administratives du Fonds sont couvertes par les revenus du premier compte.

2 Le Directeur général établit un budget administratif annuel, qui est examiné par le Conseil d'administration et transmis, avec ses recommandations, au Conseil des gouverneurs pour approbation.

3. Le Directeur général organise une vérification annuelle indépendante et extérieure des comptes du Fonds. L'état vérifié des comptes, après examen par le Conseil d'administration, est transmis, avec ses recommandations, au Conseil des gouverneurs pour approbation.

Article 27

Siège et bureaux

Le siège du Fonds est situé au lieu décidé par le Conseil des gouverneurs à la majorité qualifiée, si possible à sa première assemblée annuelle. Le Fonds peut, sur décision du Conseil des gouverneurs, ouvrir, au besoin, d'autres bureaux sur le territoire de tout Membre.

Article 28

Publication de rapports

Le Fonds publie et adresse aux Membres un rapport annuel renfermant un état vérifié des comptes. Après adoption par le Conseil des gouverneurs, ce rapport et cet état sont communiqués pour information à l'Assemblée générale des Nations Unies, au Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, aux organisations internationales de produit associées et autres organisations internationales intéressées

Article 29

Relations avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations

1. Le Fonds peut entamer des négociations avec l'Organisation des Nations Unies en vue de conclure un accord le reliant à l'Organisation des Nations Unies comme l'une des institutions spécialisées visées à l'Article 57 de la Charte des Nations Unies. Tout accord conclu conformément à l'Article 63 de la Charte doit être approuvé par le Conseil des gouverneurs, sur la recommandation du Conseil d'administration.

2. Le Fonds peut coopérer étroitement avec la CNUCED et avec les organismes des Nations Unies, d'autres organisations intergouvernementales, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes publics s'occupant de domaines connexes et, s'il le juge nécessaire, conclure des accords avec eux.

3. Le Fonds peut établir des relations de travail avec les organismes visés au paragraphe 2 du présent article, ainsi que le Conseil d'administration peut en décider

CHAPITRE VIII

RETRAIT ET SUSPENSION DE MEMBRES ET RETRAIT D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES DE PRODUIT ASSOCIEES

Article 30

Retrait de Membres

Un Membre peut à tout moment, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 b) de l'article 35 et des dispositions de l'article 32, se retirer du Fonds en adressant au Fonds par écrit un avis de retrait. Le retrait prend effet à la date spécifiée dans l'avis, mais en aucun cas moins de douze mois après réception de l'avis par le Fonds.

Article 31

Suspension

1. Si un Membre manque à l'une quelconque de ses obligations financières envers le Fonds, le Conseil des gouverneurs, à la majorité qualifiée, peut, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 b) de l'article 35, le suspendre de la qualité de Membre. Le Membre ainsi suspendu cesse automatiquement d'être Membre un an après la date de la suspension, à moins que le Conseil des gouverneurs ne décide de prolonger la suspension pour une année encore.

2. Quand le Conseil des gouverneurs s'est assuré que le Membre suspendu a rempli ses obligations financières envers le Fonds, il rétablit le Membre dans sa pleine qualité.

3. Durant sa suspension, un Membre n'est admis à exercer aucun des droits conférés par le présent Accord, hormis le droit de retrait et le droit à l'arbitrage au cours de l'arrêt définitif des opérations du Fonds, mais il reste assujetti à toutes les obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord.

Article 32

Liquidation des comptes

1. Quand un Membre cesse d'être Membre, il demeure tenu d'honorer tous les appels faits par le Fonds avant la date et tous les paiements dus à la date à laquelle il a cessé d'être Membre pour ce qui est de ses obligations envers le Fonds. Il demeure également tenu de remplir ses obligations concernant son capital de garantie jusqu'à ce qu'aient été prises des dispositions qui donnent satisfaction au Fonds et qui soient conformes aux paragraphes 4 à 7 de l'article 14 Chaque accord d'association stipule que, si un participant à l'organisation internationale de produit associée considérée cesse d'être Membre, l'organisation internationale de produit associée fait en sorte que ces dispositions soient en place au plus tard à la date à laquelle le Membre cesse d'être Membre.

2. Quand un Membre cesse d'être Membre, le Fonds organise le rachat de ses actions de manière compatible avec les paragraphes 2 et 3 de l'article 16 au titre de la liquidation des comptes avec ce Membre, et il annule son capital de garantie à condition que les obligations et engagements spécifiés au paragraphe 1 du présent article aient été remplis. Le prix de rachat des actions est la valeur portée sur les livres du Fonds à la date à laquelle le Membre cesse d'être Membre, étant entendu que tout montant dû au Membre à ce titre peut être affecté par le Fonds à la liquidation de l'encours des engagements pris envers lui par ledit Membre conformément au paragraphe 1 du présent article.

Article 33

Retrait d'organisations internationales de produit associées

1. Une organisation internationale de produit associée peut, sous réserve des modalités et conditions énoncées dans l'accord d'association, se retirer de l'association avec le Fonds, étant entendu qu'elle doit rembourser tous les prêts en cours reçus du Fonds avant la date à laquelle le retrait prend effet. L'organisation internationale de produit associée et ses participants ne demeurent ensuite tenus d'honorer que les appels faits par le Fonds avant cette date pour ce qui est de leurs obligations envers le Fonds.

2. Quand une organisation internationale de produit associée cesse d'être associée avec le Fonds, celui-ci, après que les obligations spécifiées au paragraphe 1 du présent article ont été remplies :

a) Organise le remboursement de tout dépôt en espèces et le retour de tous warrants de stock qu'il détient pour le compte de ladite organisation associée;

b) Organise le remboursement de toutes especes déposées en lieu et place du capital de garantie et annule le capital de garantie et les garanties correspondants.

CHAPITRE IX

SUSPENSION OU ARRET DEFINITIF DES OPERATIONS ET REGLEMENT DES OBLIGATIONS

Article 34

Suspension temporaire des opérations

En cas d'urgence, le Conseil d'administration peut suspendre temporairement les opérations du Fonds qu'il juge devoir suspendre en attendant que le Conseil des gouverneurs ait l'occasion de procéder à un examen plus poussé et de prendre une décision.

Article 35

Arrêt définitif des opérations

1. Le Conseil des gouverneurs peut arrêter définitivement les opérations du Fonds par une décision prise par un vote des deux tiers du nombre total de gouverneurs détenant au moins les trois quarts des voix attribuées. Lors de cet arrêt définitif, le Fonds cesse immédiatement toutes ses activités, hormis celles qui sont nécessaires à la réalisation ordonnée et à la conservation de ses avoirs ainsi qu'au règlement de ses obligations.

2. Jusqu'au règlement définitif desdites obligations et à la répartition définitive de ses avoirs, le Fonds reste en existence et tous les droits et obligations du Fonds et de ses Membres en vertu du présent Accord demeurent intacts, étant entendu que :

a) Le Fonds n'est pas obligé de prendre de dispositions pour le retrait sur demande des dépôts des organisations internationales de produit associées conformément au paragraphe 10 a) de l'article 17, ni d'octroyer de nouveaux prêts aux organisations internationales de produit associées conformément au paragraphe 10 b) de l'article 17;

b) Aucun Membre ne peut se retirer ni être suspendu une fois prise la décision d'arrêter définitivement les opérations

Article 36

Règlement des obligations : dispositions générales

1. Le Conseil d'administration prend les dispositions nécessaires pour assurer la réalisation ordonnée des avoirs du Fonds. Avant tout versement aux détenteurs de créances directes, le Conseil d'administration prend, à la majorité qualifiée, les sûretés ou mesures qui, à son avis, sont nécessaires pour assurer une répartition proportionnelle entre eux et les détenteurs de créances conditionnelles.

2. Aucune répartition des avoirs n'est faite conformément au présent chapitre avant que :

a) Toutes les obligations du compte en question n'aient été réglées ou que des dispositions nécessaires à leur règlement n'aient été prises;

b) Le Conseil des gouverneurs n'ait décidé de procéder à une répartition à la majorité qualifiée.

3. Après une décision du Conseil des gouverneurs prise conformément au paragraphe 2 b) du présent article, le Conseil d'administration procède à des répartitions successives des avoirs qui seraient encore détenus dans le compte en question jusqu'à ce que tous les avoirs aient été répartis. Cette répartition à tout Membre ou à tout participant à une organisation internationale de produit associée qui n'est pas Membre est subordonnée au règlement préalable de toutes les créances en cours du Fonds contre ce Membre ou participant et elle est effectuée aux dates et dans les monnaies ou autres avoirs que le Conseil des gouverneurs juge équitable.

Article 37

Règlement des obligations : premier compte

1. Les prêts aux organisations internationales de produit associées au titre des opérations du premier compte non remboursés au moment de la décision d'arrêter définitivement les opérations du Fonds sont remboursés par les organisations internationales de produit associées intéressées dans les 12 mois qui suivent ladite décision. Lors du remboursement de ces prêts, les warrants de stock gagés auprès du Fonds ou remis en dépôt pour le compte du Fonds au titre desdits prêts sont rendus aux organisations internationales de produit associées.

2. Les warrants de stock gagés auprès du Fonds ou remis en dépôt pour le compte du Fonds pour les produits de base acquis au moyen des dépôts en espèces des organisations internationales de produit associées sont rendus auxdites organisations associées d'une manière compatible avec l'emploi des dépôts en espèces et des excédents spécifié au paragraphe 3 b) du présent article, dans la mesure où lesdites organisations associées se sont pleinement acquittées de leurs obligations envers le Fonds.

3. Les obligations suivantes contractées par le Fonds au titre des opérations du premier compte sont réglées simultanément et de façon égale par recours aux avoirs du premier compte, conformément aux paragraphes 12 à 14 de l'article 17 :

a) Obligations envers les créanciers du Fonds; et

b) Obligations envers les organisations internationales de produit associées relatives aux dépôts en espèces et aux excédents détenus par le Fonds conformément aux paragraphes 1, 2, 3 et 8 de l'article 14, dans la mesure où lesdites organisations associées se sont pleinement acquittées de leurs obligations envers le Fonds.

4. La répartition des avoirs encore détenus dans le premier compte se fait sur la base et dans l'ordre suivants

a) Des montants allant jusqu'à concurrence de la valeur du capital de garantie appelé et versé par les Membres, en application des paragraphes 12 d) et 13 de l'article 17, sont répartis entre ces Membres au prorata de leur part dans la valeur totale du capital de garantie appelé et versé;

b) Des montants allant jusqu'à concurrence de la valeur des garanties appelées et versées par les participants aux organisations internationales de produit associées qui ne sont pas Membres, conformément aux paragraphes 12 d) et 13 de l'article 17, sont répartis entre ces participants au prorata de leur part dans la valeur totale des garanties appelées et versées.

5. La répartition des avoirs encore détenus dans le premier compte après les répartitions prescrites au paragraphe 4 du présent article est faite entre les Membres au prorata de leurs souscriptions d'actions de capital représenté par les contributions directes allouées au premier compte.

Article 38

Règlement des obligations : deuxieme compte

1. Les obligations contractées par le Fonds au titre des opérations du deuxième compte sont réglées par prélèvement sur les ressources du deuxième compte, en application du paragraphe 4 de l'article 18

2. Les avoirs encore détenus, le cas échéant, dans le deuxième compte sont répartis d'abord entre les Membres jusqu'à concurrence de la valeur de leurs souscriptions d'actions de capital représenté par les contributions directes allouées à ce compte en application du paragraphe 3 de l'article 10, puis entre les contribuants audit compte au prorata de leur part dans le montant total versé à titre de contributions en application de l'article 13.

Article 39

Règlement des obligations : autres avoirs du Fonds

1. Les autres avoirs sont réalisés à la date ou aux dates que le Conseil des gouverneurs décide au vu des recommandations du Conseil d'administration et conformément aux procédures établies par ce dernier à la majorité qualifiée.

2. Le produit de la vente de ces avoirs sert à régler au prorata les obligations visées au paragraphe 3 de l'article 37 et au paragraphe 1 de l'article 38. Les éventuels avoirs restants sont répartis d'abord sur la base et dans l'ordre spécifiés au paragraphe 4 de l'article 37, puis entre les Membres au prorata de leurs souscriptions d'actions de capital représenté par les contributions directes

CHAPITRE X

STATUT JURIDIQUE, PRIVILEGES ET IMMUNITES

Article 40

Buts

Pour pouvoir exercer les fonctions qui lui sont confiées, le Fonds jouit, sur le territoire de chaque Membre, du statut juridique, des privilèges et des immunités énoncés dans le présent chapitre.

Article 41

Statut juridique du Fonds

Le Fonds possède la personnalité juridique pleine et entière et, en particulier, la capacité de conclure des accords internationaux avec des Etats et des organisations internationales, de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens meubles et immeubles, et d'ester en justice.

Article 42

Immunité en matière d'action en justice

1. Le Fonds jouit de l'immunité de juridiction concernant toute forme d'action en justice, sauf les actions qui pourraient être intentées contre lui :

a) Par des prêteurs de fonds qu'il a empruntés, à propos de ces fonds;

b) Par des acheteurs ou porteurs de valeurs qu'il a émises, à propos de ces valeurs;

c) Par des syndics et cessionnaires agissant pour le compte des précédents, à propos des transactions susmentionnées.

Ces actions ne peuvent être intentées devant l'instance compétente que dans les ressorts où le Fonds est convenu par écrit avec l'autre partie d'être justiciable. Toutefois, en l'absence de clause désignant le for ou si un accord réalisé quant à la juridiction de ladite instance n'est pas appliqué pour des raisons non imputables à la partie qui intente l'action contre le Fonds, cette action peut alors être portée devant un tribunal compétent dans le ressort où le siège du Fonds est situé ou bien où le Fonds a nommé un agent aux fins d'accepter la signification ou l'avis d'action en justice.

2. Il n'est pas intenté d'action contre le Fonds par des Membres, par des organisations internationales de produit associées, par des organismes internationaux de produit ou par leurs participants, ou par des personnes agissant pour eux ou détenant d'eux des créances, exception faite des cas visés au paragraphe 1 du présent article. Néanmoins, les organisations internationales de produit associées, les organismes internationaux de produit ou leurs participants recourent, pour régler leurs litiges avec le Fonds, aux procédures spéciales prescrites dans des accords conclus avec le Fonds, et, s'il s'agit de Membres, dans le présent Accord et dans les règlements adoptés par le Fonds.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, les biens et avoirs du Fonds, où qu'ils se trouvent et quels qu'en soient les détenteurs, sont exemptés de perquisition, de toute forme de saisie, de mainmise, de saisie-exécution, ainsi que de toute forme de saisie-arrêt, opposition ou autre mesure judiciaire tendant à empêcher le versement de fonds ou concernant ou empêchant l'aliénation de stocks de produits de base ou warrants de stock, et de toute autre mesure interlocutoire, avant qu'un jugement définitif n'ait été rendu contre le Fonds par un tribunal ayant la compétence requise conformément au paragraphe 1 du présent article Le Fonds peut convenir avec ses créanciers d'une limite aux biens ou avoirs du Fonds qui peuvent faire l'objet d'une mesure d'exécution comme suite à un jugement définitif.

Article 43

Insaisissabilité des avoirs

Les biens et avoirs du Fonds, où qu'ils se trouvent et quels qu'en soient les détenteurs, sont exemptés de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation et de toute autre forme d'ingérence ou de saisie, qu'elle vienne du pouvoir exécutif ou législatif.

Article 44

Inviolabilité des archives

Les archives du Fonds, où qu'elles se trouvent, sont inviolables

Article 45

Exemption de restrictions quant aux avoirs

Dans la mesure nécessaire pour effectuer les opérations prévues dans le présent Accord et sous réserve des dispositions du présent Accord, tous les biens et avoirs du Fonds sont exemptés de restrictions, réglementations, contrôles et moratoires de toute nature.

Article 46

Privilèges en matière de communications

Dans la mesure compatible avec toute convention internationale sur les télécommunications en vigueur et conclue sous les auspices de l'Union internationale des télécommunications à laquelle il est partie, chaque Membre applique aux communications officielles du Fonds le même régime que celui qu'il applique aux communications officielles des autres Membres.

Article 47

Privilèges et immunités de certaines personnes

Tous les gouverneurs, administrateurs et suppléants, le Directeur général, les membres du Comité consultatif, les experts qui accomplissent des missions pour le Fonds et le personnel autre que le personnel employé au service domestique du Fonds

a) Jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, à moins que le Fonds ne décide de lever ladite immunité;

b) S'ils ne sont pas ressortissants du Membre en cause, jouissent, ainsi que les membres de leur famille faisant partie de leur ménage, des immunités relatives aux dispositions limitant l'immigration, aux formalités d'enregistrement des étrangers et aux obligations du service civique ou militaire, et des facilités en matière de réglementation des changes reconnues par ledit Membre aux représentants, fonctionnaires et employés de rang comparable des autres institutions financières internationales dont il est membre;

c) Bénéficient, du point de vue des facilités de déplacement, du traitement accordé par chaque Membre aux représentants, fonctionnaires et employés de rang comparable des autres institutions financières internationales dont il est membre.

Article 48

Immunité fiscale

1. Dans le champ de ses activités officielles, le Fonds, ses avoirs, biens et revenus, ainsi que ses operations et transactions autorisées par le présent Accord, sont exonérés de tous impôts directs et de tous droits de douane sur les marchandises importées ou exportées pour son usage officiel, sans que cela empêche un Membre quelconque d'imposer ses taxes et droits de douane normaux à des produits originaires du territoire de ce Membre qui sont abandonnés au Fonds dans quelque circonstance que ce soit. Le Fonds ne réclame pas l'exonération d'impots representant tout au plus des commissions pour services rendus.

2. Quand des achats de biens ou de services de valeur importante nécessaires aux activités officielles du Fonds sont effectués par le Fonds ou pour son compte et que le prix de ces achats comprend des taxes ou droits, le Membre en cause prend, autant que possible et sous réserve de sa législation, des mesures appropriées pour accorder l'exonération desdites taxes ou droits ou en assurer le remboursement. Les biens importés ou achetés qui bénéficient d'une exonération prévue dans le présent article ne sont ni vendus ni aliénés d'une autre manière sur le territoire du Membre qui a accordé l'exonération, sauf dans des conditions convenues avec ledit Membre.

3. Aucun impôt n'est perçu par les Membres sur ou en ce qui concerne les traitements et émoluments ou autre forme de rémunération que le Fonds verse aux gouverneurs, aux administrateurs, à leurs suppléants, aux membres du Comité consultatif, au Directeur général et au personnel, ainsi qu'aux experts qui accomplissent des missions pour le Fonds, qui ne sont pas des citoyens, ressortissants ou sujets de ces Membres.

4. Il n'est perçu, sur aucune obligation ou valeur émise ou garantie par le Fonds, quel qu'en soit le détenteur, ni sur les dividendes ou intérêts qui en proviennent, aucun impôt, de quelque nature que ce soit :

a) Qui constitue une mesure discriminatoire visant cette obligation ou valeur pour la seule raison qu'elle est émise ou garantie par le Fonds; ou

b) Dont le seul fondement juridique soit le lieu ou la monnaie d'émission ou de paiement prévu ou effectif ou l'emplacement d'un bureau ou établissement du Fonds.

Article 49

Levée des immunités, exemptions et privilèges

1. Les immunités, exemptions et privilèges prévus dans le présent chapitre sont accordés dans l'intérêt du Fonds. Le Fonds peut renoncer, dans la mesure et selon les conditions fixées par lui, aux immunités, exemptions et privilèges prévus dans le présent chapitre quand cette décision ne nuit pas à ses intérêts

2. Le Directeur général a le pouvoir, que le Conseil des gouverneurs peut lui déléguer, et le devoir de lever l'immunité d'un membre quelconque du personnel du Fonds, ou des experts qui accomplissent des missions pour le Fonds, dans les cas où l'immunité entraverait le cours de la justice et peut être levée sans dommage pour les intérêts du Fonds.

Article 50

Application du présent chapitre

Chaque Membre agit ainsi qu'il est nécessaire pour appliquer sur son territoire les principes et obligations énoncés dans le présent chapitre.

CHAPITRE XI

AMENDEMENTS

Article 51

Amendements

1 a) Toute proposition d'amendement au présent Accord qui émane d'un Membre est notifiée à tous les Membres par le Directeur général et déférée au Conseil d'administration, qui adresse ses recommandations la concernant au Conseil des gouverneurs.

b) Toute proposition d'amendement au présent Accord qui émane du Conseil d'administration est notifiée à tous les Membres par le Directeur général et déférée au Conseil des gouverneurs.

2. Les amendements sont adoptés par le Conseil des gouverneurs à la majorité spéciale. Ils entrent en vigueur six mois après leur adoption, à moins que le Conseil des gouverneurs n'en décide autrement.

3. Nonobstant le paragraphe 2 du présent article, tout amendement tendant à modifier :

a) Le droit d'un Membre de se retirer du Fonds,

b) Toute règle de majorité prévue dans le présent Accord,

c) Les limites de la responsabilité prévues à l'article 6,

d) Le droit de souscrire ou de ne pas souscrire des actions de capital représenté par les contributions directes conformément au paragraphe 5 de l'article 9,

e) La procédure d'amendement du présent Accord,

n'entre en vigueur qu'au moment où il a été accepté par tous les Membres. L'amendement est réputé avoir été accepté à moins qu'un Membre ne notifie une objection au Directeur général par écrit dans les six mois qui suivent l'adoption de l'amendement. Ce délai de six mois peut, à la demande de tout Membre, être prolongé par le Conseil des gouverneurs au moment de l'adoption de l'amendement

4. Le Directeur général notifie immédiatement à tous les Membres et au Dépositaire les amendements adoptés et la date à laquelle ils entrent en vigueur.

CHAPITRE XII

INTERPRETATION ET ARBITRAGE

Article 52

Interprétation

1. Toute question d'interprétation ou d'application des dispositions du présent Accord qui peut se poser entre un Membre et le Fonds, ou entre Membres, est soumise au Conseil d'administration pour décision. Ce Membre ou ces Membres ont le droit de participer aux délibérations du Conseil d'administration pendant l'examen de la question conformément au règlement que le Conseil des gouverneurs doit adopter.

2. Dans tous les cas où le Conseil d'administration a statué conformément au paragraphe 1 du présent article, tout Membre peut demander, dans les trois mois qui suivent la date de notification de la décision, que la question soit portée devant le Conseil des gouverneurs, qui prend une décision à sa réunion suivante à la majorité spéciale. La décision du Conseil des gouverneurs est définitive.

3. Quand le Conseil des gouverneurs n'a pu aboutir à une décision conformément au paragraphe 2 du présent article, la question est soumise à arbitrage conformément aux procédures prescrites dans le paragraphe 2 de l'article 53, si un Membre le demande dans les trois mois qui suivent le dernier jour de l'examen de la question par le Conseil des gouverneurs.

Article 53

Arbitrage

1. Tout différend entre le Fonds et un Membre qui s'est retiré, ou entre le Fonds et un Membre au cours de l'arrêt définitif des opérations du Fonds, est soumis à arbitrage.

2. Le tribunal arbitral se compose de trois arbitres. Chaque partie au différend nomme un arbitre. Les deux arbitres ainsi nommés nomment le tiers arbitre, qui exerce les fonctions de président. Si, dans les 45 jours qui suivent la réception de la demande d'arbitrage, l'une ou l'autre des parties n'a pas nommé d'arbitre, ou si, dans les 30 jours qui suivent la nomination des deux arbitres, le tiers arbitre n'a pas été nommé, l'une ou l'autre partie peut demander au Président de la Cour internationale de Justice, ou à toute autre autorité qui aura éventuellement été désignée dans les règlements adoptés par le Conseil des gouverneurs, de nommer un arbitre. Si, en vertu du présent paragraphe, il a été demandé au Président de la Cour internationale de Justice de nommer un arbitre et si le Président est un ressortissant d'un Etat partie au différend ou est dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, le pouvoir de nommer l'arbitre revient au Vice-Président de la Cour ou, si ce dernier est empêché pour les mêmes raisons, au plus âgé des plus anciens membres de la Cour qui ne se trouvent pas empêchés pour ces raisons. La procédure d'arbitrage est fixée par les arbitres, mais le Président du tribunal arbitral a tout pouvoir pour régler toutes les questions de procédure en cas de désaccord à leur sujet. Un vote à la majorité des arbitres est suffisant pour qu'il y ait décision, laquelle est définitive et obligatoire pour les parties.

3. A moins qu'une procédure d'arbitrage différente ne soit prévue dans un accord d'association, tout différend entre le Fonds et l'organisation internationale de produit associée est soumis à arbitrage conformément à la procédure prévue au paragraphe 2 du présent article.

CHAPITRE XIII

DISPOSITIONS FINALES

Article 54

Signature et ratification, acceptation ou approbation

1. Le présent Accord sera ouvert à la signature de tous les Etats figurant dans l'annexe A et des organisations intergouvernementales visées à l'article 4 b) au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 1er octobre 1980 jusqu'à l'expiration d'un délai d'une année après la date de son entrée en vigueur.

2. Tout Etat signataire ou toute organisation intergouvernementale signataire peut devenir partie au présent Accord en déposant un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation avant l'expiration d'un délai de 18 mois après la date de son entrée en vigueur.

Article 55

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le Dépositaire du présent Accord.

Article 56

Adhésion

Après l'entrée en vigueur du présent Accord, tout Etat ou toute organisation intergouvernementale visé à l'article 4 peut adhérer au présent Accord selon des modalités et à des conditions convenues entre le Conseil des gouverneurs et ledit Etat ou ladite organisation. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Dépositaire.

Article 57

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur quand le Dépositaire aura reçu l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation d'au moins 90 Etats, à condition que leurs souscriptions totales d'actions de capital représenté par les contributions directes comprennent au moins les deux tiers des souscriptions totales d'actions de capital représenté par les contributions directes assignées à tous les Etats spécifiés dans l'annexe A et que 50 % au moins de l'objectif spécifié pour les annonces de contributions volontaires au deuxième compte au paragraphe 2 de l'article 13 aient été atteints, et aussi que les conditions susmentionnées aient été remplies d'ici au 31 mars 1982 ou d'ici à la date ultérieure que les Etats qui auront déposé ces instruments avant la fin de cette période pourront décider par un vote à la majorité des deux tiers desdits Etats. Si les conditions énoncées ci-dessus ne sont pas remplies à cette date ultérieure, les Etats qui auront déposé ces instruments à cette date ultérieure pourront décider d'une date plus lointaine par un vote à la majorité des deux tiers desdits Etats. Les Etats en cause notifieront au Dépositaire toutes décisions prises en application du présent paragraphe.

2 Pour tout Etat ou toute organisation intergouvernementale qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation après l'entrée en vigueur du présent Accord et pour tout Etat ou toute organisation intergouvernementale qui dépose un instrument d'adhésion, le présent Accord entrera en vigueur à la date du dépôt.

Article 58

Réserves

Aucune des dispositions du présent Accord, hormis l'article 53, ne peut faire l'objet de réserves.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leur signature sur le présent Accord aux dates indiquées.

FAIT à Genève, le vingt-sept juin mil neuf cent quatre-vingts, en un seul original en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe, tous les textes faisant également foi.

ANNEXE A

Souscriptions d'actions de capital représenté par les contributions directes

Etat	Actions entièrement libérées: Nombre	Actions entièrement libérées: Valeur (en unités de compte)	Actions exigibles: Nombre	Actions exigibles: Valeur (en unités de compte)	Total: Nombre	Total: Valeur (en unités de compte)
Afghanistan	105	794 480	2	15 133	107	809 612
Afrique du Sud	309	2 338 040	101	764 214	410	3 102 253
Albanie	103	779 347	1	7 566	104	786 913
Algérie	118	892 844	9	68 098	127	960 942
Allemagne, République fédérale d'	1 819	13 763 412	831	6 287 738	2 650	20 051 149
Angola	117	885 277	8	60 532	125	945 809
Arabie saoudite	105	794 480	2	15 133	107	809 612
Argentine	153	1 157 670	26	196 728	179	1 354 398
Australie	425	3 215 750	157	1 187 936	582	4 403 686
Autriche	246	1 861 352	70	529 653	316	2 391 005
Bahamas	101	764 214	1	7 566	102	771 780
Bahreïn	101	764 214	1	7 566	102	771 780
Bangladesh	129	976 075	14	105 931	143	1 082 005
Barbade	102	771 780	1	7 566	103	779 347
Belgique	349	2 640 699	121	915 543	470	3 556 242
Bénin	101	764 214	1	7 566	102	771 780
Bhoutan	100	756 647	0	0	100	756 647
Birmanie	104	786 913	2	15 133	106	802 046
Bolivie	113	855 011	6	45 399	119	900 410
Botswana	101	764 214	1	7 566	102	771 780
Brésil	338	2 557 467	115	870 144	453	3 427 612
Bulgarie	152	1 150 104	25	189 162	177	1 339 265
Burundi	100	756 647	0	0	100	756 647
Canada	732	5 538 657	306	2 315 340	1 038	7 853 997
Cap-Vert	100	756 647	0	0	100	756 647
Chili	173	1 309 000	35	264 827	208	1 573 826
Chine	1 111	8 406 350	489	3 700 005	1 600	12 106 354
Chypre	100	756 647	0	0	100	756 647
Colombie	151	1 142 537	25	189 162	176	1 331 699
Comores	100	756 647	0	0	100	756 647
Congo	103	779 347	1	7 566	104	786 913
Costa Rica	118	892 844	8	60 532	126	953 375
Côte d'Ivoire	147	1 112 271	22	166 462	169	1 278 734
Cuba	184	1 392 231	41	310 225	225	1 702 456
Danemark	242	1 831 085	68	514 520	310	2 345 606
Djibouti	100	756 647	0	0	100	756 647
Dominique	100	756 647	0	0	100	756 647
Egypte	147	1 112 271	22	166 462	169	1 278 734
El Salvador	118	892 844	9	68 098	127	960 942
Emirats arabes unis	101	764 214	1	7 566	102	771 780
Equateur	117	885 277	8	60 532	125	945 809
Espagne	447	3 382 213	167	1 263 601	614	4 645 813
Etats-Unis d'Amérique	5 012	37 923 155	2 373	17 955 237	7 385	55 878 392
Ethiopie	108	817 179	4	30 266	112	847 445
Fidji	105	794 480	2	15 133	107	809 612
Finlande	196	1 483 028	46	348 058	242	1 831 086
France	1 385	10 479 563	621	4 698 779	2 006	15 178 342
Gabon	109	824 745	4	30 266	113	855 011
Gambie	102	771 780	1	7 566	103	779 347
Ghana	129	976 075	14	105 931	143	1 082 005
Grèce	100	756 647	0	0	100	756 647
Grenade	100	756 647	0	0	100	756 647
Guatemala	120	907 977	10	75 665	130	983 641
Guinée	105	794 480	2	15 133	107	809 612
Guinée-Bissau	100	756 647	0	0	100	756 647
Guinée équatoriale	101	764 214	1	7 566	102	771 780
Guyane	108	817 179	4	30 266	112	847 445
Haïti	103	779 347	2	15 133	105	794 480
Haute-Volta	101	764 214	1	7 566	102	771 780
Honduras	110	832 312	5	37 832	115	870 144
Hongrie	205	1 551 127	51	385 890	256	1 937 017
Iles Salomon	101	764 214	0	0	101	764 214
Inde	197	1 490 595	47	355 624	244	1 846 219
Indonésie	181	1 369 531	39	295 092	220	1 664 624
Iran	126	953 375	12	90 798	138	1 044 173
Iraq	111	839 878	6	45 399	117	885 277
Irlande	100	756 647	0	0	100	756 647
Islande	100	756 647	0	0	100	756 647
Israël	118	892 844	8	60 532	126	953 375
Italie	845	6 393 668	360	2 723 930	1 205	9 117 598
Jamahiriya arabe libyenne	105	794 480	3	22 699	108	817 179
Jamaïque	113	855 011	6	45 399	119	900 410
Japon	2 303	17 425 584	1 064	8 050 726	3 367	25 476 309

Etat	Actions entièrement libérées		Actions exigibles		Total	
	Nombre	Valeur (en unités de compte)	Nombre	Valeur (en unités de compte)	Nombre	Valeur (en unités de compte)
Jordanie	104	786 913	2	15 133	106	802 046
Kampuchea démocratique	101	764 214	1	7 566	102	771 780
Kenya	116	877 711	7	52 965	123	930 676
Koweït	103	779 347	1	7 566	104	786 913
Lesotho	100	756 647	0	0	100	756 647
Liban	105	794 480	2	15 133	107	809 612
Libéria	118	892 844	8	60 532	126	953 375
Liechtenstein	100	756 647	0	0	100	756 647
Luxembourg	100	756 647	0	0	100	756 647
Madagascar	106	802 046	3	22 699	109	824 745
Malaisie	248	1 876 485	72	544 786	320	2 421 271
Malawi	103	779 347	1	7 566	104	786 913
Maldives	100	756 647	0	0	100	756 647
Mali	103	779 347	1	7 566	104	786 913

Etat	Actions entièrement libérées		Actions exigibles		Total	
	Nombre	Valeur (en unités de compte)	Nombre	Valeur (en unités de compte)	Nombre	Valeur (en unités de compte)
Pologne	362	2 739 063	126	953 375	488	3 692 438
Portugal	100	756 647	0	0	100	756 647
Qatar	100	756 647	0	0	100	756 647
République arabe syrienne	113	855 011	7	52 965	120	907 977
République centrafricaine	102	771 780	1	7 566	103	779 347
République de Corée	151	1 142 537	25	189 162	176	1 331 699
République démocratique allemande	351	2 655 831	121	915 543	472	3 521 375
République démocratique populaire lao	101	764 214	0	0	101	764 214
République dominicaine	121	915 543	10	75 665	131	991 208
République populaire démocratique de Corée	104	786 913	2	15 133	106	802 046
République socialiste soviétique de Biélorussie	100	756 647	0	0	100	756 647
République socialiste soviétique d'Ukraine	100	756 647	0	0	100	756 647
République-Unie de Tanzanie	113	855 011	6	45 399	119	900 410
République-Unie du Cameroun	116	877 711	8	60 532	124	938 242
Roumanie	142	1 074 439	20	151 329	162	1 225 768
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 051	7 952 361	459	3 473 010	1 510	425 372 11 425 372
Rwanda	103	779 347	1	7 566	104	786 913
Sainte-Lucie	100	756 647	0	0	100	756 647
Saint-Marin	100	756 647	0	0	100	756 647
Saint-Siège	100	756 647	0	0	100	756 647
Saint-Vincent-et-Grenadines	100	756 647	0	0	100	756 647
Samoa	100	756 647	0	0	100	756 647
Sao Tomé-et-Principe	101	764 214	0	0	101	764 214
Sénégal	113	855 011	7	52 965	120	907 977
Seychelles	100	756 647	0	0	100	756 647
Sierra Leone	103	779 347	1	7 566	104	786 913
Singapour	134	1 013 907	17	128 630	151	1 142 537
Somalie	101	764 214	1	7 566	102	771 780
Soudan	124	938 242	12	90 798	136	1 029 040
Sri Lanka	124	938 242	12	90 798	136	1 029 040
Suède	363	2 746 629	127	960 942	490	3 707 571

Etat	Actions entièrement libérées		Actions exigibles		Total	
	Nombre	Valeur (en unités de compte)	Nombre	Valeur (en unités de compte)	Nombre	Valeur (en unités de compte)
Suisse	326	2 466 670	109	824 745	435	3 291 415
Suriname	104	786 913	2	15 133	106	802 046
Swaziland	104	786 913	2	15 133	106	802 046
Tchad	103	779 347	1	7 566	104	786 913
Tchécoslovaquie	292	2 209 410	93	703 682	385	2 913 092
Thaïlande	137	1 036 607	18	136 196	155	1 172 803
Togo	105	794 480	3	22 699	108	817 179
Tonga	100	756 647	0	0	100	756 647
Trinité-et-Tobago	103	779 347	2	15 133	105	794 480
Tunisie	113	855 011	6	45 399	119	900 410
Turquie	100	756 647	0	0	100	756 647
Union des Républiques socialistes soviétiques	1 865	14 111 469	853	6 454 200	2 718	20 565 669
Uruguay	107	809 612	4	30 266	111	839 878
Venezuela	120	907 977	10	75 665	130	983 641
Viet Nam	108	817 179	4	30 266	112	847 445
Yémen	101	764 214	1	7 566	102	771 780
Yémen démocratique	101	764 214	1	7 566	102	771 780
Yougoslavie	151	1 142 537	24	181 595	175	1 324 133
Zaïre	147	1 112 271	22	166 462	169	1 278 734
Zambie	157	1 187 936	27	204 295	184	1 392 231
Zimbabwe	100	756 647	0	0	100	756 647

ANNEXE B

Dispositions spéciales pour les pays en développement les moins avancés conformément au paragraphe 6 de l'article 11

1. Les Membres appartenant à la catégorie des pays en développement les moins avancés tels qu'ils sont définis par l'Organisation des Nations Unies paient de la manière suivante les actions à libérer entièrement visées au paragraphe 1 b) de l'article 10 :

a) Une tranche de 30 % est payée en trois versements égaux échelonnés sur trois ans;

b) Une tranche de 30 % est payée ultérieurement en versements échelonnés selon les modalités et à la date que le Conseil d'administration décide;

c) Après les versements visés aux paragraphes a) et b) ci-dessus, la dernière tranche de 40 % est représentée par le dépôt, effectué par les Membres, de billets à ordre irrévocables, non négociables et ne portant pas intérêt, selon les modalités et à la date que le Conseil d'administration décide.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 31, un pays appartenant à la catégorie des pays en développement les moins avancés ne peut être suspendu de la qualité de Membre pour avoir manqué aux obligations financières visées au paragraphe 1 de la présente annexe sans avoir eu toutes les possibilités de présenter sa défense dans un délai raisonnable et d'établir devant le Conseil des gouverneurs qu'il est dans l'incapacité de s'acquitter desdites obligations

ANNEXE C

Conditions d'admission à remplir par les organismes internationaux de produit

1 Un organisme international de produit doit être institué au niveau intergouvernemental et être ouvert à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de l'une quelconque de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

2. Il doit s'occuper de façon continue de ce qui concerne le commerce, la production et la consommation du produit considéré.

3. Il doit compter, parmi ses membres, des producteurs et des consommateurs qui représentent une proportion suffisante des exportations et des importations du produit considéré.

4. Il doit être doté d'une procédure efficace d'adoption des décisions qui tienne compte des intérêts de ses participants.

5. Il doit être à même d'adopter une méthode appropriée pour s'assurer que les responsabilités techniques ou autres qui découleraient de son association aux activités du deuxième compte sont convenablement exercées.

ANNEXE D

Attribution des voix

1 Chaque Etat Membre visé à l'article 5 a) détient :

a) 150 voix de base;

b) le nombre de voix qui lui est attribué au titre des actions de capital représenté par les contributions directes qu'il a souscrites, ainsi qu'il est indiqué dans l'appendice de la présente annexe;

c) une voix pour chaque tranche de 37 832 unités de compte du capital de garantie qu'il fournit;

d) les voix qui peuvent lui être attribuées conformément au paragraphe 3 de la présente annexe.

2. Chaque Etat Membre visé à l'article 5 b) détient :

a) 150 voix de base;

b) un certain nombre de voix au titre des actions de capital représenté par les contributions directes, ce nombre étant déterminé par le Conseil des gouverneurs à la majorité qualifiée en harmonie avec l'attribution des voix prévue dans l'appendice de la présente annexe;

c) une voix pour chaque tranche de 37 832 unités de compte du capital de garantie qu'il fournit;

d) les voix qui peuvent lui être attribuées conformément au paragraphe 3 de la présente annexe.

3. Si des actions non souscrites ou additionnelles de capital représenté par les contributions directes sont offertes à la souscription conformément au paragraphe 4 b) et c) de l'article 9 et au paragraphe 3 de l'article 12, deux voix additionnelles sont attribuées à chaque Etat Membre au titre de chaque action additionnelle de capital représenté par les contributions directes qu'il souscrit.

4. Le Conseil des gouverneurs soumet la répartition des voix à un examen continu et, si la répartition effective des voix s'écarte sensiblement de celle qui est prévue dans l'appendice de la présente annexe, procède à tous ajustements nécessaires

conformément aux principes fondamentaux qui régissent la distribution des voix et dont la présente annexe s'inspire. En effectuant ces ajustements, le Conseil des gouverneurs prend en considération :

a) le nombre de Membres;

b) le nombre d'actions de capital représenté par les contributions directes;

c) le montant du capital de garantie

5. Les ajustements opérés dans la distribution des voix en application du paragraphe 4 de la présente annexe le sont conformément aux règlements que le Conseil des gouverneurs, à la majorité spéciale, aura adoptés à cette fin à sa première assemblée annuelle.

ANNEXE D

Appendice

Attribution des voix

Etat	Voix de base	Voix additionnelles	Total
Afghanistan	150	207	357
Afrique du Sud	150	652	802
Albanie	150	157	307
Algérie	150	245	395
Allemagne, République fédérale d'	150	4 212	4 362
Angola	150	241	391
Arabie saoudite	150	207	357
Argentine	150	346	496
Australie	150	925	1 075
Autriche	150	502	652
Bahamas	150	197	347
Bahreïn	150	197	347
Bangladesh	150	276	426
Barbade	150	199	349
Belgique	150	747	897
Bénin	150	197	347
Bhoutan	150	193	343
Birmanie	150	205	355
Bolivie	150	230	380
Botswana	150	197	347
Brésil	150	874	1 024
Bulgarie	150	267	417
Burundi	150	193	343
Canada	150	1 650	1 800
Cap-Vert	150	193	343
Chili	150	402	552
Chine	150	2 850	3 000

Etat	Voix de base	Voix additionnelles	Total
Chypre	150	193	343
Colombie	150	340	490
Comores	150	193	343
Congo	150	201	351
Costa Rica	150	243	393
Côte d'Ivoire	150	326	476
Cuba	150	434	584
Danemark	150	493	643
Djibouti	150	193	343
Dominique	150	193	343
Egypte	150	326	476
El Salvador	150	245	395
Emirats arabes unis	150	197	347
Equateur	150	241	391
Espagne	150	976	1 126
Etats-Unis d'Amérique	150	11 738	11 888
Ethiopie	150	216	366
Fidji	150	207	357
Finlande	150	385	535
France	150	3 188	3 338
Gabon	150	218	368
Gambie	150	199	349
Ghana	150	276	426
Grèce	150	159	309
Grenade	150	193	343
Guatemala	150	251	401
Guinée	150	207	357
Guinée-Bissau	150	193	343
Guinée équatoriale	150	197	347
Guyane	150	216	366
Haïti	150	203	353
Haute-Volta	150	197	347

Etat	Voix de base	Voix additionnelles	Total
Honduras	150	222	372
Hongrie	150	387	537
Iles Salomon	150	195	345
Inde	150	471	621
Indonésie	150	425	575
Iran	150	266	416
Iraq	150	226	376
Irlande	150	159	309
Islande	150	159	309
Israël	150	243	393
Italie	150	1 915	2 065
Jamahiriya arabe libyenne	150	208	358
Jamaïque	150	230	380
Japon	150	5 352	5 502
Jordanie	150	205	355
Kampuchea démocratique	150	197	347
Kenya	150	237	387
Koweït	150	201	351
Lesotho	150	193	343
Liban	150	207	357
Libéria	150	243	393
Liechtenstein	150	159	309
Luxembourg	150	159	309
Madagascar	150	210	360
Malaisie	150	618	768
Malawi	150	201	351
Maldives	150	193	343
ali	150	201	351
Malte	150	197	347
Maroc	150	299	449
Maurice	150	220	370
Mauritanie	150	216	366

Etat	Voix de base	Voix additionnelles	Total
Mexique	150	319	469
Monaco	150	159	309
Mongolie	150	157	307
Mozambique	150	210	360
Nauru	150	193	343
Népal	150	195	345
Nicaragua	150	232	382
Niger	150	197	347
Nigéria	150	290	440
Norvège	150	399	549
Nouvelle-Zélande	150	159	309
Oman	150	193	343
Ouganda	150	245	395
Pakistan	150	257	407
Panama	150	208	358
Papouasie-Nouvelle-Guinée	150	239	389
Paraguay	150	207	357
Pays-Bas	150	936	1 086
Pérou	150	295	445
Philippines	150	430	580
Pologne	150	737	887
Portugal	150	159	309
Qatar	150	193	343
République arabe syrienne	150	232	382
République centrafricaine	150	199	349
République de Corée	150	340	490
République démocratique allemande	150	713	863
République démocratique populaire lao	150	195	345
République dominicaine	150	253	403
République populaire démocratique de Corée	150	205	355
République socialiste soviétique de Biélorussie	150	151	301

Etat	Voix de base	Voix additionnelles	Total
République socialiste soviétique d'Ukraine	150	151	301
République-Unie de Tanzanie	150	230	380
République-Unie du Cameroun	150	239	389
Roumanie	150	313	463
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	150	2 400	2 550
Rwanda	150	201	351
Sainte-Lucie	150	193	343
Saint-Marin	150	159	309
Saint-Siège	150	159	309
Saint-Vincent-et-Grenadines	150	193	343
Samoa	150	193	343
Sao Tomé-et-Principe	150	195	345
Sénégal	150	232	382
Seychelles	150	193	343
Sierra Leone	150	201	351
Singapour	150	291	441
Somalie	150	197	347
Soudan	150	263	413
Sri Lanka	150	263	413
Suède	150	779	929
Suisse	150	691	841
Suriname	150	205	355
Swaziland	150	205	355
Tchad	150	201	351
Tchécoslovaquie	150	582	732
Thaïlande	150	299	449
Togo	150	208	358
Tonga	150	193	343
Trinité-et-Tobago	150	203	353
Tunisie	150	230	380
Turquie	150	159	309

Etat	Voix de base	Voix additionnelles	Total
Union des Républiques socialistes soviétiques	150	4 107	4 257
Uruguay	150	214	364
Venezuela	150	251	401
Viet Nam	150	216	366
Yémen	150	197	347
Yémen démocratique	150	197	347
Yougoslavie	150	338	488
Zaïre	150	326	476
Zambie	150	355	505
Zimbabwe	150	193	343
Total global	24 450	79 924	104 374

ANNEXE E

Election des administrateurs

1. Les administrateurs et leurs suppléants sont élus par voie de scrutin par les gouverneurs.

2 Le scrutin porte sur des candidatures. Chaque candidature comprend une personne proposée par un Membre aux fonctions d'administrateur et une personne proposée par le même Membre ou un autre Membre aux fonctions de suppléant. Les deux personnes formant chaque candidature ne doivent pas nécessairement avoir la même nationalité.

3. Chaque gouverneur réunit sur une seule candidature toutes les voix dont le Membre qui l'a nommé dispose conformément à l'annexe D.

4. Les 28 candidatures recueillant le plus grand nombre de voix sont élues, sous réserve qu'aucune candidature n'ait obtenu moins de 2,5 % du total des voix attribuées.

5. S'il n'y a pas 28 candidatures élues au premier tour de scrutin, il est procédé à un deuxième tour, auquel seuls prennent part au vote :

a) Les gouverneurs qui ont voté au premier tour pour une candidature non élue;

b) Les gouverneurs dont les voix données à une candidature élue sont réputées, conformément au paragraphe 6 de la présente annexe, avoir porté le nombre de voix que celle-ci a obtenues à plus de 3,5 % du total des voix attribuées.

6. Pour déterminer si les voix exprimées par un gouverneur doivent être réputées avoir porté le total des voix obtenues par une candidature à plus de 3,5 % du total des voix attribuées, ce pourcentage est réputé exclure d'abord les voix du gouverneur qui a exprimé le plus petit nombre de voix pour cette candidature, puis celles du gouverneur qui en a exprimé le nombre immédiatement supérieur et ainsi de suite jusqu'à ce que les 3,5 % ou un pourcentage inférieur à 3,5 %, mais supérieur à 2,5 %, soient atteints, étant entendu que tout gouverneur dont les voix sont nécessaires pour porter le total obtenu par une candidature au-dessus de 2,5 % est réputé lui avoir donné toutes ses voix, même si le total des voix en faveur de cette candidature se trouve par là dépasser 3,5 %.

7. Si, à un tour quelconque de scrutin, deux ou plusieurs gouverneurs disposant d'un même nombre de voix ont voté pour la même candidature, et si les voix d'un ou plusieurs, mais non de la totalité, de ces gouverneurs peuvent être réputées avoir porté le total des voix que cette candidature a obtenues à plus de 3,5 % du total des voix attribuées, celui d'entre eux qui sera autorisé à voter au prochain tour de scrutin, si un tour de scrutin supplémentaire est nécessaire, est désigné par tirage au sort.

8. Pour déterminer si une candidature est élue au deuxième tour de scrutin et quels sont les gouverneurs dont les voix sont réputées avoir élu cette candidature, il y a lieu d'appliquer les pourcentages minimaux et maximaux spécifiés aux paragraphes 4 et 5 b) de la présente annexe et les procédures exposées aux paragraphes 6 et 7 de la présente annexe.

9. Si, après le deuxième tour de scrutin, il n'y a pas encore 28 candidatures élues, il est procédé dans les mêmes conditions à de scrutins supplémentaires jusqu'à ce que 27 candidatures aient été élues. Après quoi, la vingt-huitième candidature est désignée à la majorité simple des voix restantes.

10. Au cas où un gouverneur aurait voté en faveur d'une candidature non élue au dernier tour de scrutin, il peut désigner une candidature élue, avec l'accord de cette dernière, pour représenter au Conseil d'administration le Membre qui l'a nommé Dans ce cas, le plafond de 3,5 % spécifié au paragraphe 5 b) de la présente annexe ne s'applique pas à la candidature ainsi désignée.

11. Quand un Etat adhère au présent Accord dans l'intervalle de temps entre des élections d'administrateurs, il peut désigner l'un quelconque des administrateurs, avec l'accord de ce dernier, pour le représenter au Conseil d'administration. Dans ce cas, le plafond de 3,5 % spécifié au paragraphe 5 b) de la présente annexe ne s'applique pas.

ANNEXE F

Unité de compte

La valeur d'une unité de compte est la somme des valeurs des unités monétaires ci-après converties dans l'une quelconque de ces monnaies :

Dollar des Etats-Unis	0,40
Deutsche mark	0,32
Yen japonais	21
Franc français	0,42
Livre sterling	0,050
Lire italienne	52
Florin néerlandais	0,14
Dollar canadien	0,070
Franc belge	1,6
Riyal d'Arabie saoudite	0,13
Couronne suédoise	0,11
Rial iranien	1,7
Dollar australien	0,017
Peseta espagnole	1,5
Couronne norvégienne	0,10
Schilling autrichien	0,28

Toute modification apportée à la liste des monnaies qui déterminent la valeur de l'unité de compte, ainsi qu'au montant de ces monnaies, doit l'être conformément aux règlements adoptés par le Conseil des gouverneurs à la majorité qualifiée, suivant la pratique d'une organisation monétaire internationale compétente.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'atto

ACCORDO ISTITUTIVO DEL FONDO COMUNE PER I PRODOTTI DI BASE

NOTA

Per gli scopi dell'articolo 11, i tassi di correzione delle monete utilizzabili in unità di conto, alla data dell'Accordo (27 giugno 1980), sono i seguenti:

Monete	*Unità monetaria per unità di conto*
Marco tedesco	2,33306
Dollaro USA . .	1,32162
Franco francese	5,42029
Lire sterline . . .	0,563927
Yen giapponese	287,452

ACCORDO ISTITUTIVO DEL FONDO COMUNE PER I PRODOTTI DI BASE

LE PARTI CONTRAENTI,

DECISE a promuovere la cooperazione economica e la comprensione tra tutti gli Stati, in particolare tra Paesi sviluppati e Paesi in via di sviluppo, nel rispetto dei principi di equità ed uguaglianza, e contribuire in tal modo ad instaurare un nuovo ordine economico internazionale,

RICONOSCENDO la necessità di migliorare la cooperazione internazionale nel settore dei prodotti di base quale condizione essenziale per instaurare un nuovo ordine economico internazionale, mirante a promuovere lo sviluppo economico e sociale, in particolare quello dei Paesi in via di sviluppo,

DESIDEROSE di promuovere un azione globale per migliorare le strutture di mercato nel commercio internazionale dei prodotti di base che presentino un interesse per i Paesi in via di sviluppo,

RICORDANDO la risoluzione 93 (IV) relativa al programma integrato per i prodotti di base, adottata dalla Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo (qui di seguito chiamata la Conferenza o UNCTAD),

HANNO CONVENUTO di istituire il Fondo comune per i prodotti di base che funzionerà in conformità alle disposizioni seguenti

CAPITOLO I — DEFINIZIONI

Articolo 1 — Definizioni

Ai fini del presente Accordo

1. Per «Fondo» si intende il Fondo comune per i prodotti di base istituito ai sensi del presente Accordo

2. Per «accordo o intesa internazionale di prodotto» si intende ogni accordo o intesa intergovernativa destinata a promuovere la cooperazione internazionale relativa ad un prodotto di base, le cui parti includono produttori e consumatori che hanno al loro attivo la maggior parte del commercio mondiale del prodotto considerato

3. Per «organizzazione internazionale di prodotto» si intende l'organizzazione creata con un accordo o intesa internazionale di prodotto, per l'applicazione delle disposizioni del suddetto accordo o intesa

4 Per «organizzazione internazionale di prodotto associata» si intende un'organizzazione internazionale di prodotto che si è associata al Fondo ai sensi dell'articolo 7

5. Per «accordo d'associazione» si intende l'accordo stipulato tra un'organizzazione internazionale di prodotto ed il Fondo ai sensi dell'articolo 7

6 Per «fabbisogni finanziari massimali» si intende l'ammontare massimale che un'organizzazione internazionale e di prodotto associata può ritirare dal Fondo e prendere in prestito dal Fondo, e che è determinato ai sensi dell'articolo 7 paragrafo 8.

7. Per «organizzazione internazionale di prodotto» si intende un organismo designato ai sensi dell'articolo 7 paragrafo 9

8 Per «unità di conto» si intende l'unità di conto del Fondo definita ai sensi dell'articolo 8 paragrafo 1

9 Per «monete utilizzabili» si intende *a)* il marco tedesco, il dollaro USA, il franco francese, la lira sterlina, lo yen giapponese, ed ogni altra moneta eventualmente designata da una competente organizzazione monetaria internazionale in quanto abitualmente utilizzata per i pagamenti di transazioni internazionali e comunemente scambiate sui principali mercati di cambi e *b)* ogni altra moneta liberamente disponibile ed effettivamente utilizzabile che il Consiglio d'amministrazione potrà designare con maggioranza qualificata previa approvazione del Paese la cui moneta viene proposta dal Fondo. Il Consiglio dei governatori designerà un'organizzazione monetaria internazionale competente ai fini del punto *a)* di cui sopra ed adotterà con maggioranza qualificata i regolamenti relativi alla designazione della moneta ai fini del punto *b)* di cui sopra, in conformità alla prassi monetaria internazionale vigente. Una moneta potrà essere tolta dalla lista delle monete utilizzabili dal Consiglio d'amministrazione con un voto a maggioranza qualificata.

10. Per «capitale rappresentato dai contributi diretti» si intende il capitale specificato all'articolo 9 paragrafo 1 *a)* e paragrafo 4.

11. Per «azioni interamente liberate» si intendono le azioni del capitale rappresentato dai contributi diretti specificate *all'articolo* 9 *paragrafo* 2 *a)* ed all'*articolo* 10 paragrafo 2.

12 Per «azioni esigibili» si intendono le azioni del capitale rappresentato dai contributi diretti specificate all'articolo 9 paragrafo 2 *b)* ed all'articolo 10 paragrafo 2 *b)*

13 Per «capitale di garanzia» si intende il capitale investito nel Fondo ai sensi dell'articolo 14 paragrafo 4 da parte dei membri del Fondo che partecipano ad un'organizzazione internazionale di prodotto associata.

14 Il termine «garanzie» designa le garanzie date al Fondo, ai sensi dell'articolo 14 paragrafo 5, dai partecipanti ad un'organizzazione internazionale di prodotto associata che non sono membri del Fondo.

15 L'espressione «*warrants* di *stock*» designa note di pegno di *stock*, fedi di deposito o altri titoli di proprietà su *stock* di prodotto di base

16. Per «totale dei voti attribuiti» si intende la somma dei voti detenuti dalla totalità dei membri del Fondo

17. Per «maggiorazione semplice» si intende la metà più uno del totale dei suffragi espressi.

18. Per «maggiorazione qualificata» si intendono almeno i due terzi del totale dei suffragi espressi.

19. Per «maggioranza speciale» si intendono almeno i tre quarti del totale dei suffragi espressi.

20 Per «suffragi espressi» si intendono i voti a favore e i voti contro

CAPITOLO II — OBIETTIVI E FUNZIONI

Articolo 2 — Obiettivi

Il Fondo ha per obiettivi

a) Servire da strumento chiave per il conseguimento degli obiettivi convenuti nel programma integrato per i prodotti di base enunciati nella Risoluzione 93 (IV) della Conferenza;

b) Facilitare la conclusione e l'applicazione di accordi o intese internazionali di prodotto, in particolare in materia di prodotti di base che presentino uno speciale interesse per i Paesi in via di sviluppo

Articolo 3 — Funzioni

Per il conseguimento di tali obiettivi, il Fondo svolgerà le seguenti funzioni:

a) Contribuirà per mezzo del suo primo conto, secondo le modalità indicate qui di seguito, nel presente Accordo, al finanziamento di *stock* regolatori internazionali e di *stock* nazionali coordinati a livello internazionale, il tutto nel quadro di accordi o intese internazionali di prodotto;

b) Finanziare per mezzo del suo secondo conto altre misure diverse dallo stoccaggio nel settore dei prodotti di base, secondo le modalità indicate qui di seguito;

c) Favorire il coordinamento e le consultazioni per mezzo del suo secondo conto per quanto concerne le altre misure diverse dallo stoccaggio nel settore dei prodotti di base ed il loro finanziamento, in modo tale da servire da punto focale per ogni prodotto.

CAPITOLO III — MEMBRI

Articolo 4 — Condizioni di ammissione

Sono ammessi a diventare Membri del Fondo

a) Tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o Membri di una delle sue istituzioni specializzate oppure dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica; e

b) Ogni organizzazione intergovernativa di integrazione economica regionale che eserciti competenze nei settori di attività del Fondo. Le organizzazioni intergovernative di tale categoria non sono tenute ad assumersi obblighi finanziari nei confronti del Fondo e non hanno diritto di voto.

Articolo 5 — Membri

I Membri del Fondo (qui di seguito chiamati Membri) sono

a) Gli Stati che hanno ratificato, accettato o approvato il presente Accordo in conformità all'articolo 54;

b) Gli Stati che hanno aderito al presente Accordo in conformità all'articolo 56;

c) Le organizzazioni intergovernative di cui all'articolo 4 *b)* che hanno ratificato, accettato o approvato il presente accordo in conformità all'articolo 54;

d) Le organizzazioni intergovernative di cui all'articolo 4 *b)* che hanno aderito al presente Accordo in conformità all'articolo 56

Articolo 6 — Limiti di responsabilità

Nessun Membro è responsabile, per il solo fatto di far parte del Fondo, degli atti del Fondo, né delle obbligazioni da questo contratte

CAPITOLO IV — RAPPORTI INTERNAZIONALI DELLE ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI DI PRODOTTO E DEGLI ORGANISMI INTERNAZIONALI DI PRODOTTO CON IL FONDO

Articolo 7. — Rapporti delle organizzazioni internazionali di prodotto e degli organismi internazionali di prodotto con il Fondo

1 Le «*facilities*» del primo conto del Fondo sono utilizzate soltanto dalle organizzazioni internazionali di prodotto che sono state create per l'applicazione delle disposizioni di accordi o intese internazionali di prodotto che prevedono sia degli *stock* regolatori internazionali sia degli *stock* nazionali coordinati a livello internazionale. L'accordo d'associazione è conforme alle disposizioni del presente Accordo e dei regolamenti compatibili con quella che il Consiglio dei governatori deve applicare.

2 Un'organizzazione internazionale di prodotto creata per l'applicazione delle disposizioni di un accordo o di un'intesa internazionale di prodotto che prevede *stock* regolatori internazionali, può associarsi al Fondo per gli scopi del primo conto, a condizione che l'accordo o l'intesa internazionale di prodotto sia negoziato o rinegoziato secondo il principio del finanziamento comune di uno *stock* regolatore e sia conforme al suddetto principio Ai fini del presente Accordo, gli accordi o le intese internazionali di prodotto finanziati mediante un prelievo sono ammessi ad associarsi col Fondo.

3 Ogni accordo d'associazione proposto viene presentato dal Direttore generale al Consiglio di amministrazione e, con la raccomandazione del suddetto Consiglio, al Consiglio dei governatori per l'approvazione a maggioranza qualificata

4 Nell'applicare le disposizioni dell'accordo di associazione tra il Fondo e un'organizzazione internazionale di prodotto associata, ogni istituzione rispetterà l'autonomia dell'altra. L'accordo d'associazione specificherà diritti ed obblighi reciproci del Fondo e dell'organizzazione internazionale di prodotto associata, compatibilmente con le disposizioni pertinenti del presente Accordo.

5. Un'organizzazione internazionale di prodotto associata è ammessa a prelevare prestiti dal Fondo per il tramite del primo conto senza pregiudizio della possibilità di ottenere un finanziamento del secondo conto, con la riserva che la suddetta organizzazione associata ed i suoi partecipanti abbiano debitamente adempiuto e adempiano ai loro obblighi nei confronti del Fondo.

6. L'accordo d'associazione prevede la liquidazione dei conti tra l'organizzazione internazionale di prodotto associata ed il Fondo, prima di ogni rinnovo dell'accordo d'associazione

7. Un'organizzazione internazionale di prodotto associata può, se l'accordo d'associazione lo prevede, e se l'organizzazione internazionale di prodotto precedente associata per lo stesso prodotto è d'accordo, subentrare alla suddetta organizzazione nei suoi diritti ed obblighi.

8 Il Fondo non interviene direttamente sui mercati di prodotti di base. Tuttavia, esso potrà alienare *stock* di prodotti di base solo in applicazione dell'articolo 17 paragrafi 15-17

9. Ai fini del secondo conto, il Consiglio d'amministrazione designerà eventualmente degli organismi di prodotto appropriati, ivi comprese delle organizzazioni internazionali di prodotto, associate o no, quali organismi internazionali di prodotto, con la riserva che siano conformi ai criteri enunciati nell'allegato C.

CAPITOLO V — CAPITALE ED ALTRE RISORSE

Articolo 8 — Unità di conto e moneta

1 L'unità di conto del Fondo è quella che viene definità nell'allegato F

2 Il Fondo dispone di monete utilizzabili ed effettua le sue transazioni finanziarie in monete utilizzabili Con riserva delle disposizioni di

cui all'articolo 16 paragrafo 5 *b*), nessun membro applicherà o imporrà restrizioni alle disponibilità, all'impiego o allo scambio, da parte del Fondo di monete utilizzabili provenienti:

a) Dal pagamento di sottoscrizioni di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti;

b) Dal pagamento di capitale di garanzia, di valuta depositata al posto del capitale di garanzia, di garanzie o di depositi in contanti provenienti dall'associazione di organizzazioni internazionali di prodotto con il Fondo;

c) Dal pagamento di contributi volontari;

d) Da prestiti;

e) Dall'alienazione di *stock* in caso di deperimento, in conformità con l'articolo 17 paragrafi 15-17;

f) Dai pagamenti a titolo di capitale, di introiti, di interessi o altre commissioni riguardanti prestiti o investimenti effettuati mediante prelievo su uno dei fondi menzionati nel presente paragrafo

3. Il Consiglio d'amministrazione fissa il criterio di valutazione delle monete utilizzabili nei confronti dell'unità di conto, secondo la prassi monetaria internazionale vigente.

Articolo 9 — Risorse di capitale

1 Il capitale del Fondo è composto

a) Dal capitale rappresentato dai contributi diretti, diviso in 47 000 azioni emesse dal Fondo, per un valore pari a 7566,47145 unità di conto ciascuna e per un valore totale di 355 624 158 unità di conto;

b) Dal capitale di garanzia apportato direttamente al Fondo in conformità all'articolo 14 paragrafo 4

2 Le azioni emesse dal Fondo si dividono in

a) 37 000 azioni interamente liberate;

b) 10 000 azioni esigibili

3. Le azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti sono disponibili per la sottoscrizione soltanto da parte dei Membri in conformità alle disposizioni dell'articolo 10

4 Il numero di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti:

a) Viene, in caso di necessità, aumentato dal Consiglio dei governatori in occasione dell'adesione di uno Stato a norma dell'articolo 56;

b) Può essere aumentato dal Consiglio dei governatori in conformità dell'articolo 12;

c) Viene aumentato della somma necessaria in conformità all'articolo 17 paragrafo 14

5. Se il Consiglio dei governatori offre alla sottoscrizione le azioni non sottoscritte del capitale rappresentato dai contributi diretti in applicazione dell'articolo 12 paragrafo 3 o aumenta il numero delle azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti in applicazione del paragrafo 4 *b*) o 4 *c*) del presente articolo, ogni membro avrà il diritto, ma non l'obbligo, di sottoscrivere le suddette azioni.

Articolo 10 — Sottoscrizione delle azioni

1. Ogni Membro definito all'articolo 5 *a*) sottoscrive, secondo quanto indicato nell'allegato A:

a) 100 azioni interamente liberate;

b) Un numero supplementare qualunque di azioni interamente liberate e di azioni esigibili

2 Ogni Membro definito all'articolo 5 *b*) sottoscrive

a) 100 azioni interamente liberate;

b) Un numero supplementare qualunque di azioni interamente liberate e di azioni esigibili che il Consiglio dei governatori fissa a maggioranza qualificata, compatibilmente con la ripartizione delle azioni indicate nell'allegato A e in conformità con le condizioni e modalità concordate a norma dell'articolo 56.

3 Ogni Membro potrà destinare al secondo conto una parte della sua sottoscrizione in applicazione del paragrafo 1 *a*) del presente articolo; tuttavia la somma globale destinata al secondo conto, a titolo volontario, non dovrà essere inferiore a 52 965 300 unità di conto.

4 Le azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti non saranno in alcun modo né cedute in garanzia né vincolate dai Membri e potranno essere cedute solamente al Fondo

Articolo 11 — Pagamento delle azioni

1. Il pagamento delle azioni sottoscritte da ogni Membro a titolo di capitale rappresentato dai contributi diretti viene effettuato:

a) In qualsivoglia moneta utilizzabile, ai tassi di conversione in vigore fra tale moneta e l'unità di conto alla data del pagamento; oppure

b) in una moneta utilizzabile scelta dal Membro in causa al momento del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, e ai tassi di conversione in vigore tra questa moneta utilizzabile e l'unità di conto alla data del presente Accordo. Il Consiglio dei governatori adotterà un regolamento in relazione al pagamento delle sottoscrizioni in monete utilizzabili se altre monete utilizzabili sono designate o se delle monete utilizzabili sono eliminate dall'elenco delle monete utilizzabili in conformità alla definizione 9 dell'articolo 1. Al momento del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione ciascun Membro sceglierà uno dei due metodi sopra descritti che intenderà applicare per tutti i pagamenti in questione

2. Il Consiglio dei governatori, quando proceda ad una verifica in conformità all'articolo 12 paragrafo 2, esaminerà il funzionamento del metodo di pagamento fissato al paragrafo 1 del presente articolo, tenendo presenti le fluttuazioni dei tassi di cambio o tenendo conto dell'evoluzione della prassi degli istituti di credito internazionali, deciderà, a maggioranza speciale, i cambiamenti da apportare eventualmente al metodo di pagamento delle sottoscrizioni delle azioni supplementari di capitale rappresentato dai contributi diretti emessi ulteriormente in conformità all'articolo 12 paragrafo 3.

3 Ogni Membro definito all'articolo 5 *a*)

a) Verserà il 30 per cento della sua sottoscrizione totale di azioni interamente liberate entro i 60 giorni successivi all'entrata in vigore del presente Accordo o entro 30 giorni dalla data di deposito del suo strumento di ratifica, accettazione o approvazione se tale data è successiva;

b) Un anno dopo il versamento previsto al precedente comma *a*), verserà il 20 per cento della sua sottoscrizione totale di azioni interamente liberate e depositerà presso il Fondo dei vaglia cambiari irrevocabili, non negoziabili e infruttiferi per un ammontare pari al 10 per cento della sua sottoscrizione totale di azioni interamente liberate. Detti vaglia cambiari verranno incassati secondo le modalità e alla data che il Consiglio d'amministrazione fisserà;

c) Due anni dopo il versamento previsto al precedente comma *a*), depositerà presso il Fondo dei vaglia cambiari irrevocabili non negoziabili ed infruttiferi per un ammontare pari al 40 per cento della sua sottoscrizione totale di azioni interamente liberate. Detti vaglia cambiari verranno incassati secondo le modalità e alla data che il Consiglio d'amministrazione fisserà a maggioranza qualificata, tenendo debitamente conto delle necessità delle operazioni del Fondo, restando tuttavia inteso che i vaglia cambiari depositati in relazione alle azioni destinate al secondo conto verranno incassate secondo le modalità e alla data che il Consiglio d'amministrazione fisserà.

4. L'ammontare sottoscritto da ciascun Membro per le azioni esigibili potrà essere richiesto dal Fondo soltanto alle condizioni previste all'articolo 17 paragrafo 12.

5. Le richieste di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti si suddividono proporzionalmente tra tutti i Membri qualunque sia la categoria o le categorie di azioni che sono oggetto della richiesta, fatte salve le disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo

6 Le disposizioni speciali che regolano il pagamento di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti sottoscritti dai Paesi in via di sviluppo meno avanzati sono quelli enunciati all'allegato B

7. Le sottoscrizioni di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti, potranno, qualora fosse necessario, essere effettuate dalle istituzioni appropriate dei Membri interessati.

Articolo 12 — Adeguamento delle sottoscrizioni di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti

1. Se diciotto mesi dopo l'entrata in vigore del presente Accordo le sottoscrizioni di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti sono inferiori all'ammontare specificato all'articolo 9 paragrafo 1 *a*), il Consiglio dei governatori verificherà al piu presto se le sottoscrizioni sono sufficienti

2. Il Consiglio dei governatori verificherà inoltre, ad intervalli che riterrà adeguati, se il capitale rappresentato dai contributi diretti ai fini del primo conto è sufficiente. La prima di tali verifiche avrà luogo al più tardi alla fine del terzo anno successivo all'entrata in vigore del presente Accordo.

3 A seguito di una verifica effettuata in applicazione del paragrafo 1 o 2 del presente articolo, il Consiglio dei governatori potrà decidere di offrire alla sottoscrizione le azioni non sottoscritte o di emettere altre azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti secondo una tabella fissata dal Consiglio.

4 Le decisioni prese dal Consiglio dei governatori in applicazione del presente articolo verranno adottate a maggioranza speciale

Articolo 13 — Contributi volontari

1. Il Fondo potrà accettare contributi volontari dai Membri e da altre fonti Tali contributi sono versati in monete utilizzabili.

2. L obiettivo da raggiungere con i contributi volontari iniziali per il secondo conto è di 211 861 200 unità di conto, indipendentemente dalla ripartizione fatta in conformità all'articolo 10 paragrafo 3.

3 *a*) Il Consiglio dei governatori verificherà se le risorse del secondo conto sono sufficienti al più tardi alla fine del terzo anno dopo l'entrata in vigore del presente Accordo. Tenendo presenti le attività del secondo conto, il Consiglio dei governatori potrà anche procedere a tale verifica in altri momenti che esso deciderà.

b) Alla fine di tali verifiche, il Consiglio dei governatori potrà decidere di ricostituire le risorse del secondo conto e adotterà le disposizioni volute. Tali ricostituzioni hanno carattere volontario per i Membri e dovranno essere conformi al presente Accordo.

4. I contributi volontari non sono legati a nessuna restrizione quanto alla loro utilizzazione da parte del Fondo, a meno che il contribuente non ne decida l'assegnazione al primo o al secondo conto

Articolo 14. — Risorse provenienti dall associazione di organizzazioni internazionali di prodotto con il Fondo

A) *Depositi in contanti*

1 Al momento della sua associazione con il Fondo un'organizzazione internazionale di prodotto associata deve, fatto salvo quanto specificato al paragrafo 2 del presente articolo, depositare in contanti presso il Fondo in moneta utilizzabile e per conto della suddetta organizzazione associata un terzo dei suoi fabbisogni finanziari massimali. Il deposito sarà effettuato in una sola volta o a rate, come concordato dall'organizzazione associata e dal Fondo, tenuto conto di tutti i fattori pertinenti e in particolare dello stato della liquidità del Fondo, della necessità di ricavare il massimo vantaggio finanziario dall'apporto dei depositi in contanti delle organizzazioni internazionali di prodotto associate e dalla capacità dell'organizzazione internazionale di prodotto associata interessata a procurarsi i contanti necessari per far fronte al suo obbligo di deposito

2 Un'organizzazione internazionale di prodotto associata che possieda degli *stock* al momento della sua associazione con il Fondo, può far fronte ad una parte o a tutto il suo obbligo di deposito, ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo, dando in pegno presso il Fondo o dando in deposito per conto del Fondo dei *warrants* di *stock* di valore equivalente.

3 Un'organizzazione internazionale di prodotto associata può depositare presso il Fondo, secondo condizioni e modalità reciprocamente accettabili, le sue eccedenze in valuta, oltre ai depositi effettuati ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo.

B) *Capitale di garanzia e garanzie*

4 Al momento dell'associazione di un'organizzazione internazionale di prodotto con il Fondo, i Membri che partecipano alla suddetta organizzazione associata apportano direttamente al Fondo del capitale di garanzia secondo le modalità stabilite dall'organizzazione associata e tali da soddisfare il Fondo. Il valore globale di garanzia, delle garanzie e dei contanti versati ai sensi del paragrafo 5 del presente articolo è pari ai due terzi dei futuri bisogni finanziari massimali della suddetta organizzazione associata, fatte salve le disposizioni del paragrafo 7 del presente articolo.

Il capitale di garanzia può, qualora si riveli opportuno, essere apportato dalla istituzione appropriata dei Membri interessati, secondo modalità che soddisfino il Fondo.

5. Se i partecipanti ad un'organizzazione internazionale di prodotto associata non sono Membri, tale organizzazione associata deposita presso il Fondo, in aggiunta ai contanti di cui al paragrafo 1 del presente articolo, un'ammontare pari al capitale di garanzia che detti partecipanti avrebbero apportato se fossero stati Membri, restando inteso che il Consiglio dei governatori può, a maggioranza speciale, permettere alla suddetta organizzazione associata di prevedere sia l'apporto di capitale di garanzia supplementare per lo stesso ammontare da parte dei Membri partecipanti a detta organizzazione associata, sia l'apporto di garanzie per lo stesso ammontare da parte dei partecipanti a detta organizzazione associata che non sono Membri; tali garanzie comportano obblighi finanziari paragonabili a quelli del capitale di garanzia e vengono fornite in una forma tale da soddisfare il Fondo.

6 Il capitale di garanzia e le garanzie possono essere richieste dal Fondo solo in applicazione dell'articolo 16 paragrafi da 11 a 13.

Tale capitale di garanzia e tali garanzie vengono versati in moneta utilizzabile

7 Se un'organizzazione internazionale di prodotto associata adempie al suo obbligo di deposito mediante rate in conformità col paragrafo 1 del presente articolo, tale organizzazione associata ed i suoi partecipanti apportano in maniera adeguata, al momento del versamento di ogni rata, il capitale di garanzia, contanti o garanzie, in conformità al paragrafo 5 del prèsente articolo, che rappresentano complessivamente il doppio dell'ammontare della rata.

C) Warrants *di* stock

8 Un'organizzazione internazionale di prodotto associata dà in pegno presso il Fondo o mette in deposito per conto del Fondo tutti i *warrants* di *stock* di prodotti acquistati per mezzo del ritiro di depositi in valuta effettuati in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo o di prestiti contratti presso il Fondo, a titolo di garanzia per il pagamento dei suoi obblighi nei confronti del Fondo. Il fondo può alienare gli *stock* solo in conformità all'articolo 17 paragrafi da 15 a 17. Al momento della vendita dei prodotti rappresentati dai suddetti *warrants* di *stock*, l'organiz-

zazione internazionale di prodotto associata utilizza il ricavato di tale vendita in primo luogo per rimborsare il saldo dovuto per ogni prestito eventualmente contratto presso il Fondo, in secondo luogo per far fronte ai suoi obblighi di deposito in contanti in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo.

9. Tutti *warrants di stock* dati in pegno presso il Fondo o depositati per conto del Fondo sono valutati ai fini del paragrafo 2 del presente articolo, secondo il metodo stabilito dai regolamenti adottati dal Consiglio dei governatori.

Articolo 15 — Prestiti

Il Fondo può contrarre prestiti in conformità all'articolo 16 paragrafo 5 *a*), fermo restando che l'ammontare totale dei prestiti contratti dal Fondo per le operazioni del suo primo conto non deve mai superare la cifra costituita dalla somma dei seguenti importi:

a) La parte non richiesta delle azioni esigibili;

b) La parte non richiesta del capitale di garanzia e delle garanzie dei partecipanti ad organizzazioni internazionali di prodotto associate in conformità con i paragrafi da 4 a 7 dell'articolo 14 e

c) La riserva speciale costituita in applicazione dell'articolo 16 paragrafo 4

Capitolo VI — Operazioni

Articolo 16 — Disposizioni generali

A) *Impiego delle risorse*

1. Le risorse e le «*facilities*» del Fondo vengono utilizzate esclusivamente per consentirgli di conseguire i propri obiettivi e di assolvere le proprie funzioni.

B) *Due conti*

2 Il Fondo apre due conti distinti nei quali detiene le proprie risorse; un primo conto, alimentato dalle risorse di cui al paragrafo 1 dell'articolo 17, per contribuire al finanziamento dei [illegible] di stoccaggio di prodotti di base, un secondo conto, alimentato dalle risorse di cui al paragrafo 1 dell'articolo 18, per il finanziamento di misure diverse da quelle relative allo stoccaggio nel campo dei prodotti di base, senza che l'unità organica del Fondo sia compromessa. Tale separazione dei conti risulta dagli stati finanziari del Fondo.

3. Le risorse di ciascun conto vengono detenute, utilizzate, impegnate, investite o altrimenti alienate separatamente dalle risorse dell'altro conto Le risorse di un conto non devono essere gravate da perdite o utilizzate per il regolamento di impegni relativi alle operazioni od altre attività dell'altro conto.

C) *Riserva speciale*

4. Il Consiglio dei governatori costituisce, effettuando dei prelievi sulle entrate del primo conto e deducendo le spese di amministrazione, una riserva speciale non superiore al 10 per cento del capitale rappresentato dai contributi diretti stanziati sul primo conto per far fronte agli impegni relativi ai prestiti del primo conto, come previsto al paragrafo 12 dell'articolo 17. Nonostante le disposizioni dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo, il Consiglio dei governatori decide a maggioranza speciale come impiegare le entrate nette non destinate alla riserva speciale.

D) *Poteri generali*

5. Oltre ai poteri conferitigli dalle altre disposizioni del presente Accordo, il Fondo può esercitare i poteri che seguono per quanto riguarda le sue operazioni, purché l'esercizio di tali poteri sia subordinato ai principi generali di gestione e ai termini del presente Accordo e compatibili con essi:

a) Richiedere prestiti ai Membri, alle istituzioni finanziarie internazionali e, per le operazioni del primo conto, sul mercato dei capitali, conformemente alle leggi in vigore nel Paese in cui viene contratto il prestito, con la riserva che il Fondo abbia ottenuto l'approvazione di tale Paese e di ogni Paese nella cui moneta viene contratto il prestito;

b) Investire in qualsiasi momento i fondi non necessari alle operazioni in strumenti finanziari che può determinare conformemente alle leggi vigenti nel Paese sul territorio del quale viene operato l'investimento;

c) Esercitare qualque altro potere necessario per conseguire i suoi obiettivi e assolvere le sue funzioni e per applicare le disposizioni del presente Accordo.

E) *Principi generali di gestione*

6. Il Fondo gestisce le operazioni conformemente alle disposizioni del presente Accordo e dei regolamenti che il Consiglio può adottare secondo il paragrafo 6 dell'articolo 20

7. Il Fondo adotta le disposizioni necessarie per assicurarsi che un prestito o donazione che ha concesso o al quale partecipa sia destinato esclusivamente ai fini per i quali il prestito o la donazione sono stati concessi

8. È chiaramente indicato nel *recto* di qualsiasi titolo emesso dal Fondo che tale titolo non costituisce impegno alcuno per i Membri, salvo espressa dicitura sul titolo stesso.

9 Il Fondo assicura una ragionevole diversificazione nei suoi investimenti

10 Il consiglio dei governatori adotta dei regolamenti per l'acquisto di beni e servizi con risorse del Fondo. In generale tali regolamenti devono conformarsi ai principi delle licitazioni internazionali tra fornitori sul territorio dei Membri e devono dare preferenza, a seconda del caso, agli esperti, ai tecnici e ai fornitori dei Paesi in via di sviluppo Membri dei Fondo.

11 Il Fondo crea stretti rapporti di lavoro con istituzioni finanziarie internazionali e regionali e può, per quanto è possibile, stabilire rapporti di lavoro con gli organismi nazionali dei Membri, pubblici o privati, che si occupano di investire fondi di sviluppo in misure di sviluppo in favore dei prodotti di base. Il Fondo può partecipare a un cofinanziamento con tali istituzioni.

12. Per le sue operazioni e nel campo di sua competenza il Fondo coopera con gli organismi internazionali di prodotto e con le organizzazioni internazionali di prodotto associate per tutelare gli interessi dei Paesi in via di sviluppo importatori se questi subiscono un danno derivante dall'adozione di misure prese in relazione al programma integrato per i prodotti di base

13 Il Fondo gestisce le sue operazioni con prudenza, adotta le misure che reputa necessarie per preservare e salvaguardare le risorse e non compie speculazioni monetarie

Articolo 17 — Il primo conto

A) *Risorse*

1 Le risorse del primo conto sono le seguenti

a) Sottoscrizioni da parte dei Membri di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti, eccezion fatta per la quota delle loro sottoscrizioni suscettibile di essere stanziata sul secondo conto conformemente al paragrafo 3 dell'articolo 10

b) Depositi in denaro di organizzazioni internazionali di prodotto associate conformemente ai paragrafi 1, 2 e 3 dell'articolo 14

c) Capitale di garanzia, denaro in luogo e al posto del capitale di garanzia, e garanzie provenienti dai partecipanti alle organizzazioni internazionali di prodotto associate, conformemente ai paragrafi 4, 5, 6 e 7 dell'articolo 14.

d) Contributi volontari destinati al primo conto

e) Proventi dei prestiti, conformemente all'articolo 15.

f) Eventuali utili netti delle operazioni del primo conto

g) Riserva speciale di cui al paragrafo 4 dell'articolo 16

h) *Warrants* di *stock* provenienti da organizzazioni internazionali di prodotto associate, conformemente ai paragrafi 8 e 9 dell'articolo 14.

B) *Principi regolatori delle operazioni del primo conto*

2 Il Consiglio di amministrazione approva le condizioni dei prestiti per le operazioni del primo conto.

3 Il capitale rappresentato dai contributi diretti stanziato sul primo conto viene utilizzato:

a) Per consolidare la reputazione di solvibilità del Fondo per quanto attiene alle operazioni del primo conto

b) Come capitale d'esercizio, per far fronte alle necessità a breve termine di liquidità del primo conto.

c) Come fonte di entrate per coprire le spese di amministrazione del Fondo

4. Il Fondo preleva un interesse su tutti i prestiti che concede alle organizzazioni internazionali di prodotto associate, a dei tassi tanto bassi quanto glielo consenta e la sua possibilita di ottenere fondi e la necessità di coprire il costo dei prestiti che contrae per erogare fondi a dette organizzazioni associate.

5. Il Fondo versa, per tutti i depositi in denaro ed altri pagamenti in denaro delle organizzazioni di prodotto associate, un interesse a dei tassi adeguati compatibili con il reddito dei propri investimenti finanziari, e tenendo in considerazione il tasso applicato ai prestiti che concede alle organizzazioni internazionali di prodotto associate ed il costo dei prestiti che esso contrae per le operazioni del primo conto

6 Il Consiglio dei governatori adotta dei regolamenti che enunciano i principi di gestione, in virtù dei quali fissa i tassi di interesse applicati conformemente ai paragrafi 4 e 5 del presente articolo. In tal modo, il Consiglio dei governatori tiene conto della necessità di preservare la viabilità finanziaria del Fondo e tiene presente il principio di un trattamento non discriminatorio tra le organizzazioni di prodotto associate.

C) *Fabbisogni finanziari massimali*

7. Ogni accordo di associazione specifica i fabbisogni massimali dell'organizzazione internazionale di prodotto associata e le misure da adottare in caso di modifica di tali fabbisogni.

8. I fabbisogni finanziari massimali di un'organizzazione internazionale di prodotto associata comprendono il costo d'acquisto delle scorte calcolato moltiplicando il volume autorizzato delle sue scorte, come specificato dall'accordo di associazione, per un adeguato prezzo di acquisto, determinato da detta organizzazione associata. Inoltre, un'organizzazione internazionale di prodotto associata può comprendere nei suoi fabbisogni finanziari massimali le spese di mantenimento specificate, eccezion fatta per gli interessi relativi ai prestiti contratti, restando inteso che la somma delle spese di mantenimento specificate non deve superare il 20 per cento del costo di acquisto.

D) *Obblighi delle organizzazioni internazionali di prodotto associate e dei loro partecipanti nei confronti del Fondo.*

9 Ogni accordo di associazione prevede in particolare

a) il modo in cui l'organizzazione internazionale di prodotto associata ed i suoi partecipanti debbono adempiere agli obblighi che hanno nei confronti del Fondo. Tali obblighi sono enunciati all'articolo 14 concernente i depositi, il capitale di garanzia, il denaro depositato in luogo e al posto del capitale di garanzia, le garanzie e i *warrants* di *stock*;

b) che l'organizzazione internazionale di prodotto associata non richiede prestiti a terzi per le operazioni del suo *stock* regolatore, a meno che non sussista un mutuo accordo con il Fondo approvato dal Consiglio di amministrazione;

c) che l'organizzazione di prodotto associata è, in qualunque momento, responsabile nei confronti del Fondo del mantenimento e conservazione delle scorte per le quali dei *warrants* di *stock* sono stati dati in pegno presso il Fondo o consegnate in deposito per conto del Fondo, e prende le necessarie garanzie e gli adeguati provvedimenti in materia di sicurezza ed in altri campi per quanto riguarda la conservazione e la manutenzione di dette scorte;

d) che l'organizzazione internazionale di prodotto associata conclude con il Fondo adeguati accordi di credito che specifichino le modalità e condizioni di qualsiasi prestito approvato dal Fondo a favore di detta organizzazione associata, comprese le modalità di rimborso del capitale e di pagamento degli interessi;

e) che l'organizzazione internazionale di prodotto associata tiene al corrente, se del caso, il Fondo sulle condizioni e sull'evoluzione dei mercati del prodotto di cui essa si occupa.

E) *Obblighi del Fondo nei confronti delle organizzazioni internazionali di prodotto associate*

10 Ogni accordo di associazione prevede inoltre in particolare

a) che, con riserva delle disposizioni di cui al paragrafo 11 *a*) del presente articolo, il Fondo adotta le necessarie disposizioni per il prelevamento, a richiesta dell'organizzazione internazionale di prodotto associata, del totale o di una parte delle somme depositate conformemente ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 14;

b) che il Fondo concede prestiti all'organizzazione internazionale di prodotto associata per un importo totale che non superi la somma del capitale di garanzia non richiesto dal denaro depositato in luogo e al posto del capitale di garanzia, e delle garanzie fornite dai partecipanti all'organizzazione a titolo della loro partecipazione a detta organizzazione in applicazione dei paragrafi 4, 5, 6 e 7 dell'articolo 14;

c) che i prelievi ed i prestiti effettuati e contratti da ogni organizzazione di prodotto associata conformemente ai commi *a*) e *b*) summenzionati, vengono utilizzati unicamente per far fronte ai costi di stoccaggio inclusi nei fabbisogni finanziari massimali conformemente al paragrafo 8 del presente articolo. Una somma che non superi la quota eventualmente compresa nei fabbisogni finanziari massimali di ogni organizzazione internazionale di prodotto associata per far fronte a delle spese di mantenimento specificate conformemente al paragrafo 8 del presente articolo è utilizzata per far fronte a tali spese di mantenimento.

d) che, salvo quanto disposto al paragrafo 11 *c*) del presente articolo, il Fondo mette rapidamente i *warrants* di *stock* a disposizione dell'organizzazione internazionale di prodotto associata affinché questa possa utilizzarli per la vendita del suo *stock* regolatore;

e) che il Fondo rispetta il carattere riservato delle informazioni fornite dall'organizzazione internazionale di prodotto associata

F) *Mancato pagamento da parte di organizzazioni internazionali di prodotto associate.*

11. In caso di imminente mancato pagamento di un organizzazione internazionale di prodotto associata, per qualdiasi prestito concesso dal Fondo il Fondo consulta detta organizzazione associata per l'adozione di misure volte ad evitare il mancato pagamento.

In caso di mancato pagamento di una organizzazione di prodotto associata il Fondo fa ricorso alle seguenti risorse, nel seguente ordine, fino alla concorrenza della somma del mancato pagamento:

a) tutto il denaro dell'organizzazione internazionale di prodotto associata inadempiente in possesso del Fondo;

b) i proventi delle richieste, in proporzione, del capitale di garanzia e delle garanzie dei partecipanti all'organizzazione associata inadempiente consegnati a titolo di partecipazione a detta organizzazione;

c) con riserva di quanto disposto al paragrafo 15 del presente articolo, qualsiasi *warrant* di *stock* dato in garanzia presso il Fondo o consegnato in deposito per conto del Fondo dalla organizzazione internazionale di prodotto associata inadempiente.

G) *Impegni derivati dai prestiti del primo conto*

12. Nel caso in cui il Fondo non possa fare altrimenti per adempiere agli obblighi relativi ai prestiti del suo primo conto, utilizza le seguenti

risorse, nel seguente ordine, restando inteso che, se un organizzazione internazionale di prodotto associata non rispetta gli obblighi che ha nei confronti del Fondo, il Fondo avrà già fatto ricorso, per quanto è possibile, alle risorse menzionate al paragrafo 11 del presente articolo:

a) la riserva speciale;

b) i proventi delle sottoscrizioni di azioni interamente liberate, stanziati sul primo conto;

c) i proventi delle sottosezioni di azioni esigibili;

d) i proventi delle richieste, in proporzione, del capitale di garanzia e delle garanzie dei partecipanti ad una organizzazione internazionale di prodotto associata inadempiente consegnati a titolo di partecipazione ad altre organizzazioni internazionali di prodotto associate.

I pagamenti effettuati dai partecipanti ad organizzazioni di prodotto associate in forza del precedente comma *d)* vengono rimborsati dal Fondo non appena possibile prelevando le risorse raccolte in applicazione dei paragrafi 11, 15 e 17 del presente articolo; l'eventuale avanzo di risorse, dopo il rimborso, viene utilizzato per ricostituire, in ordine inverso, le risorse menzionate ai commi *a)*, *b)* e *c)* di cui sopra.

13. I proventi delle richieste, in proporzione, di tutto il capitale di garanzia e di tutte le garanzie viene utilizzato dal Fondo dopo aver fatto ricorso alle risorse di cui al paragrafo 12 *a)*, *b)* e *c)* del presente articolo per far fronte a uno qualsiasi dei suoi impegni che non siano impegni derivanti dal mancato pagamento di una organizzazione internazionale di prodotto associata.

14. Per consentire al Fondo di adempiere agli eventuali obblighi che sussistono dopo il ricorso alle risorse menzionate ai paragrafi 12 e 13 del presente articolo, il numero di azioni di capitale rappresentato da contributi diretti viene aumentato della somma necessaria all'adempimento di detti impegni ed il Consiglio dei governatori viene convocato in sessione di urgenza per decidere le modalità di tale aumento.

H) *Alienazione delle scorte da parte del Fondo in caso di decadenza*

15 Il Fondo ha la facoltà di alienare le scorte di prodotti di base riguardanti un'organizzazione internazionale di prodotto associata inadempiente che è decaduta dal beneficio del Fondo conformemente al paragrafo 11 del presente articolo, restando inteso che il Fondo cerca di evitare la vendita sottocosto di tali scorte rinviando la vendita in modo che tale rinvio sia compatibile con la necessità di evitare da parte sua un'inadempienza degli obblighi.

16. Il Consiglio di amministrazione esamina, ad opportuni intervalli, le alienazioni di scorte effettuate dal Fondo conformemente al paragrafo 11 *c)* del presente articolo, in consultazione con l'organizzazione internazionale di prodotto associata interessata e decide a maggioranza qualificata sulla opportunità di rinviare dette alienazioni.

17. I proventi di tali alienazioni di scorte servono in primo luogo a rispettare gli impegni del Fondo relativi ai prestiti del primo conto per quanto riguarda l'organizzazione internazionale di prodotto associata interessata, quindi a ricostituire, nell'ordine inverso, le risorse di cui al paragrafo 12 del presente articolo.

Articolo 18 — Il secondo conto

A) *Risorse*

1 Le risorse del secondo conto sono le seguenti

a) la quota di capitale rappresentata dai contributi diretti stanziati sul secondo conto, conformemente al paragrafo 3 dell'articolo 10;

b) i contributi volontari versati sul secondo conto;

c) gli utili netti delle operazioni del Fondo che eventualmente spettano al secondo conto;

d) i prestiti;

e) qualsiasi altra risorsa posta a disposizione del Fondo, da esso ricevuta od acquisita per le operazioni riguardanti il secondo conto, in applicazione del presente Accordo.

B) *Limiti finanziari del secondo conto*

2 La somma totale dei prestiti e donazioni che può concedere il Fondo, o ai quali può partecipare, in relazione alle operazioni del secondo conto, non può superare la somma totale delle risorse di detto conto

C) *Principi regolatori delle operazioni del secondo conto*

3. Il Fondo può concedere prestiti o partecipare ad essi e, eccezion fatta per la quota di capitale rappresentato da contributi diretti stanziata sul secondo conto, concedere donazioni o partecipare ad esse, per il finanziamento, nel campo dei prodotti di base, di misure diverse da quelle di stoccaggio attingendo alle risorse del secondo conto, con riserva delle disposizioni del presente accordo e, in particolare, delle modalità e condizioni che seguono:

a) dette operazioni devono essere misure di sviluppo atte a favorire i prodotti di base, volte a migliorare le strutture di mercato e a rendere più favorevole a lungo termine la concorrenzialità e le prospettive di determinati prodotti. Comprendono la ricerca-sviluppo, i miglioramenti della produttività, la commercializzazione e le misure destinate a contribuire, generalmente mediante il cofinanziamento o l'assistenza tecnica, alla diversificazione verticale, siano esse applicate da sole, come nel caso delle derrate deperibili ed altri prodotti i cui problemi non possono essere adeguatamente risolti con lo stoccaggio, od insieme ad operazioni di stoccaggio ed in appoggio a tali operazioni;

b) tali misure vengono patrocinate e seguite in comune da produttori e consumatori nell'ambito di un organismo internazionale di prodotto;

c) le operazioni del Fondo a titolo del secondo conto possono assumere la forma di prestiti e donazioni concessi ad un organismo internazionale di prodotto o ad un organismo di quest'ultimo, oppure ad un Membro o a dei Membri designati da detto organismo, secondo modalità e condizioni reputate opportune dal Consiglio di amministrazione in considerazione della situazione economica dell'organismo internazionale di prodotto o del Membro o Membri interessati e della natura ed esigenze dell'operazione considerata. Tali prestiti possono essere coperti da garanzie di Stato o da altre adeguate garanzie dell'organismo internazionale di prodotto o del Membro o Membri designati da detto organismo;

d) l'organismo internazionale di prodotto, che patrocina un progetto finanziato dal Fondo con le risorse del secondo conto, sottopone al Fondo una proposta scritta dettagliata specificando l'oggetto, la durata, il luogo, il costo del progetto proposto ed il servizio incaricato dell'esecuzione;

e) prima della concessione di qualsiasi prestito o donazione, il Direttore generale presenta al Consiglio di amministrazione una valutazione dettagliata della proposta, accompagnata dalle proprie raccomandazioni e, se del caso, dal parere del Comitato consultivo conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 25. Le decisioni concernenti la scelta e l'approvazione delle proposte vengono adottate dal Consiglio di amministrazione a maggioranza qualificata, conformemente al presente Accordo e a tutti i regolamenti adottati di conseguenza per le operazioni del Fondo;

f) per la valutazione delle proposte di progetti che gli vengono presentate in vista di un finanziamento, il Fondo ricorre, normalmente, ai servizi di organismi internazionali o regionali e può, se del caso, ricorrere ai servizi di altri organismi competenti e di consulenti specializzati nel settore considerato. Il fondo può pure affidare a tali organismi l'amministrazione dei prestiti o donazioni ed il controllo dell'esecuzione dei progetti da esso finanziati. Tali istituzioni, organismi e consulenti vengono scelti secondo i regolamenti adottati dal Consiglio dei governatori;

g) concedendo un prestito e partecipando ad esso, il Fondo tiene nella debita considerazione le possibilità che hanno il contraente del prestito e qualunque garante di adempiere tale transazione;

h) il Fondo conclude con l'organismo internazionale di prodotto, il servizio di detto organismo, il Membro o i Membri interessati, un accordo che specifichi la somma e che preveda in particolare tutte le garanzie dello Stato od altre adeguate garanzie, conformemente al presente Accordo ed ai regolamenti adottati dal Fondo;

i) le somme da concedere a titolo di un'operazione di finanziamento vengono poste a disposizione del beneficiario unicamente per coprire le spese del progetto man mano che esse vengono effettivamente sostenute;

j) il Fondo non rifinanzia progetti finanziati inizialmente da altre fonti;

k) i prestiti sono rimborsabili nella valuta o valute con cui sono stati effettuati;

l) il Fondo evita, per quanto è possibile, che le attività del suo secondo conto non costituiscano duplicazioni di quelle istituzioni finanziarie internazionali e regionali, ma può partecipare ad operazioni di cofinanziamento con tali istituzioni;

m) fissando le priorità per l'impiego delle risorse del secondo conto, il Fondo attribuisce la dovuta importanza ai prodotti di base che rivestono interesse per i Paesi in via di sviluppo meno avanzati;

n) quando vengono previsti dei progetti per il secondo conto, si concede la dovuta importanza ai prodotti di base che rivestono un interesse per i Paesi in via di sviluppo, particolarmente a quelli dei piccoli produttori-esportatori;

o) il Fondo tiene in debita considerazione l'importanza di evitare che una proporzione troppo elevata delle risorse del secondo conto venga impiegata a beneficio di un particolare prodotto di base.

D) *Prestiti contratti per il secondo conto*

4. I prestiti contratti dal Fondo per il secondo conto, in applicazione del paragrafo 5 *a)* dell'articolo 16, sono conformi ai regolamenti che il Consiglio deve adottare e sono sottoposti alle seguenti disposizioni

a) tali prestiti vengono contratti a condizioni liberali, specificate nei regolamenti che il Fondo deve adottare, e, l'importo di tali prestiti non viene impiegato a condizioni più favorevoli di quelle con le quali era stato ottenuto;

b) ai fini della contabilità, i proventi dei prestiti contratti vengono registrati in un conto di prestiti le cui risorse vengono ritenute, utilizzate, impegnate, investite o altrimenti alienate, separatamente dalle altre risorse del Fondo e dalle altre risorse del secondo conto;

c) le altre risorse del Fondo, comprese le altre risorse del secondo conto, non devono essere gravate da perdite o utilizzate per il regolamento di impegni derivanti dalle operazioni od altre attività di tale conto di prestiti;

d) i prestiti contratti per il secondo conto vengono approvati dal Consiglio di amministrazione

CAPITOLO VII — ORGANIZZAZIONE E GESTIONE

Articolo 19 — Struttura del Fondo

Il Fondo è composto da un Consiglio dei governatori, un Consiglio di amministrazione, un Direttore generale e dal personale che può essere necessario all'esercizio delle sue funzioni

Articolo 20 — Consiglio dei governatori

1 Tutti i poteri del Fondo sono devoluti al Consiglio dei governatori

2. Ogni membro nomina un governatore ed un supplente che siedono al Consiglio dei governatori per volontà del Membro che li ha nominati. Il supplente può partecipare alle assemblee, ma è ammesso a votare solamente in caso di assenza del titolare.

3. Il Consiglio dei governatori può delegare al Consiglio di amministrazione un qualsiasi suo potere, salvo i seguenti poteri:

a) stabilire la politica fondamentale del Fondo;

b) decidere le modalità e condizioni di adesione al presente accordo, conformemente all'articolo 56;

c) sospendere un Membro;

d) aumentare o diminuire il numero di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti;

e) adottare gli emendamenti al presente Accordo;

f) porre fine alle operazioni del Fondo e ripartire gli averi del Fondo conformemente al capitolo IX;

g) nominare il Direttore generale;

h) deliberare sui ricorsi dei Membri contro le decisioni del Consiglio di amministrazione per quanto concerne l'interpretazione o l'applicazione del presente Accordo;

i) approvare la situazione annuale, verificata, dei conti del Fondo;

j) adottare, conformemente al paragrafo 4 dell'articolo 16, decisioni relative agli utili netti dopo la costituzione della riserva speciale;

k) approvare le proposte di accordi di associazione;

l) approvare le proposte di accordi con altre organizzazioni internazionali conformemente ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 29;

m) decidere la ricostituzione delle risorse del secondo conto ai sensi dell'articolo 13.

4. Il Consiglio dei governatori si riunisce in assemblea una volta all'anno ed in assemblea straordinaria tutte le volte che lo desideri, o a richiesta di 15 governatori che detengano almeno un quarto del totale dei voti attribuiti, o a richiesta del Consiglio di amministrazione.

5 Il *quorum*, per qualunque riunione del Consiglio dei governatori, è formato da una maggioranza di governatori che detengono almeno due terzi del totale dei voti attribuiti

6 Il Consiglio dei governatori, a maggioranza speciale, adotta i regolamenti compatibili con il presente Accordo che reputa necessari alla conduzione degli affari del Fondo

7. I governatori ed i supplenti esercitano le loro funzioni senza ricevere indennità dal Fondo, a meno che il Consiglio dei governatori decida, a maggioranza qualificata, di rimborsare le ragionevoli spese di soggiorno e le spese di viaggio che devono sostenere per assistere alle assemblee

8 Ad ogni assemblea annuale, il Consiglio dei governatori elegge un presidente tra i governatori Il presidente esercita le proprie funzioni fino ad elezione del successore È rieleggibile per un mandato immediatamente successivo.

Articolo 21 — Votazione al Consiglio dei governatori

1. I voti al Consiglio dei governatori sono distribuiti tra gli Stati Membri conformemente all'allegato D.

2 Le decisioni del Consiglio dei governatori vengono adottate, per quanto è possibile, senza votazione

3. Salvo disposizione contraria del presente Accordo, le decisioni del Consiglio dei governatori per tutte le questioni trattate vengono adottate a maggioranza semplice.

4 Il Consiglio dei governatori può, mediante regolamenti, adottare una procedura che permetta al Consiglio di amministrazione di ottenere un voto del Consiglio dei governatori per una particolare questione senza dover richiederne la riunione

Articolo 22 — Consiglio di amministrazione

1. Il Consiglio di amministrazione è responsabile della conduzione delle operazioni del Fondo e ne rende conto al Consiglio dei governatori. A tale scopo, il Consiglio di amministrazione esercita i poteri conferitigli da altre disposizioni del presente Accordo o delegatigli dal Consiglio dei governatori. Nell'esercizio di tutti i poteri che gli vengono così delegati, il Consiglio di amministrazione delibera alla maggioranza che sarebbe richiesta se il Consiglio dei governatori avesse conservato detti poteri.

2. Il Consiglio dei governatori elegge 28 amministratori ed un supplente per amministratore secondo le modalita riportate nell'allegato E.

3. Ogni amministratore ed ogni supplente vengono eletti per due anni e sono rieleggibili. Svolgono le loro funzioni fino alla elezione dei successori Un supplente può partecipare alle riunioni, ma è ammesso a votare solo in assenza del titolare

4. Il Consiglio di amministrazione opera presso la sede del Fondo e si riunisce tutte le volte che gli affari del Fondo lo richiedono.

5 *a*) Gli amministratori ed i loro supplenti esercitano le proprie funzioni senza essere remunerati dal Fondo. Ciò nonostante il Fondo può rimborsare le ragionevoli spese di soggiorno e le spese di viaggio che essi sostengono per poter assistere alle assemblee.

b) Nonostante il comma *a*) di cui sopra, gli amministratori ed i supplenti ricevono una remunerazione dal Fondo se il Consiglio dei governatori decide, a maggioranza qualificata, che essi lavoreranno per il Fondo a tempo pieno.

6 Il *quorum*, per tutte le riunioni del Consiglio di amministrazione, è formato da una maggioranza di amministratori che sia almeno due terzi del totale dei voti attribuiti.

7. Il Consiglio di amministrazione può invitare i capi di segreteria delle organizzazioni internazionali di prodotto associate e degli organismi internazionali di prodotto a partecipare, senza diritto di voto, alle deliberazioni

8 Il Consiglio di amministrazione invita il Segretario generale dell'UNCTAD ad assistere alle riunioni in qualità di osservatore.

9. Il Consiglio di amministrazione può invitare i rappresentanti di altri organismi internazionali interessati ad assistere alle sue riunioni in qualità di osservatori.

Articolo 23 — Votazione al Consiglio di amministrazione

1. Ogni amministratore è ammesso ad esprimere il numero di voti attribuito ai Membri che rappresenta; tali voti non devono necessariamente essere espressi tutti insieme.

2 Le decisioni del Consiglio di amministrazione vengono, per quanto è possibile, adottate senza votazione.

3. Salvo disposizione contraria del presente Accordo, le decisioni del Consiglio di amministrazione per tutte le questioni trattate vengono adottate a maggioranza semplice.

Articolo 24 — Il Direttore generale ed il personale

1. Il Consiglio dei governatori nomina, a maggioranza qualificata, il Direttore generale Se l'interessato, al momento della nomina, è governatore, amministratore o supplente, si dimette da tale carica prima di assumere quella di Direttore generale

2 Il Direttore generale, sotto la direzione del Consiglio dei governatori e del Consiglio di amministrazione, gestisce gli affari di ordinaria amministrazione del Fondo

3 Il Direttore generale è il più alto funzionario del Fondo ed è Presidente del Consiglio di amministrazione, alle cui riunioni partecipa senza diritto di voto

4. Il mandato del Direttore generale è di quattro anni e può essere rinnovato una volta Ciò nonostante, il Direttore generale cessa di esercitare le sue funzioni nel momento in cui così decide, a maggioranza qualificata, il Consiglio dei governatori.

5 Il Direttore generale è responsabile dell'organizzazione, della nomina e licenziamento del personale, conformemente al regolamento del personale adottato dal Fondo Nominando il personale, il Direttore generale, pur avendo la principale preoccupazione di assicurare al Fondo il servizio di persone aventi le più elevate qualità di rendimento e di competenza tecnica, tiene in debita considerazione la necessità di assumere il personale sulla più vasta area geografica.

6 Il Direttore generale ed il personale, nell'esercizio delle loro funzioni, hanno doveri solamente nei confronti del Fondo, escludendosi qualsiasi altra autorità. Ogni Membro rispetta il carattere internazionale di tali doveri e si astiene da qualsiasi intervento volto ad influenzare il Direttore generale od un qualsiasi funzionario od impiegato nell'esercizio delle loro funzioni.

Articolo 25 — Comitato consultivo

1. *a*) Il Consiglio dei governatori, tenuta in considerazione la necessità di mettere in funzione il secondo conto non appena possibile, istituirà al più presto, conformemente ai regolamenti che avrà adottato, un comitato consultivo per facilitare le operazioni del secondo conto.

b) Per quanto concerne la composizione del Comitato consultivo, si terrà in debita considerazione la necessità di una ripartizione geografica vasta ed imparziale, la necessità che ogni membro possieda una conoscenza specializzata dei problemi di sviluppo in materia dei prodotti di base e l'opportunità di assicurare una vasta rappresentanza di interessi in causa, compresi gli interessi di coloro che hanno versato dei contributi volontari.

2 Le funzioni del Comitato consultivo sono le seguenti

a) fornire pareri al Consiglio di amministrazione per quanto riguarda gli aspetti tecnici ed economici dei programmi di misure proposte

al Fondo dagli organismi internazionali di prodotto per scopi di finanziamento e cofinanziamento mediante il secondo conto e le priorità che conviene concedere a tali proposte;

b) fornire pareri, su richiesta del Consiglio di amministrazione, riguardo agli aspetti specifici relativi alla valutazione di particolari progetti per i quali si prevede un finanziamento mediante il secondo conto;

c) fornire pareri al Consiglio di amministrazione riguardo ai principi diretti e ai criteri da applicare per stabilire le relative priorità fra le misure riguardanti il secondo conto, per determinare le procedure di valutazione, per concedere donazioni e aiuti sotto forma di prestiti e per le operazioni di cofinanziamento con altre istituzioni finanziarie internazionali ed altri organismi;

d) formulare osservazioni concernenti i rapporti del Direttore generale sul controllo, l'esecuzione e la valutazione di progetti finanziati mediante il secondo conto.

Articolo 26 — Disposizioni in materia di bilancio e verifica dei conti

1. Le spese amministrative del Fondo vengono coperte dalle entrate del primo conto

2 Il Direttore generale fissa un bilancio amministrativo annuo, il quale viene esaminato dal Consiglio di amministrazione e trasmesso, con le sue raccomandazioni, al Consiglio dei governatori per l'approvazione.

3 Il Direttore generale organizza una verifica annua indipendente ed esterna dei conti del Fondo. La situazione verificata dei conti, dopo un esame del Consiglio di amministrazione, viene trasmessa, con le sue raccomandazioni, al Consiglio dei governatori per l'approvazione.

Articolo 27 — Sede ed Uffici

La sede del Fondo è situata nel luogo deciso, a maggioranza qualificata, dal Consiglio dei governatori, possibilmente alla sua prima assemblea annuale. Il Fondo può, per decisione del Consiglio dei governatori, aprire, all'occorrenza, altri uffici sul territorio di qualunque Membro

Articolo 28 — Pubblicazione dei rapporti

Il Fondo pubblica ed invia ai Membri un rapporto annuale sulla situazione verificata dei conti Dopo l'adozione da parte del Consiglio dei governatori, tale rapporto e tale situazione vengono comunicate per conoscenza all'Assemblea generale delle Nazioni Unite, al Consiglio per il commercio e lo sviluppo dell'UNCTAD, alle organizzazioni internazionali di prodotto associate ed alle altre organizzazioni internazionali interessate.

Articolo 29 — Relazioni con l'Organizzazione delle Nazioni Unite ed altre organizzazioni

1 Il Fondo può avviare dei negoziati con l'Organizzazione delle Nazioni Unite per concludere un accordo che lo colleghi all'Organizzazione delle Nazioni Unite o ad una delle istituzioni specializzate considerate all'articolo 57 dello Statuto delle Nazioni Unite. Qualunque accordo concluso conformemente all'articolo 63 dello Statuto delle Nazioni Unite deve essere approvato dal Consiglio dei governatori, su raccomandazione del Consiglio di amministrazione.

2 Il Fondo può stabilire degli stretti rapporti di cooperazione con l'UNCTAD e con gli organismi delle Nazioni Unite, con altre organizzazioni intergovernative, istituzioni finanziarie internazionali, organizzazioni non governative ed organismi pubblici che si occupano di settori connessi e, se lo reputa necessario, concludere accordi con essi.

3. Il Fondo può stabilire rapporti di lavoro con gli organismi considerati al paragrafo 2 del presente articolo, secondo quanto il Consiglio di amministrazione decide in proposito

CAPITOLO VIII. — RITIRO E SOSPENSIONE DI MEMBRI E RITIRO DI ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI DI PRODOTTO ASSOCIATE

Articolo 30 — Ritiro di Membri

Un Membro può, in qualunque momento, con riserva delle disposizioni del paragrafo 2 *b*) dell'articolo 35 e delle disposizioni dell'articolo 32, ritirarsi dal Fondo indirizzando al Fondo per iscritto un avviso di ritiro Il ritiro ha effetto alla data specificata nell'avviso, ma in nessun caso prima che siano trascorsi dodici mesi dalla data in cui il Fondo riceve l'avviso

Articolo 31 — Sospensione

1. Se un Membro manca ad un qualsiasi obbligo finanziario nei confronti del Fondo, il Consiglio dei governatori, a maggioranza qualifica-

ta, può, con riserva delle disposizioni del paragrafo 2 *b*) dell'articolo 35, sospenderlo dalla sua qualifica di Membro Il Membro sospeso cessa automaticamente di essere Membro un anno dopo la data di sospensione, a meno che il Consiglio dei governatori non decida di prolungare la sospensione per un ulteriore anno.

2 Allorquando il Consiglio dei governatori si è assicurato che il Membro sospeso ha dempiuto ai suoi obblighi finanziari nei confronti del Fondo, riammette il Membro nella sua piena qualità

3. Durante la sospensione, un Membro non è ammesso ad esercitare nessuno dei diritti conferiti dal presente Accordo, al di fuori del diritto di ritiro ed il diritto all'arbitrato durante la sospensione definitiva delle operazioni del Fondo, ma rimane soggetto a tutti gli obblighi derivantigli dal presente Accordo.

Articolo 32 — Liquidazione dei conti

1. Quando un Membro cessa di essere Membro, continua ad essere tenuto a soddisfare tutte le richieste del Fondo precedenti alla data e tutti i pagamenti dovuti fino alla data in cui cessa di essere Membro per quanto riguarda i suoi obblighi nei confronti del Fondo. E ugualmente tenuto ad adempiere gli obblighi relativi al suo capitale di garanzia fino a quando non vengano adottate delle disposizioni che soddisfino il Fondo e siano conformi ai paragrafi 4, 5, 6 e 7 dell'articolo 14. Ogni accordo di associazione prevede che, se un partecipante all'organizzazione internazionale di prodotto associata considerata cessa di essere membro, l'organizzazione internazionale di prodotto associata farà in modo che tali disposizioni siano prese al più tardi alla data in cui il Membro cessa di essere Membro.

2. Quando un Membro cessa di essere Membro, il Fondo organizza il riscatto delle sue azioni conformemente ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 16 a titolo della liquidazione dei conti con il Membro e annulla il capitale di garanzia di tale Membro a patto che gli obblighi e gli impegni specificati al paragrafo 1 del presente articolo siano stati soddisfatti. Il prezzo di riscatto delle azioni risulta dal valore riportato sui libri del Fondo alla data in cui il Membro cessa di essere Membro, restando inteso che qualsiasi somma dovuta al Membro a tale titolo può essere stanziata dal Fondo per la liquidazione degli impegni presi da detto Membro nei suoi confronti conformemente al paragrafo 1 del presente articolo

Articolo 33 — Ritiro di organizzazioni internazionali di prodotto associate

1. Un'organizzazione internazionale di prodotto associata può, con riserva delle modalità e condizioni enunciate nell'accordo di associazione, ritirarsi dall'associazione con il Fondo, fermo restando che deve rimborsare tutti i prestiti in corso ricevuti dal Fondo stesso prima della data in cui entri in vigore il ritiro. L'organizzazione internazionale di prodotto associata ed i suoi partecipanti continuano in seguito ad essere tenuti a soddisfare solamente le richieste del Fondo precedenti a tale data per quanto riguarda gli obblighi nei confronti del Fondo.

2 Quando un'organizzazione internazionale di prodotto associata cessa di essere associata con il Fondo, questo, dopo che gli obblighi specificati al paragrafo 1 del presente articolo siano stati rispettati:

a) organizza il rimborso dei depositi in denaro e la riconsegna di *warrant* di *stock* che detiene per conto dell'organizzazione associata;

b) organizza il rimborso del denaro depositato in luogo e al posto del capitale di garanzia ed annulla il capitale di garanzia e le corrispondenti garanzie.

Capitolo IX. — Sospensione o cessazione definitiva delle operazioni e regolamento degli obblighi

Articolo 34 — Sospensione temporanea delle operazioni

In caso di urgenza, il Consiglio di amministrazione può sospendere temporaneamente le operazioni del Fondo che reputa dover sospendere in attesa che il Consiglio dei governatori possa procedere ad un esame più particolareggiato ed adottare una decisione.

Articolo 35 — Cessazione definitiva delle operazioni

1. Il Consiglio dei governatori può far cessare le operazioni del Fondo con una decisione adottata con il voto di due terzi del numero totale di governatori che detengono almeno tre quarti dei voti attribuiti Al momento della cessazione il Fondo cessa immediatamente tutte le attività, escluse quelle necessarie alla realizzazione graduale e alla conservazione degli averi nonché al regolamento degli obblighi.

2 Fino al regolamento definitivo di detti obblighi e alla ripartizione degli averi, il Fondo continua ad esistere e tutti i diritti ed obblighi del Fondo e dei Membri in forza del presente Accordo restano immutati, fermo restando che:

a) il Fondo non è obbligato ad adottare disposizioni per il ritiro, a richiesta, dei depositi delle organizzazioni internazionali di prodotto asso-

ciate conformemente al paragrafo 10 *a)* dell'articolo 17, né a concedere nuovi prestiti alle organizzazioni internazionali di prodotto associate, conformemente al paragrafo 10 *b)* dell'articolo 17;

b) nessun Membro può ritirarsi né essere sospeso una volta decisa la cessazione definitiva delle operazioni.

Articolo 36. — Regolamento degli obblighi: disposizioni generali

1. Il Consiglio di amministrazione adotta le disposizioni necessarie per assicurare la realizzazione ordinata degli averi del Fondo. Prima di qualsiasi versamento ai creditori diretti, il Consiglio di amministrazione adotta, a maggioranza qualificata, quelle precauzioni o misure che a suo avviso si rendono necessarie per assicurare una ripartizione proporzionale tra essi ed i detentori di crediti condizionali.

2. Non viene effettuata nessuna riaprtizione degli averi conformemente al presente capitolo prima che:

a) tutti gli obblighi del conto in questione siano stati regolati o prima che siano state adottate le disposizioni necessarie al loro regolamento;

b) il Consiglio dei governatori abbia deciso di procedere ad una ripartizione a maggioranza qualificata.

3. Dopo che il Consiglio dei governatori ha adottato una decisione conformente al paragrafo 2 *b)* del presente articolo, il Consiglio di amministrazione procede a delle successive ripartizioni degli averi ancora detenuti nel conto in questione fino a che tutti gli oneri siano stati ripartiti. Tale ripartizione tra tutti i Membri o tra tutti i partecipanti ad un'organizzazione internazionale di prodotto associata che non sono Membri è subordinata al preliminare regolamento di tutti i crediti in corso del Fondo nei confronti di tali Membri o partecipanti e viene effettuata alle date e nelle valute o altri averi che il Consiglio dei governatori giudica opportuni.

Articolo 37. — Regolamento degli obblighi: primo conto

1. I prestiti concessi alle organizzazioni internazionali di prodotti associate a titolo delle operazioni del primo conto non rimborsate al momento della decisione di far cessare le operazioni del Fondo vengono rimborsate dalle organizzazioni internazionali di prodotto associate interessate entro 12 mesi dalla data di tale decisione. Al momento del rimborso di tali prestiti i *warrant* di *stock* dati in garanzia presso il Fondo o consegnati in deposito per conto del Fondo a titolo di tali prestiti vengono riconsegnati alle organizzazioni internazionali di prodotto associate

2. I *warrant* di *stock* dati in garanzia presso il Fondo o consegnati in deposito per conto del Fondo per i prodotti di base, acquisiti mediante depositi in denaro delle organizzazioni internazionali di prodotto associate vengono resi alle organizzazioni internazionali di prodotto associate in maniera compatibile con l'impiego dei depositi in denaro e delle eccedenze specificato al paragrafo 3 *b)* del presente articolo, nella misura in cui dette organizzazioni associate abbiano peinamente rispettato i loro obblighi nei confronti del Fondo.

3. I seguenti obblighi contratti dal Fondo a titolo delle operazioni del primo conto vengono regolati simultaneamente ed in modo uguale ricorrendo agli averi del primo conto, conformemente ai paragrafi 12, 13 e 14 dell'articolo 17:

a) obblighi nei confronti dei creditori del Fondo; e

b) obblighi nei confronti delle organizzazioni internazionali di prodotto associate relativi a depositi in denaro e alle eccedenze detenuti dal Fondo conformemente ai paragrafi 1, 2, 3 e 8 dell'articolo 14, nella misura in cui dette organizzazioni associate abbiano pienamente adempiuto agli obblighi nei confronti del Fondo.

4. La ripartizione degli averi detenuti nel primo conto viene effettuata sulla base e nell'ordine seguente:

a) le somme, fino alla concorrenza del valore del capitale di garanzia richiesto e versato dai Membri, in applicazione del paragrafo 12 *d)* e 13 dell'articolo 17, vengono ripartite tra tali Membri proporzionalmente alla loro quota del valore totale del capitale di garanzia richiesto e versato;

b) le somme, fino alla concorrenza del valore delle garanzie richieste e versate dei partecipanti alle organizzazioni internazionali di prodotto associate che non sono Membri, conformemente ai paragrafi 12 *d)* e 13 dell'articolo 17, vengono ripartite tra tali partecipanti proporzionalmente alla loro quota del valore totale delle garanzie richieste e versate.

5. La ripartizione degli averi ancora detenuti nel primo conto dopo le ripartizioni di cui al paragrafo 4 del presente articolo viene eseguita tra i Membri proporzionalmente alle sottoscrizioni di azioni di capitale rappresentato da contributi diretti stanziati sul primo conto.

Articolo 38. — Regolamento degli obblighi: secondo conto

1. Gli obblighi contratti dal Fondo a titolo delle operazioni del secondo conto vengono regolati mediante prelevamenti sulle risorse del secondo conto in applicazione del paragrafo 4 dell'articolo 18.

2 Gli eventuali averi ancora detenuti, se nel caso, nel secondo conto vengono ripartiti innanzitutto tra i Membri fino alla concorrenza del valore delle sottoscrizioni di azioni di capitale rappresentato da contributi diretti stanziati su tale conto in applicazione del paragrafo 3 dell'articolo 10, quindi tra i contribuenti di detto conto proporzionalmente alla loro quota della somma totale versata a titolo di contributi in applicazione dell'articolo 13

Articolo 39 — Regolamento degli obblighi altri averi del Fondo

1. Gli altri averi vengono realizzati alla data o alle date stabilite dal Consiglio dei governatori in considerazione delle raccomandazioni del Consiglio di amministrazione e conformemente alle procedure stabilite da quest'ultimo a maggioranza qualificata.

2 Il ricavo della vendita di tali averi viene utilizzato per regolare in modo proporzionale gli obblighi di cui al paragrafo 3 dell'articolo 37 e del paragrafo 1 dell'articolo 38. L'eventuale avanzo di averi viene ripartito innanzitutto sulla base e nell'ordine specificanti al paragrafo 4 dell'articolo 37, quindi tra i Membri proporzionalmente alle sottoscrizioni di azioni di capitale rappresentato da contributi diretti

Capitolo X — Statuto giuridico, privilegi e immunità

Articolo 40 — Obiettivi

Al fine di poter esercitare le funzioni affidategli, il Fondo gode, sul territorio di ogni Membro, dello Statuto giuridico, dei privilegi e delle immunità enunciati nel presente capitolo.

Articolo 41 — Statuto giuridico del Fondo

Il Fondo ha piena personalità giuridica e, in particolare, la capacità di concludere accordi internazionali con Stati ed organizzazioni internazionali, di contrattare, acquistare e alienare beni mobili ed immobili, e ha la capacità processuale attiva e passiva

Articolo 42 — Immunità in materia di azione giudiziaria

1. Il Fondo gode dell'immunità di giurisdizione per quanto riguarda qualsiasi forma di azione giudiziaria, eccezion fatta per le azioni intentate contro di esso:

a) da chi ha dato in prestito fondi che esso ha ricevuto in prestito, per quanto concerne tali fondi;

b) da compratori o portatori di valori che esso ha emesso per quanto concerne tali valori;

c) da sindaci e cessionari che agiscono per conto delle precedenti persone, per quanto concerne le transazioni summenzionate

Tali azioni possono essere intentate davanti l'organo competente solamente nelle giurisdizioni nelle quali il Fondo ha convenuto per iscritto con l'altra parte di essere giurisdizionalmente soggetto. Tuttavia, in assenza della clausola che designa il foro, o se un accordo riguardante la giurisdizione di tale organo non viene applicato per ragioni non imputabili alla parte che intenta l'azione contro il Fondo, tale azione può essere portata davanti un competente tribunale nella giurisdizione dove è situata la Sede del Fondo o dove il Fondo ha nominato un agente per poter accettare la notifica o l'avviso di azione giudiziaria.

2 Non possono essere intentate azioni contro il Fondo da parte di Membri, organizzazioni internazionali di prodotto associate, organismi internazionali di prodotto ed i loro partecipanti o da persone che agiscono per conto di essi e che detengono loro crediti salvo nei casi di cui al paragrafo 1 del presente articolo. Tuttavia le organizzazioni internazionali di prodotto associate, gli organismi internazionali di prodotto ed i loro partecipanti possono ricorrere, per comporre la vertenza con il Fondo, alle procedure speciali descritte dagli accordi conclusi con il Fondo, e se si tratta di Membri, dal presente Accordo e dai regolamenti adottati dal Fondo.

3. Nonostante le disposizioni di cui al paragrafo 1 del presente articolo, i beni e gli averi del Fondo, dovunque si trovino e quali che siano i detentori, sono esenti da perquisizione, da qualunque forma di sequestro, manomissione, pignoramento e da qualunque forma di pignoramento presso terzi, od opposizione ed altra misura giudiziaria volta ad impedire il versamento di fondi o che riguarda o che impedisce l'alienazione di scorte di prodotti di base e *warrants* di *stock*, e qualsiasi altro provvedimento provvisorio prima che sia emanata una sentenza definitiva contro il Fondo da parte di un tribunale avente la competenza richiesta conformemente al paragrafo 1 del presente articolo. Il Fondo può stabilire con i suoi creditori un limite ai beni ed averi del Fondo che possono essere assoggettati ad un provvedimento di esecuzione a seguito di una sentenza definitiva.

Articolo 43 — Insequestrabilità degli averi

I beni ed averi del Fondo, dovunque si trovino e qualunque siano i detentori, sono esenti da perquisizione, requisizione, confisca, espropriazione e da qualunque altra forma di ingerenza o pignoramento, emanata dal potere esecutivo o legislativo.

Articolo 44 — Inviolabilità degli archivi

Gli archivi del Fondo, dovunque si trovino, sono inviolabili

Articolo 45 — Esenzione delle restrizioni relative agli averi

Nella misura necessaria ad effettuare le operazioni previste nel presente Accordo e con riserva delle disposizioni del presente Accordo, tutti i beni e gli averi del Fondo sono esenti da restrizioni, regolamentazioni, controlli e moratorie di qualunque natura.

Articolo 46 — Privilegi in materia di comunicazioni

Nella misura compatibile con qualunque convenzione internazionale sulle telecomunicazioni in vigore e conclusa sotto gli auspici dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni della quale è parte, ogni Membro applica alle comunicazioni ufficiali del Fondo lo stesso regime applicato alle comunicazioni ufficiali degli altri Membri

Articolo 47 — Privilegi ed immunità di alcune persone

Tutti i governatori, amministratori e supplenti, il Direttore generale, i membri del Comitato consultivo, gli esperti che svolgono incarichi per il Fondo ed il personale che non sia quello impiegato al servizio domestico del Fondo;

a) godono dell'immunità di giurisdizione nell'esercizio delle loro funzioni ufficiali, a meno che il Fondo non decida di togliere tale immunità;

b) se non sono cittadini del Membro in causa, godono, così come i membri conviventi della loro famiglia, delle immunità relative alle disposizioni che limitano l'immigrazione, alle formalità di registrazione degli stranieri, e delle agevolazioni in materia di regolamentazione dei cambi riconosciute da tale Membro ai rappresentanti, funzionari ed impiegati di grado paragonabile delle altre istituzioni finanziarie internazionali di cui è membro;

c) beneficiano, per quanto riguarda le agevolazioni di spostamento, del trattamento concesso da ogni Membro ai rappresentanti, funzionari ed impiegati di grado paragonabile delle altre istituzioni finanziarie internazionali di cui è membro.

Articolo 48 — Immunità fiscale

1. Nel campo delle attività ufficiali, il Fondo, gli averi, i beni ed i redditi di questo, così come le operazioni e transazioni autorizzate dal presente Accordo, sono esenti da qualunque imposta diretta e dazio doganale sulle merci importate ed esportate per suo uso ufficiale, senza per questo impedire che un Membro imponga normali tasse e dazi doganali sui prodotti originari del suo territorio ceduti in qualsiasi circostanza al Fondo. Il Fondo non richiede l'esonero da imposte relative tutt'al più a commissioni dei servizi resi.

2. Quando degli acquisti di beni o servizi di importante valore e necessari alle attività del Fondo vengono effettuati dal Fondo stesso o per suo conto ed il prezzo di tali acquisti comprende imposte o dazi, il Membro in causa adotta, per quanto è possibile e con riserva delle disposizioni di legge, opportuni provvedimenti per concedere l'esonero da tali tasse o dazi o per assicurarne il rimborso. I beni importati o acquistati che beneficiano di un esonero previsto nel precedente articolo non possono essere venduti né alienati in altro modo sul territorio del Membro che ha concesso l'esonero, salve le condizioni stabilite con tale Membro

3. Nessuna imposta viene percepita dai Membri su o per quanto riguarda gli stipendi, emolumenti od altre forme di remunerazione che il Fondo versa ai governatori, agli amministratori, ai loro supplenti, ai membri del Comitato consultivo, al Direttore generale, al personale e agli esperti che svolgono funzioni per il Fondo, che non siano cittadini, sudditi o soggetti di tali Membri.

4 Non viene percepita su obbligazioni o titoli emessi o garantiti dal Fondo, qualunque sia il detentore, né sui dividendi od interessi di tali titoli, nessuna imposta di qualunque natura:

a) che costituisca una misura discriminatoria gravante su tale obbligazione o titolo per il solo fatto che viene emesso o garantito dal Fondo oppure

b) il cui solo fondamento giuridico sia il luogo o la moneta di emissione o di pagamento previsto od effettivo o il luogo dove si trova un ufficio od una sede del Fondo.

Articolo 49 — Soppressione delle immunità, esenzioni e privilegi

1 Le immunità, esenzioni e privilegi previsti nel presente capitolo vengono concessi nell'interesse del Fondo. Il Fondo puo rinunciare, nella misura e alle condizioni da esso stabilite, alle immunità, esenzioni e privilegi previsti dal presente capitolo quando tale decisione non pregiudichi i suoi interessi.

2. Il Direttore generale ha il potere, che il Consiglio dei governatori può delegargli, e il dovere di togliere l'immunità di un qualunque membro del personale del Fondo, o degli esperti che svolgono incarichi per il Fondo, nel caso in cui l'immunità ostacoli il corso della giustizia e possa essere eliminata senza arrecare danno agli interessi del Fondo.

Articolo 50 — Applicazione del presente capitolo

Ogni Membro agisce in modo da applicare sul suo territorio i principi e gli obblighi enunciati nel presente capitolo

Capitolo XI — Emendamenti

Articolo 51 — Emendamenti

1 *a*) Qualunque proposta di emendamento al presente Accordo da parte di un Membro viene notificata a tutti i Membri dal Direttore generale ed inoltrata al Consiglio di amministrazione il quale rivolge al Consiglio dei governatori le raccomandazioni relative alla proposta.

b) Qualunque proposta di emendamento al presente Accordo da parte del Consiglio di amministrazione viene notificata a tutti i Membri dal Direttore generale ed inoltrata al Consiglio dei governatori

2. Gli emendamenti vengono adottati a maggioranza speciale dal Consiglio dei governatori Entrano in vigore sei mesi dopo l'adozione, a meno che il Consiglio dei governatori non decida altrimenti

3. Nonostante il paragrafo 2 del presente articolo, qualunque emendamento inteso a modificare:

a) il diritto di un Membro a ritirarsi dal Fondo;

b) qualunque regola di maggioranza prevista nel presente Accordo;

c) i limiti di responsabilità previsti all'articolo 6;

d) il diritto di sottoscrivere o non sottoscrivere azioni di capitale rappresentato da contributi diretti conformemente al paragrafo 5 dell'articolo 9;

e) la procedura di emendamento del presente Accordo, entra in vigore nel momento in cui viene accettato da tutti i Membri. Si reputa che l'emendamento sia stato accettato a meno che un Membro non notifichi per iscritto un'obiezione al Direttore generale entro sei mesi a decorrere dall'adozione dell'emendamento. Tale periodo di sei mesi può, a richiesta di qualunque Membro, essere prolungato dal Consiglio dei governatori al momento dell'adozione dell'emendamento.

4 Il Direttore generale notifica immediatamente a tutti i Membri ed al Depositario gli emendamenti adottati e la data in cui entreranno in vigore

Capitolo XII — Interpretazione ed arbitrato

Articolo 52 — Interpretazione

1. Qualunque questione di interpretazione o di applicazione delle disposizioni del presente Accordo che può porsi tra un Membro ed il Fondo, o tra i Membri, viene sottoposta alla decisione del Consiglio di amministrazione. Tale Membro o tali Membri hanno il diritto di partecipare alle deliberazioni del Consiglio di amministrazione durante l'esame della questione in conformità al regolamento che il Consiglio dei governatori deve adottare.

2. In tutti i casi in cui il Consiglio di amministrazione ha deciso conformemente al paragrafo 1 del presente articolo, qualunque Membro può richiedere, entro sei mesi dalla data di notifica della decisione, che la questione sia sottoposta al Consiglio dei governatori, il quale adotta a maggioranza speciale una decisione alla seguente riunione. La decisione del Consiglio dei governatori è definitiva

3. Qualora il Consiglio dei governatori non pervenga ad una decisione conformemente al paragrafo 2 del presente articolo, la questione viene sottoposta ad arbitrato, in conformità alle procedure previste dal paragrafo 2 dell'articolo 53, se un membro lo richiede entro tre mesi dall'ultimo giorno dell'esame della questione da parte del Consiglio dei governatori.

Articolo 53 — Arbitrato

1 Qualunque controversia tra il Fondo ed un Membro ritiratosi, e tra il Fondo ed un Membro al momento della cessazione definitiva delle operazioni del Fondo, viene sottoposta ad arbitrato.

2. Il tribunale arbitrale è formato da tre arbitri Ogni parte in causa nella controversia nomina un arbitro. I due arbitri così nominati nominano un terzo arbitro, il quale esercita le funzioni di presidente Se entro 45

giorni dalla data di ricevuta della domanda di arbitrato una o l'altra delle parti non ha nominato l'arbitro, o se, entro 30 giorni dalla nomina dei due arbitri, il terzo arbitro non è stato nominato, l'una o l'altra parte possono chiedere al Presidente della Corte internazionale di Giustizia o a qualunque altra autorità eventualmente designata dai regolamenti adottati dal Consiglio dei governatori, di nominare un arbitro. Se, in forza del presente paragrafo, è stato richiesto al Presidente della Corte internazionale di Giustizia di nominare un arbitro e se il Presidente è un cittadino di uno Stato in causa nella vertenza, o e nell'incapacità di esercitare le funzioni, tale potere è delegato al Vice-Presidente della Corte, o, se sussistono gli stessi impedimenti, al più anziano di età fra i membri più anziani di grado della Corte per il quale non esistono tali impedimenti. La procedura di arbitrato viene stabilita dagli arbitri, ma il Presidente del tribunale arbitrale ha tutti i poteri per regolare le questioni di procedura in caso vi sia disaccordo al riguardo. È sufficiente per decidere una votazione a maggioranza degli arbitri; tale decisione è definitiva ed obbligatoria per le parti.

3. A meno che una diversa procedura di arbitrato non sia prevista in un accordo di associazione, qualunque vertenza tra il Fondo e l'organizzazione internazionale di prodotto associata viene sottoposta all'arbitrato conformemente alla procedura prevista al paragrafo 2 del presente articolo.

CAPITOLO XIII — DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 54 — Firma e ratifica, accettazione o approvazione

1. Il presente Accordo è aperto alla firma di tutti gli Stati elencati nell'Allegato A e delle organizzazioni intergovernative di cui all'articolo 4 *b)* con sede presso l'organizzazione delle Nazioni Unite, a New York, dal 1° ottobre 1980 fino alla scadenza di un termine di un anno dalla data della sua entrata in vigore.

2. Ogni Stato firmatario ed ogni organizzazione intergovernativa firmataria può diventare Parte al presente Accordo mediante il deposito di uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione prima della scadenza di un termine di 18 mesi dalla data della sua entrata in vigore.

Articolo 55 — Depositario

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite è il Depositario della presente Convenzione

Articolo 56 — Adesione

Dopo l entrata in vigore del presente Accordo, ogni Stato od ogni organizzazione intergovernativa di cui all'articolo 4 può aderire al presente Accordo secondo le modalità e alle condizioni convenute tra il Consiglio dei governatori e detto Stato o detta organizzazione. L'adesione si effettua mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Depositario.

Articolo 57 — Entrata in vigore

1. Il presente Accordo entrerà in vigore quando il Depositario avrà ricevuto lo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione di almeno 90 Stati, a condizione che la loro sottoscrizione totale di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti, comprenda almeno i due terzi delle sottoscrizioni totali di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti fissati per ogni Stato elencato nell'Allegato A e che almeno il 50 per cento dell'obiettivo specificato per gli avvisi di contributi volontari al secondo conto al paragrafo 2 dell'articolo 13 siano stati raggiunti e che siano state soddisfatte le suddette condizioni entro il 31 marzo 1982 o entro una data successiva, che gli Stati che abbiano depositato tali strumenti prima della fine di detto periodo potranno decidere con votazione a maggioranza de i due terzi di detti Stati. Se le condizioni sopra menzionate non saranno state soddisfatte a questa data successiva, gli Stati che avranno depositato detti strumenti a tale data successiva potranno decidere una data ancora successiva con votazione a maggioranza dei due terzi di detti Stati. Gli Stati interessati notificheranno al Depositario tutte le decisioni prese in applicazione del presente paragrafo.

2. Per ogni Stato od organizzazione intergovernativa che depositi il suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo e per ogni Stato o organizzazione intergovernativa che depositi uno strumento di adesione, il presente Accordo entrerà in vigore alla data del deposito

Articolo 58 — Riserve

Nessuna disposizione del presente Accordo eccetto l'articolo 53, può essere oggetto di riserva.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione nelle date indicate

FATTO a Ginevra, il ventisette giugno millenovecentoottanta, in un unico esemplare in arabo, in cinese, in francese, in inglese, in russo e in spagnolo, tutti i testi facenti ugualmente fede

ALLEGATO A. — *Sottoscrizione di azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti*

	AZIONI INTERAMENTE LIBERATE		AZIONI ESIGIBILI		TOTALE	
Stato	*Numero*	*Valore* (in unità di conto)	*Numero*	*Valore* (in unità di conto)	*Numero*	*Valore* (in unità di conto)

(*omissis*)

ALLEGATO B. — *Disposizioni speciali per i Paesi in via di sviluppo meno avanzati conformemente al paragrafo 6 dell'articolo 11*

1 I Membri appartenenti alla categoria dei Paesi in via di sviluppo meno avanzati come definiti dall'Organizzazione delle Nazioni Unite pagano le azioni interamente liberate di cui all'articolo 10 paragrafo 1 *b*) nel modo seguente:

a) un lotto del 30 per cento viene pagato in tre versamenti uguali scaglionati in tre anni;

b) un lotto del 30 per cento viene successivamente pagato con versamenti scaglionati secondo le modalità e alla data che verrà fissata dal Consiglio d'amministrazione;

c) dopo i lotti di cui ai precedenti paragrafi *a*) e *b*), l'ultimo lotto del 40 per cento viene rappresentato dal deposito, effettuato dai Membri, di vaglia cambiari irrevocabili, non negoziabili e senza interessi, secondo le modalità e alla data che verrà fissata dal Consiglio d'amministrazione

2 Nonostante le disposizioni dell'articolo 31, un Paese appartenente alla categoria dei Paesi in via di sviluppo meno avanzati può essere sospeso dalla qualità di Membro per non aver ottemperato agli obblighi finanziari di cui al paragrafo 1 del presente Allegato senza aver avuto tutte le possibilità di presentare la sua difesa entro un termine ragionevole e dimostrare al Consiglio dei governatori che si trova nell'impossibilità di far fronte a detti obblighi.

ALLEGATO C — *Condizioni di ammissione per gli organismi internazionali di prodotto*

1. Ogni organismo internazionale di prodotto deve essere istituito a livello intergovernativo ed essere aperto a tutti gli Stati Membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o Membri di una delle sue Agenzie specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica.

2. Deve occuparsi in modo continuativo di ciò che concerne il commercio, la produzione e il consumo del prodotto considerato.

3 Deve annoverare tra i suoi membri dei produttori e dei consumatori che rappresentino una percentuale sufficiente delle esportazioni e delle importanzioni del prodotto considerato.

4. Deve poter disporre di una adeguata procedura di adozione delle decisioni che tenga conto degli interessi dei suoi partecipanti

5. Deve essere in grado di adottare un metodo appropriato per assicurarsi che le responsabilità tecniche o altre responsabilità che dovessero derivare dalla sua associazione alle attività del secondo conto siano convenientemente esercitate.

ALLEGATO D — *Attribuzione dei voti*

1 Ciascun Stato Membro di cui all'articolo 5 *a*) dispone di

a) 150 voti di base;

b) un numero dei voti che gli vengono attribuiti a titolo delle azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti che ha sottoscritto, come indicato nell'appendice del presente Allegato;

c) un voto per ogni lotto di 37 832 unità di conto del capitale di garanzia che esso fornisce;

d) i voti che gli possono essere attribuiti conformemente al paragrafo 3 del presente Allegato.

2 Ciascuno Stato Membro di cui all'articolo 5 *b*) dispone di

a) 150 voti di base;

b) un certo numero di voti a titolo delle azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti, numero che viene fissato dal Consiglio dei governatori a maggioranza qualificata in armonia con l'attribuzione dei voti prevista nell'appendice del presente Allegato;

c) un voto per ogni lotto di 37 832 unità di conto del capitale di garanzia che esso fornisce;

d) i voti che possono essergli attribuiti in conformità al paragrafo 3 del presente Allegato

3. Se vengono offerte alla sottoscrizione conformemente al paragrafo 4 *b*) e *c*) dell'articolo 9 e al paragrafo 3 dell'articolo 12, delle azioni non sottoscritte o addizionali di capitale rappresentato dai contributi diretti, due voti addizionali vengono attribuiti a ciascuno Stato Membro per ogni azione addizionale di capitale rappresentato dai contributi diretti che esso sottoscrive

4 Il Consiglio dei Governatori sottopone la ripartizione dei voti ad un esame continuo e se la ripartizione effettiva dei voti si allontana sensibilmente da quella che è prevista nell'appendice del presente Allegato, procede agli adeguamenti necessari, in conformità ai princìpi fondamentali che regolano la distribuzione dei voti e ai quali il presente Allegato si ispira. Nell'effettuare detti adeguamenti il Consiglio dei governatori prende in considerazione:

a) il numero dei Membri;

b) il numero delle azioni di capitale rappresentato dai contributi diretti;

c) l'importo del capitale di garanzia

5 Gli adeguamenti effettuati nella ripartizione dei voti, in applicazione del paragrafo 4 del presente Allegato, saranno conformi ai regolamenti che il Consiglio dei governatori, a maggioranza speciale, avrà adottato a tal fine durante la sua prima assemblea annuale

Appendice Allegato D — *Attribuzione dei voti*

Stato	*Voti di base*	*Voti addizionali*	*Totale*

(*omissis*)

Allegato E — *Elezione degli amministratori*

1 Gli amministratori ed i loro supplenti vengono eletti dai governatori mediante scrutinio

2 Lo scrutinio si effettua su candidature. Ciascuna candidatura comprende una persona proposta da un Membro alle funzioni di amministratore ed una persona proposta dallo Stesso Membro o da un altro Membro alle funzioni di supplente. Le due persone che formano ciascuna candidatura non devono necessariamente avere la stessa nazionalità

3. Ogni governatore riunisce in una sola candidatura tutti i voti di cui dispone il Membro che l'ha nominata conformemente all'Allegato D.

4 Vengono elette le 28 candidature che raccolgono il maggior numero di voti, con riserva che nessuna candidatura abbia ottenuto meno del 2,5 per cento del totale dei voti attribuiti.

5. Se non vi sono 28 candidature nel primo turno di scrutinio si procede al secondo turno al quale prendono parte alla votazione soltanto:

a) i governatori che hanno votato al primo turno per una candidatura non eletta;

b) i governatori i cui voti ad una candidatura eletta si ritiene abbiano portato, in conformità al paragrafo 6 del presente Allegato, il numero di voti ottenuti da detta candidatura ad oltre il 3,5 per cento del totale dei voti attribuiti.

6 Per stabilire se si debba ritenere che i voti espressi da un governatore abbiano portato il totale dei voti ottenuti da una candidatura ad oltre il 3,5 per cento del totale dei voti attribuiti, si reputa che questa percentuale escluda prima di tutto i voti del governatore che ha espresso il minor numero di voti per detta candidatura, poi quelli del governatore che ne ha espressi il numero immediatamente superiore e così via finché non viene raggiunto il 3,5 per cento o una percentuale inferiore al 3,5 per cento ma superiore al 2,5 per cento, restando inteso che ogni governatore i cui voti sono necessari per portare il totale ottenuto da una candidatura al di sopra del 2,5 per cento viene considerato avergli dato tutti i suoi voti, anche se il totale dei voti in favore di detta candidatura supera così il 3,5 per cento.

7 Se, durante un qualche turno di scrutinio, due o più governatori che dispongono di un ugual numero di voti hanno votato per la stessa candidatura, e se si ritiene che i voti di uno o più di detti governatori, ma non la totalità, possono aver portato il totale dei voti che detta candidatu-

ra ha ottenuto a più del 3,5 per cento del totale dei voti attribuiti, colui tra detti governatori che sara autorizzato a votare al successivo turno di scrutinio, qualora fosse necessario un ulteriore turno di scrutinio, viene designato con sorteggio.

8. Per stabilire se una candidatura è eletta al secondo turno di scrutinio e quali sono i governatori i cui voti si ritiene abbiano eletto detta candidatura, si applicano le percentuali minime e massime di cui ai paragrafi 4 e 5 *b*) del presente Allegato e le procedure di cui ai paragrafi 6 e 7 del presente Allegato.

9. Qualora dopo il secondo turno di scrutinio non fossero ancora state elette le 28 candidature, si procederà alle stesse condizioni a degli scrutini supplementari finché non siano state elette 27 candidature. Dopo di che, la 28ª candidatura sarà designata a maggioranza semplice dei voti rimasti

10. Qualora un governatore abbia votato a favore di una candidatura non eletta all'ultimo turno di scrutinio, potrà designare una candidatura eletta, con il consenso di quest'ultima, per rappresentare al Consiglio d'amministrazione il Membro che ha nominato. In questo caso non viene applicata alla candidatura così designata la percentuale massima del 3,5 per cento prevista dal paragrafo 5 *b*) del presente Allegato.

11 Quando uno Stato aderisce al presente Accordo, nell'intervallo di tempo tra le elezioni di amministratori, può designare uno qualsiasi degli amministratori, con il consenso di quest'ultimo, per rappresentarlo al Consiglio di amministrazione. In questo caso, non viene applicata la percentuale massima del 3,5 per cento di cui al paragrafo 5 *b*) del presente Allegato.

ALLEGATO F — *Unità di conto*

Il valore di una unità di conto è la somma dei valori delle unità monetarie seguenti, convertite in una qualsiasi di dette monete:

Dollaro USA .	0,40
Marco tedesco .	0,32
Yen giapponese	21
Franco francese	0,42
Lira sterlina	0,050
Lira italiana ..	52
Fiorino olandese	0,14
Dollaro canadese	0,070
Franco belga.	1,6
Riyal dell'Arabia Saudita	0,13
Corona svedese	0,11
Rial iraniano	1,7
Dollaro australiano	0 017
Peseta spagnola .	1,5
Corona norvegese	0,10
Scellino austriaco	0,28

Ogni modifica alla lista delle monete che determinano il valore dell'unità di conto, nonché dell'importo di dette monete, deve essere effettuata conformemente ai regolamenti adottati dal Consiglio dei governatori a maggioranza qualificata, secondo la prassi di un organismo monetario internazionale competente.

ERNESTO LUPO, *direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(c.m. 411200842580) (5651120/4) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

L. 4.000